



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

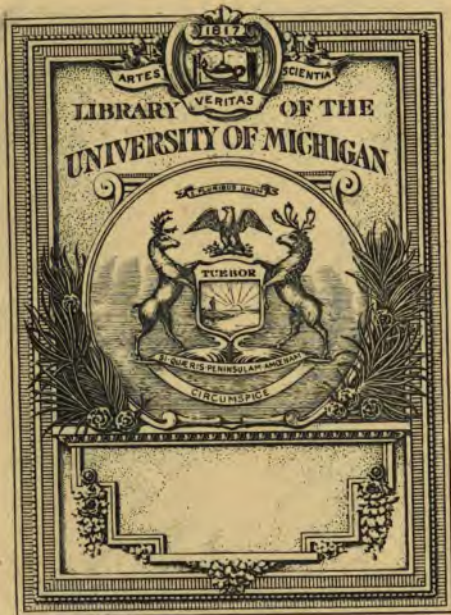
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

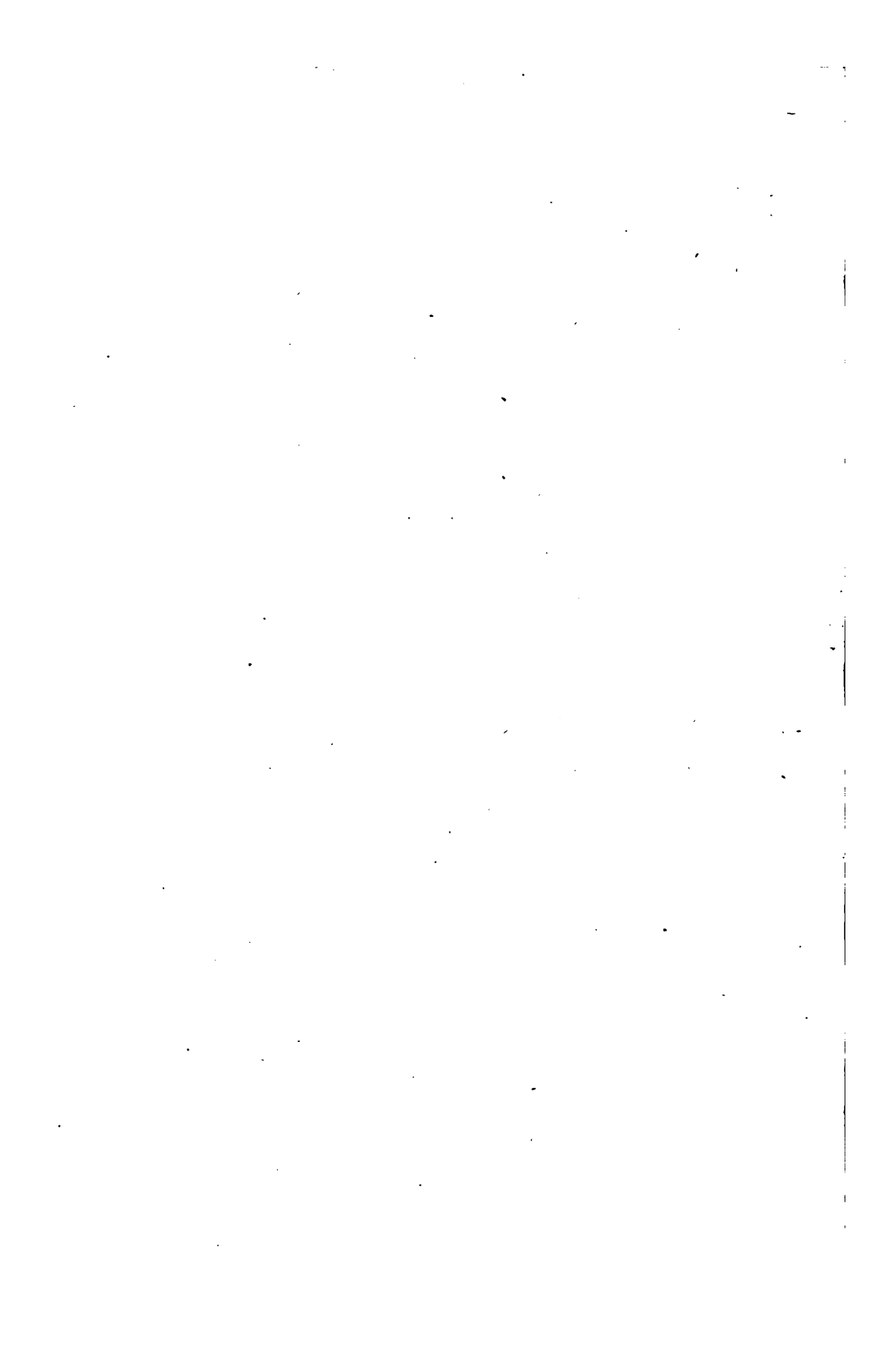
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>









HISTOIRE DE LYON

PENDANT

les Journées

DES 21, 22 ET 23 NOVEMBRE 1831,

CONTENANT

LES CAUSES, LES CONSÉQUENCES ET LES SUITES DE CES DÉPLORABLES
ÉVÉNEMENTS.

Auguste Baron, éditeur.

Quæque miserrima visæ et quædam
pars magna fui..... incipiam.



LYON.

AUGUSTE BARON, LIBRAIRE, RUE CLERMONT.

PARIS.

MOUTARDIER, RUE GIT-LE-CŒUR, N. 4.

1832.

DC
801
• L77
B27

Avis de l'Éditeur.



En publiant un récit minutieusement exact des trois sanglantes journées des 21, 22 et 23 novembre 1831, l'Éditeur croit offrir, non un vain aliment à la curiosité publique, mais bien présenter à la méditation de tous les hommes sages un champ de réflexions profondes dont le but doit tendre à nous garantir d'aussi funestes retours !!.....

Une ville ordinairement calme, amie de l'ordre, du travail et de la tranquillité publique, a été transformée en une arène sanglante !.... Le plus fort ou le plus adroit

a tué le moins fort ou le moins adroit ! Des hommes tous frères, citoyens du même foyer, se sont vus en présence les armes à la main, et ils ont fait de ces armes un usage meurtrier ! La colère des uns et des autres a été impitoyable ! Pendant trois jours ils ont oublié que le sang qu'ils versaient, ils le devaient à la patrie, rien qu'à elle. Pleurons sur leur erreur, en regrettant que d'aussi mâles courages se soient exercés sur des poitrines amies !..... Mais point de reproches à ceux qui survivent, long-temps sans doute leur cœur saignera au souvenir de ces vestiges de massacres dont ils nous ont fait les pénibles spectateurs. Gardons-nous donc d'aggraver par de poignantes réflexions une douleur qui doit être bien amère !

Oh ! qui effacera de notre mémoire ces cris lugubres, ces scènes de désespoir, ces convois de blessés et ce silence de mort, silence si effrayant ?... Ces jours de deuils et de larmes, ces jours de stupeur et d'ef-

froi, et ces nuits, ces longues nuits d'agonie, qui les effacera ?..... N'effacez rien, Lyonnais !.... n'oubliez rien ! que ces trois fatales journées restent à jamais gravées dans vos souvenirs ! De ces trois jours, n'oubliez que le nom des combattants ! Fermez désormais votre cœur à la haine et à la vengeance, pour l'ouvrir à des sentiments doux et philanthropiques ; enfin, que votre raison sache puiser dans ce drame si court et si lugubre, non des pensées sinistres et désolantes, mais des leçons de prudence et d'humanité !

**A CE PRIX SEULEMENT, LE SANG RÉPANDU
NE FUMERA PLUS.**



CONSIDÉRATIONS

SUR

LES CAUSES ET LES MOYENS CURATIFS.



Les causes de la décadence de nos fabriques sont multiples ; les unes tiennent à la nature même des choses, les autres peuvent être atténuées ou vaincues par le concours du gouvernement, de l'administration municipale, et les efforts et les sacrifices mutuels des fabricants et des ouvriers : ce n'est qu'ainsi que la tempête pourra être conjurée, et son ancienne gloire rendue à notre commerce.

Les succès obtenus par la ville de Lyon dans la fabrication des soieries, la supériorité reconnue de sa main-d'œuvre dans les ouvrages délicats, la science des teinturiers qui revêtent les étoffes de couleurs durables et éclatantes, le goût parfait des

- dessinateurs lyonnais , ont répandu cette opinion : que toute concurrence élevée contre elle était impossible. Cependant , et malgré les avantages que nous venons d'énumérer , l'extension du commerce , la facilité des communications , l'augmentation des puissances commerciales , et plus encore les circonstances politiques et la diffusion des lumières ont bientôt répandu dans l'Europe la première de toutes les industries de France , et lui ont formé une opposition redoutable.

Les Anglais , qui nous devancent ou marchent nos égaux dans toutes les routes industrielles , sont non seulement parvenus à se soustraire au tribut annuel de treize millions qu'ils nous payaient pour l'importation et la consommation de nos étoffes de soie ; mais encore ils exportent pour quatre millions de soieries indigènes , et quoiqu'ils n'égalent pas encore le brillant de notre façonné , ils font fabriquer pour cinquante francs à Manchester , au moyen de leurs machines à vapeur , des uns que les fabricants français ne peuvent faire confectionner que pour quatre-vingts ou quatre-vingt-dix centimes ; de plus , les soies qu'ils tirent exclusivement du Bengale et d'autres provinces de l'Asie , sont cotées à un prix de beaucoup inférieur à celui des soies d'Espagne et d'Italie , qui sont , pour la matière première , nos seuls marchés d'achats.

L'Italie s'efforce , sous l'influence autrichienne , d'échapper à notre puissance industrielle ; elle augmente le nombre de ses métiers à Milan , à Lucques , à Turin .

La Suisse , où l'ouvrier vit de peu , établit à Bâle , à Berne , à Zurich , une concurrence d'autant plus à craindre qu'elle est à nos portes , et qu'elle nous exclut de plusieurs pays que nous avons le privilège d'approvisionner. Les vingt-deux mille métiers qui battent à Vienne , à Éberfeld , à Crevelt , à Cologne , Berlin , tendent à nous éloigner des foires de Francfort , de Leipsick et de tout le nord.

La Hollande s'est , depuis 1814 , fournie en Belgique des soiries qu'elle consomme ; et en dépit des services rendus par la branche aînée des Bourbons au roi catholique , une ligne de douanes hostile n'a pas cessé d'entraver nos relations commerciales avec la péninsule espagnole. Ajoutons que la perte presque totale de nos colonies et la nullité actuelle de notre commerce avec l'Asie et l'Afrique , ont diminué le chiffre de nos transactions hors d'Europe. Il est donc évident qu'une concurrence redoutable cerne de toutes parts les manufactures lyonnaises. Un fait qui l'établira sans réplique , c'est que depuis la rivalité élevée par nos voisins , l'administration des douanes françaises a cru devoir protéger nos soiries manufacturières contre l'invasion des produits analogues étrangers ,

en frappant chaque kilogramme d'étoffes de soie d'un droit de dix-sept francs pour l'uni, et de vingt francs pour le façonné.

D'autre part, la consommation intérieure des étoffes de soie, loin d'être proportionnelle au progrès de l'industrie, a pris, depuis huit ans, une marche rétrograde, et de toutes les productions manufacturières, c'est elle qui a souffert le plus. La comparaison de deux chiffres va nous démontrer de combien il s'en faut que la consommation intérieure des soies soit en proportion avec le besoin de nos manufactures. Le patriotisme des Anglais a élevé la leur à la somme énorme de 247 millions de francs par année; la nôtre, évaluée d'après une moyenne de dix ans, est de cent millions; cependant notre population excède de seize millions d'habitants celle de l'Écosse et de l'Angleterre proprement dite. La multiplicité des étoffes de laine pour les vêtements des deux sexes pendant l'hiver, et l'emploi général des tissus de coton pendant l'été, n'expliquent pas l'infériorité de la consommation française; car leur usage est au moins aussi étendu chez nos voisins d'outre-mer que chez nous. Une autre raison de notre souffrance est dans le peu de succès relatifs de la culture du mûrier. Les quarante millions que nous donnons chaque année à l'Italie et à l'Espagne seraient diminués des droits d'entrée, des frais de transport et des chances, en

cas de guerre , d'une augmentation équivalant à une prohibition ; si , au lieu de douze ou treize départements qui cultivent le mûrier , il était naturalisé dans les cinquante-sept départements où il peut prospérer. Le fisc a commis une erreur , lorsqu'il a cru , en frappant d'un droit onéreux les soies du Piémont , de Naples et d'Espagne , protéger les soies indigènes ; l'expérience a démontré que ce droit était insuffisant et nuisible à la fois. Le manque des débouchés pour l'exportation des produits agricoles et manufacturiers , un système de douanes mal conçu , l'extension du commerce étranger , qui a pris six fois plus de développement qu'il n'en avait en 1789 , la consommation intérieure et coloniale plus restreinte , sont les principales sources d'où découle la misère publique. Ajoutez-y la cherté des loyers , de l'entretien , du chauffage et des subsistances , que l'ouvrier ne se procure qu'à des prix excessifs. Voilà les causes de l'inertie prolongée de l'industrie lyonnaise.

Qu'a-t-on fait pour guérir tous les maux que présageaient ces inconvénients ? Quelle digue leur a-t-on opposée ? Les ouvriers se plaignaient à bon droit de leur misère , et dans leur ignorance des principes les plus simples d'économie industrielle , ils ne voyaient un remède à leurs souffrances que dans l'élévation invariable du prix de la main-d'œuvre. De là l'idée d'un tarif cru possible par le pre-

mier magistrat du département. Dans sa sollicitude pour la classe malheureuse, M. Bouvier-Dumolart a oublié que l'autorité ne peut ni ne doit intervenir dans le règlement des intérêts privés, qu'il est impossible d'imposer des conditions à l'industrie, fille de la liberté, et que la concurrence et les intérêts particuliers suffisent seuls pour régler la part que la main-d'œuvre doit prendre sur la valeur des tissus. Comment a-t-on pu oublier que le salaire de la façon est généralement proportionné au bénéfice du commerce. Le tarif a été un malheur de plus pour la fabrique, et il faut le joindre à ceux que nous avons énoncés.

Il nous a été facile d'accumuler les causes de la détresse de nos manufactures : elles frappent nos yeux, nous touchent, nous pressent ; mais il ne suffit pas de connaître le mal, et pourrons-nous aussi facilement donner les moyens d'en tarir la source ? Examinons attentivement quelle influence peuvent exercer sur notre industrie le gouvernement, la cité et les particuliers.

Que l'administration n'oublie pas que nos manufactures de soirie composent la plus belle branche de notre commerce d'exportation. L'inconvénient qui résulte de l'insuffisance des débouchés et de l'extension du commerce étranger qui nous contraignent à nous ouvrir de nouveaux marchés, peut être efficacement combattu par le pouvoir gouver-

nemental : notre ministre des affaires étrangères peut mettre à profit la sympathie qu'a dû exercer notre révolution de 1830 sur les états affranchis de l'Amérique Méridionale. Ces rapports, qui doivent être soigneusement entretenus, seront avantageux à nos transactions futures, et amèneront une intimité d'autant plus précieuse que les millions d'hommes de l'Amérique du Sud sont amis du luxe, exploitent les métaux précieux, et sont étrangers à toute industrie.

L'écho du canon de Navarin, qui retentit encore en Grèce, nous facilite les moyens de créer des relations avec ce pays, qui possède la soie, l'huile et le coton, pour moyens d'échange.

Les Hellènes ne demandent pas mieux que de se jeter dans les bras de la France. Peuples nouveaux et jaloux de leur indépendance, ils se défient de la protection intéressée de la Russie; les maîtres des îles Ioniennes ne leur inspirent guère plus de sécurité; nous seuls pouvons profiter de l'influence que nos services nous ont acquise, pour partager les richesses de cette contrée vierge encore. Le courroux brutal du colosse du nord et l'astuce pblie de l'Angleterre ne doivent pas nous détourner de cet utile projet. La France, libre, peut parler maintenant assez haut dans les cabinets de l'Europe, pour qu'on y regarde à deux fois avant de traverser les routes qu'elle juge convenable de prendre

peut assurer sa prospérité, l'amitié de la Turquie, réveillée par la chute de l'autocrate, doit plus que jamais être cultivée. Le commerce lyonnais se rappelle encore que les échelles étaient autrefois le marché le plus profitable du monde pour le riche façonné. En Afrique la possession d'Alger et de Tunis peut doublement servir à nos intérêts commerciaux. Des traités, ou mieux, des tarifs mobiles de commerce, réciproquement favorables, conclus avec les puissances musulmanes permettraient aux produits de nos manufactures de se présenter avec confiance dans les marchés de Naples, Rome, Florence et Milan. La haie nationale qui sépare la Belgique de la Hollande peut faire renaitre avec cette dernière nos rapports commerciaux, et notre situation de créancier patibut de l'Espagne peut nous mettre en droit d'exiger que sa triple ligne de demand soit moins menaçante.

Le gouvernement français, en entretenant partout où il le peut être utiles, des agents consciencieux, éclairés, fidèles et prudents, qui instruisent exactement l'état de le commerce de tout ce qui peut nuire à notre exportation et de tout ce qui peut lui être utile, servirait efficacement toutes les industries du royaume, et surtout celle de Lyon. Car il est pourtant pas par la diminution du commerce extérieur que la fabrique lyonnaise éprouve la plus vive souffrance la série

table plier qui la dévore est dans la consommation intérieure trop restreinte. Disons, avec un économiste fameux, que, « lorsque la consommation intérieure d'un pays est au dessous de sa production, et que l'exportation ne vient pas à son aide pour la guérir de la pléthore industrielle, la fortune publique recule, le bonheur public diminue, et la population, en supportant les effets désastreux d'une marche rétrograde, est cruellement surprise de se trouver en proie à la misère, au sein d'une apparente prospérité ». Tel est l'état de la France depuis la crise commerciale de 1824. Chaque année sa consommation devient moins forte et sa fabrication tend à s'accroître. C'est donc à multiplier en France l'usage des soies, à en faire naître le goût et le besoin, que l'on doit s'appliquer promptement et avec sollicitude. La cour peut, pour obtenir ce succès, prendre une heureuse initiative : que les étoffes de soie soient adoptées par elle dans les deuil, les costumes de cour, les uniformes civils, les draperies, les ameublements, les tentures, les ornements d'église ; l'imitation, qui est en France une puissance, popularisera bientôt la toilette des Tuileries et du Palais-Royal. Alors les fabricants, encouragés par le luxe, ne négligeront rien pour perfectionner et varier leurs produits d'après le goût ou les habitudes des consommateurs. L'exemple de la France réagira sur ses colonies qui

imitent et exagèrent toujours les modes de la mère-patrie. L'approvisionnement de nos magasins en soieries indigènes serait aussi très avantageux à Lyon ; mais, ainsi que nous l'avons déjà dit, ce ne sera point en frappant les soies étrangères d'un droit onéreux au commerce, qu'on protégera la culture des mûriers. On pourrait appeler cette protection des douanes un encouragement négatif. Il est par conséquent nuisible ; c'est par de fortes primes, des récompenses honorables, qu'il faut mettre notre agriculture en position de soutenir la concurrence avec l'étranger. On peut, de plus, populariser la plantation de cet arbre précieux, en faisant des distributions gratuites de jeunes plants dans les pépinières royales et départementales.

Une autre série d'obstacles à notre prospérité, obstacles que nous pouvons appeler *moraux*, doit attirer l'attention du législateur et des citoyens. La partie la plus nombreuse de la cité, celle qui paie la masse de l'impôt indirect, celle qui tient en ses mains toute la force matérielle, ignore absolument ses droits et ses devoirs. L'État, dont elle est la véritable puissance, ne fait rien pour son bien-être intellectuel et positif ; le lien religieux ne l'enchaîne pas, la morale n'est chez elle qu'une sorte de coutume qui produit des effets purement instinctifs. Comment donc blâmer de ses erreurs cette classe déshéritée de la société qui, depuis

quarante ans , réclame le bienfait de l'instruction? Cependant des édifices somptueux s'élèvent, le *panem et circenses* semble être de nouveau le seul besoin du peuple. Quatre millions sont prodigués pour reconstruire un théâtre , et pas une école ne s'ouvre pour les ouvriers. Que les véritables patriotes s'unissent pour remplir cette lagune du pouvoir ! n'ont-ils pas vu que leur fortune , leur vie pouvaient dépendre des passions des masses exaspérées ou séduites ? Que de véritables sacrifices soient faits à l'humanité !

Quant au salaire reconnu trop faible de l'ouvrier, il s'explique par l'élévation des dépenses que nécessite son séjour dans une ville populeuse. On peut, terme moyen, évaluer à cinq cent quarante-sept francs cinquante centimes les frais de nourriture , d'entretien , de loyer , de chauffage et de lumière faits par chaque habitant actif de notre cité. A deux ou trois lieues , elle égale à peine trois cents francs. Cette différence de nombre doit inspirer aux ouvriers , d'unis surtout , l'énergique résolution de quitter Lyon pour s'établir dans les bourgs , villages , hameaux , maisons isolées qui l'entourent. L'économie qu'ils feraient par cette translation leur assurerait une honnête aisance , même avec un prix de façon moindre que celui qu'ils reçoivent. Tout nous indique qu'il faut prendre un parti extrême pour conserver , au moins

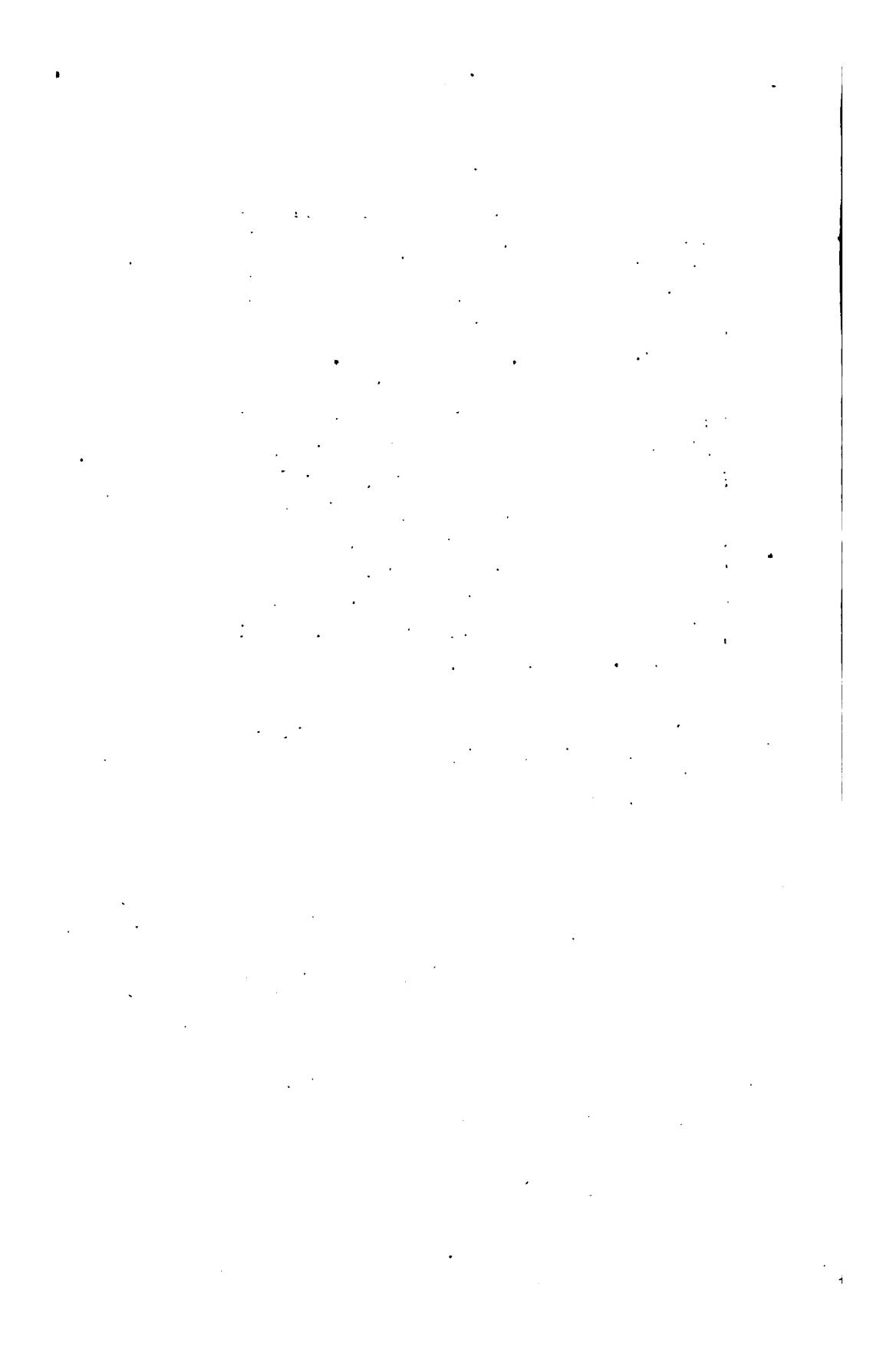
dans le département, une industrie, pour ainsi dire, née dans nos murs. Les débats des chambres, les opinions de MM. Dugas-Montbel, Jars et Fulchiron, nous prouvent que le salaire des étoffes unies est comparativement trop élevé; il faut que nous nous interdisions à tout jamais le commerce des soies dans le nord; si nous ne parvenons pas à fabriquer à meilleur marché que la Suisse et l'Allemagne.

Les ouvriers de Bâle et de Zurich ont donné à nos compatriotes l'exemple de l'émigration hors des cités; et l'industrielle ville de Saint-Étienne ne se soutient avec vigueur contre la concurrence étrangère, que parce qu'elle a répandu ses métiers jusqu'à cinq lieues de ses murailles. Nous savons que ce remède héroïque irriterait beaucoup d'intérêts privés; et qu'il convient, avant de l'appliquer, d'en bien constater l'urgence. Il serait préférable que l'administration citoyenne, hautement intéressée à la prospérité de nos fabriques et à l'accroissement de la population, trouvât dans les économies possibles de son budget, ou dans un impôt sur le luxe, la possibilité d'abolir, ou au moins de réduire considérablement les droits sur les consommations, qui pèsent d'un poids intolérable sur la classe la plus malheureuse de la société. Que le conseil municipal de Lyon y réfléchisse: il ne s'agit pas moins que de contraindre à la désertion le cin-

quième des habitants , ou d'être sans cesse menacés par des besoins d'autant plus exigeants qu'ils sont impérieux et inévitables. La somme que d'ailleurs il faudrait voter pour satisfaire à la faim de plusieurs milliers de familles, égalerait la différence de l'impôt actuel à l'impôt abaissé , et il vaut mieux donner à l'homme du travail qui l'élève et l'honore à ses propres yeux , que lui jeter l'aumône qui l'avilit, restreint ses plus nobles facultés, et le voue à une paresse incurable. Il importe surtout de ne pas retarder les bienfaits que le peuple doit recevoir d'un nouvel ordre de choses : le bien promptement fait double de valeur ; et quand le temps des sacrifices est arrivé , il vaut mieux en diriger l'emploi que de se les laisser arracher pour qu'ils soient consommés sans fruit (*).

(*) Ces considérations ont été extraites d'un ouvrage que M. Baune , professeur à l'institution Saint-Clair , se propose d'adresser à ses concitoyens.





NOTICE PRÉLIMINAIRE.

Depuis long-temps les ouvriers en soirie , prévoyant les suites funestes d'une décadence dans la première branche de notre commerce , ne virent pas se former l'orage qui , tôt ou tard , devait éclater sur leur tête , sans parer de quelque manière au malheur qui les menaçait. Ceux d'entre eux qui avaient le plus d'expérience , imaginèrent divers moyens d'économie domestique , tels que des banques de prévoyance. Il y eut toujours unanimité d'adhésion ; mais l'application de ces différents projets ne répondit pas à leur attente , et ils furent contraints d'y renoncer , les reconnaissant impossibles et impraticables. En 1830 ils résolurent de se créer un trésor , et dans ce but , chaque chef d'atelier était tenu de verser à la caisse d'abord la modique somme de trois francs , puis de vingt-cinq centimes par mois , pour chaque

métier battant. L'intérêt de ce capital, présumé pouvoir s'élever la première année à cent mille francs, et vingt années plus tard, à près d'un million, ~~devait être consacré~~ à subvenir aux besoins des ouvriers malades ou nécessiteux. Ce projet, digne de nos économistes célèbres, eût parfaitement rempli le but que l'on se proposait, si notre industrie, frappée au cœur (nous avons donné les causes de ce malaise dans le chapitre précédent), ne les eût accablés de tout le poids de la misère. Nous avons vu ces malheureux gisant dans leurs ateliers déserts, manquer des choses de la plus urgente nécessité, et s'abandonner aux actes d'un affreux désespoir. Ajoutons aussi que nous avons vu l'humble charité sous les traits de nos épouses, porter des secours et des consolations dans ces séjours de douleur.

Dans le mois de février 1831, la pétition suivante fut signée de quatre mille ouvriers :

LES SOUSSIGNÉS, OUVRIERS EN SOIE DE LA VILLE DE
LIXON,

*A Messieurs les Membres de la Chambre des
Députés.*

Messieurs, nous vous adressons
cette pétition au nom de nos collègues
Sous un gouvernement constitutionnel, se

le règne d'un Roi qui se veut que la vérité, qui ne désire que le bonheur de ses sujets ; cette vérité doit être pour tous, et ne peut être illusoire pour personne ; ainsi tous les citoyens ont un égal droit pour manifester leurs sentiments, pour détruire les abus qui existent et ramener les choses dans cet état de légalité sans lequel le corps social ne peut subsister.

« Il existe à Lyon un conseil de prud'hommes, établi seulement par un décret impérial ; cet acte, despotique sous tous les rapports, établit une juridiction qui est absolument en dehors de la Charte, puisque les jugements de ce prétendu tribunal sont toujours rendus à huis-clos ; ainsi ses décisions sont presque toujours empreintes de quelques injustices qui résultent nécessairement de ce que, la défense n'étant ni libre ni publique, les juges peuvent être jetés dans des erreurs énormes, et c'est précisément ce qui arrive.

« En établissant ce conseil de prud'hommes, le gouvernement avait voulu créer une juridiction arbitrale et des amiables compositeurs entre les marchands fabricants et les ouvriers. Dans le principe, ce but était juste, c'était le moyen d'éviter des frais et de concilier des parties plus aisément ; mais le but que l'on avait eu atteindre, fut entièrement manqué. Ce conseil occulte ne fut plus qu'un bureau favorable aux marchands fabricants,

au lieu d'être un juste intermédiaire également pour tous : tant il est vrai de dire que ce qui s'écarte de la légalité ne produit que d'immenses abus.

« Les pétitionnaires ne se permettront pas de vous en faire l'énumération : ils sont si nombreux , si connus de tout le monde , que ce serait abuser de vos précieux moments. Cependant , s'il s'élevait des doutes sur la justice de leur réclamation , ils produiraient à la Chambre un mémoire explicatif de tout , et ils peuvent assurer d'avance que les faits qui y seront cotés ne seront désavoués par personne.

« C'est simplement dans l'intérêt général , que les soussignés ont l'honneur , Messieurs , de s'adresser à vous ; ils savent que l'équité préside à vos décisions ; ils savent que vos vues sont de donner à la France des lois stables , qui soient en harmonie avec le gouvernement représentatif ; et peut-être de toutes celles qui seront portées devant vous , il n'en est pas de plus urgente que celle-ci , puisqu'elle est liée à l'existence de la moitié au moins de la population.

« Dans une hypothèse aussi déplorable , les soussignés ont pensé , Messieurs , qu'il serait à propos de soumettre à votre perspicacité les idées qu'ils ont conçues pour la formation d'un tribunal dont les audiences seraient publiques , devant lequel

chacun aurait un droit égal de plaider ses moyens, ou de les faire expliquer par un homme de confiance pris parmi les personnes de la même profession, munies de l'avis du Bureau ou de l'assignation.

« Ce tribunal serait composé d'un président, de deux vice-présidents, de huit prud'hommes et de huit suppléants, pris par moitié entre les marchands fabricants et les ouvriers, excepté les présidents, qui seraient choisis parmi les personnes qui ont exercé honorablement la profession, et qui ne le font plus maintenant.

« Ce tribunal serait divisé en deux sections, et lorsqu'il y aurait appel, l'affaire serait renvoyée d'une section à l'autre, et chaque partie aurait le droit de récuser un certain nombre de juges, sans donner aucun motif.

« Les présidents et les juges seraient nommés en assemblée générale, à la pluralité des voix : cette assemblée se composerait naturellement des fabricants et des ouvriers ayant la direction au moins de quatre métiers.

« En adoptant, Messieurs, une mesure aussi simple, vous rendrez le service le plus important, vous rétablirez l'équilibre qui a été renversé, et les ouvriers jouiront avec sécurité de leurs droits, tout comme les fabricants ; alors il n'y aurait plus d'injustice, plus de vexations, plus de monopole.

plus d'abus, et chacun bénirait vos destinées, puisqu'il vous auriez contribué au bonheur commun.

« C'est avec la plus grande confiance que les sous-signés s'adressent à vous : ils savent que la cause des opprimés fut toujours la vôtre.

« Ils ont l'honneur d'être, etc. »

Les chefs d'atelier, désespérant d'améliorer le sort de la classe dont ils étaient les seuls appuis et les représentants, convinrent néanmoins d'une assemblée générale pour aviser à de nouveaux moyens. Dans cette réunion, l'augmentation de la main-d'œuvre parut aux yeux de tous l'unique et dernière ressource, la dernière ancre de salut : de là l'idée du tarif. Ceci eut lieu le 8 octobre, et le 10, une seconde séance s'occupa de la formation d'un bureau.

Un chef d'atelier nommé Bouvry, connu pour avoir présidé une ancienne association qui, quatre ans auparavant, s'était infortunément occupée de l'amélioration du sort des ouvriers, consentit à la présider, sous la condition expresse que l'ordre public serait avant tout respecté. On lui adjoignit par la voie du scrutin, un vice-président et quatre secrétaires. Le 10, Bouvry informa l'autorité de ce qui se passait, et, pour la prémunir contre des rapports

infidèles, fit introduire dans le sein de leurs assemblées le commissaire central de police.

Leur premier acte fut la rédaction de l'adresse suivante à M. le Préfet :

« MONSIEUR LE PRÉFET,

« Les chefs d'ateliers, fabricants d'étoffes de soie, unies et façonnées, de la ville de Lyon et de ses faubourgs, viennent, par notre organe, vous prier d'agréer leurs sentiments respectueux et réclamer de votre paternelle sollicitude tout l'intérêt qui mérite leur position.

« Depuis long-temps, Monsieur le Préfet, cette partie industrielle et intéressante de la population de cette ville, confiée à votre administration, souffre, en butte, par sa position sociale, à des tracasseries sans nombre dans l'exercice de son industrie ; et le moment est venu où, cédant à l'impérieuse nécessité, elle doit et veut chercher un terme à sa misère.

« Loin d'elle, Monsieur le Préfet, l'idée d'arriver à son but par des voies violentes et illégales : la chaise ouvrière, éclairée de jour en jour par le flambeau de la civilisation, ignore pas que ce n'est que par l'ordre et la tranquillité qu'elle obtiendra cette confiance, base fondamentale du commerce, qui lui assure par son travail une ressource

à ses besoins journaliers, et lui donne les moyens de pourvoir au soutien de sa vieillesse.

« Le court espace d'une simple adresse ne nous permet pas, Monsieur le Préfet, de vous détailler tous les abus dont nous avons à nous plaindre, ni les moyens que nous proposerons pour les détruire; mais si, contre toute attente et toute justice, nous étions trompés dans notre espoir, nous nous réservons de les consigner dans un mémoire, où nous déroulerons, aux yeux de nos concitoyens, toute la turpitude d'un trop grand nombre de négociants sans pudeur, avec lesquels nous sommes en rapport, *pour la fortune desquels nous devançons l'aurore et prolongeons, bien avant dans la nuit, un travail dont ils ne rougissent pas de diminuer journellement le salaire.*

« C'est dans ce but, Monsieur le Préfet, que les maîtres ouvriers, fabricants de la ville de Lyon et de ses faubourgs, ont choisi deux d'entre eux, par quartier, pour former une commission chargée de recueillir tous les renseignements qui concernent leur industrie, et les moyens d'en détruire les nombreux abus; par la création d'un tarif et d'un règlement qui seront discutés et réglés par les parties intéressées. Cette commission, composée de gens possédant l'estime et la confiance de leurs mandataires et de leurs concitoyens, vous est un sûr garant que l'ordre et la tranquillité publique ne

seront pas troublés, et le mode d'opération adopté par elle lui fait espérer qu'elle arrivera, sans grand obstacle, au résultat qu'elle se propose et qu'elle attend de la justice et de l'équité.

« Sachant, Monsieur le Préfet, à quel haut point vous possédez, à juste titre, l'affection de vos administrés, elle vous supplie d'apporter votre médiation bienveillante dans les débats qui vont s'ouvrir, et d'accorder aux deux parties intéressées la même protection qu'elles méritent également.

« Confiant sur votre amour pour tout ce qui tient au bonheur de l'humanité et à l'harmonie qui doit exister dans les rapports de toutes les classes de la société, nous mettons en vous notre espérance, et vous supplions d'agréer l'assurance du plus profond respect avec lequel nous avons l'honneur d'être,

« Monsieur le Préfet,

Vos très humbles et obéissants serviteurs, »

Les Membres composant le bureau de la commission des chefs d'atelier de la ville de Lyon et ses faubourgs,

BOUVERY, président; FALCONNET, vice-président.
 GUILLOT, LABORY, ROZIER, MAÇON-SIHUT, BERNARD, MARTEL,
 CHARNIER, BONNARD, LAVALÉE. »

M. le Préfet reçut cette députation avec bienveillance, et répondit qu'il ferait tout ce qui serait en son pouvoir pour améliorer le sort de cette

classe industrielle. Il l'avait déjà devancée, assurait-il, dans ses projets d'amélioration, en sollicitant du gouvernement un fonds de quatre à cinq cents mille francs pour établir une banque de prêt, où les ouvriers trouveraient une ressource dans les temps de disette et de manque d'ouvrage.

Qui eût pu prévoir que le projet de ce tarif devait amener de si funestes conséquences ? Dans cette circonstance, notre premier magistrat ne prit conseil que de son cœur ému au récit du déplorable état de cette nombreuse population. Il promit qu'il la convoquerait le plus tôt possible pour discuter contradictoirement avec MM. les Fabricants la base et la fixation du tarif.

La lettre suivante fut envoyée en remerciement à M. le Préfet par la commission des ouvriers :

« MONSIEUR LE PRÉFET ,

« Les membres de la commission générale des chefs d'atelier de la ville de Lyon et de ses faubourgs, vous prient d'agréer les sentiments de la plus respectueuse reconnaissance ; ils sauront garder le souvenir de tout ce que vous avez fait pour la classe ouvrière, qui, elle-même, vous donne le nom de protecteur et de père.

« Juste appréciateur de votre noble et paternelle condescendance, la commission a compris combien fut grande la modestie du premier magistrat du

département. Pour être utile à ses administrés , il a bien voulu descendre de la hauteur de ses attributions pour concourir à ce pacte d'union , qui nous assure désormais des garanties toujours promises et jusqu'à présent toujours refusées.

« Oui, Monsieur le Préfet, le souvenir d'un acte aussi solennel , que vous avez daigné appuyer de toute votre influence et pour l'obtention duquel vous avez employé toute votre sollicitude , sera à jamais gravé dans les cœurs , comme le nom de notre premier magistrat , Du Molart. »

(Suivent les signatures.)

La première réunion eut lieu le 21. Elle fut présidée par M. le préfet, assisté des maires de Lyon, de La Croix-Rousse, de Vaise et de La Guillotière, de la chambre du Commerce et de quelques membres du conseil des Prud'hommes. Sur l'observation de MM. les négociants présents, qu'ils n'avaient aucun mandat pour traiter avec la commission des ouvriers, M. le préfet fit remarquer que les tarifs antérieurs avaient été consentis par un nombre bien inférieur. Les délégués des ouvriers répondirent unanimement que leur travail était fait, qu'ils avaient reçu un mandat spécial de leurs commettants pour ne traiter qu'avec des chefs de commerce munis des mêmes pouvoirs. Tous sentirent la justesse de ce raisonnement, et M. le

préfet annonça qu'une convocation de MM. les négociants aurait lieu dans le plus bref délai, à l'effet de nommer leurs délégués; ce qui fut fait le 24.

Le 25, à onze heures du matin, eut lieu la réunion des deux commissions. Les ouvriers s'étaient réunis par quartier, afin de se rendre sur la place Bellecour. Nous n'avons qu'à les féliciter des mesures d'ordre adoptées par eux. Ils s'étaient organisés par subdivisions; chaque subdivision était commandée, ou, pour mieux dire, surveillée par un délégué de la commission, qui en était responsable. Ainsi organisés, ils traversèrent plusieurs parties de la ville pour se réunir au lieu du rendez-vous; là, aucun cri ne fut proféré, rien ne fit présager le moindre trouble; ils attendaient avec patience le résultat des délibérations.

La séance fut ouverte par un discours de M. le préfet sur l'urgence du tarif sollicité, et le bien qui devait en résulter.

Le discours terminé, les commissions se divisèrent par catégories d'articles, et après des débats continus pendant quatre heures, les tableaux faits et présentés par la commission des ouvriers, furent signés par elle et par celle de MM. les négociants.

La séance levée, la multitude fut introduite dans la cour de la Préfecture; M. le préfet, en costume, s'avança au milieu d'elle et lui adressa quelques paroles de félicitation sur l'ordre et la tranquillité qui

avaient présidé à toutes ses réunions. Ce magistrat fut souvent interrompu par les cris mille fois répétés de *vive M. le Préfet ! vive notre père !*

Quelques fabricants se soumirent au nouveau règlement ; mais le plus grand nombre l'ayant trouvé impraticable , ils adressèrent la protestation suivante à la Chambre des Députés :

« L'une des plus graves questions qui puissent s'agiter dans nos sociétés modernes , où les intérêts matériels occupent une si grande place , vient d'être tranchée à Lyon , avec une incroyable légèreté : c'était celle du paiement de la main-d'œuvre de l'ouvrier par le fabricant pour lequel il travaille. A cette question s'en rattachaient d'autres d'administration et d'ordre public. Nos autorités ont montré qu'elles n'en comprenaient aucune. Voici les faits :

« Depuis quelques années , la fabrique de Lyon ayant à soutenir la concurrence de celles de l'étranger , a été obligée de réduire progressivement le prix de ses étoffes. Sans cette réduction , il est incontestable qu'elle eût été depuis long-temps sans travail ; et particulièrement depuis dix-huit mois. Tout le monde sait que le résultat momentané des derniers événements politiques a été d'arrêter la vente des produits manufacturés en France et sur le reste du continent. Cet effet d'une cause

majeure n'est pas entièrement cessé, et d'ailleurs le choléra pourra bien continuer la langueur du commerce commencée par l'appréhension de la guerre générale. Dans ces circonstances, le débouché qu'a offert et que peut offrir encore à l'industrie lyonnaise l'Amérique du nord, est, sans contredit, le plus important de tous. Mais les affaires avec ce pays, par là même qu'elles sont très considérables, n'offrent qu'un bénéfice extrêmement limité. L'on comprendra donc que la façon des étoffes fabriquées pour cette destination ait dû être également très restreinte. Cette façon, qui serait relativement très considérable pour un ouvrier habitant la campagne, est actuellement tout-à-fait minime pour un ouvrier de Lyon, à cause de la cherté des locations et des subsistances, et encore il faut bien le dire, à cause de certains besoins *factices* qu'on ne manque jamais de se créer au sein d'une grande ville.

« Au lieu d'attendre du retour de l'activité industrielle l'augmentation du prix de la main-d'œuvre, les ouvriers ont imaginé de l'obtenir au moyen d'un accord entre eux. Dire quel est l'auteur ou les auteurs du plan qui a été conçu à cet égard, serait sans doute difficile; toujours est-il qu'il a été exécuté avec un ensemble parfait, qui révèle une organisation récente, source future et certaine d'embarras pour notre ville. Au commencement

d'octobre, les ouvriers avaient eu déjà des réunions partielles, quand fut résolue une grande assemblée sur la place de La Croix-Rousse, à l'effet de nommer des commissaires chargés de stipuler, soit avec les autorités, soit avec les fabricants. Il faut bien remarquer que cette assemblée avait pour but de nommer des délégués, et non pas des chefs, car ils en avaient déjà. Ils étaient déjà partagés en circonscriptions de quartiers et de rues, chaque division ayant à sa tête un supérieur chargé de correspondre avec le bureau central, qui tenait ses séances dans une maison de la Croix-Rousse. Tout cela s'était fait à l'insu ou au mépris de la vigilance municipale. Il est vrai de dire que le commissaire central de police, averti de la grande réunion qui avait lieu, s'y était transporté, et après avoir écouté les doléances de ceux qui paraissaient les chefs du rassemblement, leur avait conseillé une démarche paisible et régulière auprès des autorités civiles pour leur exposer les besoins et les vœux de la classe des ouvriers tisseurs. Ce conseil était sage, nous ne savons s'il aurait été suivi; mais notre mairie n'en attendit pas l'exécution, elle alla elle-même au devant des réclamations. Si les délégués des ouvriers se fussent présentés spontanément auprès des magistrats, ceux-ci auraient pu s'étonner et se plaindre des rassemblements qui avaient eu lieu, ils auraient été en droit de de-

mander par qui tout cela avait été préparé, organisé. Mais M. l'adjoint remplissant les fonctions de maire de Lyon agit différemment. Avant que les délégués des ouvriers eussent pris l'initiative d'une démarche, il en choisit douze sur le nombre total, qu'il convoqua à l'Hôtel-de-Ville, reconnaissant et sanctionnant par là leur nomination irrégulière, peut-être même factieuse, puisqu'elle avait eu lieu par voie d'attroupement, sur l'appel d'on ne sait qui. Cette faute est la première de ce magistrat, qui en commit immédiatement deux autres : celle d'appeler douze fabricants pour discuter les réclamations des ouvriers devant eux, et celle de s'abstenir de paraître à une réunion qu'il aurait dû présider lui-même. (Ceci avait lieu le 11 octobre.)

« Il ne faut point laisser passer, sans le remarquer, le piège tendu aux fabricants appelés à cette réunion. La lettre de convocation était ainsi conçue : « J'ai l'honneur de vous inviter à venir dans « une des salles de l'Hôtel-de-Ville, demain à dix « heures du matin, pour parler d'affaires qui in- « téressent la fabrique de Lyon. BOISSET, *adjoint*. » Les douze fabricants durent croire et crurent, en effet, qu'il s'agissait de donner avis à M. le maire sur les événements qui se passaient ou se préparaient, et non point d'entrer en discussion d'intérêts avec les représentants des ouvriers mutinés, sans préparation, sans intermédiaire.

« Une marche bien simple était indiquée par la raison dans cette affaire. La mairie de Lyon, après avoir pris connaissance de l'exposé des griefs des ouvriers, aurait pris le temps et les précautions nécessaires pour s'assurer de leur réalité ; elle aurait pu s'entourer de tous les renseignements possibles, faire expliquer sur ce sujet, en toute indépendance et toute liberté, soit les individus, soit le conseil des Prud'hommes et la chambre de Commerce, et enfin apporter des remèdes prudents aux maux qu'elle aurait reconnus vrais. Mais, au contraire, l'on a commencé par mettre en présence et, pour ainsi dire, aux prises deux classes d'intérêts opposés, et des hommes dont la moitié regardait l'autre comme ses persécuteurs. Il est arrivé de là qu'il n'y a pas eu liberté morale pour tout le monde ; nier cette vérité serait méconnaître le cœur humain.

« Dans cette réunion, qui a peut-être été la plus importante de toutes celles qui ont eu lieu depuis le commencement de cette affaire, parce qu'elle a ouvert la mauvaise voie dans laquelle on s'est malheureusement engagé, les ouvriers ne se contentèrent pas d'exposer leurs griefs : profitant de la position dans laquelle on les avait laissé mettre, ils demandèrent formellement une augmentation arbitraire du prix des façons ; et, traitant comme de puissance à puissance, ils proposèrent la fixation

d'un tarif dont ils s'étaient déjà occupés entre eux. On sent facilement tout l'embarras que durent éprouver les fabricants présents pour combattre cette proposition, qu'ils savaient être illégale et contraire même aux intérêts bien entendus de ceux qui la faisaient, mais qui était présentée comme l'expression de l'opinion unanime des masses qu'on ne devait pas, disait-on, irriter et porter à des excès. En toute circonstance, il faut considérer les hommes, non pas tels qu'ils devraient être, mais tels qu'ils sont. Or, il est arrivé dans cette occurrence que des fabricants qui, le 31 juillet 1830, n'avaient pas craint de braver les baïonnettes sur la place publique, n'ont pas osé encourir le reproche, même mal fondé, d'inhumanité, et exposer leur existence manufacturière au ressentiment des ouvriers, en combattant ouvertement leurs prétentions. Si nous tenons tant à faire remarquer que le langage des fabricants devant les ouvriers a pu et dû être différent de ce qu'il aurait été hors de leur présence ; si nous avons insisté si minutieusement sur tous les détails qui précèdent, c'est que la triple faute que fit l'autorité municipale de Lyon, 1° en prenant l'initiative auprès des ouvriers, en quelque façon soulevés ; 2° en mettant les fabricants en collision avec eux ; 3° en s'abstenant de paraître dans une assemblée qu'elle avait provoquée : cette faute, disons-nous, a été la cause et l'exuse de toutes celles qui ont suivi.

« Les délégués des ouvriers , en se retirant de cette réunion , où leur demande avait été faiblement contredite , répandirent partout qu'un tarif du prix des façons allait être établi , et , dès ce jour-là , s'assemblèrent tous les soirs , pour travailler à le faire selon leurs vœux. Voilà l'origine de cette *opinion des masses* , qu'on a alléguée , plus tard , comme un fait irrésistible , dominant toutes les considérations , nécessitant toutes les concessions.

« Le conseil des Prud'hommes , réuni en entier la veille , 11 octobre , s'était déjà prématurément occupé de cette affaire. Mais la composition ne permettait pas qu'il portât à cet égard un jugement bien sain , auquel on pût entièrement se rapporter. Certains membres étaient partisans-nés d'une augmentation du prix des façons , quoique soudaine et considérable ; d'autres membres n'étaient pas en position d'en entrevoir toute la portée.

« Ainsi , les prud'hommes ouvriers en soie ne voyaient dans la question d'un tarif que l'intérêt direct et immédiat de leur classe ; les prud'hommes des autres professions , telles que la chapellerie , la fabrique de tulles , des bas , etc. , n'y considéraient que l'intérêt de la ville , intérêt qui peut n'être pas toujours identique avec celui de l'industrie de la soirie , comme cela est facile à prouver. Les fabricants , formant à peine le quart de la réunion , représentèrent vainement l'illégalité flagrante et les

dangers subséquents de la fixation d'un tarif. Leur opinion ne prévalut pas ; et comme ils se virent en grande minorité , ils ne firent pas constater leur opposition , circonstance qui a laissé croire que la délibération avait été prise à l'unanimité ; ce qui n'est pas.

« On avait beaucoup insisté, dans cette séance du conseil des Prud'hommes , sur la crainte d'irriter les ouvriers ; c'est encore la grande considération que l'on fit valoir dans une séance de la chambre de Commerce convoquée à la Préfecture le 15 octobre. Là, les vices et les dangers du tarif furent formellement reconnus par chacun des assistants en présence de M. le préfet ; cependant, presque tous l'admirent comme une fâcheuse nécessité, dans la crainte des excès auxquels se porteraient les masses soulevées , si l'on trompait leur attente. Toutefois un fabricant des plus distingués, maire d'une commune de dix-huit mille âmes, protesta jusqu'au bout, et exigea que son opposition fût constatée dans le procès-verbal.

« Ainsi, les bonnes raisons ne manquèrent pas dans cette assemblée, à laquelle assistaient les chefs du département et de la cité. A la même époque, parut dans le journal *le Précurseur* une série de trois articles consécutifs qui présentaient la question sous son véritable jour. Les autorités civiles ont donc eu toutes les lumières nécessaires

pour s'éclairer dans la circonstance , et si elles ont suivi une conduite contraire à la fois aux intérêts de l'industrie et de l'ordre, ce n'est pas faute de renseignements. Au lieu de dissiper les craintes d'une émeute dans l'esprit des Prud'hommes, des membres de la chambre de Commerce et des personnes appelées à donner leur avis, elles semblaient s'attacher à les entretenir et à les propager. Par manque de prévision et par faiblesse, elles avaient laissé s'organiser et se rassembler des masses populaires, et elles s'armaient de ce fait qui leur était tout entier imputable, comme pour arracher de déplorables concessions.

« Le 21 octobre, M. le Préfet convoqua dans son hôtel vingt-quatre fabricants et vingt-quatre délégués des ouvriers pour fixer ensemble le prix des façons ; car son opinion était alors déjà formée, et ce magistrat ne voyait d'autres moyens de rétablir l'ordre que de céder aux volontés de ceux qui le troublaient, et d'autre service à rendre à l'industrie lyonnaise que l'établissement arbitraire d'un tarif qui devait la priver immédiatement de la fabrication d'une grande partie de ses produits habituels. Dans cette réunion où les fabricants et les ouvriers étaient de nouveau en présence, les premiers ne furent pas admis à discuter la convenance d'un tarif ; ils furent positivement avertis qu'ils n'avaient qu'à s'occuper de la fixation au minimum du prix

des façons , contradictoirement avec les délégués des ouvriers. Mais ils répondirent , ce que M. le Préfet devait bien savoir , qu'ils n'avaient aucune mission pour faire une chose aussi capitale ; et sur cette objection imprévue , M. le Préfet s'empressa de déclarer que les fabricants seraient tous prochainement convoqués pour nommer des représentants chargés de concourir à cette œuvre , à l'égard de laquelle son parti paraissait si bien pris. Mais il ne leva pas la séance sans demander en quelque façon excuse aux délégués des ouvriers du retard apporté à l'accomplissement de leurs désirs , et sans les prier d'employer leur autorité pour empêcher une émeute dans l'intervalle qui allait s'écouler jusqu'à une nouvelle réunion. Sans doute, l'appréhension d'une émeute est concevable , et , à certains égards , même louable de la part d'un magistrat ; mais trembler ainsi devant ceux qui l'ont dans leurs mains , ce n'est pas la prévenir, c'est la provoquer. La preuve en est dans ce qui se passa le soir du même jour. Une affiche posée à la tombée de la nuit ayant annoncé que tous les fabricants étaient convoqués pour le lundi 24 octobre , à l'effet de nommer des commissaires pour concourir à la fixation d'un tarif au minimum du prix des façons , quelques centaines d'ouvriers parcoururent le quartier où sont les principales maisons de fabrique , en proférant des vociférations incen-

diaires et des menaces de mort, qui eurent pour effet de faire fermer les magasins dans la rue des Capucins et les rues adjacentes. Le lendemain, l'on s'attendait à voir quelques mesures ou du moins quelque affiche concernant les attroupements tumultueux. Il n'en fut rien, le fait ne parut pas assez grave à nos magistrats.

« Le 24 octobre, il ne se présenta dans les trois sections où l'on devait, sur l'appel de l'autorité, nommer des commissaires pour le tarif, que cent quarante fabricants sur près de six cents convoqués. Encore demandèrent-ils que l'on commençât par voter sur la question de savoir si, dans la circonstance, il y avait lieu de faire un tarif. Mais dans chaque section, le président, sans doute par suite des instructions qu'il avait reçues, s'y refusa formellement, disant que l'assemblée avait un but déterminé duquel il n'était pas possible de s'écarter, qu'il fallait procéder à la nomination du nombre désigné de commissaires, et que ces commissaires auraient sans doute le droit d'examiner la question qui se représenterait à eux tout entière. Ce fut après ces préliminaires que la cinquième partie au plus du corps des fabricants, réunie en trois sections, nomma vingt-quatre membres, qui, suivant l'annonce publique précédemment faite, devaient se réunir le lendemain 25 à la Préfecture avec les délégués des ouvriers.

« Dans la soirée qui suivit leur nomination, les vingt-quatre représentants prétendus de la fabrique se réunirent chez l'un d'eux, et là, rédigèrent une lettre adressée à M. le Préfet, dans laquelle ils le prévirent que si la place de la Préfecture contenait des rassemblements au moment de la délibération à laquelle ils étaient appelés, ils croiraient devoir s'en abstenir, ils le priaient en conséquence de prendre des mesures pour empêcher ou dissiper les attroupements. Mais il n'en fut prise aucune; le simple déploiement de quelque force militaire aurait prévenu ce qui est arrivé, et ce magistrat paraît, depuis le commencement de cette déplorable affaire, avoir marché constamment vers un but déterminé, l'établissement d'un tarif pour satisfaire à quelque prix que ce fût les ouvriers, et échapper ainsi à une émeute.

« Messieurs les fabricants, en se rendant à cette réunion du 25 octobre, s'imaginaient, d'après ce qu'avaient dit les présidents des sections, pouvoir discuter le meilleur parti qu'il y aurait à prendre dans la circonstance; il n'en fut rien, M. le Préfet, ne permit qu'une chose, la fixation d'un tarif. Au moins ils croyaient être venus pour débattre réellement et librement les bases de ce tarif; impossible encore : les bases en étaient toutes arrêtées d'avance par les maîtres ouvriers qui avaient mis trois semaines à les délibérer entre eux. C'est alors

que commença une série de choses scandaleuses, dont le récit ne peut être que très imparfaitement rapporté. Dès le matin, les ouvriers qui, comme nous l'avons dit en commençant, s'étaient donné une organisation que les magistrats avaient ignorée ou permise, et que l'on déplorera un jour auèrement, les ouvriers, disons-nous, quittèrent leurs métiers suivant un ordre donné, et vinrent se ranger sur la place de la Préfecture et lieux circonvoisins au nombre de cinq à six mille, marchant par escouades de deux rangs de dix hommes, commandées par un chef de peloton. Quelqu'un avertit le Préfet de l'arrivée de cette foule autour de son hôtel; l'on s'imaginera que ce magistrat prit aussitôt des mesures pour assurer la liberté morale de la délibération qui se préparait, en faisant rentrer dans leurs quartiers respectifs ces milliers d'hommes venus de toute part avec des intentions faciles à deviner; il se contenta de descendre dans la cour déjà entièrement obstruée, de leur adresser quelques paroles obligantes et de les prier de débarrasser les abords de son hôtel. Cette foule docile à la prière du Préfet, qui devint un ordre en passant par la bouche des chefs du rassemblement, se retira, non pas dans les quartiers d'où elle était sortie, mais sur la place Bellecour, c'est-à-dire, à cinquante toises du lieu où les délégués des ou-

vriers soumettaient aux fabricants le tarif qu'ils
 avaient préparé ; rompre l'entente de la tranqui-
 lité publique , et resta là pendant cinq heures at-
 tendant sans docteur qui les condamnerait de
 faire le bien du monde , jusqu'à ce qu'il fut arrivé
 le « A peine une discussion de six mois était-elle com-
 mencée dans les salons du d'Préfecture , qu'un fa-
 bricant , chef d'une maison dont l'industrie donne
 les moyens d'existence à plus de mille ouvriers de
 divers genres , se plaignait de l'effet de ce tarif et
 pensait qu'il avait été altéré ; lui et ses collègues il
 déclara que les prix fixés dans le tarif exigé par les
 ouvriers étaient tels qu'ils seraient pour effet cer-
 tain de transporter à l'étranger la fabrication de la
 plus grande partie de l'étoffe unie , et de la soie ,
 à Lyon , tant d'ouvrages , plusieurs milliers de mé-
 tiers . Ce fabricant ajouta que , ne voulant ni perdre
 aucune part à une mesure désastreuse pour la
 classe ouvrière elle-même , et par suite pour la
 tranquillité de la ville , il croyait devoir se retirer
 ce qu'il fit en effet . Les autres fabricants , qui res-
 tèrent se flattaient encore de l'espérance d'amener les
 ouvriers à des propositions raisonnables et qui pour-
 raient tout concilier . Mais nous ne alléguèrent que
 le tarif apporté par eux , était celui que leurs
 intérêts tantôt leur avaient remis pour le faire adop-
 ter (et il faut se rappeler qu'il y en a six mille de
 ces commettants) étaient en expectation à quelques

pas de la). Les prétentions des ouvriers, il faut bien le dire, trouvaient un singulier encouragement et un merveilleux appui dans les recommandations de M. le Préfet aux fabricants de vouloir bien se presser et d'en terminer au plus tôt, recommandations qui avaient commencé une heure après l'ouverture de la séance.

On voit jusqu'à quel point les fabricants devraient librement; ce n'est rien encore, rien auprès de ce qui va se passer. Sur les quatre heures, le bruit se répand parmi les ouvriers qui stationnaient à Bellecour que la fin de la délibération est renvoyée à deux jours. Aussitôt ils se précipitent dans la rue Saint-Dominique; se dirigeant sur la Préfecture, et criant: « Point de renvoi! » Le commissaire central de police, qui était sur les lieux, court à la tête de la colonne; et, pour l'arrêter, il déclare que le bruit répandu est sans fondement. M. le Commissaire disait vrai: il n'y avait pas de renvoi. Mais pourtant il pouvait, ou plutôt il devait avoir lieu; car huit jours seraient à peine suffisants à un travail aussi compliqué que la fixation du minimum des prix des façons de plusieurs centaines d'articles différents. Eh bien! dans ce cas, que serait-il donc arrivé? On le devine suffisamment. Aussi, dès que l'annonce de ce qui se passait à l'extérieur se répandit dans les salons de la préfecture, il ne fut plus possible de continuer la

moindre discussion. « Dépêchez-vous, disait M. le Préfet, finissez-en, etc. » Quelques fabricants étaient en voie d'obtenir quelques réductions de ceux des délégués des ouvriers avec lesquels ils étaient abouchés. Mais quand on annonça qu'on ne pouvait plus contenir les rassemblements, il fallut bien tout terminer, ou plutôt tout accepter; c'est en effet ce qui arriva. La place de la Préfecture s'était de nouveau remplie, ainsi que la cour de l'hôtel; les escaliers mêmes avaient été envahis, et tout à fait à la fin de la séance, l'on n'ouvrait que difficilement les portes extérieures des appartements où se tenait la réunion; tellement elles étaient encombrées.

« Enfin, M. le Préfet descendit lui-même pour annoncer le résultat aux ouvriers, qui l'accueillirent avec de grandes démonstrations de joie, après quoi ils se retirèrent dans le même ordre que lorsqu'ils étaient venus. Ceux qui étaient de la Croix-Rousse suivirent, comme ils l'avaient fait le matin, la rue des Capucins dans toute sa longueur, en poussant de grands cris; ce qui ressemblait assez à une provocation, attendu que ce quartier est le centre des maisons de fabrique et que cette troupe n'avait nul besoin de suivre cette route pour arriver à sa destination. Le lendemain, le tarif n'étant point affiché dans la matinée, les meneurs contrainquirent encore ce jour-là, même avec violence, comme

ils l'avaient fait la veille, les ouvriers paisibles à quitter leurs métiers pour venir former des rassemblements destinés à se porter en ville. Enfin, le surlendemain 27 octobre, il fut affiché avec un préambule portant qu'il avait *été librement débattu et consenti*, ce qui était une amère dérision, et après cela, nos magistrats crurent avoir acquis du repos pour long-temps.

« Nous venons de rapporter les faits ; nous devons maintenant nous expliquer sur leurs conséquences.

« Indépendamment de ce qu'un tarif est une chose en complet désaccord avec nos lois et notre état politique, celui qu'on vient d'établir à Lyon annule, de compte fait, pour notre industrie, un tiers ou une moitié des articles qui se fabriquent à Lyon. En parcourant la nomenclature des nouveaux prix des façons, l'on peut se convaincre que l'augmentation qu'on y a faite élèvera certains articles façonnés à peu près au taux auquel le fabricant les livre à la vente ; tel autre article deviendra de 15 à 20 pour cent plus cher que le cours auquel seulement il trouve de l'écoulement ; et enfin la totalité de l'étoffe unie en qualité légère, qui forme plus de la moitié de l'exportation de nos produits en soirie, se trouve frappée de 20 centimes à l'aune ou 8 pour cent au moins sur la valeur totale : différence énorme, quand on considère que nous sommes en concurrence avec les fabricants de la Prusse

et de la Suisse, et que nous ne pouvons depuis long-temps soutenir la lutte que par la modicité du gain, soit du fabricant, soit de l'ouvrier. L'étoffe unie, en forte qualité, peut, il est vrai, supporter cette augmentation, parce qu'elle s'adresse à la haute consommation; mais cette sorte de produits ne doit pas entrer pour un dixième dans l'appréciation de ceux de la fabrique lyonnaise.

« De toutes les déplorables concessions faites aux ouvriers, la plus inconcevable est celle en vertu de laquelle le tarif a été rendu exécutoire à dater du 1^{er} novembre, et d'où il est résulté une perturbation immédiate dans les affaires. En effet, il y a toujours en fabrique des commandes pour deux ou trois mois environ; or, toutes les commissions données depuis quelques jours, ou sur le point d'être données, étant basées sur le taux des façons des mois d'octobre et de septembre, il est arrivé que les fabricants en ont rendu une grande partie, et en ont refusé d'autres qui les auraient constitués en perte.

« L'autorité doit donc songer à mettre en réserve de quoi nourrir quelques milliers de personnes qui vont se trouver à peu près sans pain à l'entrée de l'hiver; car l'on sent bien qu'il n'y a aucun moyen de persuasion qui puisse engager des manufacturiers à continuer un genre de fabrication qui les ruinerait au bout d'un certain temps.

Nous ne nous sommes point hâtés de réclamer auprès de l'administration supérieure, parce que, dans le premier moment, notre démarche eût pu paraître le résultat de l'irritation. C'est donc avec calme, avec réflexion que nous venons aujourd'hui signaler les maux et déclarer qu'il est déjà commencé. La plupart des métiers dont les pièces ont été finies depuis huit jours, n'ayant pas été remontés par les causes que nous avons appliquées, les ouvriers ont prétendu qu'il y avait complot contre eux de la part des fabricants. De là des propos menaçants, de là des attroupements qui effraient certains quartiers, de là quotidiennement la mise en armes de la presque totalité de la garde nationale, de là enfin, désordre dans la fabrique, et bientôt peut-être dans la ville.

« Nous avons exposé nettement l'état des choses et ses conséquences inévitables; nous venons maintenant demander au gouvernement de faire en sorte que notre administration comprenne les intérêts de notre industrie et assure la tranquillité de notre ville.

« Des chefs d'établissements qui livrent annuellement à la consommation intérieure et à l'exportation, pour quatre-vingt millions de produits, ont droit de compter sur une haute protection qui sans doute ne leur manquera pas. »

Cette protestation étant venue à la connaissance des ouvriers, et quelques fabricants ayant dit hautement que le tarif était nul à leurs yeux, les ouvriers formèrent entre eux le projet d'arrêter les métiers qui travaillaient au dessous du prix fixé par le tarif. Cette mesure parut aux fabricants une provocation, qu'ils crurent devoir réprimer. Tels sont les événements qui précédèrent et amenèrent cette époque sanglante de notre histoire.



PETITE STATISTIQUE.



La Croix-Rousse a vingt mille habitants ; on y compte dix mille métiers occupant quinze mille personnes ; il y a environ cinq mille ouvriers compagnons.

La Croix-Rousse était devenue le rendez-vous des ouvriers en soie, qui s'y rendaient de toutes les parties de la ville et des faubourgs, sur la seule invitation de leurs syndics.

Le corps des ouvriers en soie avait reçu une organisation occulte par décuries et par centuries. Il suffisait de l'espace d'une heure pour les réunir sur un point désigné.

Lyon avait dix-huit cents hommes de garnison et dix mille hommes de garde nationale, dont les trois quarts au moins étaient composés d'ouvriers de tout état ; ceux-ci restèrent neutres dans les événements qui ensanglantèrent nos foyers, si toutefois ils n'aidèrent pas de leurs moyens les ouvriers en soie, leurs camarades ou amis.



[illegible]

1. *Staphylococcus aureus* (Gram positive cocci in clusters)
 2. *Streptococcus pneumoniae* (Gram positive cocci in pairs)
 3. *Escherichia coli* (Gram negative bacilli)

It is not a simple matter to determine the exact date of the first appearance of the word "computer" in the English language. The word "computer" has been used in various senses throughout history. In the 16th century, it was used to denote a person who calculated, especially in the context of astronomy or navigation. In the 17th century, it was used to denote a person who computed, especially in the context of mathematics or science. In the 18th century, it was used to denote a person who computed, especially in the context of business or finance. In the 19th century, it was used to denote a person who computed, especially in the context of engineering or architecture. In the 20th century, it was used to denote a person who computed, especially in the context of electronics or computing. In the 21st century, it is used to denote a person who computes, especially in the context of information technology or computer science.

60

Lettre

aux Ouvriers Lyonnais.

Ce n'est ni comme général d'armée, ni comme préfet du département, ni comme maire de la ville ou de l'un de ses faubourgs, que je vous parle ; je suis votre compatriote, votre ami ; LYONNAIS comme vous. Je vis du produit de mon travail ; mais j'en ai plus que vous.

ÉCOUTEZ :

En 1793 nous résistâmes aux volontés du gouvernement d'alors ; ce que nous demandions nous paraissait juste et raisonnable. On repoussa nos vœux ; et les ennemis ennemis de notre régénération politique, d'accord sur ce point avec les étrangers jaloux de notre industrie et de notre prospérité, profitèrent de nos discordes, pour jeter dans nos rangs administratifs et militaires des hommes qui leur étaient vendus pour seconder leurs projets perfides.

Ces hommes étaient décorés de nos couleurs nation-

nales, et parlaient notre langage ; nous eûmes le malheur de les accueillir et d'aider une cause secrète, sans nous en douter. Nous succombâmes après un siège opiniâtre de 63 jours, pendant lesquels nous éprouvâmes toutes les horreurs que la guerre civile traîne avec elle : l'incendie, la famine, la mort !..... Nous fûmes traités en rebelles ; plus de 1000 de nos courageux citoyens furent sacrifiés à la rage des vainqueurs ; nos édifices publics et particuliers furent démolis, nos habitations dévastées, le restant de notre population proscrire, notre territoire départemental divisé, et, pendant un an, notre ville natale perdit son nom : on l'appela *Ville-Affranchie*.

Le sang français vient de couler de nouveau dans nos murs, il a été versé par des Français !!!! (1).

Le vainqueur et le vaincu n'avait tort ni l'un ni l'autre ; les fauteurs de cette affreuse catastrophe s'étaient lâchement enfuis pour s'éviter d'y prendre part.

LA VILLE DE LYON PLEURE SES ENFANTS DES DEUX PARTIS no s'agit pas de deux camps ennemis, mais de deux camps frères.
Maintenant nos magistrats s'occupent d'améliorer promptement votre situation ; ils vous l'ont solennellement promis..... Ils tiendront parole.

Cependant ils ne peuvent aller aussi vite que les circonstances paraissent l'exiger.

(1) M. Rosaz, auteur et propriétaire conservateur de la collection générale des Monuments lyonnais modernes, pour servir à l'histoire de la révolution française, depuis 1789 jusqu'à ce jour, a eu l'heureuse idée en commémoration des déplorables événements dont nous avons été témoins, de frapper en médaille les plombs monétaires tirés par les ouvriers ; les balles ont été ramassées sur les champs de bataille, extraites des plaies des blessés ; les 26 médailles qu'on a pu se procurer de la sorte, sont en vente chez Auguste Baron, libraire, éditeur de ce livre.

Attendons donc avec confiance, et en attendant, prenez bien garde à ces émissaires étrangers à votre cause et à nos vœux, artisans de trouble, de discorde et de pillage; ils parleront aussi votre langage, ils arboreront aussi nos couleurs nationales, ils parleront même plus haut que vous de vos droits et de vos griefs, ils ne craindront pas de calomnier la conduite paternelle de nos magistrats, ils tenteront de vous pousser à la révolte, même la plus insensée, comme ils le firent jadis, pour essayer encore une fois de ressusciter une cause à jamais perdue, celle d'un pouvoir tyrannique, au risque (que leur importe!) de voir renouveler les scènes de sang, de dévastation et de deuil dont nous fûmes les victimes il y a 38 ans, et, plus récemment encore, en 1817; époque affreuse de déception et de férocité inconnues jusqu'alors.....

Vous vous connaissez tous, ~~comptez-vous bien et chassez~~ de vos rangs tous ceux qui ne seraient pas sévèrement éprouvés. Si nous sommes tombés dans une erreur par trop funeste en 1793, nous pouvons facilement en éviter une semblable en 1831.

Mes conseils ne sauraient vous être suspects, ni même indifférents : j'étais chasseur de La Croisette pendant le siège; j'ai été proscrit et fugitif pendant la terreur de 1793; j'ai acquitté ma dette civique en 1815; j'ai été proscrit et fugitif pendant la terreur de 1816; j'étais dans les rangs parisiens à l'attaque du Louvre en 1830; je n'ai jamais occupé d'emploi public salarié ou gratuit..... ma position personnelle ne s'est améliorée sous aucun régime.

Ralliez-vous donc aux autorités légalement constituées, et n'oublions jamais que l'union fait la force, et que l'ordre public assure la liberté pour tous.

. A Lyon, le 23 novembre 1831, 4 heures du soir.

S. L. ROSAZ.

HYGIÈNE DE LYON

PENDANT

LES JOURNÉES DES 21, 22 ET 23 NOVEMBRE 1831.



DIMANCHE 20 NOVEMBRE.

La garde nationale fut passée en revue le matin à l'occasion de l'installation de M. le général Ordonneau, comme son commandant supérieur qui, pour premier acte de sa nouvelle autorité, fit reconnaître M. Dépouilly colonel de la 1.^{re} légion et M. Laforet lieutenant-colonel de la 3.^{me} légion.

Déjà des bruits sourds faisaient circuler la nouvelle d'un coup de main pour le lendemain. L'autorité n'a pas dû manquer d'en être informée ; on n'a pas vu pourtant qu'elle ait fait d'avance des dispositions sérieuses pour le maintien de l'ordre.

LUNDI 21 NOVEMBRE.**LE MATIN.**

La générale fut battue dans tous les quartiers de la ville, la garde nationale prit les armes ; à dix heures elle était à peu près en nombre suffisant.

Vingt hommes sous la conduite de M. Firmin Gentelet montèrent par la côte St.-Sébastien sur la place des Bernardines, dans le but d'empêcher les rassemblemens d'ouvriers, qui déjà se formaient en groupes, mais sans armes et inoffensifs. Des individus, que l'on peut accuser d'être les auteurs de l'affreux désordre qui s'en suivit, jetèrent l'alarme au milieu de cette classe déjà irritée, en proférant les cris : « Aux armes ! les fabricans viennent chez nous pour nous assassiner ! défendons-nous ! guerre à mort ! »

Les digues sont rompues et le torrent populaire a débordé de toutes parts. Une nuée d'hommes, de femmes, d'enfans se précipite hors des maisons, en garnit les fenêtres, en couvre les toits.

Le détachement de M. Gentelet, composé en

partie de fabricans , n'ayant pas reçu de munitions, se joignit à un piquet de troupe de ligne déjà placé à la barrière de la Croix-Rousse, et y demeura quelque temps sous les armes. La seule observation que nous nous permettrons dans le courant de cet ouvrage, la voici : si la compagnie de M. Gentelet a reçu l'ordre d'établir un poste à la Croix-Rousse, il y a eu imprudence de la part de l'autorité, qui, avec la connaissance qu'elle avait des griefs précédens entre les fabricans et leurs ouvriers, devait éviter de mettre ces deux partis en présence. Cette imprudence, disons-nous, a été le principe des funestes événemens qui pendant quarante-huit heures ont ensanglanté nos foyers. Dire de quelle part sont venues les premières provocations, témoin et acteur, nul ne peut l'affirmer : les grands effets ont de bien petites causes. Des mots aux injures, des injures aux voies de fait, des voies de fait aux coups de fusils; voilà l'histoire.

Les ouvriers, excités d'un autre côté par quelques hommes malintentionnés, portèrent l'exaspération à son comble. Des pavés furent jetés dans les rangs de la garde nationale, plusieurs gardes nationaux, entre autre M. V. A..., furent grièvement blessés.

Le détachement de M. Gentelet, contraint de battre en retraite, descendit en toute hâte par la

nouvelle rue du clos Willermoz et alla faire son rapport à l'état-major de la place.

Plusieurs autres détachemens essayèrent mais vainement de s'emparer de la place des Bernardines, entr'autres les compagnies de MM. Millon, Zindel et Faure.

Par une fatale imprévoyance, il n'y avait pas à l'Hôtel-de-Ville quatre cents cartouches pour ces diverses troupes; chaque homme ne put en avoir que deux : M. E. G... les distribuait à regret et avec une parcimonie que les cœurs généreux ne pouvaient blâmer.

Dans les diverses tentatives qui s'opérèrent contre la Gande-Côte, le capitaine Millon reçut une balle dans la cuisse, et M. Zindel s'étant avancé un peu trop en avant de sa compagnie fut environné par les ouvriers qui tentèrent de le désarmer : plutôt mourir ! s'écria-t-il. Il fut relâché quelque temps après. (Cet acte de courage n'étonne pas ; M. Zindel a déjà fait ses preuves sur le champ de bataille.)

Un détachement des compagnies de MM. Millon et Faure eut ordre de monter à la Croix-Rousse par le chemin de la Boucle, ils furent soutenus d'un piquet de dragons et d'une compagnie du 66.^{me} ; cette petite troupe, sous les ordres d'un colonel de la ligne, alla camper à l'extrémité du faubourg, où elle bivouaqua jusqu'au lendemain.

Cependant l'autorité militaire prit les mesures que nécessitait l'urgence. Le général comte Roguet, tout malade qu'il était, se fit porter à l'Hôtel-de-Ville, où il donna l'ordre d'attaquer et de cerner la Croix-Rousse.

Les artilleurs de la garde nationale, commandés pour un service extraordinaire, se trouvèrent réunis à neuf heures dans la cour de l'Hôtel-de-Ville ; là, ils reçurent l'ordre d'aller chercher leurs pièces à l'Arsenal ; comme ils n'y trouvèrent aucune munition, ils envoyèrent à la Poudrière un caisson qui fut saisi par les ouvriers et qui leur servit plus tard à composer une barricade. Ce ne fut qu'à trois heures qu'on leur apporta des gargousses à mitrailles ; alors ils amenèrent trois pièces de l'Arsenal, dont deux furent envoyées sur la place des Bernardines, comme nous le verrons plus tard, et la troisième resta sur la place des Terreaux.

A quatre heures, ils reçurent l'ordre d'amener trois nouvelles pièces ; mais, arrivés au pont Lafayette, il vint un contre-ordre qui les fit rentrer dans l'Arsenal, sauf un caisson de munitions que l'on mena à l'Hôtel-de-Ville.

Des troupes furent échelonnées sur toute la ligne, à la hauteur de la rue du Commerce ; les rues Casati, Tables-Claudiennes, Imbert-Colomès, habitées principalement par des ouvriers,

étaient dans une grande agitation : un tambour de la garde nationale, qui voulut battre la générale dans ce quartier, y fut assailli de coups de pierres.

La place de la Croix-Rousse et les rues environnantes étaient couvertes d'ouvriers, dont le plus grand nombre était armé de bâtons et des étais de leurs métiers; des amas de pavés étaient formés de distance en distance et donnaient à la place l'aspect d'un parc d'artillerie.

A onze heures et demie, une colonne d'ouvriers, ayant tambour en tête et point de drapeaux, sortit de la rue des Fossés; cinquante hommes au plus, armés de fusils, marchaient devant; le reste de la troupe était composé de jeunes gens armés de bâtons, de sabres, de piques. La colonne descendit par la Grande-Côte, précédée et flanquée par un grand nombre de curieux. Arrivée à la hauteur de la rue Vieille-Monnaie, elle fut rompue par un détachement de garde nationale qui montait au pas de charge; les hostilités commencèrent aussitôt de part et d'autre; la garde nationale, assaillie et prise en flanc par une seconde bande d'ouvriers débouchant la place Neuve, eut grande peine à garder l'abord du quartier des Capucins. C'est dans cette affaire que le nommé Dulac, tambour de voltigeurs, eut battant la charge à la tête de sa compagnie, eut

un bras atteint d'un coup de feu et continua à battre d'une seule main, malgré l'ordre du capitaine qui lui criait de passer derrière la compagnie.

Le trait suivant est avéré de plusieurs témoins : au moment où l'effervescence des ouvriers était à son comble, une voiture de bois de moule vint à passer dans le faubourg ; prendre ce bois pour s'en faire des armes, fut pour eux plus prompt que la pensée ; mais le désespoir bien naturel du conducteur, propriétaire de la charrette, les rappelant à des sentimens plus généreux, ils s'empresèrent de lui restituer sa propriété et rechangèrent eux-mêmes la voiture.

L'autorité, prévenue des échecs que la garde nationale venait d'éprouver coup sur coup, lui fit distribuer bon nombre de munitions ainsi qu'à la troupe de ligne. Un détachement fut envoyé au poste de la maison de M. Nivière, receveur-général, où il bivouaqua jusqu'au lendemain.

Les ouvriers débordaient de toutes parts et menaçaient déjà d'envahir le quartier des Capucins, malgré les nombreux détachemens placés à toutes les issues de la rue Vieille-Monnaie. La troupe de ligne avait été contrainte d'abandonner la rue du Commerce. Les ouvriers s'étaient emparés de tous les postes, désarmaient

les gardes nationaux qu'ils trouvaient isolés. Des barricades s'élevaient à tous les carrefours. Dans cet état de choses, les trois compagnies de gardes nationaux et trois autres du 66.^{me} qui étaient stationnées au bas de la côte St.-Sébastien, reçurent ordre de reprendre position sur les hauteurs; cette troupe formant environ trois cents hommes, se dirigea sur la Croix-Rousse, en alternant les compagnies militaires et civiles. Le commandant de la garde nationale était M. Prevôt. D'un autre côté, deux bataillons de garde nationale et trois compagnies de troupe de ligne disposées de même sorte, ayant à leur tête M. le préfet, M. le général Ordonneau, M. Alexandre secrétaire-général, et un commandant de place, montèrent par la Grande-Côte; cette troupe, arrivée à la hauteur de la rue des Petits-Pères, s'arrêta, et M. le préfet, après avoir commandé le roulement de tambours, s'avança seul dans cet étroit passage et fit à haute voix les sommations légales qui furent accueillies par des houras et quelques coups de fusils. M. le préfet et M. le général montèrent rapidement jusqu'aux Pierres-Plantées, se mêlant aux groupes d'ouvriers pour les haranguer, mais ils furent enveloppés et conduits à la mairie de la Croix-Rousse. Le premier peloton de troupe de ligne qui ouvrait la marche de la petite troupe, ne pouvant tenir

contre la pluie de projectiles qui l'écrasait de toutes parts, se débatta en criant : *sauve qui peut !* et entraîna dans sa fuite précipitée tout ce qui était derrière. Dans cette retraite forcée, où l'on eut à courir les plus grands dangers, on s'estima heureux de n'avoir à regretter que cinq hommes et de n'avoir que quinze blessés.

Le détachement qui montait par la côte St.-Sébastien, étant parvenu à la caserne des Colinettes, M. C., commissaire, accompagné de quelques agens de police, en présence des deux commandans, et après trois roulemens de tambours, fit les trois sommations voulues par la loi aux ouvriers placés sur les murs du clos Willermoz qui dominant le chemin ; ceux-ci répondirent par ces mots : *Le tarif ou la mort !* Alors quelques hommes, sous la conduite d'un capitaine, se détachèrent de la troupe et s'embusquèrent dans la caserne avec injonction de n'en pas ouvrir les fenêtres et de ne faire feu qu'en cas d'attaque de la part des ouvriers, ce qui fut exécuté. Cent hommes en tirailleurs tournèrent la rue Imbert-Colomès, et se frayant un passage à travers le clos Willermoz, débusquèrent les ouvriers qui occupaient cette position, et parvinrent sur la place des Bernardines en même temps que le reste de la troupe qui avait monté par la côte St.-Sébastien en forçant les barricades qui arrêtaient sa marche.

Jusque-là un seul homme avait été blessé : c'était un officier de la ligne qui reçut un coup de bayonnette dans la cuisse ; mais arrivés sur la place , un feu de peloton tua deux ouvriers et en blessa plusieurs ; pendant une demi-heure , cette petite troupe résista , malgré le désavantage de la position , aux feux croisés des ouvriers qui tiraient de toutes parts.

Des ouvriers s'étant présentés pour parlementer , on cessa le feu ; cependant des gens , qui peut-être derrière les cheminées qui les masquaient n'avaient pu voir les causes de la suspension d'hostilités , firent feu et blessèrent M. M*** , garde national ; ses camarades indignés se disposaient à user de représailles , mais ils en furent empêchés par leurs officiers. Les compagnies se rallièrent en pelotons : un ouvrier s'avancait portant à la pointe d'un sabre le chapeau du général Ordonneau , ce qui dans la circonstance pouvait être l'équivalent d'une menace. Le parlementaire n'était plus qu'à vingt pas de la troupe quand , au mépris des lois de la guerre , quelques coups de fusils tirés des maisons voisines , mirent hors de combat dix gardes nationaux et quatre soldats de la ligne. Le lieutenant Mayer du 66.^{me} fut tué ; on eut aussi à regretter la mort de M. Schirmer , un des plus beaux talens de la fabrique lyonnaise.

La troupe de ligne resta maîtresse du plateau, mais la garde nationale, qui en reçut l'ordre écrit et signé du général Ordonneau, fut contrainte de rentrer en ville.

A trois heures et demie, la compagnie de M. P... reçut l'ordre du général Roguet de monter à la Croix-Rousse; un bataillon de troupe de ligne fut commandé pour lui servir de renfort, deux pièces de canons de la garde nationale, attelées, garnies de leurs artilleurs commandés par le lieutenant Villarmé, les suivit; un nombreux détachement de dragons ferma la marche. Les ouvriers reculèrent et abandonnèrent le terrain du clos Willermoz, où une compagnie du 66.^{me} s'arrêta pour garder cette position. Alors le combat s'engagea de toutes parts, les ouvriers ripostèrent vigoureusement, placés sur les hauteurs, abrités dans les maisons et se faisant un rempart de tous les accidens des localités.

Cette fois la troupe s'étant emparée de toutes les positions dominantes, les deux pièces d'artillerie furent pointées sur la place de la Croix-Rousse, mais ne tirèrent pas.

Quand ces événemens avaient lieu sur ce point, d'autres détachemens de garde nationale, soutenus par la ligne, tentaient d'y parvenir par la Grande-Côte et par la montée des Car-

mélites. Ce quartier, moins populeux que les autres, n'en était pas moins dans une grande agitation : une barricade fut élevée à cinquante pas et presque sous les yeux d'un détachement de troupe ; plus tard, une compagnie de garde nationale du quartier Perrache, accompagnée de quelques sapeurs du génie, fut obligée de la prendre de vive force, et refoula une masse d'ouvriers jusqu'à la barrière des Chartreux ; mais ceux-ci ayant pris position pour faire résistance, un officier du génie s'approcha d'eux pour les engager à éviter un combat inégal et à leur désavantage ; ils s'obstinèrent à rester à leur poste. En conséquence, le capitaine de cette compagnie disposa sa troupe pour l'attaque, en mettant sur la même ligne autant de sapeurs du génie que de gardes nationaux. La position fut enlevée d'assaut sans coup férir, et les ouvriers repoussés hors de la barrière qui leur fut fermée dessus. Ceux-ci, loin de battre en retraite, eurent l'audacieux courage de bivouaquer toute la nuit contre cette barrière, tirant par-dessus les murs aux gardes nationaux qu'ils ne pouvaient atteindre.

Cette troupe, d'environ deux cents hommes, de la position qu'elle occupait sur les bastions du rempart, aurait pu facilement en faire un horrible carnage sans qu'un seul l'eût évité. Ne tirez

pas, messieurs, disait le capitaine, ils ne peuvent point nous faire du mal et ce sont des Français, ce sont des hommes. Cette voix généreuse trouva de l'écho dans tous les cœurs des assistans, il ne fut pas tiré un seul coup de fusil jusqu'au lendemain matin.

A quatre heures, des députés des ouvriers se présentèrent armés à la municipalité et ne déposèrent leurs armes à la porte du cabinet du conseil, que sous la condition expresse qu'elles leur seraient rendues à leur sortie; on dit que ces ouvriers délégués déclarèrent au nom de leurs mandans, que le général et le préfet ne seraient relâchés que lorsqu'on leur aurait signé des bons pour la fourniture d'une certaine quantité d'armes et de munitions.

La fusillade ne cessa qu'à la tombée de la nuit: un détachement de dragons avait tenté de pénétrer dans le faubourg de la Croix-Rousse par la montée de la Boucle; mais il fut repoussé si vigoureusement par cette population exaspérée que l'on ne fit plus sur ce point de nouvelles tentatives.

M. le général Roguet, gêné dans ses opérations par la détention de M. le préfet et de M. le général Ordonneau, entretenait continuellement des négociations avec les ouvriers pour obtenir leur mise en liberté. Il envoya à cet effet M.

C***, adjudant-major du 66.^{me}; mais cet officier, retenu prisonnier à son tour, fut sur le point d'être fusillé par quelques forcenés, et ne dut la vie qu'à des ouvriers généreux qui le firent évader en changeant leurs vêtemens contre son uniforme.

M. le préfet n'éprouva aucun mauvais traitement de la part des ouvriers : ils l'appelaient leur père et lui montraient beaucoup de déférence; ils croyaient peut-être, en le gardant parmi eux, mettre un terme à cette guerre d'extermination.

Pour donner des notions plus exactes sur les événemens qui occupèrent l'intérieur du faubourg pendant la journée du lundi, nous retournerons ici sur nos pas.

M. le préfet et M. le général Ordonneau, accompagnés de M. Alexandre, secrétaire-général, se voyant retenus au milieu d'une foule d'ouvriers, et voulant éviter les mauvais traitemens de quelques forcenés qui menaçaient leur vie, se frayèrent péniblement un passage jusqu'à la mairie du faubourg.

M. le préfet se montra sur le balcon de la mairie, harangua le peuple et l'exhorta à rétablir l'ordre, promettant qu'il ferait tout son possible dans l'intérêt des ouvriers, et que l'on tiendrait la main à l'exécution du tarif. De leur côté,

M. le général Ordonneau et M. le maire de la Croix-Rousse employaient les mêmes raisonnemens. L'effervescence paraissait se calmer, quand une vive fusillade, venant de la côte St.-Sébastien, se fit entendre au peuple dont elle porta les ressentimens jusqu'à l'exaspération. Quelques hommes criant à la trahison, menacèrent de la mort MM. les magistrats et même les couchèrent en joue. Ces messieurs firent face au danger avec une noble dignité, et montrèrent un si grand courage que ce mouvement spontané d'une colère irréfléchie fut réprimé sur-le-champ et n'eut aucune suite funeste. M. le préfet découvrant sa poitrine aux armes dirigées contre lui : « Si vous voulez des victimes, s'écria-t-il, me voici. »

« Mes amis, disait de son côté, M. le général dans la même position, je ne vous ai jamais fait de mal, vous n'avez aucun grief à me reprocher ; mais s'il vous faut une victime, si ma mort peut mettre fin à vos dissensions, me voilà ; ma vie est peu de chose, je n'ai peut-être pas dix années d'existence, et je les sacrifie de bon cœur à la tranquillité publique. » Après cette touchante allocution, pas un n'osa mettre la main sur lui.

Le peuple insista vivement pour que des ordres fussent envoyés de suite, afin de faire

cesser le feu. Alors les magistrats sortirent de la Mairie, et calmèrent l'irritation de la multitude en s'engageant sur leur honneur à mettre un terme aux hostilités. « Que quelques-uns de vous » nous accompagnent, disaient-ils, ils seront » témoins de nos actions, et vous rapporteront » si nous sommes dignes de votre confiance. »

Les ouvriers, satisfaits de cette promesse, les accompagnèrent en foule jusque sur la grande place; mais là, ils furent arrêtés de nouveau par ceux qui défendaient la barrière. M. le préfet fut conduit à l'hôtel du Petit-Louvre, et M. le général au café Randin, où ils furent enfermés et surveillés par les ouvriers. M. Richan, maire de la Croix-Rousse, et deux de ses adjoints, furent traités de même.

A dix heures du soir, M. le préfet étant parvenu à faire comprendre à ses gardiens que sa présence dans la ville était nécessaire pour pouvoir y représenter leurs intérêts, auxquels il avait toujours été dévoué, il fut mis en liberté et conduit jusqu'aux barrières, au milieu des cris de *Vive le préfet ! vive le père des ouvriers !*

A quatre heures du matin, quelques officiers de la garde nationale de la Croix-Rousse donnèrent connaissance au peuple de la lettre de M. le comte Roguet, où ce général les somrait de rendre, sous deux heures, la personne de

M. le général Ordonneau, et que si l'ordre qu'il leur intimait n'était pas exécuté dans le temps prescrit, le faubourg de la Croix-Rousse serait mitraillé et réduit en cendre. Malgré cette redoutable alternative, les ouvriers ne consentirent à relâcher le général que sous la condition que les prisonniers qu'on leur avait faits, et principalement le nommé B..., leur seraient restitués. Cette concession fut exécutée promptement, et le sieur B... leur fut rendu.

Les mécontents ne furent pas encore satisfaits : ils demandèrent encore une indemnité de huit cent mille francs ; mais cette nouvelle exigence n'obtint pas l'approbation de la majorité. Les officiers qui entouraient et protégeaient M. Ordonneau, voyant le calme un peu rétabli et les esprits moins exaspérés, crurent le moment opportun ; ils firent sortir le général, le mirent au milieu d'eux, se firent jour à travers la foule et le conduisirent jusqu'à l'Hôtel-de-Ville.

M. le maire de la Croix-Rousse, accompagné d'un commandant de la garde nationale et d'un officier, visita tous les postes occupés par les ouvriers, se rendit auprès de M. le baron Varlet, colonel du 66.^e, qui, avec son régiment et un détachement de dragons, occupait l'extrémité de la Grande-Rue ; il lui fit connaître la reddition de M. le général Ordonneau, le

pria d'user de modération et de se retirer avec ses troupes.

M. le colonel ne consentit point à prendre sur lui l'abandon de son poste, mais il promit à M. le maire que si les ouvriers ne le contraignaient pas à se défendre, aucun coup de feu ne serait tiré. Avec cette assurance, M. le maire, comptant que la tranquillité ne serait plus troublée, invita et décida en partie les ouvriers à abandonner les positions qu'ils occupaient et à rentrer chez eux.

L'ordre semblait rétabli, il n'y avait pas cinquante hommes sur pied dans tout le faubourg, lorsqu'à cinq heures environ, une colonne de 350 ouvriers vint sur la place de la mairie. Sur l'interpellation de M. le maire, ils répondirent qu'ils étaient des ouvriers de la Guillotière, des Brotteaux et des environs, qu'ils avaient fait un détour de quatre lieues, par Ste.-Foy, St.-Just, le pont de St.-Rambert, pour venir au secours de leurs camarades.

M. le maire, appréhendant toutes les conséquences d'une nouvelle démonstration hostile, fit tous ses efforts pour dissoudre et renvoyer cette troupe, dont la seule vue ranimait l'ardeur éteinte des ouvriers de la Croix-Rousse; mais ce fut en vain, ils n'eurent aucun égard pour ses observations, et allèrent se ranger en bataille sur la grande place.

La veille, à dix heures du soir les troupes n'avaient encore pris aucune nourriture. M. Tissot, conseiller municipal, leur fit distribuer des vivres. On a vu un garde national à cheval acheter tout le pain qu'il put trouver chez le boulanger de la rue du Garret, et le faire distribuer à l'escadron de dragons qui occupait la place de la Comédie. Les habitans du quartier imitèrent à l'envi ce généreux exemple : les dames mêmes versaient à boire.

A minuit, deux hommes mal vêtus furent arrêtés au milieu de la Grande-Côte; ils se mêlaient déjà parmi les gardes nationaux, auxquels ils parurent suspects. On les fouilla, et on trouva sur chacun d'eux une paire de pistolets chargés et quatre cartouches.

On ne saurait trop féliciter les dames qui ont donné des soins aux blessés que l'on déposait dans les salles de l'Hôtel-de-Ville; elles aidaient les chirurgiens dans leur pénible ministère; elles ont montré, au milieu de ce désordre, beaucoup de sang-froid et une courageuse humanité. On cite entre autres M.^{me} Richand, M.^{me} Chatt, M.^{me} veuve Paréa et sa fille.

Les hommes de l'art étaient MM. Dussurgey, Bottex, Morel, Pillet, Carron, Gardien, Ozanam, Dubouchet, Monfalcon, et quelques jeunes élèves.

La proclamation suivante a été affichée dans la journée.

MAIRIE DE LA VILLE DE LYON.

AVIS.

Nous Maire de la ville de Lyon,

Vu la gravité des troubles qui se sont manifestés aujourd'hui, et dans la prévoyance qu'ils pourront continuer d'avoir lieu ce soir,

Invitons

Tous les habitans à éclairer au-dehors de leurs habitations, et à fermer leurs portes d'allées partout où les perturbateurs se présenteront.

Lyon, le 21 novembre 1831.

Le Maire de la ville de Lyon,

BOISSET, adjoint.

MARDI 22 NOVEMBRE.

A sept heures du matin, les ouvriers, armés en grande partie, se dirigèrent sur la ville; mais ils furent repoussés par un feu très-vif auquel ils ripostèrent aussi vigoureusement.

A huit heures la fusillade fut engagée sur toute la ligne, depuis la maison Brunet jusqu'aux boulevards St.-Clair. Les troupes occupaient, de concert avec la garde nationale, les clos Casati et Willermoz, ainsi que la place des Bernardines. Le point où le feu était le plus intense était la place de la Croix-Rousse. L'artillerie s'y conduisit avec une bravoure digne d'éloges. Un moment sans munitions, ayant perdu les dégorgeoirs et les étoupilles, les artilleurs firent un bon usage de leurs carabines. Sur dix-huit hommes occupés au service de ces deux batteries, il en revint trois; tous les autres furent grièvement blessés et mis hors de combat. Le brave lieutenant Villarme eut le cou percé d'une balle, et M. Demartine, commandant du premier bataillon du 66.^e, tomba mort, percé de

deux coups de feu partis d'une fenêtre de la place des Bernardines. Les soldats de son bataillon, voulant en tirer une prompte vengeance, pénétrèrent dans la maison, en enfonçant la porte, et parvinrent à s'emparer de l'auteur de cet assassinat, qu'ils jetèrent par la fenêtre. Ils se maintinrent jusqu'à onze heures dans cette position qu'ils abandonnèrent par une retraite précipitée jusqu'à la rue du Commerce; mais, après une heure de combat, que nous appellerons une heure de carnage, ils abandonnèrent encore cette position, qu'ils reprirent un instant après. Là, le feu continua de part et d'autre avec un égal acharnement jusqu'à trois heures et demie. La position fut reconnue insoutenable, et la ligne ainsi que la garde nationale reçurent l'ordre de se replier sur l'Hôtel-de-Ville.

Les deux pièces de canon montées la veille sur la place, balayèrent le haut de la Grande-Côte et la rue des Remparts. Au début, la première pièce fut démontée; les canonniers la rétablirent à force de bras, et continuèrent le feu malgré les décharges continues d'ennemis cachés dans les maisons. Un détachement du 13.^e vint leur apporter un secours momentané, mais trop tardif : comme nous l'avons déjà dit, ils furent contraints d'abandonner le champ de bataille.

Enhardis par ce premier succès, les ouvriers vinrent s'emparer de la caserne et des armes qu'ils y trouvèrent. Un fort détachement de troupe de ligne auquel s'étaient joints bon nombre de gardes nationaux, revint à la charge et, après un combat opiniâtre, reprit ce poste important, d'où peu d'instans après il fut chassé de nouveau.

Ce fut dans ces entrefaites que des parlementaires de la Croix-Rousse, passèrent, en criant : *Bas les armes, la paix est faite, et le tarif au bout !* Alors les ouvriers se mêlèrent aux troupes et exigèrent que les soldats tournassent la crosse du fusil en l'air, chose à laquelle ils ne se soumirent que d'après les ordres réitérés de leurs officiers. Quelques-uns furent désarmés et, sur le refus des autres, les ouvriers leur lâchèrent encore des coups de fusils qui firent de nombreuses victimes.

Un officier du 66.^e qui, sur la foi des traités, s'était aventuré dans la rue des Fantasques pour parler à des hommes qui étaient sur le parapet de la caserne, fut assailli d'une grêle de balles ; un ouvrier âgé se précipita sur lui et, le tenant embrassé, lui fit un bouclier de son corps, en criant aux autres de cesser leur feu.

Nous pouvons placer à côté ce trait généreux ce beau mot d'un garde national M. B. F..., blessé

d'une balle dans le côté, continuait à se battre dans un endroit découvert exposé au feu des ouvriers. Son ami, M. A..., qui combattait à ses côtés, le voyant pâlir, le saisit dans ses bras et l'emporta. « Pourquoi ne m'y as-tu pas laissé, » dit le blessé, on croira que tu as eu peur. »

Dans la rue Casati, n.º 5, un vieillard fut tué d'un coup de feu qui avait traversé sa fenêtre.

Les postes qui la veille n'avaient pas été relevés furent tous abandonnés ou les soldats désarmés. Celui des Célestins, renforcé un moment par la compagnie du capitaine Lequen, semblait montrer l'intention d'employer la force pour dissiper les attroupemens populaires, qui prenaient déjà dans ce quartier un caractère sinistre ; mais les menaces de proscription contre l'habit de garde national qui circulaient autour d'eux, et la nouvelle des événemens qui se passaient dans le nord de la ville, jetèrent un tel effroi dans ce poste qu'il fut abandonné en un instant. Le brave lieutenant Ollat, honteux et humilié de cet abandon, voulait y rester, dut-il y mourir ; heureusement un de ses amis l'entraîna dans un lieu de sûreté : un moment plus tard il eût été peut-être victime de sa bravoure.

Des bandes d'ouvriers inondaient tous les quartiers de la ville ; ils faisaient des amas de pavés, barricadaient les têtes de ponts et les

carrefours de rues. Deux magasins d'armuriers, l'un de la rue St.-Dominique, l'autre du passage de l'Argue, furent ouverts et dévastés par eux de vive force. Ils arrêterent un gendarme qui portait à Châlon une dépêche du général Roguet, qui demandait sans doute des renforts; les dépêches furent déchirées. Une bande d'ouvriers, venant du faubourg de la Guillotière, dirigea le premier élan de sa rage dévastatrice sur le corps-de-garde de la place Bellecour, qu'elle incendia et dont elle ne laissa pas pierre sur pierre. Les bureaux d'octroi furent également incendiés et les registres lacérés et jetés à la rivière.

Les ouvriers en soierie, renforcés par des ouvriers de tous états de St.-Jast, St.-Georges, la Guillotière et les Brotteaux, qui croyaient que la cause leur était commune, et par cette classe d'individus sans état, sans aveu, pour qui les émeutes populaires sont des jours de fêtes, formèrent bientôt une masse menaçante qui investit et cerna les troupes placées aux environs de la place des Terreaux dans un rayon qu'ils resserrèrent de plus en plus.

Jetons un coup-d'œil sur les principaux événemens qui se passèrent sur les divers points du combat.

A huit heures le tocsin sonnait à l'église de

St.-Pothin. Les ouvriers des Brotteaux, dont trente, au plus, étaient armés, après s'être emparés du poste de la garde nationale, se rendirent maîtres du pont Morand, qu'ils barricadèrent et auquel ils firent une tranchée pour se mettre à l'abri des charges de la cavalerie.

Aucun ordre ne fut donné pour en empêcher l'exécution. Néanmoins, le lieutenant Rousset détacha cinquante hommes de la 4.^e compagnie stationnée sur la place Milanais, et se porta en avant pour défendre la tête du pont abandonnée. La fusillade avait déjà commencé entre les gardes nationaux postés aux fenêtres des maisons Oriol, Nivière, et autres, et les ouvriers rassemblés sur la rive opposée, sans faire de mal de part ni d'autre; mais quelques ouvriers ayant été assez audacieux pour s'avancer jusqu'au milieu du pont, le détachement Rousset répondit à leur attaque par un feu si bien nourri qu'il les repoussa jusqu'au-delà de leurs retranchemens. Une batterie placée, par ordre du général, sur le quai du Rhône, tira plusieurs coups à boulet, qui furent moins préjudiciables aux insurgés qu'aux habitans des Brotteaux qui, paisibles spectateurs, furent tués ou blessés à leurs fenêtres.

Une jeune demoiselle, atteinte d'une balle à la tête, paya de la vie son imprudente curiosité.

Il y eut de cette sorte une douzaine de personnes blessées.

La garde nationale perdit un canonnier, et la troupe de ligne eut un homme atteint d'un coup de feu.

Entre onze heures et midi, un parlementaire arriva de l'Hôtel-de-Ville, agitant un drapeau blanc, signe de paix; il alla jusqu'à la moitié du pont au milieu d'une grêle de balles, mais arrivé sur le point culminant, la fusillade cessa entièrement. Il revint un quart-d'heure après avec quatre ouvriers, et jusqu'à une heure environ la trêve fut rigoureusement observée sur ce point.

Le poste de la barrière St.-Clair ne battit en retraite devant les ouvriers qu'après avoir soutenu un combat où il perdit quatre hommes; mais, se voyant trop inférieur en nombre et ne recevant point de renfort, ils se retirèrent dans la ville. Les ouvriers avançaient déjà un front menaçant sur le quai St.-Clair; les gardes nationaux, postés aux fenêtres de ce quai, se retirèrent, dit-on, d'après un ordre venu de l'état-major et se rejoignirent dans la cour de l'Hôtel-de-Ville.

Les propositions, peut-être exagérées des ouvriers, ayant été rejetées par l'autorité militaire, les hostilités recommencèrent pour ne finir qu'à la nuit.

Le pont Lafayette était inondé d'ouvriers tirailleurs, que la garde nationale avait peine à contenir. Trois hommes furent envoyés au-devant d'eux pour parlementer ; mais ils furent repoussés par quelques coups de fusil. Un trompette de dragons envoyé de l'Hôtel-de-Ville éprouva le même sort, et fut contraint d'en revenir à bride abattue.

Des hommes animés du seul désir de la rapine, après avoir mis le feu aux deux pavillons du pont Lafayette et du bureau de l'octroi, s'étaient déjà emparés de la caisse qui contenait environ 300 fr., lorsque deux ouvriers en soie, les sieurs Auclair et Palluy se précipitèrent sur eux, et, employant les menaces et les coups, les forcèrent à lâcher cette capture, qu'ils déposèrent entre les mains d'un marchand de vin du port des Cordeliers, de chez qui cette somme a été retirée deux jours après, pour être déposée à la caisse de la ville.

Les bandes d'ouvriers débouchaient de toutes les rues. Des gardes furent désarmés. Le quai de Retz fut envahi. A une heure et demie, une charge de dragons le balaya jusqu'au pont Lafayette, où ils furent arrêtés par une barricade ; un dragon resta sur le champ de bataille.

Un ouvrier, à qui ses camarades avaient reproché peu auparavant de s'être armé d'un sabre

rouillé, leur présenta un sabre de dragon avec une oreille au bout. Ce trait de cruauté contraste avec l'anecdote suivante. Un officier de dragons tomba percé d'une balle auprès de la rue Pas-Étroit; le coup était parti de la main d'un vieillard à cheveux blancs; cet homme voyant son ennemi abattu, se précipita pour lui donner un secours, malheureusement inutile; il ne le porta pas moins dans une maison voisine; quelques individus parlaient déjà de se partager la dépouille de l'officier, mais le vieillard s'y opposa, disant que ce n'était pas pour piller qu'il avait pris les armes; et, s'emparant de la bourse et de la montre de sa victime, les remit entre les mains de M. Auzet, artiste du Grand-Théâtre, qui de suite fit certifier le dépôt par des témoins, et qui plus tard le rendit à qui de droit. L'ouvrier voyant son but rempli, retourna au combat. C'est encore ce même vieillard que l'on a vu plus tard sauver la vie à un cavalier, que son cheval abattu avait livré à la merci des ouvriers. Il se précipita sur le corps de ce soldat, au moment où des furieux allaient en faire une victime de leur vengeance, et le conduisit sain et sauf au magasin de boutons, sur le quai du Rhône.

On a vu des femmes d'ouvriers, nouvelles Spartiates, faire de la charpie sur le quai, panser

les leurs sur le lieu même du combat, ranimer leur courage et les renvoyer au feu.

Une nouvelle barricade s'éleva rapidement au bout de la rue Gentil, les dragons revinrent à la charge mais ne purent passer outre; un des leurs y fut démonté et plusieurs blessés. Pour éviter des surprises, les ouvriers se faisaient des retranchemens dans les allées des maisons dont ils enfonçaient les portes avec les brancards d'énormes charrettes qu'ils employaient en guise de béliers. Ils descendirent les réverbères qu'ils brisèrent et dont ils coupèrent les cordes à hauteur d'homme, aspect qui rappelait d'affreux souvenirs.

Un escadron de dragons eut, pendant une charge, deux hommes blessés dont un resta à terre; cet homme se relevait lentement, quand il vit fondre sur lui un groupe d'ouvriers qu'une allée ouverte avait mis à l'abri de la charge; il crut sa dernière heure venue: nous n'en voulons qu'à tes armes lui dirent les ouvriers, et ils le conduisirent avec précaution à l'Hôpital.

Une foule d'ouvriers déborda comme un torrent dans les rues Portcharlet, Bonrencontre, Champier, Pavie; le détachement qui tenait la place des Cordeliers fut acculé contre le presbytère et forcé de fuir par la rue Buisson, où les ouvriers les poursuivirent; un garde national

tomba frappé à mort au coin de la rue Claudia ; plusieurs furent désarmés et renvoyés sans qu'on leur fit aucun mal.

Il était une heure quand un adjudant-major venant de l'Hôtel-de-Ville annonça qu'il y avait suspension d'armes et qu'ils devaient cesser toute hostilité. Un garde national, sur la foi de ce traité, s'approcha des ouvriers auxquels il tendit la main en signe de paix ; un ouvrier, un de ces hommes pour qui rien n'est sacré, tenta de le désarmer ; le garde national, dont le nom est Bernard , se défendit vigoureusement contre cette attaque inopinée, mais son courage ne servit qu'à exaspérer son adversaire, qui l'étendit mort d'un coup de pistolet tiré à bout portant.

Quelques enfans de douze à quinze ans se précipitèrent sur deux soldats de la ligne qui gardaient l'entrée de la rue de la Gerbe , les désarmèrent , firent feu dessus , mais ne les atteignirent pas.

Pendant ce temps, une nombreuse colonne d'ouvriers , précédée par un tambour, sortit de la place des Célestins où elle s'était formée, et alla sur la place de la Fromagerie ; là, elle fut arrêtée par quelques détachemens de troupe de ligne échelonnés dans la rue Sirène et sur la place du Plâtre. L'abord était en outre défendu par des gardes nationaux postés aux fenêtres ; la fu-

sillade s'engagea de part et d'autre et dura longtemps sur ce point.

Un des chefs d'ouvriers s'approcha de l'officier qui commandait le peloton : « Monsieur, lui disait-il, trop de sang a déjà coulé, les succès qu'ont obtenus ceux que nous commandons, prouvent que leur cause a été reconnue juste par le plus grand nombre ; continuerez-vous à augmenter l'exaspération de ces hommes mal compris, en leur présentant une résistance que leur courage rendra inutile ? pensez-y, nous sommes tous frères : vous n'imiterez pas les gardes royaux de Paris, vous ne tirerez pas sur vos concitoyens. » L'officier répondit : je ne suis point ici pour juger vos sentimens, je les crois purs et sincères, mais on m'a ordonné de garder ce poste et je ne l'abandonnerai pas : seulement je prends sur moi de ne pas commander le feu si nous ne sommes pas attaqués, » et l'officier serra la main du chef d'ouvriers comme pour lui faire sentir qu'il lui saurait gré de lui épargner de si pénibles fonctions.

Le feu était donc général dans toutes les rues, de la place du Concert au quai Villeroi.

On a remarqué que les plus acharnés ou les plus audacieux d'entre les ouvriers, étaient les plus jeunes ; c'étaient des enfans qui formaient les barricades.

On dit avoir vu des hommes très-bien vêtus, parlant affectueusement aux ouvriers, les encourageant de la voix et du geste et leur distribuant leurs adresses.

Notre devoir étant de tout dire, nous ajouterons que l'on a vu des gardes nationaux donner en secret à des ouvriers, les paquets de cartouches, qu'on venait de leur distribuer.

Il est donc des hommes capables d'alimenter le feu de la guerre civile ? Gémissons !

La fusillade était également engagée sur les quais de la Pêcherie et de la Feuillée d'une rive à l'autre. Des ouvriers descendirent de la caserne des Carmes-Déchaussés, après en avoir désarmé les soldats qui la gardaient.

La garde nationale à cheval envoyée à la Poudrière pour y chercher des munitions, fut arrêtée sur le quai St.-Benoît et forcée de se replier.

Par ordre de M. le Maire, un tambour arriva sur la place du Change pour y lire une proposition d'accommodement. « L'autorité, disait-il, offre de faire exécuter le tarif et de donner aux ouvriers 50,000 fr. d'indemnité. La note manuscrite lui fut enlevée et foulée aux pieds.

Un détachement de garde nationale commandé par M. Chaise, et quelques pelotons de troupe de ligne, se défendirent vaillamment au

poste de la Poudrière, ils furent obligés de s'y barricader; la ligne rivalisait de courage. Ce fut par un prodige de bravoure qu'ils se maintinrent dans ce poste, un des plus périlleux; ils ne l'abandonnèrent qu'à la dernière extrémité : ils eurent un grand nombre de blessés. Honneur aux braves voltigeurs du 66.^{me} Ils se conduisirent en cette circonstance avec une valeur digne d'éloges. Le commandant, M. Chaise, fit le coup de feu comme un simple soldat.

L'Arsenal était protégé par six pièces d'artillerie, dont deux étaient sur la place Saint-Michel, une à la tête du pont d'Ainay, le reste dans les cours, chargées mèches allumées, soutenues d'un fort détachement du 66.^{me}; mais à six heures les artilleurs se voyant sans communications avec le quartier-général, ne recevant aucun ordre et ne pouvant contenir le déluge d'ouvriers qui les débordait de toutes parts, firent rentrer les pièces, jeter les munitions à la rivière, et ne parvinrent qu'à l'aide de déguisemens à se soustraire à la fureur des ouvriers.

Nous avons conduit le lecteur sur les principaux points du cercle de bataille.

Nous n'ajouterons plus que les événemens qui terminèrent cette fatale journée.

A deux heures, la fusillade était générale, le

spectateur placé sur les hauteurs voyait un anneau de feu qui enveloppait l'Hôtel-de-Ville.

Le torrent était contenu avec grande peine sur le quai St.-Clair ; la pièce de canon dirigée sur les Brotteaux avait reçu l'ordre d'abandonner cette position ; les ouvriers des Brotteaux traversaient déjà le pont Morand, ceux du quai de Retz eurent à soutenir un feu très-vif avec les soldats embusqués au carrefour de la rue du Garet ; ils ne s'emparèrent de cette position qu'après un combat qui dura trois heures, dans lequel ils tuèrent deux soldats de la ligne et en blessèrent un grand nombre, dont quatre à la garde nationale. Ce fut alors que M. Vernère, chef d'état-major, occupé à disposer quelques détachemens de la ligne dans la rue du Garet, eut un sapeur tué à ses côtés : le coup avait été tiré par un habitant du quartier. M. Vernère, indigné de cette lâcheté, ramassa rapidement l'arme du sapeur et la déchargea sur la fenêtre d'où le coup était parti.

Les ouvriers, maîtres de la rue Basseville, s'avancèrent jusqu'au café de la Perle, malgré la fusillade qui leur venait des fenêtres sous lesquelles ils passaient, et surtout de la maison Oriol. Tout-à-coup vingt-cinq dragons partirent au grand galop du pont Morand, un grand nombre d'ouvriers fuyaient devant eux, beaucoup

ne firent qu'ouvrir leurs rangs et les laissèrent passer. En quelques secondes les dragons, dont le nombre était déjà diminué, arrivèrent à la barricade du pont Lafayette, au pied de laquelle une décharge des ouvriers qui s'étaient ralliés derrière, en fit tomber plusieurs avec leurs chevaux ; ils retournèrent dix au point d'où ils étaient partis.

A cinq heures, les ouvriers, devenus maîtres du quai de Retz, entassèrent des fagots devant le café de la Perle, y mirent le feu et en brûlèrent les portes. Ils furent repoussés par un peloton de garde nationale commandé par M. B. On.

On entama de nouvelles négociations, qui n'eurent pas plus de succès que les premières. Deux grenadiers de la garde nationale qui s'étaient offerts en ôtage aux ouvriers contre deux des leurs ne revenaient plus, quoique leurs parlementaires eussent été rendus. C'était au moment où la tête du pont allait être abandonnée, par ordre du général. Le lieutenant Roussel, inquiet sur le sort de ces deux hommes, traverse le pont lui seul, va les réclamer aux insurgés, et les ramène au milieu de la fusillade.

A quatre heures, le torrent avait repoussé les troupes devant lui jusque sur les places des Terreaux et de la Comédie. Les ouvriers venaient en tirailleurs dans presque toutes les rues abou-

tissantes, faisaient le coup de feu et s'enfuyaient rapidement. Les soldats, placés aux fenêtres, leur tiraient dessus, quelquefois à bout portant; mais les pertes nombreuses que les ouvriers éprouvaient ne semblaient qu'accroître leur fureur.

La place des Terreaux, dans le plus complet isolement, ne paraissait être défendue que par un groupe d'une cinquantaine de soldats de la ligne, accroupis, resserrés à dix pas du perron de l'Hôtel-de-Ville; chacune des issues n'était gardée que par un ou deux dragons, l'arme au poing. Les maisons, dont les rez-de-chaussées étaient fermés et barricadés, étaient tapissées, du premier étage jusqu'aux combles, d'une multitude d'hommes armés qui, la tête avancée, l'œil et l'oreille aux aguets, attendaient le signal du carnage. Un silence de mort régnait au milieu de cette arène, c'était le calme plat, précurseur de la tempête. Ce spectacle glaçait l'âme des plus intrépides, on s'attendait à un grand événement, à un grand massacre. Les coups de fusils tirés aux environs se répercutaient dans tous ces cœurs d'hommes. Cet état d'anxiété dura jusqu'à la nuit; alors seulement, et quand les ténèbres eurent couvert cette scène de meurtre, le feu cessa sur tous les points, et chacun

bivouaquas sur le lieu même où il avait tiré son dernier coup de fusil.

Les deux proclamations suivantes furent imprimées dans le milieu du jour, mais ne purent être affichées, attendu que la circulation était interceptée dans toutes les rues. Néanmoins nous les reproduisons ici, comme pièces officielles.

AVIS.

Nous nous engageons sur l'honneur à user de toute notre influence sur les fabricans pour les déterminer à faire exécuter le tarif, et si quelques-uns d'entr'eux s'y refusaient, la caisse communale y suppléerait, de manière à assurer aux ouvriers de Lyon et des faubourgs les prix convenus.

Une indemnité sera accordée aux familles des victimes.

Lyon, le 22 novembre 1831.

Le Maire, BOISSET, adjoint.

Le Préfet, DU MOLART.

Le Lieutenant-général, Comte ROGUET.

Ouvriers!

Écoutez la voix de celui que vous avez appelé

vosre père ! Arrêtons l'effusion du sang de vos frères ; prévenons d'affreux malheurs, qui ne pourraient que rendre votre position plus mauvaise encore. Suspendez les hostilités pour envoyer des parlementaires à l'Hôtel-de-Ville, où vos plaintes seront entendues par vos magistrats. Comptez sur toute la chaleur de l'intérêt que je vous porte pour défendre votre cause.

Lyon, le 22 novembre 1831.

Le Préfet du Rhône, DU MOLART.

Nous rapporterons ici la scène suivante, qui eut lieu dans le milieu du jour, à l'état-major de la place.

M. T..., lieutenant de voltigeurs de la 1.^{re} légion, fut accosté par un individu qui le pria de le présenter au général, auquel il voulait dévoiler des secrets du plus haut intérêt, et qui devaient mettre fin au carnage. M. T... s'empressa de le conduire à l'état-major. Cet individu, interpellé par M. Roguet sur ce qu'il avait à communiquer de si important, répondit : « Général, » je suis le fils de Napoléon-le-Grand ; faites-moi » proclamer empereur, et le feu va cesser de » toutes parts. » Les aides-de-camp présents à cette scène burlesque prirent ce Napoléon par les épaules et le mirent dehors.

La proclamation suivante avait été affichée à sept heures du matin.

LIBERTÉ, UNION, ORDRE PUBLIC.

Lyonnais !

La gravité des circonstances a nécessité la réunion des troupes de ligne et de la garde nationale pour faire respecter vos personnes et vos propriétés.

Chacun a fait son devoir. Des agens des ennemis de votre industrie ont formé le projet insensé de vous dépouiller de cette illustration manufacturière qui fait la prospérité de votre cité et la gloire de la patrie.

Demain la garde nationale prendra les armes à huit heures du matin ; les diverses légions se réuniront sur leurs places d'armes respectives. Inviter les citoyens à se rendre à leur poste, ce serait faire insulte à leur zèle, à leur courage et à leur patriotisme. Je suis convaincu qu'aucun d'eux ne manquera à l'appel de l'honneur.

Lyonnais, rassurez-vous ! les fauteurs de troubles et d'anarchie sont confondus.

Lyon, le 21 novembre 1831.

Le lieutenant-général commandant supérieur
des 7.^e et 19.^e divisions militaires,

Comte ROGUET.

A minuit, l'Arsenal et la Poudrière furent envahis par le peuple. M. Chaise, commandant du détachement qui occupait ce dernier poste, eut l'heureuse idée, avant de l'abandonner, de jeter à la rivière toutes les poudres qui y restaient.

Les ouvriers trouvèrent à l'Arsenal six mille fusils qu'ils se partagèrent de suite. Ce nouvel événement et les instances de l'autorité civile décidèrent M. le général Roguet à quitter la ville avec les troupes qu'il commandait, et qui se composaient du 66.^e et de plusieurs bataillons des 40.^e et 13.^e de ligne; des gardes nationaux, au nombre d'environ deux cents, s'y joignirent et soutinrent aussi la retraite.

Le capitaine d'artillerie Mallechard, lyonnais, jeune homme plein de mérite, et qui, après la campagne d'Alger, était venu passer quelques jours en permission dans sa famille, se chargea de la conduite de l'artillerie. On se mit en marche en colonne. Arrivée aux portes St.-Clair, elle fut arrêtée par un fort poste d'ouvriers; une décharge à mitraille ouvrit le passage, et l'infanterie marcha au pas de charge en exécutant des feux de pelotons.

Qui eût pu prévoir les funestes résultats de cette retraite? mieux eût valu pour eux vingt-quatre heures de combat à l'arme blanche, que

traverser ce défilé meurtrier. Les feux se croisaient sur leurs têtes, tout coup portait; les hommes tombaient comme les feuilles d'automne, et pas un ennemi que l'on pût combattre face à face.

Dirons-nous le passage du faubourg de Bresse, la trahison reprochée à des Français?

Je ne suis point appelé à mettre dans la balance les torts des deux partis; ma mission, je le répète, n'est que de raconter; mais je ne reconnais pas à cette action les hommes qui ont garanti nos propriétés du pillage et de l'incendie.

Une partie de la garde nationale se détacha de la colonne, sous la conduite de M. Fahys, et monta sur la hauteur par le chemin de la Carrette, dans le but, sans doute, d'en débusquer les tirailleurs; mais elle n'y trouva personne, et parvint jusqu'au fort de Montessuy, où elle attendit le reste de la colonne.

Les troupes mirent deux heures pour faire le trajet de la barrière à la chapelle St.-Clair. Les obstacles croissaient à chaque pas, les barrières, qui n'y étaient pas la veille, s'élevaient par enchantement. Les coups de canon, le feu de la mousqueterie, le bruit du tocsin qui sonnait dans presque toutes les églises de la ville, fai-

saient de ce lieu de carnage un chaos épouvantable.

Les deux extrémités du faubourg de Bresse étaient barricadées par de grosses voitures de meunier ; il fallut encore employer l'artillerie pour ouvrir le passage. Des gens du quartier vinrent dire aux soldats qu'aucun mal ne leur serait fait s'ils voulaient passer la crosse en l'air ; les officiers y consentirent ; mais aussitôt que la colonne fut engagée dans cette longue rue, la fusillade recommença plus vive, les pierres et les tuiles tombaient comme la grêle. M. le comte Roguet, dont les douleurs physiques étaient accrues par le spectacle de tant de désastres, faillit plusieurs fois de perdre la vie. La troupe gagna, après de grandes pertes, les hauteurs de Montessuy, emmenant beaucoup de blessés et laissant les morts sur la place, qui depuis furent jetés au Rhône, à la pointe du jour.

On rapporte sur ces nouvelles Thermopylées des actes de barbarie et de cruauté peut-être trop vrais, mais que la plume se refuse à transcrire. On nous saura gré d'avoir anéanti les notes que nous avons reçues de personnes dignes de foi ; relations qui n'offriraient que des tableaux hideux et révoltans pour l'humanité.

Nous rapportons ici une lettre qui, plus tard, fut insérée dans le journal *le Précurseur*, et

qui reposera notre esprit fatigué de ces longs détails de meurtres et de massacres.

AU RÉDACTEUR DU *PRÉCURSEUR*.

Lyon, 28 novembre 1831.

Dans la pénible retraite que firent les troupes de ligne par le cours d'Herbouville, dans la nuit du 22 au 23 courant, un soldat a la jambe cassée par une balle, vis-à-vis le moulin du sieur Chauvet, près la salle Gayet. Il tombe, et le docteur Chereau, aide-major au 66.^e de ligne, qui se trouvait près de lui, accourt et lui aide à se traîner dans le moulin, le panse, et songe alors à la retraite; mais il n'était plus temps, la colonne des troupes avait dépassé le faubourg St.-Clair : force fut donc au docteur Chereau de rester dans le moulin jusqu'au jour. Mais aussitôt que cela fut possible, il parcourut le quartier, chercha les militaires blessés, et fit toutes les démarches nécessaires pour les faire évacuer sur Lyon, après leur avoir donné les soins qu'exigeait leur état. Le docteur se rendit ensuite chez les citoyens blessés avec un empressement plein d'humanité dont les habitants du faubourg St.-Clair garderont long-temps le souvenir.

Nous vous saurons gré à vous-même ; Mon-

sieur, mes concitoyens et moi, de nous aider à payer une dette sacrée envers un homme de bien.

Recevez, etc.

CHARNELET,

Habitant du cours d'Herbouville.

Après le départ des troupes, il n'y avait dans l'Hôtel-de-Ville que MM. Pillet et Dubouchet, médecins, MM. Prosper Wayle, Louis Albin, Gueyrard jeune, Inès Ferrand, élèves en chirurgie; M.^{me} veuve Paréa et ses trois demoiselles, M.^{lle} Perrin, modiste, et M. Queriau, artiste du Grand-Théâtre, qui avaient aidé au pansement des blessés.

M. Dunand, garde-meuble de l'Hôtel-de-Ville, vint recommander aux personnes susdites de tâcher, lorsque les ouvriers prendraient possession de la Mairie, *d'éviter le gaspillage des papiers.*

M. Queriau ayant demandé, dans la cour de l'Hôtel-de-Ville, à M. Benoît ce qu'il convenait de faire dans cet état de choses, M. le secrétaire-général répondit : « Je n'en sais rien. Tout ce » que je puis vous dire, c'est qu'il n'y a plus » d'autorité ici ; je quitte le dernier, et m'en » vais à la garde de Dieu. »

Ces messieurs, entre les mains desquels le sort, par une bizarrerie singulière, avait placé

pour quelques moments l'administration de notre ville, tinrent conseil, et décidèrent qu'ils enverraient un parlementaire aux ouvriers.

L'ambassade fut composée de MM. Pillet, Dubouchet, Queriau, et de M. Dunand qui la précédait armé d'un flambeau allumé. Arrivés près du pont Morand, ce ne fut qu'après deux *qui vive* réitérés que ces messieurs purent se faire comprendre des ouvriers.

Enfin, quelques-uns de ceux-ci s'approchèrent, mais ils ne pouvaient en croire leurs yeux ni leurs oreilles, et l'offre qu'on leur fit de leur livrer l'Hôtel-de-Ville, ne leur parut qu'un piège. M. Queriau se proposa en otage, mais M. Pillet fut choisi de préférence, parce qu'il pouvait être utile aux blessés des Brotteaux.

À trois heures et demie, les ouvriers prirent possession de l'Hôtel-de-Ville, placèrent des sentinelles à l'entour. Aucun dégât ne fut commis, et à six heures la libre circulation était rétablie dans tous les quartiers de la ville.

Cependant des misérables, croyant justifier leurs secrètes intentions en devastant les maisons d'où on leur avait tiré dessus, commencèrent le pillage de la maison Oriol; mais les ouvriers, débordés un instant par eux, reprirent le dessus, et s'ils ne purent empêcher la devastation, du moins ils s'opposèrent au pillage.

Deux voleurs pris sur le fait furent aussitôt fusillés.

On jeta par les fenêtres les meubles, marchandises, registres, titres, lettres-de-change, dont on fit un immense bûcher. On épargna les magasins du rez-de-chaussée et le deuxième étage habité par M. Piquet et M. Guérin, marchand de soie; mais le domicile et les magasins de MM. Gros Davillers et Tournier furent entièrement saccagés.

De la maison Oriol, les incendiaires se jetèrent sur les magasins de M. Perret, qu'ils dévastèrent de la même manière. Déjà ils étaient montés au second étage de la même maison, port St.-Clair, n.^o 25, et étaient entrés de vive force chez M. Saulmier, négociant de Bordeaux, arrivé à Lyon depuis peu de jours; déjà ils avaient forcé et ouvert une malle et un bureau qui contenaient 40,000 fr. en espèces, quand les sieurs Julliard, Curt et Junieux, maîtres-ouvriers en soie, à la tête de quelques ouvriers, chassèrent et mirent en fuite cette troupe de pillards; et, pour plus de sûreté, firent transporter les 40,000 fr. chez le trésorier de la ville, où ils furent déposés en présence et au nom du propriétaire.

Les bureaux de la Mairie avaient été envahis dès le matin par des hommes de partis différens

qui se disputaient le pouvoir, et qui, entourés de leurs créatures, défendaient l'approche de l'Hôtel-de-Ville. Nos magistrats, méconnus, attendaient l'issue de ce drame singulier.

Des bandes d'hommes armés se formaient dans la ville; mais les ouvriers les dispersèrent, brisèrent leurs signes de ralliement et déchirèrent leurs proclamations.

Les ouvriers, maîtres de l'Hôtel-de-Ville, et composant en quelque sorte la double autorité civile et militaire, rétablirent les postes et firent de nombreuses patrouilles.

Vers dix heures, une proclamation émanée d'eux fut publiée, au son du tambour, dans les principaux quartiers de la ville; ils y invitaient tous les citoyens à se joindre à eux pour maintenir le bon ordre. Cette singulière proclamation finissait par ces mots : *le vol et le pillage seront punis de mort !*

Il arriva bientôt ce que des esprits clairvoyans avaient prévu dès le commencement de ces désastres : les partis ennemis du gouvernement né de juillet crurent le moment opportun, et s'emparant avec adresse de la conduite des affaires, y imprimèrent une direction toute politique.

Au milieu du jour, la proclamation suivante fut affichée et enlevée presque au même instant.

Lyonnais ,

Des magistrats perfides ont perdu de fait leurs droits à la confiance publique ; une barrière de cadavres s'élève entre eux et nous , tout arrangement devient donc impossible. Lyon , glorieusement émancipé par ses enfans , doit avoir des magistrats de son choix , des magistrats dont l'habit ne soit pas souillé du sang de leurs frères.

Nos défenseurs nommeront des syndics définitifs pour présider avec toutes les corporations respectives à la représentation de la ville et du département du Rhône.

Lyon aura ses comices ou ses assemblées primaires ; les besoins du peuple provincial seront enfin entendus , et une nouvelle garde citoyenne sera organisée..... Plus de charlatanisme ministériel pour nous en imposer.

Soldats , vous avez été égarés ; venez à nous , vos blessés vous diront si nous sommes vos frères.

Gardes nationaux , des ordres donnés par des hommes perfides et intéressés ont compromis votre habit. Vos cœurs doivent être français : réunissez-vous à nous pour maintenir l'ordre.

Nous sommes sûrs qu'au premier rappel chacun de vous se trouvera sur les places d'armes respectives.

Tous les bons citoyens s'empresseront de rétablir la confiance en rouvrant leurs magasins.

L'arc-en-ciel de la vraie liberté brille depuis ce matin sur notre ville : que son éclat ne soit pas obscurci.

Vive la vraie liberté !

Lyon, le 23 novembre 1831.

Pour la commission des ouvriers :

Lacombe, syndic ; Frédéric, vice-président ;
Charpentier et Lachapelle, syndic.

Dans la soirée, une seconde affiche fut posée, qui fut un démenti officiel de la précédente :

Lyonnais,

Nous soussignés, Lacombe, syndic ; Frédéric, vice-président ; Charpentier et Lachapelle, déclarons que nous protestons contre une adresse aux Lyonnais, en date du 23 novembre 1831, commençant par ces mots : « Des magistrats perfides, » et finissant par ceux-ci : « que son éclat ne soit pas obscurci. »

Cette adresse manifestant des sentimens qui n'ont jamais été les nôtres, et, nous osons le dire, ni ceux de nos camarades, il est de notre honneur et de notre patriotisme de protester contre cet acte, d'autant plus lâche, que nous n'avons jamais posé notre seing sur cette adresse.

Fait à l'Hôtel-de-Ville de Lyon, ce 23 novembre 1831.

Lacombe, Frédéric fils, Guillot, Tricher,
Mollard, Ant. St-Eve, Marmin.

Quelques jours plus tard, Lacombe, un des signataires, fit insérer la lettre suivante dans le Journal du Commerce de Lyon :

Monsieur,

Votre journal étant spécialement consacré aux intérêts des ouvriers, je vous prie d'insérer les faits suivans, qui les intéressent d'autant plus qu'on me représente à eux comme un séditionnaire cherchant à les égarer par une proclamation incendiaire, au bas de laquelle on a mis mon nom et celui de trois camarades.

Voici la proclamation que j'ai réellement signée, et qu'avant sa publication j'ai mise sous les yeux des magistrats, sinon pour obtenir leur autorisation, tout au moins pour les convaincre des efforts que nous faisons pour tranquilliser les citoyens paisibles, et de notre ferme résolution à ce que rien de politique n'entrât dans notre malheureuse querelle.

Lyonnais,

Dans les circonstances graves où notre belle cité se trouve, vos concitoyens, qui ont partagé vos dangers, font un appel à votre patriotisme, à votre amour pour l'ordre et la tranquillité publique.

À cet effet, nous invitons MM. les officiers, sous-officiers et soldats qui, avant ces douloureuses journées, formaient le corps provisoire-

ment organisé des volontaires du Rhône , à se réunir immédiatement ; ils prendront pour point central l'Hôtel-de-Ville , où leurs concitoyens les attendent avec la plus vive anxiété.

Tous les bons citoyens sentiront la nécessité de réunir leurs efforts aux nôtres , pour que notre belle cause ne soit souillée d'aucune tache. Nous espérons que les ouvriers surtout viendront grossir nos rangs ; c'est à eux principalement que notre appel s'adresse.

Lyonnais , trop de sang a coulé ; la patrie en pleurs nous supplie de nous montrer ses dignes enfans. Que notre devise soit : liberté , respect aux personnes et aux propriétés.

Fait à l'Hôtel-de-Ville de Lyon , ce 23 novembre 1831.

Signé Lacombe , Lachapelle , Adolphe
St-Eve , Poirieux , Lachapelle
jeune , Cochet , Charpentier ,
Chabrier , Guillot.

Pendant que cette proclamation s'imprimait , des étrangers à notre profession , venus à notre état-major , rédigeaient le pitoyable placard qui nous a tous indignés ; je me hâtai , sous les yeux de Messieurs de la mairie , de protester énergiquement ; MM. Guillot , Tricher , Mollard , St-Eve et Marmin , quoique non compromis , signèrent en se portant forts pour MM. Charpentier et Lachapelle qui étaient absens.

Voici notre protestation.....

J'ose compter sur votre concours pour la publicité de ces faits qui intéressent vivement tous les ouvriers ; le reste de la querelle se videra avec qui de droit.

LACOMBE.

D'une autre part, les syndics des ouvriers firent afficher la protestation suivante :

Lyonnais !

Nous soussignés chefs de sections , protestons tous hautement contre le placard tendant à méconnaître l'autorité légitime, qui vient d'être publié et affiché avec les signatures de Lacombe, syndic, Charpentier, Frédéric et Lachapelle.

Nous invitons tous les bons ouvriers à se réunir à nous , ainsi que les citoyens de toutes les classes de la société, qui sont amis de la paix et de l'union qui doit exister entre tous les vrais Français.

Lyon , le 23 novembre 1831.

Boverdino, Bouvery, Falconnet, Blanchet,
Berthelier, Biolay, Carrier, Bonard,
Labory, Bret, B. Jacob, Charnier, Niel,
Buffard, Pigaud, Farget.

Approuvé par le préfet, DU MOLART.

Au milieu de ce conflit de pouvoirs, les membres de l'autorité légitime ne restèrent pas inactifs, ils firent paraître les deux proclamations suivantes :

Lyonnais !

Nous avons voulu faire cesser l'effusion du sang, et le général, mu par un sentiment d'humanité, a consenti à la retraite de la garnison.

Toujours dévoués au maintien de l'ordre, c'est à vous à nous apprendre si la voix de vos magistrats ne doit plus être entendue. Craignez l'anarchie, songez au bien de vos familles et de la cité. Nous sommes restés pour écouter vos plaintes et concerter avec vous les mesures d'ordre convenables à tous les intérêts ; et, à cet effet, nous demeurerons en permanence réunis dans l'hôtel de la Préfecture.

Le Préfet, DU MOLART ;

Le Maire, BOISSET, adjoint ;

Duplan, E. Gauthier, M. B. Gros.

Ouvriers !

Vos présidents de sections vont se rendre auprès de moi pour rechercher, de concert avec vos magistrats, les moyens de soulager votre malheureux état de souffrance, ce sont de bons citoyens ; placez en eux toute votre confiance, écoutez-les, quand ils vous diront que votre premier besoin, comme le nôtre, est le maintien de l'ordre et le rétablissement de la tranquillité publique.

J'invite MM. vos présidents à se concerter pour se rendre ensemble auprès de moi le plutôt

possible. Je suis prêt à les recevoir à toute heure du jour et de la nuit.

Ouvriers ! respect à la loi , respect à la propriété. Ne souffrez pas que des malveillans se glissent dans vos rangs pour faire calomnier vos intentions. Vous m'avez appelé votre père, et je veux l'être de bons enfans.

Lyon , en l'hôtel de la Préfecture , le 23 novembre 1831.

Le Préfet , DU MOLART.

Le *Précurseur*, journal constitutionnel de Lyon et du midi , fit répandre et afficher dans le milieu du jour , l'adresse suivante :

Le sang français a coulé, versé par des Français. Après les tristes événemens dont nous avons été témoins , réjouissons-nous que cette épouvantable lutte ait eu un terme ; mais que les vainqueurs sachent user d'une victoire payée si cher , autrement elle leur serait plus fatale que la défaite.

Nous l'avons déjà dit, bien avant que la question fut discutée les armes à la main ; notre sympathie était toute pour cette foule de travailleurs que les veilles les plus assidues ne peuvent garantir de la faim. En voyant ces familles laborieuses entassées dans des ateliers malsains , se consumer en des fatigues sans trêve , et tourmentées toujours par l'incertitude du lendemain, souvent notre ame s'est émue d'une profonde et douloureuse pitié. Nous comprenions

tout ce qu'il y avait de poignant dans ces cris qui demandaient la mort ou un juste salaire.

Mais ce salaire ne peut s'obtenir que par l'ordre et par la liberté pour tous. Sans l'ordre, sans la liberté, sans le respect des propriétés, il n'y a plus d'industrie, plus de travail : c'est-à-dire qu'il y a anarchie, ruine, misère, mort des nations. Malgré les dissidences d'intérêt nous sommes tous de bons Français, et une lutte d'intérêts particuliers ne doit point être dénaturée : attachés au gouvernement de juillet, prenons garde que ses ennemis ne veuillent profiter de nos discordes pour rallumer la guerre civile si heureusement éteinte.

C'est un soldat des barricades qui signe ce journal. Lyonnais ! vous avez déployé un grand courage ; il faut maintenant montrer que vous n'aurez pas moins que vos frères de Paris, l'amour de l'ordre, de la modération et de la générosité après la victoire. Montrez-vous dignes de la liberté.

Les autorités de la cité et du département n'ont point quitté nos murs ; rallions-nous à elles pour le maintien de l'ordre : avec le concours de tous, nul ne peut avoir rien à craindre.

ANSELME PETETIN.

Les gendarmes comptaient déjà sur l'invasion et le pillage de leur caserne ; ils quittaient leurs uniformes pour endosser l'habit bourgeois, qu'ils

pensaient moins suspect aux yeux des vainqueurs ; mais des ouvriers les rassurèrent en leur disant : « N'ayez peur , gardez vos habits , vos armes et vos munitions , vous êtes des amis ; nous avons parmi nous des malfaiteurs , il faudra nous en débarrasser. »

Dans la journée du mercredi , les détenus de la prison de Roanne firent une tentative d'évasion , pensant qu'ils pourraient profiter du désordre qu'ils supposaient encore dans la ville.

Après l'ouverture des chambrées , ils forcèrent les guichetiers et le concierge à leur ouvrir les portes intérieures ; mais les citoyens commis à la garde de la prison , le poste de la prison et les habitants du quartier , prévenus à temps , se portèrent en armes sur les toits du bâtiment. Les révoltés ayant opposé de la résistance , on leur a tiré quelques coups de fusil ; trois prisonniers furent tués ; un seul s'évada. On parvint à se rendre maître des autres , et tout rentra dans l'ordre.

Pendant que la dissidence régnait à l'Hôtel-de-Ville parmi les citoyens armés qui veillaient au maintien de la tranquillité , M. le préfet , en costume officiel , parcourut les divers postes , afin d'y substituer la véritable consigne à celle qui avait été donnée par les hommes qui se disputaient le pouvoir. Cette mesure évita sans doute une nouvelle effusion de sang , car les divers partis ayant chacun leur mort d'ordre , il en serait résulté indubitablement des rixes sanglantes entre les patrouilles.

Jeudi la recette de l'octroi fut rétablie à toutes les barrières de la ville , des bureaux provisoires furent élevés sur les débris encore fumans des anciens , et sur des écriteaux placés au dessus des portes on lisait : Respect à la loi.

Dans cette journée les deux proclamations suivantes furent publiées et affichées :

Lyonnais !

Quelques hommes sans consistance veulent élever un pouvoir usurpateur à côté de l'autorité protectrice de vos magistrats , ou plutôt ils veulent l'anéantir. Lyonnais , le souffrirez-vous ? voulez-vous retomber dans l'anarchie ? subirez-vous le joug d'une poignée de factieux ? non , vous m'entourerez pour me donner la force de rétablir l'ordre et la tranquillité. Votre ville a éprouvé assez de malheurs ; arrêtons-en le cours. Aucune attaque n'est à craindre de l'extérieur , j'en réponds sur ma tête.

Braves ouvriers qui m'avez appelé votre père , aidez-moi à sauver la ville des malheurs qui la menacent encore , afin que je puisse m'occuper de vos intérêts. Vous n'abandonnerez pas la cause de l'ordre , c'est la vôtre ; parce que sans ordre point de travail. Nos ennemis de l'intérieur et de l'extérieur jouissent de nos discussions , ils sont prêts à en profiter.

J'ordonne les dispositions suivantes :

ART. 1^{er}. L'autorité supérieure ayant seule le

droit de donner le mot d'ordre, les postes ne reconnaîtront que celui qui leur sera envoyé cacheté de la préfecture.

ART. 2. Tout individu qui distribuerait des ordres du jour qui ne viendraient pas de la préfecture sera arrêté et conduit devant moi, pour rendre compte de ses intentions.

ART. 3. Je requiers, au nom du salut de la ville, tous les bons citoyens de prendre les armes pour assurer l'exécution des mesures que je serais dans le cas de prendre dans l'intérêt de l'ordre.

ART. 4. J'invite les citoyens zélés, capables de faire les fonctions d'officiers d'état-major, à m'offrir leurs services.

Lyon, le 24 novembre 1831.

Le conseiller d'état, préfet du Rhône,

DU MOLART.

Lyonnais !

Trop de malheurs ont affligé notre cité ; ne portons pas plus long-temps la joie dans le cœur des ennemis de notre industrie : citoyens ! ralliez-vous à vos magistrats, qui sont et seront toujours à leur poste, pour maintenir l'ordre et la tranquillité publique.

Que notre devise soit dès à présent et pour toujours : Union, fraternité, oubli complet du passé.

Les chefs d'ateliers sont invités à présenter sur-

le-champ à la mairie, l'état des ouvriers qu'ils employaient, afin qu'on puisse aviser aux moyens de faire distribuer immédiatement quelques secours aux nécessiteux.

MM. les présidens des sections des ouvriers sont invités à se réunir de suite à l'Hôtel-de-Ville.

Le Maire de Lyon, BOISSET, adjoint.

Le sieur Diano, commandant du poste de la maison Tolozan, voyant l'autorité légitime méconnue et craignant de nouveaux désastres, se rendit à l'Hôtel-de-Ville, accompagné du capitaine Martinon; ne reconnaissant dans les personnes qui composaient l'état-major aucun des chefs de sections, il les interpella sur la source de leur pouvoir et leur reprocha la conduite qu'ils avaient tenue pendant la nuit. Sur leurs réponses évasives, il alla à M. le Maire et le prévint que, s'il ne reprenait pas son autorité, la ville était menacée des plus grands désastres.

M. Boisset et tous ses conseillers municipaux engagèrent vivement le sieur Diano de rassembler les bons citoyens et d'expulser du pouvoir ceux dont les intentions étaient suspectes.

Le sieur Diano, d'après cette autorisation, amena à l'Hôtel-de-Ville vingt hommes du poste qu'il avait sous ses ordres, leur fit jurer fidélité à l'autorité et au maintien de l'ordre public; soutenu de sa petite troupe, il contraignit les membres de l'état-major improvisé de se soumettre à l'au-

torité légitime. De là il se dirigea vers la Croix-Rousse, engageant sur son chemin tous les bons citoyens à prendre les armes et à former des postes. •

Arrivé à la mairie de la Croix-Rousse, il remit à M. Richant les ordres dont il était porteur, qui l'autorisaient à réunir les chefs de sections pour se concerter avec l'administration de la ville sur les moyens de prévenir un conflit désastreux. Au même instant le sieur Buisson à la tête de quelques ouvriers entra à la Mairie, se plaignant que les commissaires envoyés à la préfecture avaient été retenus prisonniers ; mais le sieur Diano calma leur ressentiment en leur apprenant le véritable état des choses.

Revenu à l'Hôtel-de-Ville, le sieur Diano, ayant mis en présence les véritables ouvriers en soierie qui l'avaient accompagné et les individus qui s'étaient emparés du pouvoir, leur demanda, en présence de l'autorité municipale, s'ils les reconnaissaient pour leurs délégués ; sur leur réponse négative, Diano exprima hautement son indignation, et éclaira les ouvriers sur le piège dans lequel on allait les entraîner ; les ouvriers en firent sur-le-champ une prompte justice en les expulsant de la mairie.

Buisson fut investi sur-le-champ du titre provisoire et des fonctions de chef d'état-major, du concours unanime de MM. Boisset, maire par intérim, Gauthier, Tissot, Martin, adjoints, et des

véritables syndics des ouvriers : MM. Boverdino, Bouvery, Falconnet, Blanchet, Berthelier, Biolley, Carrier, Bonard, Labory, Bret, B. Jacob, Charnier, Niel, Buffard, Pigaud, Farget.

Plus tard cette nomination fut sanctionnée par M. le Préfet, qui reconnut également les nommés Martinon, Diano, Chabrier et Michallet, en qualité de ses adjoints.

M. le Préfet invita la nouvelle autorité militaire à le suivre à la préfecture pour y recevoir ses instructions, et offrit aux principaux membres une place dans sa voiture qu'ils acceptèrent.

Arrivé à la préfecture, Buisson y trouva un second état-major composé de MM. ~~****~~; mais il refusa formellement de se l'adjoindre ainsi qu'il y était invité et fit valoir les droits du parti vainqueur dont il était l'organe. La commission des ouvriers nomma les sieurs Damsour, Briet, Leclerc, Richard et Cantin pour l'aider dans ses fonctions; il les accepta et se rendit suivi des autres membres dans la salle de l'état-major. M. Pradt qui y était leur cède la place et se retira quand ils y entrèrent.

Les actes de Buisson pendant les six jours qu'il eut en main le pouvoir, tendirent à purger la ville des malfaiteurs qui exploitaient déjà à leur profit la terreur que les événements avaient inspirée aux habitants. Il fit rentrer la gendarmerie et rétablit la police de sûreté. M. le Préfet convint avec lui du mot d'ordre de ralliement, seul moyen

de dissiper les partisans qui occupaient encore quelques postes dans la ville.

Le vendredi tout était rentré dans l'ordre, le calme était revenu, les magasins se rouvrirent, mais les figures étaient encore rembrunies, personne ne prévoyait encore l'issue de ces malheureux événemens.

Vendredi, Frédéric et Guillot, dont nous avons déjà parlé, furent saisis et conduits à l'état-major. M. le Préfet et M. Boisset étaient présens. Interpellés sur l'acte qu'on leur reprochait, Frédéric et Guillot protestèrent tous deux contre la proclamation affichée le mercredi dans la soirée et méconnurent les signatures. M. le Préfet parlait de les envoyer à la conciergerie, mais Buisson ayant demandé au nom des ouvriers oubli de toutes les fautes et pardon général, ils furent aussitôt élargis.

Dans la même journée et par l'ordre de M. le Préfet, Buisson, accompagné de M. Richard, maire de la Croix-Rousse, alla auprès de M. le général Roguet, auquel il dut rendre compte de sa conduite.

Dans la soirée, le neveu de M. Maurice Mathieu de la Redorte, pair de la France, aide-de-camp de M. le maréchal Soult, ministre de la guerre, arriva dans nos murs, d'où il se rendit au quartier-général.

Samedi, le colonel du 49^e se rendit à la mairie où il eut un entretien avec la commission des

ouvriers. Dans cet intervalle une bande d'ouvriers poussés par une faction, vint à l'Hôtel-de-Ville, et réclama, comme par droit de conquête, une forte indemnité ; mais ces exigences insolentes, qui n'étaient point du fait des véritables ouvriers en soierie, furent repoussées unanimement par la raison et par la force, et l'ordre troublé un moment fut bientôt rétabli.

Les honnêtes ouvriers de la Croix-Rousse témoignèrent l'intention d'aller en armes au devant du 49^e stationné hors la ville, et de le faire entrer en fraternisant avec les soldats ; mais sur l'observation que quelques mal-intentionnés pourraient se glisser parmi eux et gâter leur louable intention, ils y renoncèrent.

Le colonel du 49^e, après avoir dîné avec Buisson dans sa propriété à Cuire, se rendit auprès du général Roguet qui lui réitéra l'ordre de ne pas entrer en ville, parce qu'il attendait à cet effet d'autres ordres supérieurs.

Dans la journée du samedi, les deux proclamations suivantes furent affichées :

Lyonnais !

Pour dissiper les bruits que la malveillance s'efforce de répandre, dans l'intention de retarder le retour de l'ordre et de la tranquillité, je m'empresse de porter à votre connaissance la lettre que je reçois à l'instant de M. le lieutenant-général comte Roguet ; j'y ajoute que j'ai expédié des

ordres sur les routes de Bourgoin et de Vienne , pour faire rétrograder les troupes qui arrivent spontanément de ces côtés , sur les seules nouvelles de nos troubles.

Mon cher Préfet ,

Je vois avec un douloureux chagrin que la malveillance cherche par tous les moyens à dénaturer mes actions ; j'ai donné à la population lyonnaise toutes les assurances sur mes intentions , et elle sait très-bien que les malheurs qui ont eu lieu n'ont pas été provoqués par moi , et que j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour l'empêcher ; j'ai donné ma parole d'honneur que les positions que nous occupons n'avaient rien d'hostile à la population de votre ville , et cependant l'on a l'air de nous voir ici comme ennemis. Pour diminuer les souffrances de la classe ouvrière , et sur votre invitation , j'ai ordonné la reprise des travaux des fortifications , j'ai même prescrit aux officiers du génie de se transporter sur les travaux ; c'est , je pense , une mesure que l'homme de bonne foi verra toute pacifique ; sans doute , que si quelque insensé venait me provoquer , je ne suis pas homme à le souffrir impunément ; mais je suis loin d'une pareille supposition. Que les bons citoyens , que les hommes réellement mus par des idées patriotiques et qui ont le cœur français , ouvrent enfin les yeux ; je le répète : rien absolument , rien

Ces deux proclamations ramenèrent tout-à-fait la confiance publique. L'assurance des intentions pacifiques de M. le général Roguet, et les mesures prises par le conseil municipal qui vota cent mille francs pour subvenir aux premiers besoins des ouvriers nécessiteux, rendirent à la cité l'aspect de vie et de mouvement industriel qu'elle avait perdu pendant quatre jours.

M. le Préfet alla à l'Hôtel-Dieu visiter les malheureux blessés qui étaient au nombre d'environ deux cent cinquante.

Le soir du même jour les spectacles se rouvrirent.

MM. E. Gauthier et Cazenove partirent pour Paris, afin d'instruire le Roi de la véritable situation du commerce de notre ville, des causes qui ont amené ces déplorables événemens et du remède à y apporter : de leur côté, les chefs d'ateliers en firent autant, et envoyèrent dans le même but deux de leurs syndics à Paris. Les uns et les autres furent également bien reçus, et le Roi leur fit espérer que les moyens de rigueur ne seraient pas employés pour ramener l'ordre et la paix dans notre cité.

Dimanche 27, une députation composée du maire, d'une partie du corps municipal et des chefs de sections des ouvriers, se rendit auprès du général Roguet, afin de prendre les mesures nécessaires pour la rentrée de la garnison ; elle rapporta du quartier-général la nouvelle de la

prochaine arrivée du duc d'Orléans et du ministre de la guerre, qui ont dû le soir même coucher à Mâcon. Ces circonstances empêchèrent de rien conclure sur la rentrée des troupes, le général voulant attendre, pour agir, les ordres du ministre.

Les gardes nationales de toutes les villes environnantes s'étaient mises en mesure d'arriver en peu d'heures à Lyon.

Les troupes de ligne des départemens voisins étaient échelonnées aux alentours.

L'artillerie d'Auxonne, de Grenoble et de Valence avait reçu l'ordre de s'avancer.

Les proclamations suivantes furent affichées dans la journée :

PRÉFECTURE DU RHONE.

Paris, le 24 novembre 1831.

Monsieur le Préfet, je m'empresse de vous informer que le Roi, touché des besoins qu'éprouvent les manufactures d'étoffes de soie de Lyon, et désirant, dans sa bienveillante sollicitude, contribuer, autant qu'il peut dépendre de lui, à faire renaître leur prospérité, a bien voulu destiner une somme de six cent quarante mille francs pour être employée en commandes d'étoffes d'ameublement, réparties entre les principaux fabricans de cette ville. Je m'estime heureux, Monsieur le Préfet, d'avoir à vous transmettre ce

témoignage de la bienfaisance toute particulière de Sa Majesté, pour les fabriques de Lyon.

Suivant les intentions exprimées par le Roi, je vous prie, Monsieur le Préfet, de vouloir bien me faire connaître le nom des manufacturiers qui vous paraissent susceptibles de participer à l'exécution de ces travaux, et, à cet effet, j'ai l'honneur de vous adresser une note qui m'a déjà été fournie pour cet objet; dans le cas où quelques noms vous paraîtraient devoir être ajoutés à ceux qui composent cette liste, je vous serais fort obligé de me les indiquer.

J'aurai soin de vous transmettre incessamment un état détaillé indiquant les quantités et la nature des étoffes de soie réclamées par les besoins du mobilier de la couronne, et qui doivent faire partie de la commande dont il s'agit.

Recevez, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

L'administrateur provisoire de l'ancienne
dotation de la couronne,

Baron DELAFFRE.

Lyonnais,

Je mets d'autant plus d'empressement à porter à votre connaissance un nouvel acte de la Bienveillance du Roi pour votre belle industrie, que j'y vois un présage assuré d'une prochaine et entière réconciliation.

Hâtons-nous donc de répondre à tant de bontés, en faisant disparaître les derniers vestiges de nos dissensions, et en montrant, par le rétablissement complet de l'ordre légal, que la politique a toujours été en dehors de leur cause.

En l'hôtel de la Préfecture, le 27 novembre 1831.

Le Conseiller d'état, Préfet du Rhône,
DU MOLART.

MAIRIE DE LA VILLE DE LYON.

Habitans de Lyon !

Nous venons d'être informés que des individus sans mandat, et se disant autorisés par MM. les présidens de sections, se présentent dans les maisons des particuliers pour faire des quêtes ;

Nous allons prendre des mesures convenables pour réprimer cette escroquerie, et nous invitons ceux de nos concitoyens qui seraient disposés à contribuer, par des dons volontaires, aux besoins extraordinaires que les circonstances ont provoqués, à déposer ces dons soit entre les mains des présidens de sections, à l'Hôtel-de-Ville, soit entre les mains de MM. les notaires que nous invitons à les recevoir.

Fait à l'Hôtel-de-Ville de Lyon, le 27 novembre 1831.

Le Maire de la ville de Lyon,

MARTIN, adjoint.

Vu et approuvé par nous Préfet du Rhône.

Lyon, le 27 novembre 1831. DU MOLART.

Dans le même jour, la lettre suivante a été envoyée par l'administration sanitaire au bureau du *Précurseur*, qui l'inséra dans sa feuille du lendemain :

Lyon, 27 novembre 1831.

Monsieur,

L'Hôtel-Dieu a reçu les malheureux blessés des deux journées qui viennent d'affliger notre cité : les secours que réclamait leur position leur ont été aussitôt prodigués, avec tout ce que le sentiment de l'humanité pouvait inspirer de zèle et de dévouement à MM. les médecins et chirurgiens, ainsi qu'aux employés de cet hôpital.

Le nombre des blessés qui y ont été apportés s'élevait, hier 26, à 237; celui des morts n'était que de 20, et tout fait espérer que la plupart de ceux qui sont en traitement seront conservés à leurs familles et à la patrie.

Tel est, Monsieur, le véritable état des choses, en ce qui concerne les blessés militaires ou civils reçus à l'Hôtel-Dieu depuis le 21 jusqu'au 26 inclusivement ; l'administration croit devoir le faire connaître elle-même, afin de mettre ses concitoyens à portée d'apprécier les bruits exagérés que pourraient répandre des personnes malveillantes ou mal informées. La sollicitude des administrateurs a pourvu à toutes les exigences de ces momens douloureux. M. le préfet a visité l'Hôtel-Dieu et a voulu s'assurer lui-

même de la situation de cet hôpital : il était hier dans les rangs des malades ; il visitait , il interrogeait les blessés et leur adressait des consolations qu'ils recevaient avec plaisir et avec reconnaissance.

Je vous serai obligé , Monsieur , si vous voulez bien insérer ma lettre dans le premier numéro de votre journal , avec le bulletin ci-après , sur l'exactitude duquel il n'est pas permis d'élever le moindre doute.

Recevez, etc.

Le président du conseil d'administration
des hospices civils de Lyon ,

BAUDRIER.

*Etat des blessés entrés à l'Hôtel-Dieu du 21 au 26
novembre inclusivement.*

21 novembre , militaires	1.	civils	12.
22 — — —	29.	—	39.
23 — — —	92.	—	38.
24 — — —	6.	—	12.
25 — — —	2.	—	3.
26 — — —	1.	—	2.
Total, 237; morts, 20; en traitement, 217.			

La proclamation qui suit a été affichée le 28 :

PRÉFECTURE DU RHONE.

Lyonnais !

Quittez votre deuil et revêtez vos habits de fête. S. A. R. le duc d'Orléans arrive dans nos murs. C'est l'arc-en-ciel qui annonce la fin de l'orage. Que les dernières traces de vos cruelles discordes disparaissent , et que l'unanimité de vos acclamations lui fasse connaître que, dans vos funestes égaremens, vous avez conservé tout votre amour pour la dynastie dont votre courage a secondé l'élévation.

Vive le Roi!!!

Lyon, en l'hôtel de la préfecture, le 28 novembre 1831.

Le conseiller-d'Etat, préfet du Rhône,
Du MOLART.

LOUIS-PHILIPPE, Roi des Français,

A tous présens et à venir, salut;

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1^{er} Notre bien-aimé fils le duc d'Orléans et le maréchal duc de Dalmatie, notre ministre de la guerre, se rendront immédiatement à Lyon.

Le maréchal duc de Dalmatie est autorisé à donner tous les ordres que commanderont les circonstances.

Pendant l'absence de notre dit ministre de la guerre, l'intérim du ministère de la guerre sera rempli par le lieutenant-général comte Sébastiani, notre ministre des affaires étrangères.

Art. 2. Notre président du conseil, ministre secrétaire-d'Etat de l'intérieur, et notre secrétaire-d'Etat de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné au palais des Tuileries, le 24 nov. 1831.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

Le président du conseil, ministre secrétaire-d'Etat, Casimir PÉRIER.

D'après cet avis on attendait d'heure en heure, dans la journée de lundi, l'arrivée du Prince, sur les nobles sentimens duquel on fondait avec tant de raison l'espoir d'une réconciliation générale et complète.

Néanmoins la journée se passa dans une inutile attente; et une sorte d'inquiétude commençait à se manifester dans les esprits, lorsque vers onze heures, parut une proclamation de M. Boissét, conçue en ces termes :

Lyonnais !

Le Prince auquel à pareille époque de l'année dernière, vous offriez le témoignage du plus en-

tier dévouement, est ramené près de vous par de déplorables circonstances dont son cœur tout français gémit profondément. Dès son approche j'ai cru qu'il était du devoir du premier magistrat de la cité d'aller lui présenter son hommage; il a daigné m'accueillir avec bonté, il m'a invité à vous communiquer le chagrin qu'il éprouve de la désunion survenue entre des compatriotes, et le désir qu'il a de voir l'ordre complet se rétablir parmi vous.

Si toutes ses paroles sont empreintes de bienveillance, il rappelle aussi, plus que jamais, l'engagement qu'il a contracté, à l'exemple du Roi son père, de tout faire pour conserver dans sa forme le régime légal qui a élevé et qui doit soutenir le trône de juillet.

Cet engagement solennel demande ses premiers soins; et, dans la conviction où il se trouve que vous déplorez, au fond de vos cœurs, les actes illégaux qui ont eu lieu, nous vous invitons à en faire disparaître toutes les traces.

M. le maréchal ministre de la guerre, qui est placé près de sa personne avec de pleins pouvoirs, réclame pour sa propre responsabilité, autant que dans l'intérêt de l'ordre, la rentrée immédiate des armes de la garnison, et de celles enlevées dans les magasins d'approvisionnement.

Personne mieux que moi, mes chers concitoyens, n'a compris votre pensée; personne plus que moi ne peut répondre des intentions qui vous

dirigent : j'oserais donc affirmer que tous les vœux de cet excellent prince seront entendus ; que vous ne resterez pas sourds à la voix d'un magistrat que votre cause intéresse si vivement.

Nous donnons des ordres pour que toutes les armes soient reçues à l'Arsenal.

Lyonnais ! vous dirai-je un mot heureux qui révèle la pensée du prince tout entière, au moment où j'ai pris congé de lui : *Apprenez à vos administrés, m'a-t-il dit, que, si, comme Français, je désire un prompt retour de l'ordre public, je veux être Lyonnais par affection !!!*

VIVE LE ROI ! VIVE MONSEIGNEUR LE DUC D'ORLÉANS !

Fait à l'Hôtel-de-Ville, Lyon, le 28 novembre 1831.

Le Maire de Lyon, BOISSET, adjoint.

Vu et approuvé par nous préfet du Rhône,
DU MOLART.

MAIRIE DE LA VILLE DE LYON.

AVIS.

D'après les observations qui nous ont été faites par plusieurs personnes empressées à rendre les armes réclamées par l'affiche de ce jour, sur l'éloignement de l'Arsenal, comme lieu de dépôt, nous invitons les détenteurs de ces armes à les re-

mettre immédiatement chez MM. les commissaires de police de leurs quartiers respectifs.

Fait à l'Hôtel-de-Ville, Lyon, le 29 novembre 1831.

Le Maire de la ville de Lyon,
Boissier, adjoint.

Le mardi, le Prince arriva à Limonest, à deux lieues de Lyon, où il établit son quartier-général, et logea chez M. Baboin de la Barollière.

Le lendemain 29 il passa en revue les troupes campées à Reilleux, sur les hauteurs de Caluire.

Les troupes, qui étaient aux ordres du lieutenant-général comte Roguet, formaient 7,500 hommes à peu près des 13^e, 24^e, 40^e et 66^e de ligne, trois escadrons du 12^e régiment de dragons et une partie de la garde nationale de Lyon. Le Prince a été reçu avec des transports les plus vifs et le plus sincère dévouement. Passant à pied devant tous les corps rangés sur deux lignes et dans une tenue parfaite, S. A. R. a eu successivement à donner, au nom de S. M., des témoignages de sa satisfaction aux militaires de tous les grades, qui étaient signalés par les officiers et les soldats eux-mêmes pour s'être plus particulièrement distingués. Les paroles du Roi, en réponse aux adresses des deux chambres, ont été lues aux troupes et accueillies avec le plus grand enthousiasme.

Il fit un accueil flatteur à la garde nationale ;

quelques soldats du génie , qui avaient rendu leurs armes à la première sommation des ouvriers , furent frappés d'une éclatante punition militaire. Les officiers qui , dit-on , avaient montré quelque hésitation dans l'exécution des ordres qui leur avaient été donnés , furent cassés en tête des régimens ; en revanche il y eut beaucoup de promotions.

M. Varlet , colonel du 66^e , et M. Dejean , colonel du 12^e de dragons , furent nommés maréchaux de camp.

Après la revue , les différens corps ont défilé devant le Prince.

Les chefs de sections des ouvriers se rendirent auprès de Mgr. le duc d'Orléans qui les reçut avec une affabilité parfaite.

Les membres de l'état-major provisoire de la ville envoyèrent au Prince l'adresse suivante :

Auguste Prince ,

Vous accourez parmi nous chargé par notre bien-aimé souverain de nous rendre la paix et le bonheur ; nos sentimens vous rendront cette tâche aussi douce que facile. On nous a peints aux yeux du gouvernement comme des factieux ennemis de l'ordre et de votre dynastie ; on nous a indignement calomniés. Tirons un voile épais sur l'erreur ou le hasard qui a ensanglanté notre cité ; oublions le passé , votre présence doit

ramener l'espoir et la concorde, et faire fuir au loin la tristesse et la haine. Que la royauté se rassure, nous sommes ses soutiens les plus dévoués; que l'étranger, et le factieux sous quelque couleur qu'il se présente, ne se méprennent pas à l'exposé de nos malheurs; que rien ne soit dénaturé par l'éloignement; qu'ils se rappellent toujours le courage qui de part et d'autre a été si malheureusement prodigué, et qu'ils se gardent de jamais le mettre à l'épreuve: notre intrépidité alors redoublerait contre eux.

Pour vous convaincre de la droiture de nos intentions, Prince, nous avons cru devoir vous remettre copie de notre rapport à M. le Préfet du Rhône, pendant notre gestion. Il y a exacte vérité dans ce simple narré des faits en ce qui concerne notre conduite et les résultats que nous avons obtenus. Nous appelons votre jugement, votre équité nous le rendra propice.

Nous sommes, Monseigneur, avec la plus respectueuse soumission,

De votre Altesse Royale,

Les très-humbles
et très-obéissans serviteurs.

Les Membres de l'état-major provisoire,
Buisson, Dianot, Martinon, Chabrier, Cantat,
Michallet, Damour, Bret, Richard, Leclerc.

Le 29 la pièce suivante fut adressée à M. le préfet :

DU 23 AU 29 NOVEMBRE 1831.

RAPPORT RÉSUMÉ

DES MEMBRES COMPOSANT L'ÉTAT-MAJOR PROVISOIRE
DE LA VILLE DE LYON.

A M. le préfet du département du Rhône.

Monsieur le préfet,

La mort, guidée par l'erreur ou un mal-entendu, pendant deux jours avait promené sa faux meurtrière parmi nous ; l'autorité avait perdu son pouvoir, des désordres affligeans en étaient la suite ; les factions, secourant leurs torches incendiaires, avaient éveillé l'anarchie qui déjà faisait entendre sa voix lugubre. A la vue du danger qui menaçait d'anéantir notre malheureuse cité, nous n'avons pu rester spectateurs impassibles. Un devoir impérieux nous commandait de mettre à profit la confiance dont nous entouraient nos concitoyens, et de tout entreprendre pour comprimer les factions et rétablir la tranquillité publique. La tâche était grande et le péril imminent, mais il n'était rien pour nous : le salut de notre pays nous inspirait et nous donnait le courage nécessaire pour l'exécution de notre entreprise.

Vu l'urgence, et sur la communication que nous vous fîmes, d'accord avec la commission des ouvriers, vous vous êtes empressé, M. le préfet, d'approuver et d'autoriser notre résolution.

Immédiatement, la commission qui s'était établie à l'Hôtel-de-ville et osait méconnaître l'autorité, fut expulsée par ceux d'entre nous présents: MM. Diard, Martinon, Buisson, Chabrier, Michallet. Des mesures énergiques furent arrêtées et sur-le-champ mises à exécution. Nos efforts ne furent pas infructueux et bientôt les désordres cessèrent. Dès le jeudi nous vîmes l'aurore dégagée des nuages menaçans de la veille; heureux de nos succès, nous avons redoublé de zèle, des postes nombreux furent établis, des patrouilles fréquentes et partout dirigées, assurèrent l'inviolabilité des personnes et des propriétés, et parvinrent à purger notre ville d'une grande quantité d'individus qui y étaient étrangers. Tous ceux rencontrés isolément ont été désarmés.

Enfin aujourd'hui, Monsieur le préfet, aujourd'hui que l'anarchie a fui de notre cité, que le calme a succédé à l'orage, que la voix de l'autorité n'est plus méconnue, que force est rendue à la loi, notre mission est terminée.

Tous ensemble, avant de reprendre nos

occupations habituelles, nous sentons le besoin de vous remercier, ainsi que nos commettans, de la confiance dont vous nous avez honorés. Nous nous retirons avec conviction de n'en avoir point abusé, et d'avoir fait tout ce qui était possible pour y répondre dignement; heureux si nous avons pu mériter votre approbation, votre estime, et celle de tous nos concitoyens. C'était là notre unique ambition; notre conscience nous dit qu'elle ne sera pas déçue.

Quant à nos intentions et à nos sentimens, M. le préfet, quant à ceux de la commission des ouvriers, et des ouvriers eux-mêmes, soit envers l'autorité et le trône de juillet, nous laissons à notre conduite et aux heureux résultats que nous avons obtenus le soin de vous les faire connaître; nous vous prions d'en transmettre l'expression au prince cheri qui s'empresse d'accourir dans nos murs pour cicatriser nos blessures.

La nouvelle seule de son arrivée a comblé notre espoir; votre prudence et votre équité, M. le préfet, feront le reste, et vous assureront des droits éternels à la reconnaissance de tous.

L'aurore d'un avenir meilleur commence à luire; il est doux de nous retirer, en laissant

notre ville paisible et sous l'influence du génie bienfaisant qui vient lui rendre sa prospérité, en nous rappelant la triste époque où nous a été confiée la direction de l'état-major provisoire de la ville de Lyon.

Agréez, etc.

Les membres de l'état-major provisoire,

BUISSON, DIANO, MARTINON, CHABRIER,
CANTAL, MICHALLET, DAMOUR, BRET,
RICHARD et LECLERC.

M. le préfet y répondit par la lettre suivante :

Lyon, le 30 novembre 1831.

Messieurs,

J'ai reçu hier au soir, au retour de ma visite à S. A. R. le duc d'Orléans, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire pour m'informer que vous cessez de faire le service de l'état-major de la ville de Lyon et ses faubourgs, service qui vous avait été confié le 23 de ce mois, au matin.

Jè me plais à reconnaître, Messieurs, que dans l'exercice des fonctions dont vous avez été revêtus, vous avez exécuté avec un zèle et une activité dignes d'éloges les ordres et les instructions que je vous ai donnés ; que votre concours a puissamment contribué à prévenir

l'effet des manœuvres criminelles employées pour provoquer à l'anarchie, et qu'en un mot vous vous êtes conduits comme des citoyens attachés au gouvernement du Roi et aux institutions consacrées par la Charte de 1830.

Ce que je vous exprime ici, Messieurs, j'en rendrai témoignage au fils aîné du Roi des Français, en mettant ce soir votre lettre sous ses yeux.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

Le conseiller-d'Etat, préfet du Rhône,

Signé, DU MOLART.

A MM. Buisson, Martinon, Chabrier, Leclerc, Richard, Damour, Michallet, Cantal et Diano, à Lyon.

Messieurs,

J'ai regretté que mes occupations multipliées ne m'aient pas laissé le loisir de vous prévenir de la mesure prise, de concert avec M. le préfet, de la rentrée en fonctions de M. Vernère en qualité de chef d'état-major de la garde nationale. Cette mesure, que vous avez vous-mêmes sollicitée, a amené votre retraite, et

je saisis cette occasion pour vous témoigner toute ma satisfaction pour vos services et votre zèle dans les journées qui viennent de s'écouler. Appelés à l'état-major pour le rétablissement de l'ordre et de la surveillance générale de la ville, vous avez rempli ces fonctions comme de bons citoyens. Je me plais à vous en donner le témoignage par cette lettre.

Recevez, etc.

Le maire de Lyon, BOISSER.

La proclamation suivante a été affichée dans la journée du 1.^{er} décembre :

MAIRIE DE LA VILLE DE LYON.

Mes chers concitoyens,

C'est le cœur navré de douleur que je me vois appelé à reprendre la direction de l'administration municipale. Que d'événemens funestes, que de maux inouis ont fondu sur nous ! la seconde ville du royaume, la capitale du Midi, Lyon, que toute la France se plaisait à nommer la *Cité-Modèle*, a été le théâtre des désordres les plus effrayans !!!

Je cherche à me persuader qu'aucune main lyonnaise n'a trempé dans les crimes que signale la rumeur publique ; mais la loi n'a-t-elle pas été méconnue ? Ses organes n'ont-ils pas

été violemment attaqués ? La population entière a-t-elle fait ce qu'elle devait pour prévenir de pareils attentats ?

J'éprouve néanmoins quelque soulagement en apprenant que l'amour de l'ordre a remplacé aussitôt la violation des lois. Lyonnais ! vos pères sont morts en combattant l'anarchie ; vous vous étiez toujours montrés dignes d'eux ! Qui vous a fait oublier tant de traditions honorables ? De perfides conseils ont seuls pu égarer un grand nombre d'entre vous ; mais votre probité, si connue, a suffi pour fermer l'abîme qu'ils avaient ouvert sous vos pas.

Ouvriers en soie ! le bénéfice de toute fabrique est essentiellement lié au maintien de l'ordre public. La paix allait augmenter la masse de travail, et vos salaires se fussent accrus au-delà même de vos espérances. Le trouble, qui a été jeté dans notre ville, a tout compromis ; il arrête les demandes, il éloigne les acheteurs ; il bér, de cette façon, et à votre insu, la rivalité des fabriques étrangères.

Ouvriers de toutes les professions ! vous tous êtes également intéressés à la prospérité de nos manufactures de soieries ! car ce sont elles qui donnent de la valeur à notre sol, à nos habitations, à tous les produits du travail. Laborieux, économes, intelligens,

tels que vous l'êtes , comment n'avez-vous pas senti la nécessité de maintenir l'édifice sacré des lois ?

Honoré jusqu'ici de votre confiance , ma voix cesserait-elle aujourd'hui d'être entendue de vous ? Ouvriers de toutes les classes ! hâtez-vous , je vous conjure , de revenir à vos travaux habituels. Déjà vous avez commencé à remettre des armes que la loi ne vous avait point confiées ; que cette remise se continue sans relâche , et vous aurez fait un grand acte de patriotisme , en ôtant tout prétexte aux divisions intestines.

Plusieurs d'entre vous se sont réunis près de moi , et nous allons porter à l'héritier du trône des paroles de regrets et de repentir. J'espère que ces paroles seront favorablement écoutées d'un prince dont vous connaissez tous la bonté. Vos magistrats ne négligeront rien pour qu'une grande part soit faite et à votre détresse et aux passions qu'elle a déchaînées ; la loi réservera ses rigueurs pour des crimes faits pour une autre époque , et pour d'autres contrées.

Que les citoyens paisibles se rassurent ! Nos larmes couleront long-temps , mais nos malheurs ont atteint leur terme , la tristesse générale exprime suffisamment nos regrets , et

nous pouvons penser que toute récidive est impossible désormais.

Fait à Lyon, le 1^{er} décembre 1831.

*Le maire de la ville de Lyon, membre
de la chambre des députés.*

PRUNELLE.

Le 2 M. le maire fit publier la suivante :

Mes chers concitoyens !

La députation d'ouvriers, qui devait se rendre hier auprès du prince royal, lui a été présentée à son quartier-général de Balmont, par les corps municipaux de Lyon.

Les membres de la députation ont déjà pu rendre compte de la manière affectueuse avec laquelle ils ont été reçus. Son Altesse Royale, après s'être attendrie sur la détresse des ouvriers en soie et sur nos malheurs récents, a dit que sa présence en cette circonstance devait complètement rassurer sur les intentions du gouvernement du Roi ; qu'elle n'avait pas hésité un instant, en apprenant notre position, à se rendre à Lyon, pour y venir acquitter la dette qu'elle pensait avoir contractée envers notre population à pareille époque l'année dernière. Le prince a ajouté que son rôle à lui était tout de pacification ; que la ville de Lyon

Art. 3. La dissolution étant consommée et le retrait des armes entièrement opéré, il sera aussitôt procédé à la réorganisation de la garde nationale des villes et communes, conformément à la loi du 22 mars 1831.

Art. 4. Le préfet du département du Rhône est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans la ville de Lyon et dans les communes de la Guillotière, de la Croix-Rousse et de Vaise.

Fait au quartier-général, à Balmont, le 2 décembre 1831.

Signé Maréchal DUC DE DALMATIE.

LOUIS-PHILIPPE, Roi des Français,

A tous présens et à venir, salut :

Vu l'article 5 de la loi du 22 mars 1831 ;

Vu la demande de notre ministre secrétaire-d'État de la guerre, agissant en vertu des pouvoirs que nous lui avons conférés par notre ordonnance du 24 de ce mois ;

Sur le rapport de notre président du conseil, ministre secrétaire-d'État de l'intérieur,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Art. 1.^{er} La garde nationale de la ville de Lyon, département du Rhône, est dissoute.

Art. 2. Notre président du conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

An palais des Tuileries, le 28 novembre 1831.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Le maire de la ville de Lyon,

Vu la lettre de M. le préfet du Rhône en date de ce jour et les instructions qu'elle renferme ;

Arrête :

Art. 1.^{er} L'ordonnance royale prononçant la dissolution de la garde nationale de Lyon, ainsi que l'instruction de M. le maréchal ministre de la guerre, seront publiées et affichées sur-le-champ aux lieux accoutumés.

Art. 2. MM. les gardes nationaux de service garderont leurs postes jusqu'à ce qu'ils soient relevés par la troupe de ligne ; les détachemens relevés se rendront immédiatement sur leurs places d'armes respectives où ils se dissoudront.

Fait à l'Hôtel-de-ville, le 2 décembre 1831.

Le maire de Lyon, membre de la chambre des députés,

PRUNELLE.

LYONNAIS

La France entière s'est émue au bruit des désordres dont la ville de Lyon a été le théâtre. De toutes parts le rétablissement complet de l'autorité des lois a été énergiquement réclamé; les gardes nationales du royaume se sont offertes pour y concourir. L'armée, indignée du traitement qu'ont subi de braves soldats dans une lutte inégale où ils défendaient la noble cause de la légalité, a voulu voler à leur secours. La nation a compris qu'il n'y aurait plus de sécurité pour les bons citoyens, si la force pouvait être mise à la place du droit.

La volonté royale, toujours paternelle, s'est montrée aussitôt pour modérer l'indignation générale, et concilier l'intérêt du pays avec celui de la ville de Lyon. Un prince qui vous est déjà cher a voulu conquérir de nouveaux titres à votre affection; il a voulu que la réconciliation générale se fit sous ses auspices.

Mais la clémence n'est pas le seul attribut de la couronne; gardienne des lois, elle est aussi dépositaire de la force publique. Le vœu des chambres solennellement porté aux pieds du trône, et les augustes paroles qui en sont descendues, vous ont appris avec quelle unanimité les trois pouvoirs de l'État ont proclamé l'indispensable nécessité d'assurer *force à justice*.

Telle est aussi la mission que le Roi m'a confiée ; je viens rétablir parmi vous la souveraineté de la loi. Dans cette œuvre patriotique , j'attends le concours de tous les bons citoyens.

Plus d'anarchie ! Soumission aux lois ! Obéissance au gouvernement du Roi ! et Son Altesse Royale le duc D'ORLÉANS fera son entrée dans vos murs.

Au quartier-général , à Belmont , faubourg de Vaise
de Lyon , le 2 décembre 1851.

Le maréchal de France , ministre de la guerre ,
Duc de DALMATIE.

Le samedi , 3 décembre , M. le duc d'Orléans entra dans nos murs , avec toute la garnison , augmentée de près de vingt mille hommes de toutes armes et d'environ cinquante pièces d'artillerie. Cette entrée eut lieu en même temps par toutes les barrières de la ville. Le prince entra par la porte de Vaise , entouré d'un nombreux et brillant état-major ; il avait à sa gauche M. le maréchal , ministre de la guerre.

Cette entrée , où l'on déploya l'appareil militaire le plus imposant , offrit aux habitants le spectacle de la prise d'une ville.

Le faubourg de la Croix-Rousse fut occupé

de suite par le 66.^e qui y établit ses campemens.

On fit des casernes de tous les édifices publics dont on put disposer. Quelques compagnies bivouaquèrent toute la nuit sur les places des Terreaux et Bellecour.

Plusieurs bataillons de garde nationale des départemens environnans , qui entrèrent avec la troupe de ligne , furent logés chez les habitans.

M. le duc d'Orléans reçut dans l'après-midi les autorités et les corps constitués. Nous donnons ci-après les discours qui lui ont été adressés et les réponses qu'il y a faites.

DISCOURS DE M. LE MARÉCHAL.

Monseigneur ,

Il n'y a guère plus d'une année que , dans ces mêmes lieux , des cris d'allégresse et d'amour retentissaient de toutes parts à votre approche.

Nos sentimens sont loin d'être changés ; et cependant la tristesse est empreinte sur nos visages ; l'affliction opprime nos cœurs.

Quelle différence , grand Dieu ! Votre Altesse Royale visitait , il y a un an , une ville pure d'innocence , une ville vierge de toute

fauté ! Votre Altesse lui accordait la plus douce des récompenses. Aujourd'hui, une bienveillance sans exemple vous conduit dans une ville coupable, et nous n'avons à vous présenter que les larmes du repentir, et l'hommage d'une reconnaissance profonde.

Nous ne conduirons plus Votre Altesse Royale à des fêtes, qui ne sauraient exister parmi nous ; vous ne viendrez plus admirer cette garde nationale, autrefois notre orgueil. Elle est dissoute ; et ce qui comble l'énormité de la peine, c'est que personne ici n'ose en blâmer l'application.

Que Votre Altesse Royale veuille bien permettre cependant aux magistrats de la cité de ne pas accepter, pour elle seule, toute l'étendue de la faute ; il est vrai qu'une partie de la population a violemment outragé les lois ; qu'une autre n'a pas su les défendre ; mais une troisième portion a versé largement, et trop inutilement, son sang pour les maintenir. Il est vrai qu'une multitude égarée a été entraînée, par son inexpérience, au plus grave des attentats ; mais bientôt le prenant en horreur, elle a senti le besoin de l'ordre, et l'a spontanément rétabli.

Les faits parleront haut, Monseigneur, ils montreront les vrais coupables, et nous con-

servons l'espérance qu'ils se trouveront ailleurs que parmi nous.

RÉPONSE DE S. A. R.

Monsieur le Maire ,

Je ne puis vous témoigner de quelle profonde tristesse mon cœur est pénétré en rentrant aujourd'hui dans la seconde ville du royaume , après les sanglans désordres et les coupables excès dont elle a été le théâtre et la victime. Je me rappelle avoir vu , il y a un an , la population lyonnaise manifester les sentimens les plus vifs d'amour de l'ordre et d'attachement aux institutions et au gouvernement que la révolution de juillet a fondé en France. C'est ce souvenir , c'est l'espoir que ces sentimens n'étaient point effacés ; ce sont les liens qui m'uniront toujours à la ville de Lyon , qui m'ont décidé , aux premières nouvelles des troubles qui l'ont affligée , à tout quitter pour venir faire cesser cette effusion du sang français que je ne cesserai de déplorer. J'ai voulu aussi , d'accord avec l'illustre maréchal qui m'accompagne , contribuer de tous mes efforts à rétablir , dans toute sa plénitude , l'ordre légal là où il avait cessé d'exister , et à faire respecter l'autorité des lois qu'une

partie de la population avait violemment méconnue , mais qu'une autre avait si vaillamment su défendre. Tels sont les sentimens qui m'animent : je suis venu , non pour chercher des coupables , c'est le devoir de la justice , mais comme pacificateur , mais pour rappeler à des Français égarés quels sont leurs devoirs ; et aussi , j'ose le dire , quel est leur véritable intérêt. Aujourd'hui , cette tâche est remplie , et j'en commence une autre bien plus douce à mon cœur : celle d'apporter tous les soulagemens possibles au sort des classes ouvrières de la ville de Lyon , dont le Roi mon père m'a ordonné de m'occuper avec sollicitude.

Puissent-elles comprendre , par le terrible exemple qu'elles ont sous les yeux , que ce n'est que dans la protection que la loi accorde à ceux qui la respectent , qu'elles peuvent trouver leur bien-être. C'est par un repentir sincère , par une soumission sans réserve , que la population de cette industrieuse cité pourra me mettre à même de lui faire voir que j'ai non seulement les sentimens d'un bon Français , d'un citoyen sincèrement dévoué à son pays et à nos institutions , mais aussi d'un bon LYONNAIS.

DISCOURS DU PRÉFET.

Monseigneur ,

Votre présence est l'arc-en-ciel qui annonce la fin de l'orage ; elle suspend notre deuil ; elle est le gage certain de l'indulgence et d'une entière réconciliation.

Aux acclamations qui éclatent sur le passage de V. A. R. , vous reconnaîtrez, Monseigneur, que le grand désastre qui vient de frapper cette cité laborieuse , étranger dans sa cause à l'ordre politique , n'a été qu'une collision violente d'intérêts privés. Dans les funestes égaremens d'une partie de ses habitans , hors quelques factieux obscurs sur lesquels j'ai déjà appelé toute la rigueur des lois , la population tout entière est restée fidèle à son amour pour la dynastie que son courage a concouru à élever , et qu'elle saura toujours défendre.

Vive le Roi ! Vive le duc d'Orléans !

RÉPONSE DU PRINCE.

Monsieur le Préfet ,

Je ne puis que vous répéter l'expression des sentimens que je viens de témoigner au corps municipal de la ville de Lyon. Accouru au milieu des Lyonnais pour y faire revivre

la souveraineté de la loi ; je serai heureux de répondre au repentir sincère et à la soumission de la population , par des paroles de paix et de conciliation.

J'ai la confiance que cet amour patriotique de l'ordre qui avait toujours caractérisé la population lyonnaise jusqu'au moment de ses coupables égaremens , que cet amour de l'ordre dont j'ai aimé à retrouver quelques traces , même au milieu des plus sanglantes discordes , sera désormais gravé dans tous les cœurs lyonnais , et qu'il en fera disparaître , pour toujours , toute pensée d'anarchie.

A Mgr. l'Archevêque à la tête de son clergé.

Monsieur l'Archevêque , Messieurs ,

Accouru ici pour remplir une œuvre de conciliation , je dois compter naturellement sur votre concours pour m'assister dans la tâche que je me suis imposée. C'est bien mériter de la religion , c'est bien la servir que de s'interposer dans les discordes civiles , d'apaiser les haines et de calmer les passions. Soyez bien persuadés que je m'empresserai de rendre compte au Roi mon père , de tout le zèle que vous mettrez à accomplir cette mission.

A la Cour royale.

C'est en effet pour rétablir l'ordre légal qui avait été violemment suspendu, que je suis venu dans vos murs. Heureux que ma présence soit regardée comme un gage de paix et de concorde. Je viens vous donner l'assurance que la justice reprendra librement son cours, et je ne doute pas, Messieurs, de tous vos efforts pour assurer force à la justice et respect à la loi.

Au Tribunal de première instance.

Ainsi que vous venez de me l'exprimer, la ville de Lyon avait donné dans tous les temps des gages de son dévouement au pays et de son amour pour l'ordre. J'ai été profondément affligé de l'esprit de vertige qui s'est emparé tout-à-coup d'une partie de sa population, et qui a amené des excès, si déplorables. J'espère que les sentimens d'ordre reprendront bientôt leur empire, et que tous les citoyens réunis sous un même drapeau, animés d'un même esprit, n'auront qu'un même but, le bonheur de la patrie qui repose sur celui de tous ses enfans. C'est le vœu le plus cher de mon cœur ; ni peine, ni soins ne me coûteront en m'efforçant de l'atteindre.

Au Tribunal de Commerce.

Les coupables appartiennent à la justice ; les malheureux sont de mon domaine ; je veillerai sur eux autant qu'il sera en moi ; quant aux souffrances du commerce , nul ne les déplore plus que moi , mais je me flatte que le retour de l'ordre et de la tranquillité de la ville de Lyon , pourra y rouvrir les sources de prospérité que la rébellion vient momentanément de tarir.

A la Chambre du Commerce.

Où , Messieurs , il ne me reste plus à remplir aujourd'hui que mon devoir de pacificateur , et je serai heureux si je puis trouver , dans l'accomplissement de cette tâche , quelque moyen d'adoucir le malheur des classes ouvrières. Si j'obtiens ce résultat , je n'aurai fait que réaliser les vœux du Roi mon père , et ma plus douce récompense sera dans le succès de mes efforts.

*Au discours prononcé par M. le président
du Consistoire protestant de Lyon.*

Le prince a répondu :

J'ai été comme vous profondément peiné des troubles qui ont affligé la ville de Lyon ; j'es-

père qu'ils ne se renouvelleront plus : j'ai essentiellement pour mission de les apaiser. Je suis venu ici comme réconciliateur et pacificateur. Je travaillerai de tous mes efforts à cette œuvre qui est aussi la vôtre, et croyez que je serai très-reconnaissant de tout ce que vous pourrez faire vous-même dans ce sens.

Aux consuls Sarde, Suisse et Américain.

J'ai la vive satisfaction de vous annoncer que l'ordre légal est complètement rétabli dans cette ville, et que rien ne saurait désormais troubler les relations commerciales que la ville de Lyon entretient avec les pays que vous représentez.

Au Maire de la Croix-Rousse.

Nous sommes venus, M. le maréchal et moi, pour rétablir l'autorité des lois méconues. Aujourd'hui, le repentir sincère, la soumission sans réserve que vous me témoignez au nom de vos administrés, me met à même de remplir la noble tâche de conciliateur. Croyez que je ne négligerai rien pour apporter tous les soulagemens qu'il sera possible à la position malheureuse des ouvriers ; mais il faut, avant tout, qu'ils obéissent sans restriction à la loi, qu'ils respectent la propriété,

qu'ils ne troublent jamais l'ordre , sans quoi le gouvernement ne saurait les protéger , et ils n'auraient plus aucun titre à sa bienveillance.

Les proclamations suivantes ont été affichées dans la journée du 3 :

MAIRIE DE LA VILLE DE LA CROIX-ROUSSE.

Habitans de la Croix-Rousse ,

Le calme est rétabli ; l'union et la concorde doivent renaître : c'est le seul moyen d'effacer les traces des malheureuses journées qui ont désolé notre ville.

Soyez donc paisibles dans vos familles ; reprenez vos travaux , et comptez sur le gouvernement paternel de notre roi-citoyen pour l'adoucissement de vos maux.

Que la présence des troupes qui prennent garnison dans cette ville ne vous effraie point ; elles ne viennent que pour maintenir l'ordre et la tranquillité , et faire respecter les lois ; ce sont des Français , des frères ; tout sentiment de rancune leur est étranger.

Cependant , si quelques-uns d'entre vous avaient à se plaindre d'insultes ou de voies de fait de la part des militaires envers les personnes et les propriétés , qu'ils s'adressent avec

confiance à l'autorité civile qui, d'accord avec M. le colonel Varlet, commandant la ville, saura faire rendre justice.

Quant à vous, habitants de la Croix-Rousse, je compte trop sur votre amour de l'ordre et de la paix, pour penser qu'aucune provocation ou paroles injurieuses soient adressées à la garnison ; mais si, contre mon attente, il en était autrement, je dois vous prévenir que les coupables seront poursuivis avec toute la sévérité des lois.

A la Mairie, le 3 décembre 1831.

Le maire de la Croix-Rousse,

RICHAN.

MAIRIE DE LA VILLE DE LA CROIX-ROUSSE.

Reddition des armes de la garde nationale.

Nous, maire de la ville de la Croix-Rousse,

Vu l'ordonnance du Roi, en date du 28 novembre 1831, portant dissolution de la garde nationale de la Croix-Rousse ;

Vu l'arrêté de M. le maréchal de France, ministre de la guerre, où il est dit :

« Tous les canons, fusils, mousquetons,
» pistolets, sabres, caissons, armes et muni-
» tions quelconques, qui étaient à la disposi-
» tion de la garde nationale de la Croix-

» Rousse , seront immédiatement réintégrés
 » dans l'arsenal de la ville de Lyon. »

Vu la lettre de M. le préfet , en date du
 2 courant :

Arrêtons :

Tous les citoyens qui faisaient partie de la garde nationale , devront , dans les huit jours qui suivront la publication du présent arrêté , se présenter à la mairie de la Croix-Rousse , pour y déposer les fusils , sabres , gibernes , etc. , etc. , qui leur ont été confiés. Il leur en sera délivré récépissé.

Passé cette époque , des poursuites seront dirigées contre ceux qui n'auront pas obtempéré au présent arrêté.

A la Mairie , le 3 décembre 1831.

Le maire de la Croix-Rousse ,

RICHAN.

Le lendemain 4 décembre , M. le duc d'Orléans parcourut à cheval les principaux quartiers de la ville , visita les travaux des fortifications de Montessuy et des Brotteaux , où étaient une brigade d'infanterie et un parc d'artillerie ; traversa le faubourg de la Croix-Rousse , et passa en revue tous les corps aux lieux même où ils étaient stationnés.

Le 6, M. le préfet Du Molart, retenu au lit par une grave indisposition, reçut du ministère l'ordre de quitter la préfecture et la ville de Lyon, où il devait être remplacé provisoirement par M. Gasparin, préfet du département de l'Isère, et de se rendre à Paris pour exposer sa conduite aux yeux du Roi.

Le lendemain, M. Gasparin, nouveau préfet provisoire, fit publier l'adresse suivante :

PRÉFECTURE DU RHÔNE.

*Le Préfet provisoire du département du Rhône
aux habitans de ce département.*

Habitans du Rhône,

Le gouvernement veut bien me charger de remplacer provisoirement votre préfet pendant son absence. Mon administration dans deux départemens voisins est le titre que j'invoque pour obtenir votre confiance. Tolérance pour les opinions, sévère répression de tous les actes illégaux, dévouement sans bornes au gouvernement de notre patrie, au Roi que ses vertus ont placé à notre tête ; tel on m'a connu dans la Loire et dans l'Isère, tel je me montrerai à vos yeux.

Lyonnais ,

De déplorables événemens se sont passés parmi vous. Votre industrie , votre commerce , la subsistance de vos ouvriers , les fortunes publiques et particulières , que dis-je , l'existence même de votre ville , tout a pensé périr dans cette lutte impie entre des concitoyens. Pour vous sauver de tant de maux , pour rétablir l'ordre légal méconnu , le Roi vous a envoyé son propre fils , l'héritier du trône qui vient au milieu de vous pour tendre la main à l'infortune , pour ramener le calme et l'union dans votre ville. Vous avez entendu sa voix ; avec la paix intérieure , se rouvriront pour vous toutes les ressources de la prospérité , tous les moyens de travail.

Vous pouvez envisager maintenant , de sang-froid , les dangers que vous avez courus. C'était peu du pillage et de la dévastation de la ville , vous alliez être retranchés du reste de la France ; un mur de séparation allait s'élever entre vous et les départemens voisins ; la famine aurait été le précurseur des maux de la guerre ; et , après des malheurs inouïs , Lyon aurait tristement végété pendant de longues années , avant de pouvoir reprendre son rang dans le monde.

Heureusement la courte durée de vos troubles n'a pas compromis aussi profondément votre avenir. Que la soumission aux lois soit sincère, et tout sera bientôt oublié. Que chacun fasse son devoir, que chacun contribue au retour de l'ordre : les uns en retournant à leurs ateliers, les autres en s'efforçant par tous les moyens à fournir du travail aux classes laborieuses ; la richesse en secourant l'infortune, la pauvreté en attendant les secours qui ne lui manqueront pas, avec cette résignation dont elle a si souvent donné des preuves ; que chacun songe que l'on n'acquiert des droits au bienfait de la loi, que quand on la respecte, et tous les maux seront réparés, et le gouvernement contribuera lui-même à alléger vos souffrances.

Mais, en même temps, il doit offrir sécurité aux bons citoyens ; il doit leur servir de point de ralliement ; et il ne le peut qu'en leur donnant l'assurance qu'il ne transigera jamais avec le désordre, que toute tentative sera, sur-le-champ, sévèrement réprimée, et que ce ne serait pas en vain qu'on essaierait de le détourner des œuvres de bienfaisance auxquelles il veut s'appliquer pour s'occuper encore à rétablir une tranquillité qui ne doit plus être troublée.

M. le maréchal ministre de la guerre, avec

le coup d'œil d'un homme d'état , a compris votre situation , et a pris les mesures les plus efficaces pour consolider la paix dans votre ville. Le désarmement général dont le terme s'approche , et qui ne sera pas un vain mot ; l'arrêté qui prescrit le renouvellement des livrets , et dont l'effet sera de délivrer le pays de tous les gens sans aveu , qui , sous le faux nom d'ouvriers , cherchent à ravir aux hommes laborieux le repos sans lequel il n'est point de travail ; la mise en vigueur de tous les réglemens relatifs aux passeports , une forte garnison prêtant son appui aux organes de la loi ; les généraux , les magistrats de la cité et du département disposés à ne pas céder aux exigences illégales , tout doit faire renaître la confiance si nécessaire en ce moment , et à bannir ces vaines terreurs , ces fantômes grossis par les imaginations ébranlées encore par les événemens récents , mais qui , vinssent-ils à se réaliser , échoueraient contre notre inébranlable fermeté et la force publique , qui ne cessera pas de nous entourer.

Fait à l'Hôtel de la Préfecture , Lyon , le 7 décembre 1831.

Le Préfet de l'Isère , Préfet provisoire du département du Rhône ,

GASPARIN.

L'autorité militaire fit placarder l'arrêté suivant , en date du 7 courant :

Le maréchal de France , ministre secrétaire-d'Etat de la guerre ,

En vertu des pouvoirs spéciaux qui lui ont été conférés par ordonnance royale du 24 novembre dernier ;

Vu la loi du 12 avril 1803 et l'arrêté du gouvernement du 1^{er} décembre de la même année.

Arrête :

Art. 1^{er} Les livrets délivrés aux ouvriers non français par le ministre de l'intérieur , de même que les livrets délivrés aux ouvriers nés français par les maires des communes ou par les commissaires de police , sont et demeurent annulés , pour tous les ouvriers habitant les communes de Lyon , de la Guillotière , de la Croix-Rousse , de Vaise et de Cuire.

Art. 2. Les ouvriers pourvus ou non pourvus de livrets seront tenus de se présenter immédiatement dans les mairies des communes qu'ils habitent , à l'effet d'y obtenir de nouveaux livrets , s'il y a lieu ; lesquels livrets seront toujours délivrés sans frais.

Art. 3. Les chefs de manufactures , fabriques et ateliers quelconques , seront tenus de

faire, devant le commissaire de police de leur arrondissement, ou devant le maire de leur commune, la déclaration nominative de tous leurs ouvriers, garçons et compagnons; cette déclaration devra être faite dans le délai de deux jours, à compter de celui de la publication du présent arrêté.

Art. 4. Les maires des communes ci-dessus désignées seront tenus, sous leur responsabilité personnelle, de faire vérifier la sincérité des déclarations prescrites dans l'article précédent. Ils feront dresser des procès-verbaux de contravention contre les chefs d'ateliers et autres, qui ne se seraient pas conformés aux dispositions de l'article ci-dessus, ou qui auraient fait de fausses déclarations. Les contrevenans seront traduits devant les tribunaux de police pour y être condamnés aux peines portées par la loi.

Art. 5. Les ouvriers, garçons et compagnons qui, dans le délai de trois jours, à compter de la publication du présent arrêté, ne se seraient pas présentés dans leurs mairies respectives, pour obtenir la délivrance de nouveaux livrets, seront réputés vagabonds, arrêtés et punis comme tels, conformément aux dispositions de l'arrêté du gouvernement du 1.^{er} décembre 1803, titre 1.^{er}, art. 3.

Art. 6. MM. les maires auront soin de se conformer, pour la délivrance des livrets, à ce qui est prescrit par l'art. 11, titre III, de l'arrêté du gouvernement précité, et exigeront, en outre, un certificat du commissaire de police du quartier habité par l'ouvrier, constatant sa bonne conduite.

Les ouvriers, garçons et compagnons auxquels les administrations municipales ne jugeraient pas convenable d'accorder de nouveaux livrets, recevront des passeports d'indigens, valables seulement pour le temps nécessaire à leur retour dans leur pays natal, ou à leur arrivée à la frontière, s'ils sont nés hors de France.

Art. 7. Le préfet du département du Rhône est chargé de tenir la main à l'exécution du présent arrêté, lequel sera immédiatement imprimé et affiché à Lyon et dans les communes de la Guillotière, de la Croix-Rousse, Vaise et Cuire.

Fait au quartier-général, à Lyon, le 6 décembre 1831.

Le ministre de la guerre,

M^r duc DE DALMATIE.

Pour copie conforme :

Le lieutenant-général, chef de l'état-major-général,

BRUN DE VILLERET.

Pour copie conforme :

Le préfet de l'Isère, préfet provisoire du département
du Rhône, GASPARIN.

Dans la journée les deux actes officiels suivans furent publiés pour l'annulation du tarif.

Le maréchal de France, ministre de la guerre,

En vertu des pouvoirs spéciaux conférés par l'ordonnance royale du 24 novembre dernier ;

Vu l'article 14 du titre III de la loi du 22 germinal an XI, ainsi conçu :

« Les conventions faites de bonne foi, entre
» les ouvriers et ceux qui les emploient, seront
» exécutées. »

Vu le décret du 3 août 1810, titre 1^{er}, art. 1^{er},
où il est dit :

« Les conseils de prud'hommes sont auto-
» risés à juger toutes les contestations qui nai-
» tront entre les marchands, fabricans, chefs
» d'ateliers, contre-maîtres, ouvriers, compa-
» gnons et apprentis, quelle que soit la quotité
» de la somme dont elles seraient l'objet, aux
» termes de l'article 23 du décret du 11 juin
» 1809. »

Considérant que le conseil des prud'hommes de la ville de Lyon est seul appelé à juger d'a-
bord si les conventions faites entre les ou-
vriers et ceux qui les emploient, sont ou
non, de bonne foi, et que, d'après les lois, il

lui appartient d'en connaître, sauf, s'il y a lieu, le recours devant les tribunaux;

Considérant que, dès-lors, l'autorité administrative n'avait point à s'immiscer dans les contestations qui s'étaient élevées entre des fabricans et des ouvriers de la ville de Lyon,

Arrête :

Art. 1.^{er} Les tarifs relatifs à la fabrication des étoffes de soie et de rubans, publiés à Lyon, sous les dates des 26 et 31 octobre 1831, ainsi que les délibérations du conseil des prud'hommes, en date du 11 du même mois, de la chambre de commerce, en date du 15 octobre, du conseil municipal de Lyon, en date du 1^{er} novembre, et les avis publiés par le maire de Lyon, le préfet du Rhône et le lieutenant-général Roguet, sous les dates des 22 et 26 novembre, même année, et enfin tous autres actes relatifs à des tarifs quelconques, sur les façons d'étoffes de soie et de rubans; qui seraient intervenus pendant cette période, sont déclarés nuls et comme non venus, sauf aux parties à se pourvoir, au besoin, par devant leurs juges naturels.

Art. 2. Le présent arrêté sera adressé à M. le préfet du département du Rhône, pour être notifié aux autorités administratives qui doi-

vent en connaître, ainsi qu'à la chambre de commerce et au conseil des prud'hommes de la ville de Lyon.

Au quartier-général, à Lyon, le 7 décembre 1831.

M^{re} duc DE DALMATIE.

AVIS.

LE CONSEIL DES PRUD'HOMMES, réuni en séance extraordinaire, porte à la connaissance du public, qu'il va s'occuper d'établir, par voie d'enquête, une *mercuriale* ou prix commun des façons des étoffes de soie, pour servir de règle à sa jurisprudence, lorsqu'il y aura contestation entre le fabricant et l'ouvrier; laquelle *mercuriale* sera renouvelée toutes les fois que besoin sera.

Lyon, le 7 décembre 1831.

J.-M. GUÉRIN, A.-E. SECOND, PHILIBERT
REY, J. ETIENNE, S. GARNIER, AUDIBERT;
ROUSSET, GAILLIARD, B. BOUILLON.

Le prince royal, après avoir rempli sa mission de paix, partit de Lyon le 10 décembre, et laissa la ville dans une sécurité parfaite.

Ici est terminée la tâche que nous nous étions imposée : nous ajouterons seulement, pour clore ce travail, que notre riche cité, ébranlée par la tourmente populaire et menacée des plus

grands désastres, a repris le calme indispensable au commerce et à l'industrie, sources de sa prospérité et de sa gloire.

Les fabricans ont compris les besoins de la classe ouvrière ; des améliorations sont apportées à son sort. De leur côté, les ouvriers, pénétrés de la bienveillance qu'on leur témoigne, montrent par leur sage maintien qu'ils déplorent aussi les funestes résultats de cet acte irréfléchi, et prouvent que les fauteurs de ces querelles scandaleuses n'étaient pas dans leurs rangs.

Le tarif, pomme de discorde jetée au milieu de nous, cause en partie de nos dissensions, est annulé. En revanche, de sages mesures sont prises pour arriver aux mêmes résultats par des voies plus salutaires.

Lyon portera long-temps le deuil de ses enfans ; puissions-nous de notre côté en perpétuer à jamais le souvenir, et faire que cet épisode sanglant de notre histoire serve de leçon aux générations futures.

ADRESSE

DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS AU ROI

(26 novembre 1831.)

SIRE,

Nous avons entendu avec une profonde douleur la communication franche et complète que nous ont apportée les ministres de Votre Majesté, sur les troubles qui ont éclaté dans la ville de Lyon. Nous applaudissons au patriotique élan qui a porté le prince votre fils à se précipiter au milieu des Français, dont le sang coule, pour en arrêter l'effusion. Nous nous empressons d'exprimer à Votre Majesté le vœu unanime des députés de la France, pour que son gouvernement oppose à ces déplorables excès toute la puissance des lois. La sûreté des personnes a été violemment attaquée ; la propriété a été méconnue dans son principe ; la liberté de l'industrie menacée de destruction ; la voix des magistrats n'a point été écoutée. Il faut que ce désordre cesse promptement, il faut que de tels attentats soient énergiquement réprimés. La France entière est blessée par cette atteinte portée aux droits de tous dans la personne de quelques-

ans de ses concitoyens : elle leur doit une éclatante protection.

Les mesures déjà prises par le gouvernement de Votre Majesté, nous donnent la confiance que le retour de l'ordre ne se fera pas longtemps attendre. La ferme union des gardes nationales et des troupes de ligne rassure tous les bons citoyens. Votre Majesté peut compter sur l'harmonie des pouvoirs. Nous sommes heureux, Sire, de vous offrir, au nom de la France, le concours de ses députés pour rétablir la paix partout où elle serait troublée, étouffer tous les germes d'anarchie, affermir les principes sacrés sur lesquels repose l'existence même de la société, maintenir l'œuvre glorieuse de la révolution de juillet, et assurer partout force à justice et respect à la loi.

*Réponse du Roi à l'adresse de la Chambre
des Députés.*

(26 novembre 1831.)

Messieurs,

Les troubles qui ont éclaté dans la ville de Lyon m'ont profondément affligé ; mais rien n'est plus propre à en adoucir l'amertume que les sentimens que la chambre des députés vient de me manifester par votre organe. Le maintien de l'ordre légal est un de mes

premiers devoirs , et je vois avec une vive satisfaction que le vœu unanime des députés de la France s'associe au mien , pour que toute la puissance des lois soit opposée à ces déplorables excès. L'harmonie des divers pouvoirs de l'État , sur laquelle je compte comme vous , est le moyen le plus efficace d'assurer leur empire , et de donner à mon gouvernement la force nécessaire pour réprimer de pareils attentats avec toute l'énergie que la France a droit d'en attendre. La bravoure héroïque des troupes de ligne et de cette partie de la garde nationale de Lyon , qui a combattu avec elle , mérite la reconnaissance de la patrie , et j'aime à leur en donner un éclatant témoignage.

Je vous remercie d'apprécier , comme vous le faites , le dévouement de mon fils. Mon vœu le plus cher est qu'il obtienne le résultat que j'en espère avec confiance , et qu'il puisse contribuer à faire rentrer dans l'ordre une population égarée , à rétablir l'autorité des lois , et à arrêter cette effusion du sang français dont mon cœur est si douloureusement affecté.

ADRESSE DE LA CHAMBRE DES PAIRS AU ROI ,

Sur les événemens de Lyon :

« Sire ,

» La chambre des pairs a reçu avec une douloureuse émotion la communication qui

lui a été faite par les ordres de Votre Majesté.

» Si les événemens qui ont ensanglanté la seconde ville du royaume ne se rattachent à aucune cause politique, ils n'en menacent pas moins l'ordre social tout entier. Sans l'inviolabilité des propriétés, la liberté des transactions et de l'industrie, l'obéissance aux lois et aux autorités, il n'y a plus que confusion et anarchie; et si, parmi ceux-là même auxquels le devoir de les défendre est imposé et qui sont armés pour les protéger, il s'en trouvait qui les attaquaient, l'état serait en péril, et une prompte répression devrait suivre le crime. Toutefois une tentative aussi coupable peut devenir pour le pays et les pouvoirs qui le gouvernent une utile et salutaire leçon.

» La chambre applaudit aux mesures que votre gouvernement a déjà prises. Elle félicite V. M. des nobles et patriotiques sentimens qui ont inspiré au prince royal une généreuse résolution. Nous espérons que sa présence suffira pour ramener au devoir une population égarée et prévenir ou arrêter l'effusion du sang français, surtout lorsque le développement de la force militaire montrera à côté de la clémence qui pardonne, la puissance qui réprime et la justice qui punit.

» La chambre, Sire, se croit digne de la

confiance que S. M. place en elle dans ces pénibles circonstances. Elle y répondra par le concours dont elle a déjà donné tant de preuves, convaincue de la nécessité de se rallier au trône qui peut seul assurer le triomphe de l'ordre, le respect des droits sacrés de la propriété et le maintien des institutions constitutionnelles.

Réponse du Roi à l'Adresse de la chambre des pairs.

« Messieurs,

» Je reçois avec une vive satisfaction l'expression des sentimens de la chambre des pairs dans une circonstance aussi douloureuse, et c'est une consolation dont mon cœur avait besoin. Vous venez déplorer avec moi les actes coupables qui ont ensanglanté la ville de Lyon et qui l'ont plongée dans le désordre et dans l'anarchie ; vous regrettez comme moi que le dévouement des troupes de ligne et des gardes nationales qui ont combattu pour le maintien de l'ordre et la défense des lois, n'ait pas obtenu le résultat que devait assurer leur brillante valeur et leur patriotisme ; mais vous applaudissez aux mesures que mon gouvernement a déjà prises pour arrêter le cours de ces maux, et

vous reconnaissez qu'il n'y a qu'une répression prompte et énergique qui puisse mettre un terme à ces attentats et en prévenir le renouvellement.

» Je vous remercie de m'avoir manifesté ces sentimens.

» Je vous remercie aussi de la confiance que vous me témoignez dans les efforts de mon fils pour parvenir à arrêter l'effusion du sang français, en ramenant au devoir une population égarée, et en rendant à l'action de la loi la force dont elle est momentanément privée à Lyon. C'est là ce que la France a droit d'attendre de mon gouvernement, et vous pouvez compter que cette attente ne sera pas trompée. »

M. le président du conseil, ministre secrétaire-d'état de l'intérieur, adressa à MM. les préfets des départemens la circulaire suivante, à l'occasion des événemens de Lyon :

Paris, le 1.^{er} décembre 1831.

« M. le préfet, les troubles de Lyon vous sont connus. Les communications que, par ordre du Roi, j'ai faites aux deux chambres, et ma correspondance vous ont indiqué le vrai caractère de ces événemens. Quelque graves, quelque douloureux qu'ils aient été, ils sont

restés constamment étrangers aux passions ou aux opinions politiques ; et cette circonstance prouve quelle est la force de la monarchie et des institutions, de 1830 , combien leurs racines sont déjà profondes, combien sont fausses et impuissantes les prétentions des partis.

» Les chambres se sont associées au gouvernement du Roi par le vote unanime de deux adresses , dans lesquelles elles offrent à S. M. l'assurance de leur concours et de leur dévouement. Cette harmonie des grands pouvoirs est la première force de l'état. Déterminé à agir avec fermeté , avec promptitude ; le gouvernement a déjà pris des mesures qui suffiront pleinement au rétablissement de l'ordre public et de l'autorité des lois.

» Rassurez donc , M. le préfet , tous les bons citoyens. Faites connaître la vérité. Prévenez les fausses alarmes , les mensonges de l'esprit de désordre. Empêchez-le de s'emparer de la juste sollicitude que doivent inspirer les événemens de Lyon pour agiter l'opinion publique ; et propager de subversives espérances.

» Surtout n'oubliez pas , Monsieur si que nous devons tous puiser dans ces affligeans désordres de salutaires avertissemens.

» Le gouvernement y verra de nouveaux motifs

tifs d'exiger des fonctionnaires publics cette vigilance assidue, cette inébranlable fermeté à l'aide desquelles seulement l'autorité peut tout prévoir, tout contenir et dominer les passions.

» L'autorité départementale comprendra que, chargée de protéger des intérêts locaux et des droits privés, mais en les coordonnant avec les intérêts de l'état et les droits généraux des citoyens, sa mission, comme pouvoir social autant que comme pouvoir politique, est éminemment une mission de résistance. Au-delà de l'ordre légal, les concessions sont des lâchetés. Plus nos lois sont généreuses et nos institutions libérales, plus elles doivent se montrer jalouses et impérieuses, et plus aussi le pouvoir doit vaillamment défendre les seules barrières qui nous séparent de la licence. Le courage est aujourd'hui le premier devoir du magistrat. Un gouvernement qui ne veut pas de lois d'exception, et qui s'honore d'avoir repoussé beaucoup d'exigences à cet égard, a plus droit qu'aucun autre d'être exigeant lui-même sur les moyens de répression légale et sur la sévérité de leur application. Assez de voies sont ouvertes, sous le régime actuel, aux réclamations motivées, pour que les intérêts légitimes et les droits réels ne soient pas

dans le cas de recourir à la sédition ; car la sédition (les ouvriers de Lyon viennent de l'éprouver et le reconnaissent trop tard) ne fait que compromettre les intérêts qui s'appuient sur elle. Les peuples qui veulent rester libres ne doivent se passionner que pour la loi.

» La garde nationale doit se convaincre aussi, M. le préfet, que le but de son institution n'est pas seulement de veiller, l'arme au bras, dans les jours de calme et de paix ; mais que c'est surtout à l'heure du péril qu'elle doit être prête (à l'exemple de cette généreuse armée qui vient de défendre la loi comme son drapeau) à répondre à l'appel des magistrats. Lorsque le législateur a remis des armes à des citoyens, il a voulu armer la propriété, l'industrie, la liberté régulière, contre tout ce qui peut les menacer. Si, au premier signal du désordre, la garde nationale, requise légalement, ne se levait pas tout entière pour le combattre, elle tromperait la confiance du législateur, qui en a fait une institution de protection et de sûreté. Ces vérités sont, je n'en doute pas, déjà présentes aux gardes nationales du département confié à vos soins. Il est à Lyon de généreux citoyens qui ont ainsi compris leurs droits et leurs devoirs. Ils ont donné un noble exemple. Faites en sorte qu'il ne soit pas perdu.

» Rappelez ainsi à tous les bons citoyens l'exemple donné, dans cette occasion, par des populations entières qu'on a vues accourir de tous les points sur les pas d'un prince si digne de les conduire, pour contribuer, sous ses auspices, au rétablissement de l'ordre public.

» Pénétrez-vous, Monsieur le préfet, de l'esprit de cette circulaire. Tracez à tous les fonctionnaires placés sous vos ordres ces règles de conduite, que je vous indique à vous-même; sachez vous faire obéir; exigez sans cesse de vos subordonnés discrétion, promptitude, discernement; ne laissez s'affaiblir dans vos mains aucuns des ressorts de l'autorité; continuez de veiller sur tous les agens de l'administration, et faites-moi connaître avec une entière franchise ce que vous pouvez attendre d'eux.

» Plus vos communications seront fréquentes, plus vous serez assuré d'établir entre vous et le gouvernement cet accord, cette harmonie que je demande à l'administration. Je vous invite donc à redoubler l'assiduité pour me tenir au courant de tout ce qui peut intéresser les besoins, les intérêts ou la tranquillité de votre département.

» Recevez, etc.

» Le président du conseil, ministre secrétaire d'État
de l'intérieur, Casimir PÉRIER.

**LETTRES OFFICIELLES, TITRES ET
PIÈCES JUSTIFICATIVES.**

La Croix-Rousse, 21 novembre 1831.

MAIRIE DE LA CROIX-ROUSSE.

Monsieur le capitaine Diano voudra bien prendre le commandement du poste de la grande rue, et veillera avec ses braves camarades au maintien du bon ordre; il empêchera, avec la plus grande sévérité, que les hostilités soient commencées par les ouvriers, M. le commandant de la troupe de ligne ayant donné l'assurance qu'il conserverait une stricte sévérité parmi sa troupe.

Le Maire, RICHAN.

MAIRIE DE LA COMMUNE DE ST-RAMBERT-L'ÎLE-
BARBE, ARRONDISSEMENT DE LYON, CANTON DE
LIMONEST, RHÔNE.

Nous, Maire de la susdite commune, certifions que M. Diano, capitaine de la garde nationale, va à Lyon avec sa compagnie pour tâcher d'y maintenir le bon ordre; en conséquence nous invitons les autorités civile et militaire de le

laisser entrer en ville et le laisser librement circuler, n'étant armé que pour rétablir l'ordre public. En foi de quoi nous lui avons délivré le présent à Saint-Rambert-Flle-Barbe, le 23 novembre 1831. **AUELÉ, maire.**

Vu et approuvé par nous, maire de la ville de Lyon. **BOISSET.**

MAIRIE DE LA VILLE DE LYON.

Lyon, le 24 novembre 1831.

Nous Maire de Lyon, vu l'urgence, nommons provisoirement M. Buisson, chef d'état-major des gardes nationaux d'ouvriers de la ville et des faubourgs, sur la présentation de M. Falconnet, vice-président de la commission centrale, pour être soumise à l'approbation de M. le Préfet.

Le Maire de Lyon, **BOISSET;**

MM. FARGET, SIGAUD, FALCONNET, MASSON, SIBUT.

Le Préfet, **DU MOLART.**

Lyon, le 24 novembre 1831.

M. Buisson sera reconnu par tous les postes en qualité d'officier de l'état-major provisoire de la garde nationale.

Le Conseiller-d'Etat, Préfet du Rhône,

DU MOLART.

Les doubles de la pièce susdite ont été donnés aux sieurs **Diano, Martinon, Chabrier, Cantat, Bret, Leclair, Richard, Michallet et Damour.**

PRÉFECTURE DU RHÔNE.

Lyon, le 24 novembre 1831.

Le Préfet du département du Rhône autorise M. Charnier, chef de la seconde section, à déférer le commandement de la garde nationale de cette section, au plus ancien officier présent, en observant la supériorité du grade.

Pour le Préfet empêché,

Le Conseiller de Préfecture délégué,

FAYE.

Nous soussignés, certifions que le sieur Diano (Antoine-Dominique), domicilié à St-Rambert, l'Île-Barbe et capitaine de la garde nationale de ladite commune, a, dans la matinée du 23 novembre, empêché, avec quelques hommes de sa compagnie, tous ouvriers de la Sauvagère, le pillage de la maison de la Recette générale; nous déclarons avoir vu le capitaine Diano lutter corps à corps pendant long-temps avec les révoltés. Témoins oculaires de la conduite du sieur Diano et de ses camarades, nous nous empressons, voulant rendre hommage à la vérité, à lui délivrer le présent certificat, pour lui servir partout où besoin sera. Lyon, le 28 novembre 1831.

Jean BONTEUX, BERNAT-SABRAN, VERNIER frères, V^e FORST et RAY père et fils, TATA, LEBRAU, GUYON et OLIVIER, COUBATON et WETTER, LAVERIER, *soussignés de pouvoir du receveur-général.*

*Louis Rosset de Lyon, à M. Duplan, procureur
général près la cour royale de Lyon.*

MONSIEUR,

Des avis officieux me pressent de quitter la ville au moment de l'arrivée des troupes : fort de ma conscience, je résisterai à tous ces conseils pusillanimes. On a dit que j'avais été arrêté par vos ordres.....! On m'a dit que je serais arrêté, cela peut arriver; car j'ai des ennemis acharnés et fougueux parmi ceux auxquels j'ai dit la vérité avec ma franchise ordinaire : comme je ne dois l'être que sur votre réquisitoire en règle, je vous prie de le faire mettre à exécution par un huissier de votre choix; je promets ici sur mon honneur d'y obtempérer sans le moindre éclat : le cas contraire amènerait une résistance qui serait légale de ma part, et dangereuse pour les assaillans. Je ne crains point les yeux de la justice ! mieux, je désire vivement, pour ma justification personnelle et celle de beaucoup d'hommes honnêtes, que cette affaire soit mise au grand jour; car sous les yeux de la cour je dévoilerai des menées bien ineptes ou bien coupables, dont on voudrait déverser le blâme sur quelques hommes dont la conduite généreuse et irréprochable est une critique bien amère de celle de personnages, qui, voulant conserver l'autorité à tout prix, les ac-

cusent d'avoir pris parti pour ceux qui ne possèdent pas contre ceux qui possèdent.

Je ne possède plus que mon honneur : en 1816, je n'ai pas voulu le vendre pour m'enrichir ; j'aurais pu compromettre et perdre plus de quatre cents personnes , dont plusieurs aujourd'hui m'accusent et voudraient m'enlever ma réputation ; je la mets sous la sauve-garde des lois.

Je n'ai jamais changé ; je ne me suis jamais vendu : je laisse aux transfuges , aux traitres , aux maîtres politiques leur or , leur infamie et leur pusillanimité.

J'ai l'honneur d'être avec considération, votre très-humble et très-dévoué serviteur, ROSSET.

Lyon, 29 novembre 1831.

PRÉFECTURE DU RHÔNE.

30 novembre 1831.

Messieurs, j'ai reçu hier au soir, au retour de ma visite à S. A. R. le duc d'Orléans, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, pour m'informer que vous cessez de faire le service de l'état-major de la ville de Lyon et ses faubourgs, service qui vous avait été confié le 24 de ce mois au matin. Je me plais à reconnaître, Messieurs, que dans l'exercice des fonctions dont vous avez été revêtus, vous avez exécuté avec un zèle et une activité digne d'éloges, les ordres et les instruc-

tions que je vous ai données; que votre concours a puissamment contribué à prévenir l'effet des manœuvres criminelles employées pour provoquer à l'anarchie, et qu'en un mot vous vous êtes conduits comme des citoyens attachés au gouvernement du roi et aux institutions consacrées par la Charte de 1830.

Ce que je vous exprime ici, Messieurs, j'en rendrai témoignage au fils aîné du roi des Français, en mettant ce soir votre lettre sous ses yeux.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

Le Conseiller d'Etat, Préfet du Rhône,
DE MOLANT.

MAIRIE DE LA VILLE DE LYON.

Nous Maire de la ville de Lyon, certifions à tous qu'il appartiendra, et pour rendre hommage à la vérité, que la compagnie commandée par M. Dianio s'est parfaitement conduite depuis son entrée à Lyon, le mercredi 23, et a aidé à faire respecter les personnes et les propriétés.

Lyon, le 30 novembre 1831.

VACHON-IMBERT, C. M., *adjoint*.

MAIRIE DE LA CROIX-ROUSSE.

Je certifie et reconnais avec plaisir que M. Dianio, de Saint-Rambert, a contribué puissam-

nient au maintien du bon ordre et à rétablir la tranquillité à la Croix-Rousse; qu'il y a occupé avec zèle et honneur le poste d'officier qui lui avait été délégué provisoirement, et que l'on a qu'à le louer de sa conduite pendant les troubles qui ont existé.

A la mairie de la Croix-Rousse, le 1^{er} décembre 1831.

RICHAN.

ACTE DE DÉVOUEMENT.

Les soussignés, MM. Maron et Tissot, demeurant rue des Quatre-Chapeaux; les deux frères Crozet, demeurant rue Palais-Grillé, tous quatre faisant partie de la garde nationale de Lyon, et de service au haut du chemin de la Boucle à la Croix-Rousse, le 22 novembre dernier; et M. Mailly, propriétaire, chemin de Margnole, n° 37, et encore M. Viallon, demeurant quai Villeroi, n° 8, se trouvant chez M. Mailly ledit jour, pour rendre hommage à la vérité, attestent tous les faits suivans qui se sont passés sous leurs yeux : ledit jour 22 novembre, au moment où la garde nationale et le 66^e de ligne qui étaient de service au haut du chemin de la Boucle, firent une retraite subite

sous le feu des ouvriers armés qui les poursuivaient, MM. Maron, Tissot et Crozet frères se réfugièrent, en uniforme et avec leurs armes, chez M. Mailly, où se trouvait M. Viallon. Des ouvriers les ayant aperçus, la maison fut bientôt entourée par eux qui en demandèrent à grands cris l'ouverture, réclamant les gardes nationaux qui s'y trouvaient. Comme tout moyen de résistance était inutile, ces messieurs se trouvaient dans un grand danger, lorsque le sieur Buisson, officier de la garde nationale de Caluire, se trouvant là, se mit au travers de la porte, et parvint par ses discours à la défendre, à condition que les armes des gardes nationaux leur seraient livrées; ce qui fut fait. Le sieur Buisson conduisit ensuite ces messieurs désarmés chez lui, rue Coste, où se trouvait un poste, et là ils attendirent que des vêtemens qui leur furent envoyés de Caluire leur permissent de rentrer en ville sans courir de grands dangers; ce qui peut-être n'aurait pas manqué d'arriver s'ils fussent rentrés en uniforme; en foi de quoi ils ont signé le présent.

Lyon, le 8 décembre 1831.

J.-B. MAILLY, F. VIALLOŒ, A. MARON, E. TISSOT,
J. CROZET frères.

A M. CHARNIER.

Nous soussignés, déclarons, pour rendre hommage à la vérité, que M. Charnier (en sa qualité de président de la 2^e section), chargé depuis le 23 novembre dernier, de la surveillance dans les 5^e et 6^e arrondissemens de Lyon, pour y maintenir le bon ordre et la tranquillité publique, s'est conduit avec un zèle vraiment admirable, et nous n'avons qu'à nous louer de la coopération active, et des relations que nous avons eues avec lui pendant son commandement éphémère.

Lyon, le 14 décembre 1831.

Suivent les signatures :

MM. H. BAILLEUX, *ex-capitaine des voltigeurs*;

CHARREL, *ex-lieutenant* ; P. MERCK, *ex-capitaine de grenadiers*.

Vu par le Maire de Lyon, pour légalisation des signatures ci-dessus.

Lyon, le 15 décembre 1831.

ELISÉE DEVILLAS.

Préfecture du Rhône, pour légalisation de la signature de M. Elisée Devillas.

Lyon, le 15 décembre 1831.

Pour M. le Préfet, le secrétaire général délégué,

ALEXANDRE.

COMMISSARIAT DE POLICE, ARRONDISSEMENT
DE PERRACHÉ.

Je soussigné, Toussaint Jean-Christophe-Michel, commissaire à Lyon, déclare à qui il appartiendra, que : le lundi 21 novembre présente année, me trouvant dans l'exercice de mes fonctions aux barrières de la Croix-Rousse, et ayant été abandonné par cinquante hommes, tant de garde nationale que de troupe de ligne, à l'approche des ouvriers de la Croix-Rousse, qui lançaient une grêle de pierres, et m'étant trouvé seul au milieu desdits ouvriers dont plusieurs me menaçaient, élevant sur ma tête les pierres qu'ils tenaient en main, j'ai dû mon salut à la présence et au dévouement du sieur Charnier, qui, se jetant au devant de moi, s'écria qu'on le tuerait avant qu'il me fût fait aucun mal, ajoutant qu'il fallait respecter l'autorité, et employant tous ses moyens, tant en gestes qu'en paroles, pour calmer ces furieux, ce à quoi il parvint ; ainsi, à l'exception de quelques coups de pierres, il m'arracha, au péril de sa propre vie, aux dangers qui me menaçaient, et m'offrit de m'accompagner partout comme sauve-garde. En foi de quoi, et comme gage de reconnaissance, je délivre la présente déclaration pour lui servir en ce que de besoin.

Fait à Lyon, le 15 décembre 1831.

Le commissaire de police, C. TOUSSAINT.

AUX AMIS DE LA VÉRITÉ

La *Glâneuse*, dans son numéro du 25 novembre dernier, livra à ses lecteurs un long article intitulé : UNE PROCLAMATION ET UNE PROTESTATION.

D'abord, on lit dans cet article : le placard qui, le 23 novembre au soir, mit en émoi la population paisible, puis la protestation de ceux dont, par une escobarderie infâme, les noms figuraient au bas du placard.

Voici le reste de l'article de la *Glâneuse*, nous le transcrivons littéralement :

« Des groupes se forment auprès de cette nouvelle affiche ; il est nuit, mais des complaisans tiennent une chandelle à la main, et lisent la protestation tout haut en la commentant ; or, vous connaissez le proverbe : *Qui n'entend qu'une cloche n'entend qu'un son* ; et quoique nous ayons entendu plusieurs de ces cloches parlantes, dont le timbre était bien fêlé, nous avons cependant pu retenir ces mots : *Voilà-voilà ! ce sont des carlistes, ce sont des hommes qui veulent destituer le gouvernement, ils parlent de charlatanisme ministériel ; on ne peut pas rétablir un gouvernement comme ça, il faut des états de la capitale, et mille autres mauvaises raisons*

dont vous apprécierez l'in vraisemblance, lorsque je vous aurai donné le mot de l'énigme.

Le voici :

« Quelques patriotes étaient réunis à M. *Lacombe*, syndic des ouvriers, dans une salle de la mairie. Les chefs qui avaient conduit nos braves au combat, étaient dispersés dans les différents quartiers de la ville ; il régnait en ce moment dans Lyon un désordre qui était inévitable, mais dont les suites pouvaient compromettre la cause du peuple.

Un ouvrier se présente ; il sort une proclamation qu'il venait de rédiger : elle est lue, commentée et augmentée en présence de M. *Lacombe*. Elle est lue trois fois. M. *Lacombe* donne même l'ordre d'envoyer cette proclamation à un imprimeur ; celui qui l'avait rédigée part avec quatre fusiliers. Bientôt après on s'aperçoit que cette proclamation n'est revêtue d'aucune signature ; on consulte à l'instant M. *Lacombe*, qui ne signe pas en effet, mais qui donne son nom. Il est à l'instant copié par un des assistants. Mais un seul nom ne suffit pas ; M. *Lacombe* est de nouveau consulté, et alors il dicte les noms des trois autres personnes qui figurent sur la proclamation. Vous les connaissez assez, lui dit-on, pour répondre de leur assentiment ? Oui, dit M. *Lacombe*, et un nouveau message porte ces noms à l'imprimeur.

Mais la proclamation n'arrivait pas, et on expédie un troisième message à l'imprimeur, auquel on demande si cette pièce sera bientôt tirée; et ce message est signé de M. Lacombe lui-même.

Quelques instans après, M. Lacombe quitte la salle dans laquelle étaient réunies les personnes dont nous avons parlé, et lorsqu'il y revient, il hésite, il a fait des réflexions, cette proclamation le compromettrait. Nous ignorons si M. Lacombe s'est laissé influencer ou si sa détermination a été spontanée. Dans tous les cas, il a dit formellement que la proclamation ne serait pas affichée; alors quelques-unes des personnes présentes se sont retirées; l'une d'elles a même dit en partant à M. Lacombe : *Lorsqu'on vous apportera cette proclamation, brûlez-la et tout sera dit.*

Nous ignorons quels sont les motifs qui ont pu empêcher de détruire cette pièce. Les fusiliers en avaient, sans doute, gardé quelques exemplaires qu'ils ont affichés.

Quoiqu'il en soit, M. Lacombe, dont nous connaissons d'ailleurs le patriotisme et le courage, ne devait pas appeler *lâche* un acte auquel il avait donné son assentiment, quoiqu'il n'y eût pas *apposé son seing*. Il devait réfléchir avant de l'approuver; mais une fois la détermination prise, il devait en accepter toutes les conséquences, et savoir que les personnes qui avaient d'abord,

comme lui, approuvé la proclamation, avaient aussi, comme lui, donné des preuves de courage et de patriotisme.

Voilà toute la vérité; les preuves sont entre les mains de l'imprimeur; quant aux témoignages, ils ne nous manqueront pas.

Nous espérons que ces explications, dont on voudra bien nous pardonner la longueur, mettront un terme aux suppositions absurdes auxquelles a donné lieu la lecture de la protestation. »

Surpris autant qu'on peut l'être, que le rédacteur de *la Glaneuse*, qui se flatte d'ailleurs de connaître les convenances, écrivit de telles choses sur mon compte; je réclamai par une lettre contre la véracité des faits qu'il avait rapportés. Il me renvoya la lettre que je lui avais adressée, avec son refus bien positif.... Par exploit de l'huisier Blanchard, je le sommai d'insérer ma réclamation dans son plus prochain numéro. Il promit de le faire; mais le 4 décembre, jour où je crus qu'il s'exécuterait, le journal ne parut pas.

Je rapporte textuellement ma réclamation :

A M. le Rédacteur de la Glaneuse.

MONSIEUR,

Vous respectez la loi, dites-vous! ainsi vous ouvrirez vos colonnes à la réplique due à votre article du 25 de ce mois, intitulé : *Une Proclamation et une Protestation*. D'ailleurs, au besoin, je vous sommerai.

Bon gré malgré, vous entendez que la responsabilité du placard incendiaire, affiché le 23 sur les murs de la ville, retombe sur moi ! Ainsi, quand cette œuvre d'iniquité, de folie et de désordre aurait pu, dans un moment de trouble, passer inaperçue, et être oubliée le lendemain, vous qui regrettez que cette pièce d'éloquence soit perdue pour les lecteurs, vous la reproduisez dans votre Journal, et pour suppléer autant qu'il est en vous à l'affichage, vous faites colporter votre feuille dans tous les quartiers de la ville ; vous la vendez aux plus empressés, et la distribuez *gratis* aux indifférens. Ainsi, vous appelez la vindicte des lois, l'indignation des citoyens paisibles sur un citoyen auquel *vous connaissez du courage et du patriotisme* ! Auriez-vous besoin de sauver le véritable auteur de cet acte coupable, et de lui substituer une victime que vous croyez sans défense, et que vous enlacez par des explications que personne ne vous demandait, mais qui pouvaient servir l'homme suivant votre cœur ?

Vous prétendez *donner le mot de l'énigme* ; je vais l'essayer à mon tour : nous verrons qui sera le plus heureux.

Voici la seule proclamation que j'ai approuvée, aussi l'ai-je signée, parce que je signe ce que j'approuve. Vous la publierez, parce qu'elle est sage ; et que vous en avez publié une qui ne l'était pas !

LYONNAIS !

« Dans les circonstances graves où se trouve
 « notre belle cité, vos concitoyens, qui ont par-
 « tagé vos dangers, font un appel à votre patrio-
 « tisme, à votre amour pour l'ordre et la tran-
 « quillité publique.

« A cet effet, nous invitons MM. les officiers,
 « sous-officiers et soldats qui, avant ces doulou-
 « reuses journées, formaient le corps provisoire-
 « ment organisé *des Volontaires du Rhône*, à se
 « réunir immédiatement. Ils prendront pour point
 « central l'Hôtel-de-Ville, où leurs concitoyens les
 « attendent avec la plus vive anxiété.

« Tous les bons citoyens sentiront la nécessité
 « de réunir leurs efforts aux nôtres, pour que
 « notre belle cause ne soit souillée d'aucune
 « tache. Nous espérons que les ouvriers surtout
 « viendront grossir nos rangs; c'est à eux prin-
 « cipalement que notre appel s'adresse.

« Lyonnais, trop de sang a coulé; la patrie en
 « pleurs vous supplie de vous montrer ses dignés
 « enfans. Que notre devise soit : LIBERTÉ, RESPECT
 « AUX PERSONNES ET AUX PROPRIÉTÉS!

« Fait à l'Hôtel-de-Ville de Lyon, ce 23 no-
 « vembre 1831.

« *Signé* LACOMBE, LACHAPELLE, ADOLPHE ST-
 « EVE, POIRIEUX, LACHAPELLE jeune, COCHET,
 « CHARPENTIER, CHABRIER, GUILLOT. »

Si, au lieu de publier le placard séditieux dont il est question, vous eussiez publié celui-ci, et ensuite notre protestation, vous n'auriez point eu d'énigmes à expliquer; le public aurait compris que les signataires d'une adresse aussi pacifique, ne pouvaient donner à leurs concitoyens le signal de la révolte contre les autorités légitimes, et profiter d'un succès douloureux aux vainqueurs eux-mêmes, pour plonger le poignard dans le sein d'un magistrat surtout qui a mérité le titre de PÈRE DES OUVRIERS; titre dont il continue à être digne! le public aurait compris qu'il était de *l'honneur* et du patriotisme de ces signataires de protester énergiquement contre un acte bien justement appelé *lâche*.

Mais voici les explications les seules vraies :

Mercredi matin, je priai M. St-Eve de rédiger un appel aux bons citoyens, et surtout aux volontaires lyonnais, corps pour l'organisation desquels M. le Préfet, le Ministre et les Chambres ont reçu plusieurs pétitions. Les antécédans des hommes de ce corps étaient assez connus des magistrats pour que si, comme agens du Gouvernement, il ne leur était pas possible d'approuver officiellement une telle force armée, comme citoyens, ils avaient le plus vif désir que ces braves fussent immédiatement réunis..... Je dois, par respect et

par reconnaissance, ne pas davantage parler sur ce point.

Cependant, quelqu'un offrit un billet à M. St-Eve, pour porter chez l'imprimeur de *la Glaneuse*, la proclamation que nous venions de signer, la seule dont je connusse le manuscrit. J'étais présent, et je crus que M. St-Eve acceptait; mais il fut au bureau de M. le Maire, et de là chez l'imprimeur de la ville: vous devez connaître la personne qui lui fit cette offre!...

Du temps que notre proclamation s'imprimait, des intrus se glissaient à notre état-major; le matin il en était déjà venu quelques-uns! J'ignore si le placard incendiaire était prêt ou non: c'est un point sur lequel vous pouvez jeter de grandes lumières. Tant est-il que l'un des vôtres a été témoin oculaire que l'on me demanda le nom des syndics et présidens de sections des ouvriers: j'en nommai quatre, et je fus interrompu pour répondre à d'autres personnes; mais, ainsi que vous le dites, *un assistant*, que probablement vous connaissez, prit ces quatre noms, qui furent expédiés chez l'imprimeur Charvin, où était déjà la proclamation que vous rapportez, et qui était partie avant, sous bonne escorte. J'ai lieu de croire que les détails que vous donnez sont exacts, car vous faites supposer que vous étiez acteur.

Mais votre chère proclamation n'arrivait pas.

assez vite, suivant vos désirs. On imagina alors de me demander un ordre, pour que l'imprimeur s'expédiât. Or, j'étais présent lorsqu'on fit à M. St-Eve l'offre des services de l'imprimeur de *la Glaneuse*; j'ignorais qu'il ne les eût pas acceptés. Quel prétexte pour vous! On me prépare un ordre, j'attends avec anxiété la proclamation que j'avais signée, et je signe cet ordre. Je ne sais pas jusqu'à quel point M. Charvin y a trouvé une garantie suffisante; qu'il l'ait pris comme une adhésion de ma part, cela se conçoit, puisqu'il ignorait que j'eusse signé une autre proclamation exprimant mes vœux, que je croyais s'imprimer chez lui, et que j'attendais. Mais, pouvait-il y voir une adhésion de la part de MM. Frédéric, Charpentier et Lachapelle, eux qui ne figuraient point sur l'ordre?

Enfin, les deux proclamations arrivent; mais, celle que j'avais signée vient la dernière. Vous étiez sans doute présent, puisque vous avouez *que je m'opposai formellement à ce que cette indigne proclamation fût affichée!...* Oui, je m'y opposai, et sans hésiter.

Et, dites-vous, vous ignorez comment cette pièce n'a pas été détruite. Pouvez-vous le soutenir, lorsque vous êtes le seul journaliste de Lyon qui l'ayez plaquée dans vos colonnes!... Il fallait rester chez vous, ainsi que tant d'autres intrus, qui n'étaient ni des ouvriers ni des volontaires lyonnais,

et qui ne sont venus que pour semer le trouble et salir ce qu'ils touchaient.

Vous êtes homme de courage! Consiste-t-il seulement à brûler une amorce et à soulever les orages? Vous êtes homme de courage! eh bien, il fallait faire face à la tempête, employer votre influence à calmer l'irritation d'hommes ignorans, mais probes jusque dans la licence. Votre voix eût été écoutée; la preuve, c'est que cette œuvre d'iniquité, ils l'ont appréciée même dans l'ivresse! et aussi quel résultat a-t-elle eu? Elle vous a conduit au point d'en rejeter les conséquences sur la tête d'un citoyen qui vous somme, au nom de la loi, de lui rendre justice, d'abord vous-même, se réservant tout recours de droit devant les tribunaux.

J'ai l'honneur, Monsieur, de vous saluer parfaitement.

LACOMBE,

Rue Boucherie-Saint-Georges, n° 2.

Lyon, le 26 novembre 1831.

M. Granier apprit à ses abonnés que son N° du 4 décembre, *quel que fût son contenu*, devait être saisi!... J'eus lieu d'attendre, autant parce que M. Granier l'avait promis à l'huissier Blanchard, que parce que, dans une polémique de cette espèce, il était de son devoir de produire ma ré-

ponse; j'eus lieu d'attendre, et même de croire fermement, dis-je, qu'il se fût exécuté dans son numéro suivant.

Illusion! et voici en quels termes M. Granier revint sur cette querelle, qu'il était cependant de son intérêt d'assoupir, (voir le n° du 7 décembre, art. Lyon.)

Nous lisons dans le *Précurseur*, dit la *Glaneuse*:

« On a parlé aujourd'hui de l'arrestation de
« MM. *Lacombe* et *Charpentier*; nous pouvons
« affirmer que ce bruit est dénué de fondement;
« ces deux citoyens sont venus eux-mêmes nous
« prier de le démentir. »

Nous ferons une seule réflexion: plusieurs personnes ont été compromises dans l'affaire de la première proclamation affichée le mercredi. M. *Charvin* qui avait été forcé à imprimer cette proclamation, est, depuis plusieurs jours privé de sa liberté; et M. *Lacombe*, le seul coupable dans cette affaire et aux dénégations duquel nous donnons le démenti le plus formel, M. *Lacombe*, sur le compte duquel nous avons communiqué au juge d'instruction les renseignemens les plus positifs, M. *Lacombe* est libre!.... Quel sera le terme de cette mystification?

Je n'ai qu'un mot à dire, pour prouver péremptoirement où est le coupable. Dans le même N° du 25 novembre, M. Granier publie une procla-

mation de son cru aux ouvriers ; il est impossible à M. Granier de la passer au compte de personne, voyez plutôt le journal!...

On y lit cette phrase :

« Ne laissez pas ressaisir aux hommes qui vous
« ont fait mitrailler un pouvoir dont ils sont in-
« dignes ; ils ne doivent plus souiller de leur pré-
« sence un sol arrosé du sang de nos frères. »

Comparez-la avec celle-ci qui est la première du placard protesté :

LYONNAIS !

« Des magistrats perfides ont perdu de fait leurs
« droits à la confiance publique ; une barrière de
« cadavres s'élève entre eux et nous : tout arran-
« gement devient donc impossible. »

Je crois que vous avez maintenant le mot de l'énigme!... Il m'est bien pénible que M. Granier me force à tous ces détails... Je les donne sous toutes réserves de droit.

Lyon, ce 10 décembre 1831.

LACOMBE.

M. LACOMBE.

Les sots sont ici-bas pour nos menus plaisirs.

M. Lacombe vient de publier, non, je me trompe, vient de mettre son nom au bas d'une feuille d'impression qui court les rues. Ce fonctionnaire par circonstance veut faire parler de lui ; il a soif de célébrité : c'est son *Dada* ; il l'a enfourché, et le voilà qui galoppe ; ne va-t-il pas se rompre le cou ? Voyons.

Avant de ramasser le gant et de descendre dans la lice, je dois déclarer que je réponds à M. Lacombe, ex-fonctionnaire public, et non pas à l'auteur de l'écrit, qui a bien voulu lui prêter le secours de sa plume, non que je veuille prétendre que M. *Lacombe* ne sait pas faire usage d'une plume, mais parce que plusieurs personnes qui m'entourent m'assurent qu'il ne s'en est jamais servi que pour signer son nom. Il faut donc que, dans ce ridicule procès, je renonce à la forme pour ne plaider que le fond.

Attaqué personnellement par l'homme qui, pendant quelques heures, a tenu dans ses mains les destinées de notre ville, j'ai cru devoir arra-

cher le voile que l'on semble vouloir clouer sur un acte de ce drame sanglant, dans lequel M. Lacombe a joué le rôle de niais, et qui s'est terminé par la plus absurde parodie.

Je commence par répondre à une accusation de M. Lacombe. Je n'ai pas inséré sa lettre dans la *Glaneuse*, parce qu'il ne m'a pas convenu de mettre sous les yeux de mes lecteurs une épître aussi longue et aussi ennuyeuse. Je lui ai fait connaître ma décision par un billet, dans lequel je lui disais, qu'*aux termes de la loi* je pouvais me refuser à l'insertion de ce morceau curieux sous plusieurs rapports. M. Lacombe m'a fait signifier par *exploit* son épître, à laquelle il n'avait rien voulu retrancher. Comment expliquer cet entêtement? A-t-il craint de ternir l'éclat de ce chef-d'œuvre d'éloquence? le complaisant qui s'est chargé de penser et d'écrire pour lui était-il absent? Quoi qu'il en soit, je répondis à la *signification* par mon silence.

Je reviens à cette maudite *proclamation*, véritable *cauchemar politique*. Le simple exposé des faits doit jeter un grand jour sur cette affaire. Commençons :

Le 23 novembre, un individu, se disant ouvrier, se présente chez moi à huit heures du matin. J'avais passé la nuit auprès d'un malade, je m'étais jeté sur mon lit depuis quelques heures.

Cet ouvrier demande à me parler avec instance : on l'introduit. *Suivez-moi à l'Hôtel-de-ville, me dit-il, les ouvriers vous aiment, ils savent ce que vous avez fait pour eux ; vos conseils peuvent leur être utiles en ce moment ; je crains l'incendie et le pillage : venez.* Devais-je rester sourd à cet appel ? je le demande à M. Lacombe lui-même.

Arrivé à l'Hôtel-de-ville, j'ai l'honneur d'être présenté à M. le maire (c'était M. Lacombe) : Ce fonctionnaire improvisé me tend la main, et me témoigne sa reconnaissance pour la démarche que j'ai bien voulu faire. Alors je n'étais pas un intrus.

Je pourrais bien, pour égayer mes lecteurs, leur présenter le tableau grotesque d'une municipalité de circonstance, présidée par M. Lacombe ; mais je crains de m'écarter de la question. Plus tard, peut-être, je vous décrirai ce spectacle bizarre. L'individu qui était venu me chercher, sortit une proclamation de sa poche ; cette proclamation fut lue, relue, corrigée, modifiée et augmentée par les assistans, en présence de M. Lacombe, qui l'approuva. Pendant que la proclamation s'imprimait, M. Guillot vint prier M. Lacombe de passer dans le cabinet de M. le maire. Les deux fonctionnaires compétiteurs se trouvèrent en présence, et M. Lacombe baissa pavillon devant l'autorité constituée. Dès ce moment, il comprit qu'il venait de faire, tranchons

le mot, une *bétise*. Il revint furieux, protestant hautement contre la proclamation qu'il venait d'approuver, déclarant qu'elle ne serait pas affichée, et donnant des ordres pour que cette pièce fût détruite. Si elle ne l'a pas été, ce n'est pas ma faute.

Dès que je m'aperçus que celui qui, depuis trois heures, était pour moi le maire de Lyon, n'avait été placé à l'Hôtel-de-ville que pour donner à nos autorités dispersées par la peur le temps de se rallier; lorsqu'il me fut bien prouvé que M. *Lacombe* n'était qu'un *automate municipal*, dont nos fonctionnaires faisaient jouer les ressorts, je me retirai: car je n'attendais pas ma part à la curée. Si M. *Lacombe*, nouveau *Mazaniello municipal*, n'avait pas été aveuglé par l'encens brûlé autour de lui, s'il avait mieux compris le rôle qu'on lui faisait jouer, je ne me verrais pas forcé de le traduire aujourd'hui à la barre de l'opinion publique.

M. *Lacombe* a approuvé la proclamation; il a donné son nom en présence de plusieurs témoins; il a signé un billet écrit à M. Charvin. Il a donc assumé sur sa tête toute la responsabilité de cet acte. Mais, effrayé du pas qu'il venait de faire, il n'a pas craint, en se retranchant derrière une *escobarderie*, de compromettre des citoyens honorables, qui lui avaient cependant épargné une grande bêtise.

Je lis dans l'écrit de M. Lacombe une phrase à laquelle je ne répondrai que quelques mots : *Auriez-vous besoin de sauver le véritable auteur de cet acte coupable ?* L'auteur de cet acte coupable est celui qui, revêtu d'un caractère officiel, en a approuvé l'impression ; c'est M. Lacombe. Quant au rédacteur de cette proclamation, je déclare sur l'honneur qu'il m'est entièrement inconnu. M. Lacombe ne veut sans doute pas le connaître, car s'il s'adressait à la police, je ne doute pas que, mue par un sentiment de reconnaissance, elle ne s'empressât de lui donner des renseignemens sur cet auteur coupable.

Un mot encore, M. Lacombe dit : *Je signe ce que j'approuve* ; il approuve sans doute aussi ce qu'il signe. Dès-lors, puisqu'en présence de nombreux témoins il a consenti à faire imprimer son nom au bas de la proclamation, il l'a approuvée. Cet acte n'était point un acte notarié ; il n'était pas nécessaire que le nom de M. Lacombe fût écrit par lui-même ; dans ce cas, son adhésion formelle équivant à une signature, et cette adhésion, il l'a donnée ; lorsqu'il s'agira de le prouver, les témoins ne me manqueront pas.

J'appelle l'attention de mes lecteurs sur le paragraphe de la page 8 commençant par ces mots : *Mais votre chère proclamation*. M. Lacombe pouvait épargner à son interprète des frais d'imaginerie. Il devait se contenter de ce paragraphe

qui renferme son système de défense. Il pense sans doute que ce retranchement est inexpugnable : voyons. Il résulterait de ce paragraphe que M. Lacombe, dans sa préoccupation administrative a confondu deux proclamations, et qu'il n'a jamais approuvé que celle qui commençait par ces mots : *Lyonnais ! dans les circonstances graves où se trouve notre belle cité ; etc.* Je donne le démenti le plus formel à cette assertion ; et parmi les députés de Roanne, il s'en trouve trois qui la déclarent de la plus grande fausseté. Les deux proclamations ont été lues l'une après l'autre en présence de M. Lacombe. Il les a approuvées toutes deux ; et si celle contre laquelle il a protesté n'a pas été signée par lui, c'est, je le répète, parce que son adhésion, donnée devant plus de douze témoins, équivalait à une signature. La proclamation dans laquelle on fait un appel aux volontaires du Rhône fut approuvée à l'unanimité, l'impression en fut votée sans opposition. Quant au second placard, commençant par ces mots : *Des magistrats perfides*, il donna lieu à de vives discussions ; elles s'établirent en présence de M. Lacombe, qui y prit une part active. Il applaudit à toutes les modifications qui furent apportées dans la rédaction de cette pièce. Mais pour rendre hommage à la vérité, je dois déclarer que, pendant une demi-heure que dura cette discussion, il ne vint pas à M. La-

comme une seule idée, pas même celle qu'il allait plonger le poignard dans le sein d'un magistrat qui a mérité le titre de père des ouvrier*s*. Croyez-vous maintenant, chers lecteurs, que M. Lacombe ait confondu les deux proclamations? S'il vous reste encore quelques doutes, écoutez: encore un épisode de ce drame héroïco-burlesque.

Le placard séditieux, la proclamation incendiaire, est portée de chez l'imprimeur à l'hôtel-de-ville. M. Lacombe s'écrie: *On n'affichera pas cette pièce; elle me compromettrait.* Pourquoi n'a-t-il pas dit alors comme il l'a imprimé depuis: *On a surpris ma signature; je n'ai jamais approuvé cette proclamation.* Il ne l'a pas dit, parce que les nombreux témoins de cette scène lui auraient donné un démenti. Mais ces témoins existent; ils seront entendus, et l'heure de la justice sonnera peut-être enfin.

Encore deux légères observations à M. Lacombe. Il prétend que les citoyens accourus à l'hôtel-de-ville pour l'éclairer de leurs conseils auraient dû *rester chez eux*. Pour ma part, je suis de son avis. J'étais beaucoup mieux chez moi qu'à Roanne. Ils sont venus, ajoute-t-il, *salir ce qu'ils touchaient*. Oh! M. Lacombe! savez-vous bien que ce que vous dites-là n'est pas poli. *Vous salir*? Il me semble que c'est impossible.

M. Lacombe termine son chef-d'œuvre par ces mots: *Je crois que vous avez maintenant le mot*

de l'énigme ? Il m'est bien pénible que M. Granier me force à tous ces détails.... Je les donne sous toutes réserves de droit.

Sublime dénouement et digne de l'exorde ! L'énigme a sans doute deux *mots* : car celui que je donne me paraît assez clair. De grâce, faites attention à ces mots : *Il m'est bien pénible*. Le pauvre homme ! Et puis des points.... Lyonnais ! voilà des points accusateurs ! ils déposent contre votre ingratitude ! Aux prochaines élections, je vote pour M. *Lacombe*.

A. GRANIER,
Gérant de la Glaneuse.

RECUEIL

DES TRAITS DE COURAGE ET DE DÉVOUEMENT, ANECDOTES CURIEUSES, PARTICULARITÉS REMARQUABLES, ÉVÉNEMENS DIVERS QUI ONT EU LIEU PENDANT LES TROIS FUNESTES JOURNÉES.

Le mardi à 7 heures du matin, M. Tonnelier, artilleur de la garde nationale des Broteaux, aidé de ses deux fils, amena en ville les deux pièces affectées au service de ce faubourg. Il eut à vaincre, dans cette périlleuse entreprise, les efforts des ouvriers de ce quartier qui s'y opposèrent de tous leurs moyens, et l'assaillirent de coups de pierre. En rendant à ses chefs supérieurs l'arme qui lui avait été confiée, M. Tonnelier n'a mérité que des éloges, et son courage doit être signalé.

Le brave capitaine Zindel s'aventurait si souvent en avant de sa compagnie, que ses amis le forcèrent à quitter le champ de bataille, et le firent entrer dans une maison où ils l'enfermèrent; mais son ardeur bouillante fut indomptable. Fermez les portes, disait-il, je sauterai par les fenêtres.

Quand il fut question de rompre la barricade du faubourg de Bresse, qui s'opposait à la retraite de la troupe, la première compagnie qui allait en tête montra de l'hésitation; le général fit un appel aux braves voltigeurs du 66^e, qui se précipitèrent avec une ardeur incroyable et enlevèrent la barricade après un combat à l'arme blanche, où ils laissèrent quinze des leurs.

Un détachement de tirailleurs de la garde nationale, embusqué sur le quai de Rétz pour tenir tête aux ouvriers qui tiraient des Broteaux, était là depuis le matin; ils déjeûnaient sur les parapets du quai, tout en faisant le coup de feu, quand tout-à-coup le torrent populaire déborda autour d'eux et les força à une retraite précipitée.

De midi à trois heures, sur la place de la Déserte, un homme très-bien vêtu désarma successivement cinq gardes nationaux, tout-à-fait inoffensifs, et transporta leurs fusils dans une maison publique de la rue des Bouchers.

Le mercredi matin vous n'eussiez reconnu personne dans les rues de la ville, les élégans fashionables, les petits-maîtres à la mode avaient

endossé la veste et avaient quitté le castor pour la modeste casquette. C'était l'ordre du jour.

Le brave lieutenant Willarme est mort de sa blessure.

A travers l'œil de bœuf d'un des pavillons du pont Morand, du côté des Broteaux, un individu faisait sur la garde nationale un feu tellement continu, que l'on présume que les armes qu'il prenait successivement étaient chargées derrière lui par d'autres personnages. Il était malheureusement d'une telle adresse que tous ses coups étaient funestes. Un artilleur l'ayant aperçu pointa sa pièce sur ce foyer de carnage; le boulet cassa un des angles du pavillon, et manqua le but de deux pieds : l'individu ne tira plus.

M. Tu**, après s'être défendu vaillamment, ne pouvant résister au nombre, fut fait prisonnier par les ouvriers. Un de ceux-ci le plaça devant lui, et s'en servant comme d'un bouclier, chargeait son arme, abrité par son corps, et faisait feu par-dessus son épaule.

L'incendie des pavillons du pont Lafayette dura jusqu'au lendemain matin. Deux longues flammes brillèrent toute la nuit; la lueur rougeâtre qu'elles jetaient au loin donnait au tableau du quai de Retz un caractère fantastique infernal qui épouvantait les acteurs mêmes de cette scène diabolique.

Les ouvriers qui des Broteaux soutenaient le feu de la garde nationale de l'autre rive et d'une bouche à feu qui les mitraillait, étaient tout au plus quarante; mais l'ardeur qu'ils apportaient au combat faisait paraître leur nombre beaucoup plus grand: ils n'eurent pendant toute la journée que six blessés.

Le premier parlementaire qui fut envoyé par M. le général, aux ouvriers retranchés derrière la barricade du pont Morand, portait un drapeau blanc. Les ouvriers crurent d'abord que les ennemis de notre gouvernement voulaient leur faire arborer ce signe de rébellion; ils firent une décharge sur le parlementaire, qui heureusement ne l'atteignit pas. Ce fut avec beaucoup de peine qu'on leur fit comprendre que tel était l'usage.

Les malheureux ouvriers étaient acharnés au combat, et généreux après la victoire. Sur la place des Cordeliers, quand la vue d'une bande d'ouvriers mit en fuite le détachement que l'on avait placé sur ce point, deux officiers de la garde nationale furent enveloppés par ceux-ci et escortés jusqu'à leur domicile, sans qu'il leur fut fait aucun mal.

Mardi, sur le quai Bon-Rencontre, M^{me} Billard, marchande de bois, a sauvé la vie à un officier de la ligne, blessé, que des ouvriers étaient sur le point de précipiter dans le Rhône.

Le 26 on monta à la Croix-Rousse, sous l'autorisation de M. le Préfet, des fusils destinés à donner des armes aux bons citoyens de ce faubourg qui, pendant huit jours, firent pour maintenir l'ordre un service très-pénible. La calomnie qui noircit les moindres actions, faisait circuler sur nos magistrats, au sujet de ce transport de fusils, des propos capables de rallumer toutes les haines éteintes; mais les braves gens les ont méprisés et n'en ont été que plus ardens à chasser les brouillons qui se mêlaient parmi eux.

Les ouvriers faisaient de l'ordre même au milieu du désordre. Dans la nuit du mardi au mercredi, des ouvriers, qui faisaient dans les Broteaux des patrouilles pour la sûreté de ce quartier, arrêterent trois scélérats qui, sous le motif de demander des armes, se faisaient donner de l'argent à toutes les portes où ils allaient frapper.

Mention honorable au lieutenant de la première compagnie des grenadiers, M. Pe***; nous dénonçons son zèle infatigable à la reconnaissance de ses concitoyens.

M. Dob***, homme d'une frêle santé, est resté à cheval pendant toute la journée du mardi, servant d'aide-de-camp et portant sur les divers points du combat des ordres de l'état-major : sa belle conduite mérite que l'on en fasse mention.

Comment se fait-il que du moment que les troupes ont battu en retraite, le tocsin ait sonné dans presque toutes les églises de la ville. A quel intention ceci a-t-il été fait, et qui en a donné l'ordre?

Mardi, dans la rue du Commerce, un serrurier qui, au fond de sa boutique, se chauffait à son poêle, eut son bonnet emporté par une balle qui avait traversé sa porte : il en fut quitte pour une touffe de cheveux de moins.

Il est impossible de rendre l'étonnement des habitans du quartier des Terreaux, quand le mercredi au lever, de l'aurore ils virent l'Hôtel-de-Ville gardée par un poste d'ouvriers, et leurs patrouilles circuler librement dans les rues. L'étonnement que témoignèrent les ouvriers quand on leur offrit l'Hôtel-de-Ville peut seul lui être comparé.

Dans les cruelles circonstances dont nous venons d'être témoins, le sieur Vial, qui lors des événemens de juillet avait déjà rendu de grands services à la cause du patriotisme comme à celle de l'humanité, s'est acquis de nouveaux droits à l'estime et à la gratitude publique. Il s'est courageusement mêlé dans les groupes de malfaiteurs qui s'étaient mis à la place des véritables ouvriers et qui portaient avec eux le pillage et la flamme. Il est parvenu, par sa prudence et sa présence d'esprit, à contenir leur rage incendiaire et dilapidatrice : et plusieurs témoins nous ont assuré

que c'est en grande partie à son intervention seule qu'est due la conservation de la maison Nivière ainsi que la caisse générale, où les pillards avaient déjà, le fatal mercredi, commencé une tentative à laquelle les deux factionnaires n'auraient pu s'opposer sans l'heureuse et énergique intervention du sieur Vial, aidé d'autres honnêtes citoyens qu'il avait appelés à son secours.

Il est consolant d'avoir de pareils traits à signaler, et nous éprouvons une vive satisfaction à pouvoir les porter à la connaissance de nos lecteurs.

Pendant qu'on dévastait la maison Oriol, on a vu des hommes couverts de haillons, jeter des sacs d'argent dans le Rhône : au milieu de ces actes d'un désintéressement inoui, un homme du peuple prit dans un tas de linge une chemise d'une toile fine dont il se revêtit sur-le-champ, et jeta au feu la sienne qui était ensanglantée.

Un officier de la ligne, commandant à sa compagnie de marcher au feu, fit sortir des rangs un soldat qui montrait de l'hésitation, alléguant qu'il avait un ami parmi les ouvriers. Sors d'ici, lui dit cet officier, tu es un mauvais soldat et tu gênerais les autres : en avant, marche.

Lors du passage de la troupe dans le faubourg de Bresse, l'acharnement des combattans était tel qu'après avoir épuisé leurs munitions ils jetèrent par les fenêtres tous les meubles de leurs appartemens : un soldat de la ligne reçut sur l'épaule un poêle en fonte tout allumé.

Pendant qu'on se battait dans la rue du Commerce un homme dont la femme était aux douleurs de l'enfantement, fut tué sur sa porte d'allée au moment qu'il sortait pour aller chercher un médecin. Sa jeune épouse à qui l'on vint imprudemment apprendre cette triste nouvelle, en mourut de douleur.

Un blessé porté chez un médecin de la rue du Commerce s'écria en montrant un écu de six francs : voilà la cause de ma blessure.

Quand le poste de la Monnaie fut emporté par les ouvriers, le directeur de cet établissement s'ouvrit franchement à eux et leur annonça qu'il avait quinze cent mille francs en magasin; les

ouvriers se rendirent dignes de cette confiance, et firent respecter la propriété du gouvernement.

Nous devons signaler à la reconnaissance de nos concitoyens les sieurs Muguet (Michel-François), et Jean-Baptiste Favre, qui dans la matinée du 23 ont contribué au rétablissement de l'ordre à l'Hôtel-de-Ville et à la maison Oriol, où leur vie courut le plus grand danger; c'est à leur zèle que nous devons d'avoir eu spontanément sous les armes les quartiers de Saint-Georges et de Saint-Just, qui les secondèrent pour garantir les droits des citoyens et faire respecter les propriétés.

Le sieur Chaboud, capitaine de voltigeurs de la Croix-Rousse, prévint M. Richan, maire du faubourg, des désastres qui avaient lieu dans la maison Oriol. M. Richan lui donna l'ordre par écrit de faire annoncer par un tambour qu'il invitait tous les bons citoyens à prendre les armes pour le maintien de l'ordre. Une quarantaine de gardes nationaux s'étant réunis, descendirent dans le quartier des Capucins et formèrent des postes de distance en distance. C'est en grande partie à ces braves et honnêtes citoyens que l'on a dû le prompt retour de la tranquillité publique.

Lors de la prise de la caserne des Colinettes, M. G...t, négociant et sous-lieutenant de la garde nationale, entraîné par des ouvriers, allait être fusillé par ces forcenés, quand le sieur Chaboud, s'interposant à la fureur des combattans, parvint à le dégager au péril de sa vie.

Le 22, lorsque les ouvriers poursuivaient les gardes nationaux dans la rue de l'Annonciade, on les prévint que quelques-uns d'entre ceux-ci s'étaient réfugiés chez M. Chomet, au bas de la côte des Carmélites. Ils enveloppèrent le domicile dudit sieur Chomet, frappèrent à sa porte et le sommèrent, au nom de la loi *du plus fort*, de leur ouvrir. De tels argumens étaient irrésistibles, les portes leur furent ouvertes. Ils entrèrent et firent leurs perquisitions avec ordre; ils trouvèrent dans le corridor d'une cave trente fournimens complets de gardes nationaux : les propriétaires de ces fournimens s'étaient évadés : bien leur en prit.

Dans le nombre des blessés portés à l'Hôtel-Dieu, les médecins ont reconnu sur l'épaule de quelques-uns les marques de la flétrissure. A

propos de quoi les forçats libérés avaient-ils pris fait et cause pour les ouvriers?

Mardi il ne restait pour garder la caserne de Serin que trente soldats sans munitions. Ces malheureux, cernés de toutes parts, prévoyant une mort certaine, tentèrent de se retirer par le faubourg de Vaise; mais la barrière avait été fermée. Poursuivis par un grand nombre d'ouvriers, ils ne virent de salut que par les moyens d'escalade; la peur leur donna des ailes, et quelques-uns franchirent des murs d'une hauteur effrayante.

Mercredi à trois heures, quand la place des Terreaux, entièrement nue, offrait le spectacle d'une vaste arène où quelque lutte sanglante allait être livrée, un garçon d'hôtel faisait parvenir, au moyen d'une corde, un panier de comestibles à des gardes nationaux embusqués aux fenêtres des maisons; des soldats qui, placés à une distance éloignée, crurent sans doute voir dans ce simple fait quelqu'acte de trahison, firent imprudemment feu sur lui, et le tuèrent.

Par un arrêté du conseil-d'état il fut établi en

1744 un tarif qui fixait le prix des façons d'étoffes de soie; en 1804, d'après l'ordre de M. Najac, préfet du département, un nouveau tarif fut également établi. Pourquoi ces tarifs faits légalement et de l'aveu des parties contractantes, ont-ils différé entre eux, et pourquoi le dernier n'a-t-il plus force de loi? Toute la question du tarif est là.

Un détachement de troupe de ligne, posté entre la rue Vieille-Monnaie et la Cour du Soleil, fut éveillé au milieu de la nuit par une fausse alerte, qui le fit fuir avec une telle rapidité que les soldats y perdirent leurs sacs et leurs schakos. Ce ne fut que le lendemain au jour que l'on connut la cause de cette terreur panique; c'était le bruit d'une caisse de tambour qui avait roulé par la Grande-Côte.

Le lundi à trois heures les ouvriers ayant épuisé le peu de munitions qu'ils avaient pu se procurer, se disposaient à abandonner leurs positions et à renoncer au combat, quand un des leurs découvrit dans la cave d'un débitant de poudre un baril qu'aussitôt ils confectionnèrent en cartouches. Ils coupèrent les plombs de leurs mécaniques à la Jacquard, qu'ils firent fondre dans des dés à cou-

dre, pour en faire des balles; quelques-uns se contentèrent de les broyer en morceaux informes; les blessures provenant de ces projectiles furent presque toutes mortelles.

Mercredi, M. Se****, officier de la garde nationale et vice-président du Tribunal des prudhommes, fut arrêté dans le faubourg de Bresse et menacé d'être jeté au Rhône: les forcenés auraient indubitablement mis à exécution ce projet meurtrier, sans l'intervention du sieur D..., charcutier de la rue Royale, qui ne craignit pas de compromettre sa propre sûreté pour l'arracher des mains de ces furieux.

M. Ju***, miroitier, sauva la vie à un officier de la ligne, que de lâches assassins voulaient également précipiter à la rivière.

M. Coll., capitaine de la garde nationale, qui avait passé la nuit à sa campagne, allait mercredi matin, en uniforme, rejoindre sa compagnie; arrivé dans la rue Désirée, il fut arrêté par une sentinelle d'ouvrier, et là seulement il apprit les événemens qui venaient de livrer l'Hôtel-de-Ville

aux mains du peuple. Sa surprise fut extrême, et il eût peut-être été victime de son ignorance sans le conseil de ce brave ouvrier qui l'engagea à quitter un habit qui pouvait le compromettre. M. C... rentra chez lui à demi vêtu.

Lors du désastre de la fatale retraite, quelques soldats blessés, abandonnés sur le quai, furent recueillis par des femmes qui les firent transporter dans leurs domiciles, où elles leur prodiguèrent tous les soins que leur état nécessitait. Jusques-là rien que de naturel dans ces actes d'humanité ; mais ce que l'on aura peine à croire, c'est l'accueil généreux que firent à ces malheureux blessés les maris de ces mêmes femmes, qui, ouvriers, revenaient du combat les mains encore teintes de sang. Ce mélange de générosité et de barbarie forme un contraste inexplicable.

M. M..., voulant rentrer chez lui mardi soir, fut arrêté dans les environs de la place des Terreaux, par un homme connu et que nous nous abstiendrons de nommer. Cet individu conseilla à M. M... de quitter son habit et son fusil, s'il ne voulait pas être tué par les ouvriers embusqués

aux carrefours des rues. M. M..., croyant que ce conseil venait d'un honnête homme, le suivit avec empressement et abandonna son arme aux mains de cet étranger; mais il n'eut pas fait cinquante pas qu'il fût atteint à la jambe d'un coup de feu.

Le sieur François Pithion, garçon de peine de la maison O... D..., dans la matinée du mercredi fut chargé par ses chefs de transporter leurs manteaux de leur magasin à leur domicile. Comme il exécutait cette commission, en traversant la place de la Comédie il fut arrêté par une patrouille d'ouvriers qui le prenant pour un voleur, le conduisit à l'Hôtel-de-Ville et le livra entre les mains d'une espèce de conseil de discipline militaire qui sans plus de formes le condamna à être fusillé: l'exécution devait être aussi prompte que le jugement, les formalités furent courtes, on ne lui banda pas même les yeux; les hommes chargés de cette fonction le couchaient déjà en joue quand une personne trop modeste pour que nous la nommions se précipita sur lui en se criant: Arrêtez! vous allez commettre un crime, cet homme n'est pas un scélérat; j'en répons sur ma tête. Cet incident fit suspendre l'exécution; pendant ce temps les informations furent favorables au parvenu. Le jugement fut révoqué, et le

malheureux Pithion que le poids de cette accusation avait étourdi, et à qui la vue de la mort avait suspendu l'usage des sens, conserva plusieurs jours depuis ce fatal moment une extinction de voix totale.

Lorsqu'il fut arrêté que les troupes quitteraient la ville, et que la garde nationale eut reçu avis de cette détermination, M. B..., lieutenant, rassembla le détachement qu'il avait sous ses ordres et lui parla à peu près en ces termes : « Messieurs, « d'après la décision du conseil militaire qui « vient d'avoir lieu, la garnison renonce à une « défense qu'elle a reconnu nuisible et impossible; « en conséquence elle se retire hors des murs de « la ville. Quelques compagnies de notre garde « nationale ne voulant pas désunir leur sort de « celui de la garnison vont opérer de concert « avec elle une retraite qu'imposent la prudence « et l'humanité. Vous êtes libres de les suivre. « Quant à moi, qui suis guidé par d'autres considérations, on m'excusera de ne pas approuver cette détermination; je crois que si notre devoir de citoyen nous a fait prendre les armes pour le maintien de l'ordre public, nos devoirs de fils, d'époux et de père nous imposent l'obligation de rester dans nos familles et de ne pas

« abandonner nos affections et nos fortunes à
« la merci de gens qui peut-être abuseront de
« leur victoire si rien ne s'oppose aux premiers
« actes de leur vengeance. » Après cette courte
allocution, M. B. fit rompre les rangs à sa compa-
gnie, et tous d'un commun accord rentrèrent
dans leurs foyers.

OPINION

DES

PRINCIPAUX JOURNAUX DE PARIS

ET DE LA PROVINCE,

SUR LA RÉVOLUTION DE LYON.

LE MONITEUR.

29 novembre.

C'est d'abord une circonstance bien remarquable que l'absence complète de toute idée politique, de tout symbole de parti, de toute clameur séditieuse, à travers ces désordres. On a vu qu'au milieu des excès de la passion, pas une pensée ne s'était dirigée contre l'ordre de choses existant; c'est la première fois, depuis quarante années, que des émotions si violentes éclatent sur un point de la France sans aucun mélange d'irritation contre le gouvernement lui-même.

Elle est donc déjà bien profonde dans la conviction des peuples, bien vieille dans leurs affections, cette dynastie proclamée par la

France il y a quinze mois à peine. Quelle leçon pour ceux qui demandent des suffrages populaires, des registres municipaux, des votes consultatifs ! Quels votes plus significatifs, quelle confirmation plus éclatante que ce respect de la révolte elle-même, de la révolte en arme, qui, dans ses cris de fureur, n'osé proférer une parole menaçante pour la royauté, la sauve-garde de tous; pour la royauté, faisant toujours l'espoir secret de ceux mêmes qui en appellent au désespoir !

Qu'on n'abuse pas de nos paroles. Nous n'excusons rien ici; nous expliquons. Nous montrons à la société attaquée dans de chères garanties, qu'au moins il en reste une, de l'aveu des hommes les plus exaspérés, une seule, toujours inattaquable, et celle-là, c'est un trône nouvellement fondé, mais devant lequel on sent déjà qu'est ouvert un avenir immense ! Au delà de ce trône, personne ne voit donc autre chose que le chaos ! Cela frappait encore d'évidence, à travers leurs excès, ceux-mêmes qui ne voyaient plus rien, et qui se précipitaient en aveugles au devant de tous les hasards !

C'est donc là une explosion purement locale; c'était la révolte d'un intérêt particulier, qui, tout en violant les lois, et en bra-

vant les autorités de la commune, ne s'attaquait cependant pas aux pouvoirs généraux de l'état. La question était bien loin de là : le lendemain même de ces excès, vers qui se tournait le malheur, le repentir, le remords ? Vers l'héritier de ce trône national, qu'on invoquait comme un réparateur, au moment où il courait lui-même au devant de ces vœux.

Il y a pour les gouvernemens naissans des jours d'épreuve qui valent des siècles de durée. Après quinze ans une autre dynastie était encore en question ; et une crise de ce genre l'eût renversée sans efforts. Après quinze mois la dynastie élue est déjà hors de cause, et cette crise n'apporte qu'une sanction nouvelle à son autorité, en fournissant à l'opinion nationale l'occasion de se manifester énergiquement. C'est un grand résultat ! C'est une puissante garantie pour le pays, pour les institutions !

Les partis surtout y trouveront un avertissement sévère. Trois opinions se sont montrées souvent avides, depuis la révolution de juillet, de saisir les occasions de désordre qui pouvaient se rencontrer ; aucune d'elles n'a osé intervenir ici. C'est qu'il n'y a plus de drapeau possible contre le drapeau national !

Aussi les ouvriers de Lyon se sont-ils promptement divisés en deux partis, l'un rêvant dans son délire les scènes de Bristol, l'autre se rappelant tout à coup avec remords les exemples de juillet, et tous deux s'accusant mutuellement, et faisant des patrouilles l'un contre l'autre. C'est ce qui arrive à toutes les factions triomphantes. La société est bientôt vengée d'elles, par elles-mêmes. Elles se rendent justice dans leur propre sein par leurs divisions, avant que justice leur soit rendue par l'opinion générale. Laissez-les faire d'abord ! c'est un premier moyen de réparation ; la force et la sagesse du gouvernement feront le reste.

MESSAGER DES CHAMBRES.

1^{er} décembre.

Du rétablissement de l'ordre par la population elle-même, il résulte que personne ne demande un déploiement de forces et de rigueurs contre une masse d'hommes qui, après un premier et coupable emportement, ont spontanément reconnu leur faute au moment de leur triomphe, et semblent dès-lors n'avoir plus eu d'autre pensée que de la réparer autant que possible en se substituant eux-

mêmes, pour le maintien de l'ordre, à la force publique contre laquelle ils s'étaient révoltés.

D'une autre part, un exemple funeste, et qui pourrait être contagieux, a été donné par les ouvriers Lyonnais aux autres populations manufacturières, l'éloge et le blâme sont justement mêlés dans l'appréciation que l'opinion fait de leur conduite à ses différentes phases, et l'on ne croit pas qu'il soit possible de terminer cette affaire, non pas sans rigueurs terribles, mais du moins sans une réparation quelconque faite aux droits de la justice, de la propriété industrielle et de l'ordre social, que compromettrait une indifférence absolue, laquelle semblerait de la part du pouvoir une approbation dangereuse.

Quant au motif spécial qui avait égaré les ouvriers Lyonnais, savoir le tarif de fabrication des tissus de soie unie, le maire et le conseil municipal, de concert avec les chefs de section des ouvriers, viennent de prendre un arrêté qui nous semble prouver que les fabricans n'avaient nullement voulu spéculer sur la détresse de la classe ouvrière, et que cette classe a tout à coup été frappée d'un vertige d'exaspération aussi injuste qu'aveugle. Il est vrai que la misère extrême ne raisonne pas, mais il est vrai aussi que les fabricans n'étaient

pas les auteurs de cette détresse due à la baisse générale des tissus lyonnais sur les marchés de la France et de l'Europe.

JOURNAL DES DÉBATS.

29 novembre.

Les ouvriers révoltés ont de singuliers amis qui ne pensent point comme les hommes de sens. Pour eux, les circonstances atténuantes sont l'objet de si éclatans éloges, que, s'ils n'osent pas en remercier l'attentat qui leur a donné lieu, c'est qu'il y a en France une morale publique qu'on ménage encore, pas pour long-temps, j'en ai peur. Ce qu'on a dit pour excuser la révolte des ouvriers, ne se peut pas lire sans étonnement. On y a mis de la subtilité, du casuisme. Admirez la modération, nous a-t-on dit; les ouvriers n'ont point pillé, ils n'ont fait que dévaster. Ils ont saccagé, ils n'ont point volé. Qu'est-ce à dire? Le droit sacré de propriété n'a-t-il pas été indignement violé? Le domicile des citoyens n'a-t-il pas été envahi par des furieux? Qu'importe qu'on n'emporte rien de ma maison, si on n'y laisse pas pierre sur pierre? Qu'importe qu'on me pille honnêtement, si on me pille? Admirez donc cette modération qui consiste à dévaster la propriété des citoyens avec une espèce de

délicatesse, et qui veut bien s'abstenir de petits délits particuliers dans l'exécution d'un crime horrible !

Ceux qui tiennent ce langage ne sont pas les amis de l'ouvrier ; car en lui persuadant qu'il n'y a de véritable crime que celui qui profite au coupable, ils lui donnent peu à peu cette idée fausse et désastreuse, qu'un crime qui ne rapporte rien à son auteur n'est pas un crime, et qu'on pèche moins contre la société en volant un mouchoir de soie à un fabricant, qu'en forçant sa maison et en brûlant ses marchandises sur la place publique. C'est par de tels sophismes qu'on égare la raison des classes inférieures ; c'est en exaltant la générosité de ces victoires anti-sociales qu'on excite le peuple qui vit de travail à tenter des luttes désastreuses qui ne lui rapportent que de stériles éloges et de fort inutiles sympathies.

LE TEMPS.

26 novembre.

Quand la propriété est menacée, il n'y a plus d'opinion politique, de nuances de ministérialisme et d'opposition.

Il y a besoin de porter secours immédiat à ce qui le réclame. Nous suspendons les griefs

du pays, et nous appelons le concours de toutes les forces autour du gouvernement protecteur des intérêts.

Toute sédition est un grand désordre; il n'y a pas un citoyen qui ne soit frappé dans sa personne et dans sa propriété. Aide donc au gouvernement!

Nous invoquons nous-mêmes des mesures promptes et fortes. Il faut éviter que l'esprit de rébellion s'étende. Les mouvemens d'ouvriers sont contagieux. Heureusement jusqu'ici aucune nouvelle alarmante n'est parvenue des villes manufacturières.

Lyon est un point central. Par une prompte répression, le gouvernement doit veiller à ce que le feu de la politique ne prenne pas à une question toute d'intérêt matériel. On sait combien les paysans de la Drôme et de l'Isère sont exaltés! Le midi est ainsi heureusement coupé du foyer de la sédition.

Au reste tout se calmera. Une révolte d'ouvriers en France ne peut devenir un danger lorsqu'un gouvernement s'appuie sur la classe moyenne, la garde nationale et l'armée de ligne.

GAZETTE DE FRANCE.

27 novembre.

Les trois journées de Lyon, 21, 22 et 23 novembre, ont commencé et fini comme les trois journées de Paris. Des attroupemens, des barricades ont eu lieu dans la première journée, puis les sommations, puis les recours à la force armée, et l'entrée des troupes, commandée par un lieutenant-général, enfin, une guerre dans les rues, des décharges et des succès balancés le premier jour. Le second jour, avantage marqué de l'insurrection. Le troisième jour départ des autorités et des troupes, et occupation de l'Hôtel-de-Ville et des édifices publics par les insurgés.

Ainsi ce qui a été fait il y a quinze mois dans la première ville du royaume, se trouve reproduit dans la seconde ville de France.

Il y a cependant une différence entre les journées de Paris et celles de Lyon, c'est que les journées de Paris furent faites contre des mesures politiques et pour une question de liberté. Si Charles X eût retiré ses ordonnances dès les premiers jours, la sédition s'apaisait et l'ordre matériel était rétabli. A Lyon, la cause de l'insurrection est dans la misère causée par la stagnation du commerce, qui

est elle-même un résultat du système dans lequel on est engagé. Il pouvait y avoir retrait des ordonnances, il ne peut y avoir retrait de la misère. Il n'y a donc pas de concessions possibles pour arrêter la sédition : c'est la ville la plus commerçante de France qui demande du travail et du pain.

La force seule, la force matérielle peut surmonter les obstacles qui ont leur source dans les conséquences naturelles d'un état de choses, et cette force peut-on l'employer sans se trouver conduit à la lutte du roi Guillaume contre Bruxelles, ou de l'empereur Alexandre contre Varsovie?

Du 28.

Ce qui s'est passé à Lyon doit être sérieusement médité, afin que tous les chefs de famille sachent bien la position nouvelle où ils sont placés et qu'ils puissent éviter les maux pareils à ceux qui viennent d'accabler la seconde ville du royaume.

Assurément les manufacturiers de Lyon, lorsqu'ils ont fermé leurs ateliers pour ne pas fabriquer à un prix qu'ils croyaient trop élevé pour l'écoulement de leurs marchandises, étaient dans leur droit; mais ils auraient dû considérer si nous étions dans un état de cho-

ses où le droit absolu pouvait s'appliquer sans péril pour eux-mêmes et pour la cité. Il faut bien le reconnaître, tel n'est pas notre état actuel de société. Le principe du gouvernement a été singulièrement affaibli, et quand la tonique baisse dans un concert, tout baisse à la fois. Les chefs de famille doivent se conduire aujourd'hui comme s'ils étaient gouvernement, et la justice des gouvernemens doit fléchir souvent devant la miséricorde.

LE NATIONAL.

29 novembre.

On nous traite presque de factieux, de complices de la révolte, parce que nous ne savons trop si les événemens de Lyon, tels que M. le préfet Bouvier du Molart, avec l'autorisation provisoire du gouvernement, paraît les avoir acceptés et compris, méritent le nom de révolte. On nous dit : Quoi, vous osez parler du courage des ouvriers, et vous vous êtes tus sur celui qu'ont montré les troupes et une partie de la garde nationale ! Une lutte aussi déplorable que celle de Lyon n'est pas pour nous comme un combat de gladiateurs, où nous devons scrupuleusement peser et comparer le mérite des champions. S'il n'est ques-

tion que de la troupe de ligne, il serait superflu de vanter son courage ; elle n'en pouvait pas manquer. Ce que nous aimerons mieux louer en elle, c'est que ce n'est point d'elle que sont venues les provocations ; ce n'est pas elle qui a tiré les premiers coups de fusil. Il était de son devoir de protéger la garde nationale, de défendre à outrance les postes qui lui étaient confiés. Ce n'est pas nous qui nous élèverons contre les récompenses et les éloges qu'elle pourra obtenir du gouvernement ; mais nous sommes bien sûrs cependant que si le brave 66^e de ligne, qui, par une fatalité singulière, est composé de débris de l'ex-garde royale et de volontaires parisiens, eût été libre de choisir ses occasions, il eût mieux aimé de tout autres ennemis que les ouvriers de Lyon. L'Italie à défendre contre l'Autriche, le Rhin à protéger contre la sainte-alliance, seraient, sous une autre administration que la nôtre, des postes plus ambitionnés par les braves soldats du 66^e régiment, comme par tous leurs camarades de l'armée, que les carrefours d'une ville manufacturière. Il est trop visible aujourd'hui qu'en ravissant à ces braves soldats l'honneur de soutenir au dehors la cause de la révolution de juillet, on les a condamnés à se voir trop souvent em-

ployés à des répressions intérieures qui déjà sont bien près de la guerre civile.

GLOBE.

27 novembre.

La conclusion la plus naturelle, la plus pacifique, la plus simple, des événemens de Lyon, est l'abolition des impôts indirects, y compris l'impôt du sel et de la loterie, combinée avec la suppression du jeu de l'amortissement.

Car il n'y a pas d'autre moyen de concilier les intérêts des fabricans et ceux des ouvriers, c'est-à-dire de rendre tolérable à ces derniers la baisse de la main-d'œuvre, que de les soulager du poids des taxes qui les écrasent.

D'un autre côté, pour remplacer les revenus des boissons, du sel et de la loterie, il n'y a rien de mieux à faire que d'appliquer aux dépenses publiques les 87 millions qui forment la dotation annuelle de l'amortissement. L'amortissement n'amortit rien, c'est une fiction onéreuse; nous l'avons prouvé cinquante fois, et l'Angleterre le prouve mieux encore par son exemple.

Et dans la circonstance présente la bourse se montrerait de composition facile sur la

suppression de l'amortissement ; car la bourse veut la prospérité du crédit public et privé : elle attache par conséquent un grand prix à la tranquillité publique. Or aujourd'hui la tranquillité publique est au prix de l'abolition des taxes indirectes. Il faudrait être aveugle pour ne pas le reconnaître.

Du 29.

Quelle que soit l'issue des événemens de Lyon , quels que soient les excès qu'on a à déplorer , il en ressortira au moins ce résultat que les directeurs des classes élevées , et bientôt ces classes après eux , se seront rendu un compte beaucoup plus exact du terrain sur lequel est assise la société...

Ce résultat est immense , car tant que les classes élevées n'auront pas conscience de leur situation et de celle des classes inférieures , leur condition à elle-même ; condition d'inquiétude et de malaise , ne pourra pas être amélioré , et les classes inférieures , de leur côté , s'agiteront en vain pour adoucir leur sort.

Les classes inférieures ne peuvent s'élever qu'autant que les classes supérieures leur tendront la main. C'est de ces dernières que doit venir l'initiative. Si les prolétaires voulaient

par leur seule force s'affranchir, leurs tentatives retomberaient pesantes sur eux. Une autre conséquence du même fait, et celle-là n'est pas moins large, c'est que le mot *politique* changera d'acception. La *politique* dans ces derniers temps n'avait plus de sens ni de portée, les faits de l'ordre *politique* étaient de tous les plus indifférens : les droits *politiques* étaient démonétisés. C'était le signe qu'une autre *politique* était près de surgir. Cette *politique* nouvelle sera celle qui règlera les rapports des individus et des classes sous le point de vue du travail.

Ainsi tout est enchaîné dans un ordre admirable. La société marche d'un mouvement qu'aucune préoccupation, aucun calcul, ne sauraient retarder, vers un avenir où l'importance sociale appartiendra toute aux *travailleurs* harmoniquement organisés, et où tous tiendront à l'honneur de pratiquer le *travail*.

LE MOUVEMENT.

De quelque manière qu'on envisage les événemens de Lyon, il faut avouer qu'ils ont prouvé, de même que l'avait déjà fait la révolution de juillet, que le peuple a aujour-

d'hui plus de douceur, de moralité, de respect pour la propriété qu'il n'en avait autrefois. Qui lui a inspiré ces sentimens ? Sont-ce les censitaires à deux ou trois cents francs ? Non. Les censitaires n'ont que peu de rapports avec le peuple; ils traitent toujours avec lui de maîtres à ouvriers, c'est-à-dire de supérieurs à inférieurs. De pareilles relations n'appellent pas la confiance du subordonné et ne le disposent pas à recevoir des instructions morales de celui qui prétend le commander. L'instruction que le peuple a reçue, il la doit à ces hommes qui sortent de ses rangs, qui s'y mêlent encore et ont avec lui des rapports fréquens entretenus sur le pied de l'égalité. Ce sont les médecins, les avocats, les avoués, les notaires, les artistes de tous les ordres. Voilà les hommes qui exercent sur le peuple une véritable influence, qui le dirigent, le moralisent, connaissent ses besoins et sont à même de les faire prévaloir. Des docteurs cependant ne les ont pas jugés dignes d'être promus au titre d'électeurs. Lorsqu'ils interviennent de fait et très-activement dans tous nos débats politiques, la loi leur refuse une intervention régulière. Il y a dans cette expulsion une telle injustice et une telle inconséquence qu'elle décelé à elle seule tout

le système de la quasi-légitimité qu'on a voulu fonder uniquement sur la richesse et exploiter dans l'intérêt des riches, de leur famille, de leurs cliens et de leurs ayant-cause.

PROPAGATEUR DU PAS-DE-CALAIS.

La révolte de Lyon devrait être une grande et utile leçon pour nos hommes du *statu quo*. De ces événemens terribles et immenses dont nous venons d'être les témoins ; de cette lutte entre le maître et l'ouvrier sur la fixation des salaires, résulte clairement que notre industrie se meurt si notre législation civile et fiscale ne change pour elle, si en diminuant ses charges on ne lui rend la faculté de lutter contre la concurrence étrangère.

Mais, dira-t-on, pourquoi cette concurrence étrangère est-elle redoutable ?

Économiste d'un jour, écoutez :

La concurrence étrangère est redoutable.

Parce que ailleurs la main-d'œuvre est à meilleur marché.

Pourquoi la main-d'œuvre est-elle ailleurs à meilleur marché ?

Parce que la vie coûte moins cher.

Pourquoi la vie coûte-t-elle moins cher ?

Parce que les denrées de première nécessité sont à plus bas prix.

Pourquoi ces denrées sont-elles à plus bas prix?

Parce que les droits sur les boissons et sur le sel sont moindres : parce que les lois sur les céréales et sur le bétail sont plus favorables au peuple : parce que le gouvernement mettant plus d'économie dans ses dépenses , a besoin de moins d'impôts.

PATRIOTE DU CALVADOS.

Tout le monde est bien persuadé maintenant qu'il n'est plus au pouvoir d'aucun parti de se servir du peuple comme d'un instrument , alors même que le peuple se trouve dans le plus violent état de passion et d'effervescence. Que tous les rêveurs politiques se le tiennent donc pour dit : le peuple n'agira plus que pour lui , et ne s'attachera avec dévouement et reconnaissance qu'à la bannière sur laquelle se liront ces mots : *travail , aisance , bien-être*. Le concours est ouvert ; que les partis s'engagent franchement dans le chemin des améliorations , car le triomphe est là : monarchie , royauté constitutionnelle , république , il y a des chances pour tous , mais à une condition seulement , c'est qu'ils feront oublier par des bienfaits matériels les imperfections nécessairement attachées à leur nature.

COURRIER DE L'HÉRAULT.

Malheureusement l'ouvrier, ne jugeant que sur l'extérieur, ébloui par le contraste du luxe avec sa misère, exaspéré par la vue de jouissances sociales qui doubleraient ses privations, n'était pas capable de distinguer le vrai du faux, de faire la part des situations, de calculer les pertes éprouvées depuis long-temps, d'apprécier les chagrins secrets qui minaient celui dont il enviait le sort, de juger de la douleur d'un homme dont la faillite menaçait le nom honorable, et la fortune acquise par de longs travaux. Il ne prévoyait pas qu'une augmentation de salaire nécessiterait une hausse dans les prix et entraînerait la difficulté de vendre et la fermeture peut-être des ateliers. Ces considérations, puissantes devant la saine et froide raison, pouvaient-elles être d'aucun poids sur l'homme qui, épuisé par les privations du jour, n'avait d'autre perspective que celle du lendemain? Ah! ne jugeons pas sa conduite le Code pénal à la main : déplorons sa misère, son ignorance, dont la société elle-même est avant tout responsable.

JOURNAL DE LA COTE D'OR.

L'impression qu'ont faite à Paris les nou-

velles de Lyon a été générale et profonde ; mais la presse nous paraît avoir mieux saisi le véritable caractère de ces événemens que la tribune. Celle-ci s'est montrée creuse, vide et passionnée. Le ministère a paru prévenu de craintes excessives, de préoccupations personnelles ; les Chambres ont offert le triste reflet d'une opposition peu unie, d'une majorité qui avait perdu son sang-froid, et d'une minorité redoutant par dessus tout de paraître approuver la marche et la conduite du ministère, et de lui donner un bill d'indemnité.

La presse au contraire s'est montrée unie sur ce grand désordre social ; elle l'a déploré, elle a fait trêve un instant à tous les dissentimens politiques, à toutes les nuances d'opposition, pour connaître les causes de cette calamité qui se révélait si profonde, et pour en rechercher les remèdes.

JOURNAL DE LA DROME.

Les bons, les véritables ouvriers, ceux qui se défendent d'avoir été les agresseurs, et qui protestent par leurs discours et par leurs actes, n'avaient eu d'autre projet que celui de repousser les mesures acerbes dont ils se croyaient menacés ; ces ouvriers qui avaient

bien pu n'être pas étrangers, dans un moment d'exaspération, à des idées de vengeance, reconnurent tout de suite ce qu'il y aurait de déshonorant pour eux dans des actes si froidement atroces. Justement effrayés de cette tourbe d'hommes sinistres qui déjà commençaient à se glisser dans leurs rangs et à faire entendre des paroles de proscription et de ravage ; effrayés surtout des excès auxquels, en se grossissant, pouvait se porter ce ramas impur d'auxiliaires inconnus qui accouraient à eux de toutes parts, ils prirent la généreuse résolution de les contenir de tous leurs moyens, et l'exécutèrent avec un courage et un désintéressement auxquels nous ne saurions décerner trop d'éloges. Oubliant dès ce moment la querelle qui d'une même population avait fait deux camps ennemis, ils ne voulurent faire apercevoir que la vie et les biens de leurs concitoyens était à leur discrétion, que pour démontrer d'une manière plus éclatante qu'ils n'avaient conspiré, ni contre l'une ni contre les autres.

JOURNAL DE ROUEN.

Si nous avons blâmé sévèrement les autorités de Lyon, le jour où, par l'établissement d'un tarif, elles ont jeté dans cette ville les

semences de l'affreuse sédition qui vient d'éclater ; si nos paroles ont été écoutées au sujet de l'inertie des ministres et des députés en matière d'améliorations financières , nous n'en donnons pas moins notre adhésion entière aux mesures prises pour réprimer la sédition. Que l'on soit bienveillant envers toutes les classes de la population et particulièrement envers celle qui supporte les travaux les plus lourds ; qu'on aille au devant de ses besoins , qu'on lui prodigue instruction , moralité , secours , nous le demandons à mains jointes à ceux qui disposent du pouvoir. Mais du jour où la plainte fait place à la révolte armée , quand la sécurité des personnes et des propriétés est brutalement menacée ; quand on exige , avec violence , de quelques-uns des sacrifices auxquels ils ne peuvent participer seuls ; alors il n'y a plus à pactiser ; la fermeté est exclusivement de mise ; il faut , en gémissant , se résigner à opposer la force à la force , quelque déplorables que puissent être les conséquences de son emploi. Une pareille nécessité est affreuse ; mais il vaut mieux s'y soumettre que de voir une ville industrielle , comme Lyon , livrée à la dévastation et à l'anarchie ; car de tous les maux , il n'en est pas de pire que l'a-

narchie, et ceux qui s'y abandonnent deviennent ses premières victimes.

PATRIOTE DU PUY-DE-DOME.

Un milliard six cent millions! et nos ministres viennent triomphans nous apprendre que cent mille hommes se sont révoltés à Lyon, parce qu'ILS MOURAIENT DE FAIM, et que nul autre motif ne les a poussés à la révolte! Réjouissez-vous, il y a de quoi. On condamne à mort un capitaine qui a perdu son équipage, et l'on ne mettra pas en jugement un ministre qui a réduit cent mille hommes à se révolter parce qu'ILS MOURAIENT DE FAIM! *Mourir de faim!* Savez-vous ce que c'est que *mourir de faim*? Avez-vous jamais eu *faim*, hommes du centre, voteurs et avaleurs du budget? Eh bien! nous en sommes là : moitié de cette France à qui vous demandez 1,600,000,000 f., *mourt de faim*; voilà pourquoi elle ne les paiera pas. Maintenant réjouissez-vous, hommes du centre : ce n'est point la politique qui a causé la révolte de Lyon, c'est la *faim* !...

DISCOURS

DE M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL

SUR LES TROUBLES DE LYON.

MESSIEURS,

Dans la séance du 25 novembre dernier, j'ai eu l'honneur de donner communication à la Chambre, par ordre du roi et de l'avis de son conseil, des douloureux événemens dont la ville de Lyon venait d'être le théâtre.

Un récit sincère des faits tels qu'ils nous étaient annoncés par un chef d'administration, à défaut de rapports directs du préfet et du commandant militaire; l'exposé des mesures prises; et la conviction, témoignée par le ministère, de faire face à toutes les nécessités avec les lois existantes, provoquèrent de la part de cette Chambre un témoignage de confiance et d'assentiment qui nous donnait une nouvelle force en même temps qu'il nous imposait de nouvelles obligations, celle surtout de compléter ultérieurement l'exposé qu'elle avait accueilli avec tant de bienveillance. Tel est l'objet de la communication que nous avons l'honneur de lui faire aujourd'hui.

C'est d'ailleurs vous rendre compte, en grande partie, de votre ouvrage; car l'heureux accord des pouvoirs, si franchement manifesté par l'adresse de la Chambre au Roi, a puissamment contribué à exciter les efforts généreux de l'armée et des bons citoyens

pour le rétablissement de l'ordre , et à intimider les passions qui auraient pu chercher à exploiter ces éléments de troubles.

Nous venons donc , en quelque sorte , acquitter une dette en remplissant ce devoir , et c'est ainsi que nous croyons rendre un hommage digne , d'elle à notre révolution , qui n'a pas de résultat plus vrai , de plus solide garantie que l'harmonie des pouvoirs constitutionnels , parce que là seulement réside la force des institutions et du gouvernement.

La première communication déjà soumise à la Chambre s'arrêtait au départ du prince royal et de M. le maréchal ministre de la guerre : c'est à cette date que je vais reprendre ce nouvel exposé.

Ce n'est pas qu'il ne nous soit parvenu , depuis cette époque , des rapports sur les scènes du 21 et du 22 , et que nous ne puissions entrer , à ce sujet , dans de longs et tristes détails. Mais vous jugerez peut-être comme nous , Messieurs , qu'au point où en est aujourd'hui cette affaire , à l'heure où l'action des lois est rétablie dans Lyon , tandis que la justice informe , et surtout quand le repentir court au devant des moyens de pacification , il y aurait quelque chose d'inopportun au moins dans le récit détaillé des déplorables excès qui ont ensanglanté cette ville et consterné tous les bons citoyens.

Dans de telles crises , l'histoire trop prochaine et trop complète est une espèce de réaction , et vous ne voulez pas d'autre réaction que celle des lois. Épargnons à tous aujourd'hui de cruels souvenirs. Ce qui vous importe surtout , Messieurs , c'est de rechercher et de reconnaître les causes réelles de ces désordres ; c'est aussi de juger l'effet des mesures prises par l'au-

torité. Le reste est du domaine de la justice et de la clémence, et ce n'est pas vous, Messieurs, qui regretterez notre réserve sur ce point délicat.

Au nombre des causes plus immédiates (et à part des causes générales que nous nous nous réservons d'examiner plus loin) se trouve l'adoption qui venait d'avoir lieu ; sans le concours du gouvernement, d'un tarif du prix des façons des étoffes de soie, tarif auquel la participation des administrateurs locaux avait paru, aux yeux des ouvriers, imprimer un caractère obligatoire.

Nous vous avons déjà fait connaître, Messieurs, comment l'autorité supérieure, spécialement chargée de ces matières, aussitôt qu'elle fut informée de cette transaction, prévoyant le danger de l'erreur où tomberaient les ouvriers, en lui attribuant une force impérieuse et légale, prit soin de tracer à M. le préfet du Rhône une marche prudente et mesurée pour parvenir insensiblement à l'abolition de ce tarif, moitié par désuétude, moitié par persuasion, mais surtout sans violence, sans secousse. En cela, le gouvernement avait un sentiment juste de la difficulté de revenir sur ce qui avait été fait ; aussi recommandait-il de grands ménagemens, et il devait compter d'autant plus, à cet égard, sur la prudence de l'autorité locale, qu'elle persistait à soutenir la convenance et la validité du tarif.

Mais nous avons à regretter que des inquiétudes prématurément répandues dans la population laborieuse sur la prochaine suppression du tarif, au lieu de la préparer lentement à des vues plus équitables sur les droits respectif des ouvriers et des fabricans, aient créé tout à coup, entre ces deux classes, une irritation qui amena la catastrophe du 21.

Vous le voyez, Messieurs, nous voulions agir avec réserve, mais les mêmes circonstances qui ont fait que le gouvernement a connu trop tard le tarif pour en empêcher l'adoption, nous ont également ravi, par une publicité intempestive, le fruit de nos soins pour changer l'état des choses sans effort et sans collision. On devine d'avance à quelles accusations l'abolition violente du tarif eût exposé le ministère, si elle avait été suivie de la révolte. On comprend dès lors quels reproches mériteraient des indiscretions ou des confidences qui auraient enflammé les passions des ouvriers avant qu'on se fût donné le temps d'éclairer leur raison et leur intérêt.

Tel fut, Messieurs, la cause la plus prochaine des malheurs que nous déplorons, et qui a concouru, dans cette circonstance, avec tant d'autres causes plus générales, dont nous vous entretiendrons tout à l'heure.

Je passe maintenant à l'exposé des mesures prises, après l'événement, par suite de la mission extraordinaire du prince royal et de M. le ministre de la guerre.

Cette tâche est en quelque sorte à moitié remplie par les publications quotidiennes que nous avons pris soin de multiplier pour éclairer et rassurer l'opinion, heureuse épreuve que nous avons faite dans une conjoncture délicate des avantages de la publicité ! Par elle, en effet, vous avez vu la confiance générale (un moment étonnée par ces brusques nouvelles) se ranimer avec une énergie qui a soutenu nos efforts, qui a consterné les partis, qui a confondu, osons le dire, les hommes les plus incrédules, en imprimant à notre révolution la sanction la plus solennelle, la plus in-

contestable, celle de l'impuissance d'une crise si grave, qui est venue échouer devant le dévouement de l'armée, de la garde nationale, et la force de nos institutions.

S. A. R. M. le duc d'Orléans partit de Paris le 25, accompagné de M. le maréchal ministre de la guerre, et le 27 au matin le quartier-général était déjà établi à Mâcon, où les premières relations furent renouées avec le général Roguet. Le 28, le quartier-général fut transféré à Trévoux, où s'opéra la concentration des troupes et la combinaison des mesures à prendre pour mener à bien les événemens, en obtenant ce double résultat, de rétablir l'autorité des lois tout entière et d'éviter une nouvelle effusion de sang.

Dans ce but, Messieurs, le prince et le maréchal, pénétrés de la pensée du conseil auquel ils avaient assisté avant leur départ de Paris, eurent à décider une grave question. Il y avait à choisir entre une brusque entrée dans Lyon, au risque des hasards d'une résistance obstinée ou d'une réaction aveugle, et la sage précaution d'un séjour prolongé devant ses portes pour donner le temps aux passions de se calmer, à la raison de prévaloir, et à la soumission de se manifester. Ce dernier parti, qu'on a préféré, a été complètement justifié par le résultat.

Les circonstances mêmes traçaient cette voie. De tous côtés les populations accouraient, sollicitant le maréchal de régulariser la mobilisation des bataillons de gardes nationales; ce qui eut lieu successivement, et en temps utile, par des ordonnances royales.

Déjà la partie de la population Lyonnaise qui s'était laissé si cruellement égarer, embarrassée de son funeste succès, n'aspirait plus qu'à rentrer sous la

protection des lois et du gouvernement ; mais un juste sentiment de prudence et de dignité surtout exigeait que le désarmement eût lieu avant l'entrée des troupes. Il fallait aussi s'assurer qu'aucun engagement téméraire n'avait été pris au nom du gouvernement, et bien faire connaître (pour éviter l'apparence même d'une surprise) qu'on n'en sanctionnerait aucun, qu'on exigeait une soumission sans réserve, et que Lyon devait recevoir sans condition un libérateur ! Il fallait encore qu'un déploiement considérable de forces éloignât toute crainte de collision en décourageant toute idée de résistance. Il fallait enfin s'enquérir de la situation réelle de tous les agens de l'autorité pour apprécier leurs rapports, leur conduite, leur influence.

Le séjour du prince et du maréchal fut habilement employé à satisfaire à toutes ces nécessités. Des proclamations fermes et rassurantes, qui ne promettaient que justice ; une imposante revue dans laquelle les récompenses royales et les sévérités de la loi furent décernées avec éclat, avec discernement ; des députations accueillies avec bienveillance, avec dignité ; des paroles graves et calmantes distribuées avec autant de sagacité que de prudence ; la dissolution de la garde nationale prononcée ; l'ordre formel du désarmement signifié à tous et exécuté avec vigilance ; la concentration des troupes et la réincorporation des militaires dispersés ; tels furent les préludes de l'entrée du prince à Lyon à la tête de 26,000 hommes, entrée qui excita les acclamations les plus vraies, celles de la reconnaissance, car tout le monde dans cette ville appelait, à divers titres, la fin d'un état de choses intolérable pour tous, et dont la prolongation était déjà le châtiment de ceux qui l'avaient amené.

Immédiatement après son entrée à Lyon, M. le maréchal ministre de la guerre procéda au renvoi dans leurs foyers des gardes nationales mobiles qui avaient fait preuve d'un zèle si patriotique. Il prit des mesures pour ouvrir la carrière des armes à des ouvriers sans emploi. Toutes les dépenses d'urgence que le mouvement des troupes et des bataillons mobiles avait occasionnées furent régularisées ; une surveillance active fut exercée sur toute la population étrangère à la ville de Lyon ; la distribution des livrets d'ouvriers reçut une organisation meilleure et propre à prévenir les contraventions. On installa un préfet par *interim*.

Le 8 décembre fut assigné pour dernier délai au désarmement, qui s'est opéré d'une manière si satisfaisante, que le nombre des fusils remis (au moment où je parle) entre les mains de l'autorité, dépasse le chiffre des distributions faites en 1814 et en 1830 à la garde nationale. Les moyens de surveillance, en personnel et en conventions, furent accrus. On ouvrit un fonds de secours provisoires pour les ouvriers nécessiteux. Le ministre ordonna des travaux militaires indispensables, et détermina la garnison de Lyon. Les troupes surabondantes furent renvoyées dans leurs cantonnemens respectifs à la suite d'une nouvelle revue dans laquelle le prince fit la remise à quelques régimens de leurs drapeaux et étendards, et aux militaires qui s'étaient distingués à Lyon des récompenses que leur accordait le roi.

Ces récompenses, Messieurs, elles ont été bien méritées, car le courage, dans des crises de ce genre, est d'autant plus glorieux qu'il est plus pénible ; et il suppose tout le patriotisme du citoyen uni à la bravoure du soldat ! L'armée a donné, dans cette circonstance,

un grand exemple, une utile leçon. Honneur à elle d'avoir prouvé que si un gouvernement parjure ne trouvait pas d'épées françaises pour soutenir la violation des lois, un gouvernement national pouvait compter sur elle pour défendre les institutions du pays contre qui que ce fût.

Une partie de la garde nationale de Lyon a aussi compris ce devoir : elle l'a rempli avec un dévouement admirable qui l'honore à jamais aux yeux des amis de la liberté ; car elle a compris que la mission des citoyens armés, c'est de défendre la loi comme un drapeau, comme une patrie ! L'autre partie de cette garde, nous regrettons de le dire, mais nous vous devons toute la vérité, l'autre partie a manqué à la loi, à la patrie, à elle-même ! Ce sera aussi une leçon dont nous sommes heureux de prévoir déjà qu'elle profitera quand des rangs si honorables lui seront rouverts, leçon qui a dû lui être rendue plus sensible encore par le spectacle du zèle patriotique dont étaient animés les bataillons mobiles de l'Isère, de la Drôme, de l'Ain, de Saône-et-Loire, qui sont accourus à l'appel de la loi !

Enfin, après avoir satisfait, par ces mesures préliminaires, à toutes les nécessités, M. le ministre de la guerre prit un dernier arrêté qui supprima (en ce qui concernait l'administration) le tarif et tous les actes qui s'y rapportaient ; et cet arrêté, loin d'exciter le mécontentement qu'on affectait d'en redouter, fut reçu par les divers intéressés avec des sentimens qui témoignaient assez que la partie saine de la population lyonnaise appréciait dans quel esprit de sagesse et de vraie liberté le gouvernement déclinait le droit d'intervenir dans des transactions particulières qui doi-

vent être abandonnées à l'intérêt des parties, sous la seule réserve, pour l'autorité, de prévenir des collisions subversives de l'ordre public.

Ces principes ont repris leur empire à Lyon, Messieurs. Il le fallait, et complètement; car l'exemple de cette intervention irrégulière de l'administration dans les relations privées, entre les ouvriers et ceux qui les emploient, pouvait produire de nombreux embarras. Nous devons saisir cette occasion, qu'on ne nous avait pas offerte à temps avant la conclusion du tarif, de rétablir les vraies doctrines à cet égard, et prévenir ainsi l'abus possible d'un précédent fâcheux. Maintenant, c'est à l'intérêt bien entendu des fabricans, c'est à la prévoyance de tous aussi bien qu'à celle du gouvernement d'aviser aux moyens de soulager des infortunes et de prévenir des conflits. La chambre du commerce de Lyon réclame des modifications dans l'organisation du conseil des prud'hommes, et le gouvernement examine cette demande avec toute l'attention qu'elle mérite.

C'est dans cette situation, Messieurs, que le prince royal et M. le ministre de la guerre ont laissé Lyon, après y avoir rendu son empire à la loi et son action à l'autorité. Leurs pouvoirs expiraient avec les circonstances extraordinaires qui les avaient rendus indispensables. Le succès en a été tel qu'on devait l'attendre de l'expérience du noble maréchal, et permettez-moi d'ajouter qu'à travers tant de douleurs, c'est une consolation pour le gouvernement d'avoir fourni à l'aîné des fils du roi cette occasion de produire ses brillantes qualités. Le jeune prince comme la monarchie de juillet, a vieilli dans cette épreuve; c'est une double garantie pour l'avenir du pays.

Après l'expiration de cette mission extraordinaire, à laquelle était toujours attachée la responsabilité d'un ministre, les choses ont repris leur cours naturel, et le gouvernement ses rapports directs. Les informations judiciaires sur des crimes et délits particuliers continuent; le ministère reçoit sans prévention, mais avec l'attention la plus scrupuleuse, les explications des administrateurs qui ont à lui en donner. Il tient compte de tout; il fait la part d'erreurs sans doute involontaires et des difficultés locales, comme de la situation générale des esprits. Rechercher la vérité, de bonne foi, beaucoup plus encore pour remédier aux choses que pour accuser les personnes, tel est son désir, son devoir. C'est une question d'économie sociale beaucoup plus qu'une question de fonctionnaires, qu'il faut dégager de ces recherches.

J'ai dissimulé, dans le cours de ces explications, Messieurs, des scènes affreuses, des crimes détestables! N'imputez pas cette réserve à une indulgence coupable; la justice informe, nous respectons ses recherches. Mais nous ne saurions, sous peine de trahir nos devoirs envers l'ordre social dont nous sommes tous ici les gardiens, caver la révolution de juillet à l'honneur de laquelle nous avons tous attaché le nôtre, contenir l'indignation générale que doivent exciter des attentats dont il est permis d'éviter le récit, mais sur lesquels il est impossible de ne pas imprimer une éclatante réprobation.

Il faut apprendre aux peuples qui prétendent à l'honneur d'être libres, que la liberté n'est le despotisme de la loi. Il faut enseigner aux hommes que les souvenirs de juillet, mal compris, ont enivré, que le festin des trois journées de Paris était consacré par la

loi qu'il vengeait, et que celui des deux jours de Lyon est flétri par la révolte contre les lois qu'il a violées!

Il faut rappeler à tous qu'il n'y a de juste recours et d'armes solides pour la défense de chacun que dans les institutions du pays; et que plus ces institutions sont confiantes et libérales, plus les lois qui les appuient doivent être sévères et respectées! Il faut venger la révolution de juillet de prétendus imitateurs qui la calomnient en persistant à n'y voir qu'une insurrection contre le pouvoir d'alors, quand ce ne fut que le châtimement de l'insurrection du pouvoir lui-même contre la loi! Ces avertissemens, ces leçons ont été malheureusement écrits sur les murs de Lyon en caractères de sang; mais ce sang même n'aura pas été perdu pour la liberté, si tout le monde comprend la leçon qu'il a tracée!

En terminant cet exposé, Messieurs, nous nous plaisons à confirmer une des premières observations auxquelles ces déplorables événemens ont donné lieu; c'est que leurs causes, comme leurs conséquences, ont paru généralement étrangères à toute pensée politique, et sous ce rapport c'est une force acquise à nos institutions; car il n'y a de fort aux yeux des hommes que ce qui a résisté, ou ce que personne ne songe à attaquer. Dans tous les cas, si quelque intention politique avait présidé au principe de ces désordres, il n'est pas moins rassurant de voir que l'événement a tellement déçu, découragé, anéanti tout calcul de ce genre, que pas un des partis qui se disputent les élémens de trouble n'a osé se présenter pour recueillir le fruit et pour prendre la responsabilité d'une révolte repoussée par le pays tout entier!

Mais plus il est permis de croire que la politique est

restée étrangère à ces désordres, plus il importe d'observer les circonstances purement sociales qui ont pu amener cette crise.

C'est pour nous tous, Messieurs, l'occasion d'étudier les causes générales et accidentelles, sans doute, d'un malaise industriel qui ne saurait devenir, dans des mains loyales, une arme d'opposition contre le pouvoir; car vous êtes bien convaincus, vous, Messieurs, que le pouvoir a autant désir et volonté que qui que ce soit de porter secours, en tout ce qui peut dépendre lui, aux souffrances sociales. Vous ne croyez pas que ce soit un moyen de remédier à des infortunes individuelles, que de s'en servir pour ébranler la confiance dans le gouvernement, et entretenir ainsi des inquiétudes sans fin, qui reproduisent à leur tour de nouvelles infortunes.

Ici, Messieurs, vous nous pardonnerez, à l'occasion, d'une affaire aussi grave, et si féconde en leçons de tout genre, de nous livrer à quelques considérations sur l'état de choses qu'elle révèle ou qu'elle suppose. Ce n'est pas une digression, car c'est le fond même de la question, de la question sociale, dans laquelle vient se confondre celle de l'industrie de Lyon. Osons tout aborder, osons répondre aux pensées comme aux paroles, aux insinuations secrètes comme aux accusations publiques.

Est-il donc vrai que la détresse dont on se plaint et qui s'est révélée dans plusieurs branches de l'organisation sociale date de la révolution de juillet, et qu'il soit possible de lui en imputer exclusivement le malheur ou le sort?

Est-il vrai aussi qu'à défaut de la révolution elle-même on puisse au moins en accuser le gouverne-

ment, et qu'il ait négligé de recourir à des mesures de réparation et de prévoyance qui seraient à sa disposition ?

Est-il vrai encore que les impôts actuels, leur régime nouveau, le maintien de l'ordre financier sur lequel repose le crédit de la France, aient aggravé la crise dont les effets se sont tristement manifestés ?

Est-il vrai enfin que le système entier du ministère actuel, système extérieur, système administratif; est-il vrai que notre politique ait causé ou entretenu ces inquiétudes, ces malheurs, ces désastres ?

On l'a dit, et nous ne faisons que résumer ici beaucoup de discours, beaucoup d'écrits.

Eh bien ! Messieurs, examinons sans réserve ces griefs que nous venons d'exposer sans détour; repoussons d'abord de notre révolution et du gouvernement qu'elle a fondé ces injustes accusations; nous nous occuperons ensuite de l'administration et de son système.

Des souffrances ont eu lieu, un état de malaise s'est fait sentir; nous le reconnaissons, mais en faisant nos réserves contre l'exagération des plaintes qui, avec les moyens actuels de publicité, sont d'autant plus bruyantes, qu'elles ont plus d'organes et d'échos. Nous le reconnaissons, mais en jetant un regard assuré non-seulement sur un avenir dont tout nous fait présager la prospérité, mais sur le présent, qui chaque jour s'améliore, et apporte des remèdes certains à des souffrances passagères.

Nous le reconnaissons, mais en repoussant la préoccupation des hommes qui font de cette crise commerciale un moyen d'attaque contre le gouvernement, sans s'apercevoir, j'aime à le penser, qu'ils secondent

malheureusement l'hostilité de ceux qui se montrent si empressés de s'en faire des armes contre notre révolution elle-même !

Le langage des adversaires systématiques de nos nouvelles libertés devrait cependant éclairer leurs défenseurs sur le danger de ces reproches irréfléchis dont on s'empare contre une autre cause que celle du ministère. Rien n'avertit mieux d'une faute que la joie d'un ennemi, et les ennemis de la révolution de juillet n'épargnent pas à ses amis les avertissements de ce genre, quand ceux-ci ne craignent pas de lui reprocher les maux qu'elle a découverts, mais qu'elle n'a pas créés.

Soyons justes. Ce n'est pas la politique seulement qui conseillerait un autre langage aux partisans du nouvel ordre de choses. La vérité est ici d'accord avec la prudence. Rappelons-nous en effet, messieurs, ce que nous avons tous prévu et annoncé, ce que nous savions, ce que nous disions tous long-temps avant la révolution de juillet, et au moment où éclata en Angleterre la crise commerciale de 1825. On prédisait que cette crise ferait le tour des places du continent. Nous entendîmes même un ministre, qui devait flatter cependant cette apparence de prospérité matérielle, reprocher à la spéculation ses efforts exagérés, et, à l'exemple de lord Liverpool, accuser l'esprit industriel d'un vertige qui l'exposait à de tristes mécomptes.

Sans parler d'autres genres de spéculation et d'entreprises, n'oublions pas qu'il fût démontré dès lors que la production fabriquée avait excédé les besoins d'une manière alarmante. Aussi, arriva-t-il bientôt que si les ouvriers travaillaient encore, contenus par

le patriotisme des manufacturiers, ceux-ci n'eurent plus d'autres valeurs en main que les produits mêmes qui avaient remplacé leur valeur de portefeuille, et que l'on fut obligé de prêter à la production ce que la vente ne lui remboursait plus.

C'est dans cet état de choses qu'une révolution vint surprendre le pays, révolution dont le principe, quelque généreux, quelque légitime qu'il fût, devait amener les conséquences inévitables de toute crise politique, celles de resserrer les capitaux, de suspendre la consommation et d'interrompre le travail, résultats auxquels contribuaient à la fois une crainte aveugle, une malveillance calculée, et la nécessité de solder tant d'affaires, de fabrications et d'entreprises qui ne subsistaient à peu près, depuis 1825, que par des reviremens factices et des circulations de complaisance.

C'était donc comme une espèce de liquidation générale, commandée par la peur.

Ajoutons à ces élémens de perturbation des inquiétudes de guerre que, dans les derniers mois de 1830, tout le monde pouvait encore concevoir, et que même, après les assurances contraires, les partis ont continué d'entretenir en ne mettant plus en question que la date. Rappelons-nous tant de provocations menaçantes dirigées contre la propriété, soit à l'aide de théories folles, qui ont aussi leurs missionnaires, soit au moyen de quelques actes de violence, destinés en quelque sorte à servir d'essais. Observons les encouragemens prodigués à des vaines ambitions nées du mouvement des esprits et des événemens, et auxquelles on s'évertuait à persuader qu'il n'y aurait révolution dans le gouvernement qu'autant qu'il en résulterait une révolution dans la fortune privée de chaque citoyen.

Considérons enfin combien la crise politique survenue en 1830, et la crise morale alimentée par des écrits subversifs, irritaient encore une crise industrielle et commerciale déjà ancienne et tout à coup révélée ! Alors, Messieurs, loin de décourager l'opinion et les intérêts, loin d'accuser le présent de l'héritage d'un triste passé, et de lui interdire l'espérance d'un meilleur avenir, nous aurons à nous étonner plutôt que le mal n'ait pas été plus grave, et que déjà les élémens de sécurité et les moyens de réparations se présentent de toutes parts à la sagesse des pouvoirs de l'état. Alors, Messieurs, loin de rejeter sur notre révolution, sur notre gouvernement, le tort d'une détresse passagère, nous trouverons dans les libertés rétablies par l'une, dans la confiance inspirée par l'autre, les élémens d'amélioration qui ont sauvé notre pays des efforts également coupables de ceux qui ne voyaient dans notre révolution que le signal de la guerre civile, ou de ceux qui imposaient à notre gouvernement la triste nécessité de la guerre étrangère.

Je viens de répondre pour la monarchie et pour les institutions de juillet ; je vais répondre maintenant pour l'administration et pour son système, c'est-à-dire pour vous, Messieurs, comme pour nous.

L'administration, en présence des souffrances publiques, a-t-elle donc négligé les moyens qui se trouvaient à sa disposition pour réparer les maux, pour ranimer des industries, pour rétablir la circulation par la confiance, et le travail par la consommation. Ce n'est pas dans une Chambre aussi éclairée que prévaut d'abord ces préjugés des temps anciens, qu'il appartient au gouvernement de faire les affaires particulières de chacun, et de contribuer au bien des indi-

vidus arbitraient que par des mesures prises pour le bien général. Qu'on s'explique donc ! quelles mesures avantageuses à l'industrie, au commerce, nous a-t-on demandées qui n'aient pas été accordées, quand ce n'était pas l'égoïsme d'une localité qui la réclamait contre l'intérêt du pays tout entier ?

En fait de secours, n'avons-nous pas créé des travaux presque factices pour occuper des bras inactifs momentanément ? Ce ne sont là que des actes partiels ; mais le même esprit n'a-t-il pas animé les plans de législation sur lesquels nous avons appelé vos lumières et vos suffrages ?

Consultez l'ordre actuel de vos délibérations : à quelle époque a-t-on vu proposer un plus grand nombre de lois positives en faveur des intérêts matériels de la société ? Toutes les questions essentielles de l'économie politique sont abordées par nos projets. Est-ce de nous que vient l'initiative des digressions politiques, des projets spéculatifs, qui à nos yeux n'ont rien de commun avec les intérêts du travail, pas plus que le suffrage universel avec le tarif des journées d'ouvriers ? Céréales, transit, entrepôts, routes, canaux, travaux publics, excitation de l'industrie particulière, nous avons cherché à pourvoir à tout, et en fait de théories, nous n'avons occupé votre attention que de celles qui touchaient à l'achèvement de nos institutions, formellement voulu par la Charte, et à la réforme de nos lois pénales, continuée par la civilisation elle-même.

Nous avons pensé surtout que si le problème de la paix extérieure était le plus important à résoudre, sa solution dépendait, avant tout, du rétablissement de l'ordre intérieur, et je n'entends point par ces mots

d'ordre intérieur, seulement la tranquillité de nos routes et de nos rues, mais l'organisation forte et paisible de nos institutions nouvelles, assez puissamment fortifiées pour n'avoir pas besoin d'être offensives.

J'entends aussi cette garantie donnée à tous les peuples, que la révolution de juillet pouvait commencer, pouvait traiter, pouvait vivre avec les autres états, quel que fût leur régime, et que le principe de notre gouvernement était compatible avec toutes les existences politiques antérieures et différentes. J'entends enfin le maintien des vastes et habiles combinaisons d'ordre administratif et financier que notre première révolution nous a léguées, auxquelles l'empire et la restauration ont dû leurs prospérités, et que la seconde révolution ne pourrait répudier ou bouleverser, sans se ravir les moyens de force et de succès qui n'ont pas manqué même aux quatorze années du régime déchu.

Car, ne craignons pas de le déclarer, ne craignons pas d'agir en conséquence, il n'y aurait que désordre et ruine pour le nouveau régime dans le brisement, dans le relâchement même des ressorts de cette puissance d'administration que l'Europe nous envoie, qu'elle a copiée en l'admirant, et dont l'imitation reste encore dans la plus grande partie de ses provinces comme la seule trace de nos conquêtes.

On a parlé des besoins moraux des peuples : soit. Eh bien ! en quoi les avons-nous contrariés ? Nos institutions nouvelles, élections, municipalités, garde nationale, ont donné sur ce point la satisfaction la plus entière aux exigences les plus impérieuses. La paix, ce premier des besoins moraux, a été consolidée à l'aide de précautions formidables, qui satisfaisaient à

truelle; de simplifier les agens de la production, de multiplier les produits et d'augmenter tous les genres de concurrence. Il y a dans ces quatre points de vue plus de motifs qu'il n'en faudrait pour expliquer une crise plus grave même que celle que nous venons de traverser. C'est à la sagesse du législateur d'en observer les effets et d'y accommoder les institutions; mais, dans ce but même, c'était à la prévoyance du gouvernement d'assurer à ses méditations et au développement des mesures qu'elles feront naître, la protection, la sécurité d'une paix honorable et durable; parce que dans la paix seulement se trouvent toutes les ressources, des ressources abondantes pour remédier au malaise matériel dont on se plaint.

Cet aperçu m'amène naturellement, Messieurs, à l'examen du système politique de l'administration comme cause plus ou moins indirecte, dit-on, du malaise que l'on signale. Le fond de ce système, c'est la paix; vous le saviez, Messieurs, et vous l'avez voulu; et certes, il est vrai de dire que le gouvernement, puissamment secondé par vous, a fait, au contraire, ce qu'il y avait de plus efficace pour l'amélioration du sort des masses industrielles, en s'appliquant avant tout à consolider cette paix, seul gage de la confiance des capitaux, seule garantie du retour des échanges commerciaux que la crainte seule de la guerre avait interceptés.

C'est sous ce rapport qu'il nous est permis de déclarer que, soit dans l'intérêt de l'état, soit dans celui des classes laborieuses, la paix est la meilleure économie à faire; le désarmement est le meilleur amendement au budget.

Ce fut, dès notre arrivée au pouvoir, notre pré-

rière pensée, le but de tous nos efforts. Nous y sommes parvenus, et l'avenir, un avenir plus prochain, prouvera, Messieurs, que c'était le premier des encouragemens pour l'industrie, le secours le plus sûr pour le commerce, la ressource la plus abondante pour le travail.

Mais pour défendre la paix, pour avoir la conscience d'agir patriotiquement, tout en résistant à des passions patriotiques, il a fallu une constance que vous avez appréciée et soutenue.

Nous avons mesuré la lice, Messieurs, nous ne redoutions pas d'y entrer; et c'est pour cela qu'on ne nous y a pas appelés. La paix, la France ne l'a voulue qu'avec l'indépendance et l'honneur; elle ne l'a donnée et acceptée qu'à ce prix. C'est ce qui a soutenu notre courage pour la vouloir, pour la maintenir; et si vous vous rappelez les obsessions, les menaces, ces présages sinistres qui nous ont assaillis si long-temps, peut-être jugerez-vous que ce courage était plus grand que celui de faire la guerre.

Ce courage de résistance, nous l'avons opposé aux exigences qui demandaient à l'intérieur des mesures exceptionnelles comme à celles qui demandaient une guerre générale au dehors, persuadés comme vous, Messieurs, qu'à la suite du mouvement rapide des événemens le premier danger dont les peuples aient à se préserver, c'est l'entraînement même des vagues nouvelles où il se sont précipités.

C'est là tout notre système, tout le vôtre, Messieurs; car vous l'avez adopté, sanctionné à plusieurs reprises, et nous avons eu dès lors la confiance de satisfaire au pays en satisfaisant à vos vœux, qui seuls expriment légalement et sincèrement les siens.

Ce système a pour moyen, pour conséquence, pour appui au dedans, un esprit d'ordre et de modération qui tend à calmer les imaginations; un langage toujours consciencieux qui s'applique à préserver les intérêts des mécomptes auxquelles on les expose, en leur inspirant des exigences modérées, des efforts soutenus avec franchise, avec fermeté, pour remettre à leur place toutes les ambitions, en leur apprenant que les gouvernemens libres ne sont pas chargés de créer des fortunes, et ne secondent l'industrie privée qu'en protégeant le travail et la propriété, qui se prêtent mutuellement secours et garantie.

Enfin, Messieurs, une constante impassibilité de la loi et de l'intérêt général qui maîtrise les prétentions illégales de l'intérêt privé, tel est le système qui nous est devenu commun à tous, Messieurs, à la suite de tant d'explications dont vous vous êtes montrés satisfaits; car, venus ici sans engagements, sans préventions, vous avez tout entendu, tout apprécié, et vous vous êtes approprié par vos suffrages, par votre appui, un système qui peut changer d'exécuteurs sans doute, avec avantage pour les affaires, mais dont les principes ne sauraient être changés sans danger pour le pays; nous le déclarons de toute la force de notre conscience.

Aussi, Messieurs, ce n'est pas nous qui ferons des questions qui intéressent la société, toute la société; car, remarquez bien qu'elles ne sont pas particulières à notre pays. Voyez les souffrances des autres peuples, entendez le langage des autres gouvernemens!

Ce qu'il était de notre droit, de notre devoir de prouver, c'est que la détresse passagère qui a si cruellement égaré une partie de la population lyonnaise ne

aurait être imputée ni au gouvernement que la révolution de juillet a créé, ni au système, ni aux actes de l'administration qui s'honore de votre confiance. Ce qui devient évident pour tous, après quinze mois d'expériences diverses, c'est qu'il n'y a de remède efficace à cette détresse que dans les idées d'ordre et de paix qui composent, en définitive, toute la politique de l'administration actuelle.

L'industrie de Lyon devait le comprendre plus qu'aucune autre, et doit le sentir aujourd'hui plus vivement que jamais; car elle satisfait surtout à des jouissances dont le besoin ne se manifeste qu'au milieu de la paix, d'une paix profonde à l'intérieur comme au dehors. Sous ce rapport elle a donc tout à perdre au désordre, et, sans doute, une triste épreuve le lui a rappelé pour long-temps. Nous nous plaçons à le croire; et dans tous les cas nous prenons toutes les précautions nécessaires pour éviter que des passions obstinées lui ravissent le prix de cette expérience.

Le gouvernement veille, la population saine est avertie, les lois ont repris leur autorité, et tout annonce que le travail renaîtra dans cette belle cité avec l'ordre dont la protection lui est indispensable, et que nous saurons y faire respecter.

Que tous les bons citoyens se pénètrent donc bien de cette pensée, qu'il n'y a rien à attendre pour l'amélioration du sort des classes industrielles et ouvrières que du temps, de la paix et des lois! qu'ils se confient à la fortune de la France, à la sollicitude du gouvernement, à votre sagesse, Messieurs, car elle doit faire leur espoir comme elle a fait notre soutien.

Aussi vous voyez que si notre premier soin, au moment de cette crise, fut de vous exposer l'état des choses, sans cependant réclamer de vous aucune ressource extraordinaire, notre dernier besoin, au terme de cette affaire, est de venir vous rendre grâce de l'appui que vous nous avez prêté par une bienveillante initiative, et de vous faire hommage des résultats obtenus.

FIM

LES OUVRIERS LYONNAIS

II

1834.

IMPRIMERIE DE J.-A. BOUDON,
131, RUE MONTMARTRE.

LES OUVRIERS LYONNAIS

EN

1834,

ESQUISSES HISTORIQUES,

Par Adolphe Sala,

ANCIEN OFFICIER DE LA GARDE ROYALE.

L'ordre règne dans Lyon.

—
La destruction qui a brisé leurs maisons n'est
point l'ouvrage des rebelles. (Rapport de
M. Amilbau, dans la loi sur les affaires de
Lyon).



PARIS.

CHEZ HIVERT, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

55, QUAI DES AUGUSTINS.

—
1834.

Avant-Propos.

Nous venons à peine de voir s'accomplir une des scènes les plus sanglantes du drame politique de 1830. Rétabli à coups de canon, l'ordre règne dans Lyon. Encore sous l'impression de si cruels événemens, quand les faits sont si difficiles à éclaircir, plus difficiles peut-être à raconter, la France entière, étonnée et curieuse, demande déjà un récit complet de tant de déplorables victoires et de si désolantes défaites. Le sage qui ne voit pas d'effet sans cause, veut connaître par quels degrés le peuple de Lyon, si ami du travail, si modéré d'habitude, s'est trouvé conduit dans la sanglante arène d'un combat à outrance; et pendant que les vainqueurs chantent leur triomphe, on voudrait pouvoir interroger les vaincus sur leur défaite. Satisfaire l'attente générale est une tâche dif-

ficile à remplir. On ne demande point des bulletins : le pouvoir a fait les siens ; datés de Sarragosse, ils étonneraient ; datés de Lyon, quel sentiment doivent-ils exciter en nous ? On veut un tableau fidèle, un exposé simple des faits, une étude sérieuse des causes et une douloureuse histoire des désastres de la cité.

Mère impartiale et désolée, la Patrie déchirée par les mains de ses enfans, la Patrie veut connaître leurs fautes ; elle veut en démêler les causes pour en prévenir les suites ; plus tard elle en demandera peut-être le pardon.

Mais pouvons-nous déjà remuer des cendres encore fumantes ? pouvons-nous, au nom de l'histoire, interroger des ruines teintes du sang de nos frères ? Et des plaies à peine cicatrisées, ne se rouvriront-elles pas plus douloureuses, si nous voulons en sonder la profondeur ?

Ces considérations seraient puissantes, et décideraient peut-être au silence, si, loin du théâtre des événemens, un grand corps politique n'était investi au nom de la France

entière, du droit de juger des Français impliqués dans ce procès entre les vainqueurs et les vaincus.

Dans l'intérêt du pays, l'instruire est un devoir ; au nom de la France il faut tout lui dire. Que chacun fasse entendre sa voix, que les faits soient mis au grand jour, que la lumière sorte de mille relations contradictoires amies ou ennemies, dont voudra s'entourer le juge. Heureux si nous réussissons à attirer son attention sur quelques points, nous publierons sans hésiter, sur les ouvriers Lyonnais, nos observations et nos idées. Juges du camp, désintéressés dans la lutte, partisans du droit et le croyant plus fort que la nécessité du fait, nous croyons pouvoir parler après le combat.

Nous ne prétendons pas donner tous les détails de la sanglante semaine, car toute vérité n'est point bonne à dire, surtout en présence du vainqueur ; nous voulons seulement présenter autant qu'il sera en nous, l'ensemble et surtout le caractère de la lutte. Dans les temps de discordes civiles, les insultes ne manquent jamais aux vaincus,

**Brigands un jour, héros peut-être la veille
ou le lendemain, ils appartiennent à la
France; c'est à la France à prononcer sur
leur conduite, sur les causes et les résultats
de leurs déplorables erreurs.**

LES OUVRIERS LYONNAIS

XX

1834.

I.

Coup-d'œil sur la fabrique lyonnaise. — Les fabricans. — Les ouvriers. — Les Mutuellistes. — Les Ferrandiers.

La ville la plus manufacturière de France, Lyon peuplée de plus de quarante mille ouvriers, n'est pas telle que peuvent le supposer ceux qui ne l'ont pas habitée. Dans cette grande cité toute industrielle, on ne trouve pas, comme ailleurs, plusieurs centaines et quelquefois des milliers d'ouvriers réunis dans un même local, par les soins et pour l'intérêt d'un seul capitaliste. On ne voit pas de ces grands bâtimens dont le propriétaire s'énorgueillit, et dont l'ouvrier devient comme une des parties inséparables. La cloche n'appelle point dans Lyon *le canut* (1) à son mé-

(1) Non généralement donné aux ouvriers en soie.

tier, et la règle de communauté est inconnue aux travailleurs lyonnais. Il n'existe qu'un établissement dans le genre des manufactures proprement dites : c'est la Sauvagère ; encore est-il de fondation toute moderne. Hors de là, vous ne trouvez point à Lyon cette espèce de hiérarchie industrielle dont le manufacturier souvent millionnaire et l'ouvrier à la journée sont les deux extrêmes.

Dans cette ville, chaque ouvrier en soie, reçoit directement du fabricant et la matière à employer, et le dessin ou le perfectionnement à exécuter, et le prix de façon de son travail. Ainsi habitué à débattre lui-même ses propres intérêts, l'ouvrier lyonnais jouit d'une indépendance morale dont aucune autre ville manufacturière ne saurait donner une idée. Le travail lui est confié, l'exécution en est à son libre arbitre. Maître de l'emploi de son temps, comme de sa volonté, il n'a jamais à soumettre l'intention de se reposer ou de s'occuper, qu'à son propre jugement ou à ses besoins. Chez le fabricant lyonnais, vous trouvez réunis les produits de l'industrie de tous les ouvriers employés par lui ; vous ne le voyez en rien diriger lui-même leur conduite ou leur travaux. Et si, sur une porte ordinairement située près de l'entrée principale du magasin, vous lisez ces mots : *Entrée des ouvriers*,

il ne faut pas croire que cette porte soit l'entrée des ateliers. Seulement l'ouvrier doit s'y présenter, lorsqu'il vient recevoir de son fabricant les soies à mettre en œuvre, ou lorsqu'il lui rapporte une pièce façonnée.

Le capitaliste lyonnais, uniquement occupé du soin de se procurer des matières convenables à ses commandes, de faire composer de nouveaux dessins, d'essayer de nouveaux mélanges, ou de faire appliquer des modes nouveaux de tissage, n'a donc pas à s'inquiéter des détails intérieurs d'une manufacture. Tout ce qui a rapport à la mise en œuvre, étant le fait particulier de l'ouvrier, après avoir pesé la soie non ouvrée, et donné ses instructions pour la fabrication de telle ou telle étoffe, le fabricant n'a plus qu'à peser de nouveau la pièce façonnée, pour vérifier si toute la matière a été employée, et à payer le prix convenu de la façon. Ce prix de façon devient donc nécessairement le point de contestation entre le négociant et l'ouvrier. Si d'un côté, le premier l'élève ou l'abaisse suivant ses commandes, plus ou moins avantageuses, suivant l'habileté de l'ouvrier, enfin suivant ses calculs personnels, l'ouvrier, à son tour, ne l'accepte, qu'autant que le temps consacré à son ouvrage est suffisamment rétribué pour pouvoir fournir à ses besoins et à ceux de sa famille. Traitant de

gré à gré, l'industriel et le producteur sont donc sur le pied d'une parfaite égalité.

Tandis que les négocians ou fabricans s'occupent de connaître promptement et sûrement, les variations des prix des soies, les articles les plus recherchés à l'étranger ou à l'intérieur, en un mot, tout ce qui peut favoriser leurs spéculations, et que, sans être associés pour les pertes et les gains, ils le sont, en quelque sorte, par le fait même de la similitude de leurs intérêts; de leur côté, les ouvriers, isolés d'abord par la manière dont ils sont employés, se sont associés plus intimement pour ne pas prendre, à plus bas prix les uns que les autres, une façon, dont quelques-uns pourraient demander un moindre salaire. Le négociant, instruit par les bulletins commerciaux, par les courtiers et par sa correspondance, n'achètera pas sciemment, toutes choses étant égales d'ailleurs, une certaine quantité de soie plus cher que ses concurrens. L'ouvrier ne façonnera pas une pièce quelconque à plus bas prix que son camarade ne pourrait le faire.

L'industrie lyonnaise, pour la fabrication des étoffes de soie, se trouve donc ainsi partagée en deux grands camps : 1^o les marchands d'étoffes ou fabricans; 2^o les ouvriers ou producteurs.

Les premiers sont moins nombreux, mais plus

éclairés, correspondant facilement avec le reste de la France et l'étranger, divisés d'intérêts particuliers, il est vrai, mais unis par le but. Les seconds, plus nombreux, unis d'intérêts et de mœurs, isolés jusqu'alors, et ignorant ce qui se passait au dehors de leur ville, souvent même de leur quartier, s'étaient associés depuis quelque temps, et cherchaient à étendre au loin leurs relations, pour n'avoir nulle part à craindre des baisses de salaire, dont ils ne comprennent pas bien les causes premières, si souvent indépendantes des fabricans.

Lorsque l'activité du commerce, la multiplicité des commandes, le prix des soies, le défaut de concurrence à l'étranger, ou d'autres causes favorables à l'industrie permettent aux fabricans d'élever le prix des façons en raison de l'augmentation progressive des denrées ou des besoins; l'ouvrier lyonnais, laborieux et satisfait du prix de son travail, reste en parfaite intelligence avec eux. Peu à peu, du fruit de ses épargnes, il achète un ou deux métiers, et, de simple ouvrier, il devient propriétaire. Plus tard, il augmente le nombre de ses métiers; plus tard, enfin, il devient fabricant à son tour. Les propriétaires de métiers, associés entre eux depuis les événements du mois de novembre 1831, ont pris le nom de *Mutuellistes*; leur nombre approchait de 3000. Se soute-

nir entre eux , éviter une concurrence au rabais, ruineuse pour tous , secourir les membres de l'association frappés par quelque malheur imprévu , se prêter , enfin , en tout et partout , *mutuelle assistance* , telle est , dans son ensemble , la règle de cette association toute industrielle. Elle tendait naturellement à réunir tous les propriétaires de métiers , et à former une union de producteurs , dont le succès devait inspirer de l'inquiétude aux fabricans. Nous n'entrerons pas dans des détails d'organisation , ils seraient superflus. Chacun sait aujourd'hui , en France , comment se forment des sections ou des loges ; chacun sait comment des sections correspondent entre elles. Depuis quinze ans , et plus , les mystères des sociétés secrètes ont été mis à la portée de tout le monde. Le *mutuellisme* , sans être une société secrète , en avait adopté les formes ; le pouvoir n'a jamais ignoré ni son existence , ni ses résolutions. Les moyens d'y parvenir sont trop simples pour être même indiqués. La police avait ses entrées dans le mutuellisme.

Les ouvriers en soie , non propriétaires de métiers , associés aussi entre eux , s'appellent à Lyon les *Ferrandiniers*. Ce nom leur vient d'une espèce d'étoffe de soie , qu'on fabriquait autrefois à Lyon , et qui s'appelait *Ferrandine*. Ils obtiennent , moyennant partie de leur prix de façon , le loyer d'un métier pour y appliquer leur industrie.

Leur nombre égale ou à peu près celui des Mutuellistes. L'intérêt commun de ces deux catégories de producteurs, l'élévation du prix de façon, rendant leurs rapports plus fréquents, et plus intimes, il est tout simple que les décisions des uns soient presque toujours adoptées par les autres. Les Mutuellistes et les Ferrandiniers, sont donc la partie organisée de la population industrielle à Lyon. Plus tard nous dirons quelques mots des associations politiques et des réactions des uns sur les autres; seulement nous devons observer ici que, si après les événemens de novembre 1831, le système de tarif conquis par les ouvriers, garanti par M. Dumolard, et consenti par les fabricans, avait pu être maintenu; si l'autorité, au lieu d'afficher une prétendue neutralité entre des administrés d'un même département, entre des citoyens d'un même pays, avait cherché plus à concilier, qu'à réprimer; la lutte qui a pris une couleur politique en 1834, aurait pu encore être prévenue; plus tard, dit-on, *elle eût été plus dangereuse au pouvoir*. C'est possible; mais *on pouvait l'éviter* aujourd'hui. Il n'en a pas été ainsi; nous devons en rechercher les causes.

II.

La fabrique lyonnaise cesse d'être étrangère à la politique. —
M. de Lafayette à Lyon. — M. Prunelle, chef de l'opposition
révolutionnaire en 1830. — L'opposition pousse à la révolte.
— Événement de novembre 1831. — Conduite politique des
ouvriers.

Avant que la politique ne fût devenue l'occupation de tout le monde, avant que les prédications quotidiennes de la philanthropie moderne et de tous les économistes des cabinets de lecture et des cafés ne fussent répandues parmi le peuple, la population lyonnaise, quelles qu'eussent été ses convulsions intérieures, ne pouvait donner aucun ombrage au gouvernement. Mais depuis quinze ans, l'industrie étant devenue politique, une opposition habile ayant compris le parti qu'on pourrait tirer au besoin de ces masses populaires, organisées pour le travail et si faciles à

pousser au combat, les rapports des fabricans avec les ouvriers étaient aussi devenus politiques. Aussi fallût-il faire un jour une grande démonstration, fallût-il lancer sur la voie publique des milliers d'hommes ignorans, pour qui le Pirée, comme pour le singe de la fable, pouvait être un excellent ami; fallût-il enfin, en saluant d'acclamations populaires le héros des deux-mondes, produire un grand effet moral dans toute la France.

Les rapports fréquens des fabricans avec les ouvriers rendirent la chose facile. Chacun dans Lyon s'adressant aux siens, put lui parler du débouché immense de l'Amérique pour le commerce français. « Le prix de la façon serait augmenté par suite de l'augmentation des commandes; M. de Lafayette, médiateur naturel entre l'industrie lyonnaise et le commerce américain, allait venir. M. de Lafayette n'était pas en faveur à la cour. Il fallait par une éclatante manifestation faire comprendre à la cour les besoins de l'industrie lyonnaise. » Chacun en causa avec ses amis; la démarche parut bonne, le résultat devait profiter à tous, et chacun alla saluer de ses vivats le Français-Américain. M. Prunelle, maire actuel de Lyon, en tête de la population, harangua le triomphateur, et partagea, dans sa calèche, les honneurs de l'o-

• elle afficha sa neutralité. En 1831, pour remédier à leurs maux, pour continuer à pourvoir à leur existence, les ouvriers demandaient pour toutes les façons, un tarif approuvé par le pouvoir. *Vivre en travaillant, ou mourir en combattant*, fut leur dernier mot; il ne fut pas entendu, l'insurrection s'ensuivit. Les travailleurs victorieux ne demandaient au préfet leur prisonnier, que ce qu'ils avaient demandé avant le combat. Le mouvement avait été industriel, la politique ne pouvait y prendre part. Si, avant qu'il ne fut commencé, le pouvoir, au lieu de se montrer neutre, avait montré quelque opposition aux ouvriers, si la menace, l'insulte ou la provocation avaient été jetées à foison, en réponse aux plaintes des producteurs, par une autorité saluée naguère de leurs acclamations, nul doute que cette expression violente d'un besoin matériel n'eût alors pris une couleur politique. Si, au nom de la royauté, on avait combattu l'industrie, l'industrie victorieuse eût opposé peut-être la république à la royauté; mais les ouvriers de Lyon ne furent point républicains en 1831, parce que le duel était seulement entre eux et les fabricans. Alors les agens du gouvernement se firent médiateurs entre les vainqueurs et les vaincus, et le maréchal Soult put rentrer sans coup férir, au

nom du roi des Français, dans une ville où tout était rentré dans l'ordre au nom de l'industrie.

Loin de nous l'idée de vouloir excuser la révolte des intérêts matériels froissés ! Nous sommes loin aussi de demander au peuple, en échange de basses flatteries, une faveur qui, tôt ou tard, ainsi obtenue, se change en mépris ou en haine. Cependant, il faut le dire, le peuple lyonnais en 1831 se montra généreux après son triomphe, comme il avait été terrible dans ce choc imprévu. Si quelques victimes tombèrent parmi les négocians, si plusieurs fabricans, gardes nationaux, succombèrent, ce fut pendant le combat ; personne, après la victoire, ne fut inquiété pour sa conduite, et l'autorité appelée médiatrice n'eut qu'à se faire entendre pour se faire obéir. Mais après ce premier duel entre les fabricans et les ouvriers, après cette première lutte sanglante de l'industrie et de la production, peu à peu les choses changèrent encore de face. Sans prévoir que les mêmes causes produiraient les mêmes effets, le gouvernement voulut prévenir les effets sans porter remède aux causes, et dès lors son action constante se montra à découvert contre les ouvriers fiers de leur triomphe, et en faveur des fabricans irrités de leur défaite et des concessions qui leur avaient été arrachées par la force.

Une première trace de sang, avait séparé les deux camps de l'industrie lyonnaise en 1831; une trace plus profonde et plus funeste devait en marquer l'ineffaçable limite après 1832 et 1833.

III.

Le gouvernement fait fortifier Lyon. — Changement de conduite des autorités. — Les ouvriers s'en allarment. — Introduction des sociétés républicaines. — Association et coalition. — Les ouvriers se détachent du gouvernement. — Cessation du travail en février 1834. — Loi contre les associations.

Henri IV avait dit aux Lyonnais : « Je déclare » que je n'aurai de vous aucune défiance, ni désir de bâtir d'autres citadelles que dans vos cœurs » et bonnes volontés. »

Le gouvernement de 1830 voyant qu'une première fois ses bataillons avaient été chassés de la seconde capitale du royaume, et ne voulant plus les laisser exposés à de semblables retraits, résolut de bâtir des citadelles ailleurs que dans le cœur des citoyens. Un vaste système de défense fut adopté pour Lyon. Avec l'augmentation de sa

garnison, la ville vit arriver tout le personnel d'une direction des travaux du génie. En partie dirigés contre les ennemis extérieurs, en partie élevés contre les points les plus menaçans de la cité, les forts de Montessuy, de Lamothe, et nombre d'autres, s'élevèrent rapidement à la vue des habitans étonnés.

Pour calmer l'irritation populaire dont on ne se croyait pas encore assez maître, on s'adressa d'abord à l'honneur national. On ne cessa d'entretenir le public des rues de l'invasion possible des étrangers, des trames des carlistes. En cas de guerre, on représenta Lyon comme pouvant arrêter seul l'ennemi envahissant la France. La ville, fortifiée en 1814, eût prévenu, disait-on, la chute de Napoléon! La population lyonnaise, n'ayant aucun grief direct contre les bâtisseurs de citadelles, vit après de semblables déclarations embastiller ses collines, sans crainte et sans défiance aucune.

Mais peu à peu les vaincus de 1831 reprenant courage, le retour des scènes de novembre étant représenté comme impossible, grâce au frein bastionné imposé à la fougue populaire, les ouvriers s'alarmèrent des menaces dont ils devenaient l'objet. Ils commencèrent à voir que l'autorité quittait le terrain de la neutralité; la garde nationale dissoute n'était pas reformée, la gar-

nison n'était pas réduite sur le même pied qu'en 1831 ; les promesses des tarifs et de pacifiques améliorations étaient déclarées impossibles, impraticables, impolitiques même. Les fabricans de leur côté approuvant ouvertement tous les moyens de répression et de défense adoptés par le pouvoir, l'ouvrier s'habitua à voir dans les agens de l'autorité des alliés de ses ennemis naturels. Alors et seulement alors, la république vint planter son drapeau à côté de celui de la production pour s'opposer à la royauté, alliée de la fabrique.

- Si la violation du programme de l'Hôtel-de-Ville n'eût été qu'un simple escamotage de mots, si avec le nouvel ordre de choses dont l'établissement s'était vu, à Lyon, tout au profit des intérêts matériels, si ces intérêts eussent été satisfaits, il aurait peu importé aux ouvriers mutuellistes et autres de Lyon et de tant d'autres villes que M. Dupont de l'Eure fût ou ne fût plus ministre de la justice. Ils avaient contribué au renversement de la branche aînée pour obtenir un meilleur avenir. L'eussent-ils trouvé, les prédications républicaines fussent venues long-temps encore se heurter sans fruit contre leurs intérêts satisfaits. Mais lorsqu'après un démenti positif donné à des promesses formelles d'amélioration par ceux-là mêmes qui les avaient faites, les travailleurs vi-

rent que le pouvoir et la fabrique s'appuyant l'un sur l'autre ne cherchaient nullement à éviter des collisions d'intérêts dans l'avenir ; mais à préparer des moyens d'en sortir victorieusement , les coalitions , les sociétés secrètes se multiplièrent. Bien convaincus que l'union fait la force , les Lyonnais commencèrent ce grand travail de l'organisation des travailleurs qu'on a combattu , frappé , décimé , mais qui semblable au polype à mille branches renaîtra sans cesse sous la main incapable de l'extirper.

Le mutuellisme se recruta chaque jour ; la société des droits de l'homme importée de Paris , se forma rapidement à Lyon ; ses statuts plus généraux que ceux d'une association purement industrielle lui permirent de recevoir un plus grand nombre d'adeptes.

Ils furent pris dans toutes les classes des travailleurs indépendamment de leurs engagements industriels.

Laissant de côté les coalitions de chaque corps d'état faites à Lyon comme à Paris , et les autres associations moins influentes , soit par leur nombre , soit par le caractère politique de leurs chefs , nous devons considérer quelle fut la conduite de ces deux principales sociétés populaires.

Le mutuellisme fidèle à son institution , éloignant qu'il le put la politique de ses délibérations.

Améliorer le sort du producteur, était sa devise.

La société des Droits de l'Homme, au contraire, ramenant toute question industrielle à la politique, avait adopté pour principe la participation de tous aux affaires de tous. Les membres du Droit de l'Homme; associés dans les autres sociétés industrielles ou populaires, répandaient donc nécessairement dans celles-ci les idées républicaines de leurs délibérations particulières. La presse favorisa toutes ces associations. Nul doute que Lyon ne fut appelé à devenir un grand centre d'action. Les ouvriers de tous les états admis aux sociétés patriotiques, ou qui en recevaient les échos, ne voyaient dans le nouveau moyen de gouvernement proposé, que l'amélioration long-temps promise et annoncée par tout ce qui n'était pas peuple et qui ne pouvait se réaliser que par le peuple lui-même. Ainsi, peu à peu ils devenaient républicains, parce que la monarchie les menaçait et ne les flattait plus. Les publications démocratiques furent reçues avec enthousiasme; les crieurs publics furent protégés. En négligeant de chercher au moins à satisfaire leurs besoins, en les menaçant de leur donner de *terribles leçons*, on les fit de plus en plus s'attacher à perfectionner leur système d'organisation. En l'étendant au-dehors, ils pouvaient bientôt au besoin en tirer des forces immenses. Au moyen de cette

force d'organisation, en février 1834, l'augmentation demandée par les ouvriers travaillant dans les peluches amena la suspension générale des métiers. Les travailleurs lyonnais voulant imposer aux fabricans un nouveau tarif, l'appel aux armes fut même mis en délibération; il n'eut pas lieu. Alors l'autorité crut avoir remporté une grande victoire, parce que l'augmentation ne fut pas accordée, et parce qu'effrayée sans doute d'un grand déploiement de forces, l'association des mutuellistes avait fait reprendre les travaux. On crut avoir tout fait, lorsque les mutuellistes arrêtés furent mis en jugement. Cependant l'inquiétude sur l'avenir était grande, parce qu'instruit des délibérations qui avaient eu lieu, le pouvoir savait comme tout le monde que, si l'unanimité des sociétés avaient voulu un mouvement, il aurait été tenté alors et peut-être avec succès. La loi contre les associations, bonne peut-être pour combattre les associations naissantes et encore faibles, pouvait être rendue inexécutable par la volonté de tous les sociétaires, quels qu'ils fussent dans toute la France. Des gens habiles à profiter de cette initiative hostile du gouvernement, semaient donc les germes de la résistance à employer contre la violation d'un droit conquis et assuré en juillet 1830. A la menace faite à toutes les associations, toutes les associations s'étaient

alarmées ; au mot de résistance à l'arbitraire, toutes s'étaient consultées. Le combat pouvait devenir général. On prenait donc déjà à Lyon des mesures pour être sûr de la victoire, quand le procès des mutuellistes arrêtés en février fut appelé en police correctionnelle. Les masses se disposaient à défendre le terrain des associations ; elles furent amenées sur le terrain de l'émeute.

Laissons à d'autres à imaginer ce qui serait arrivé d'une résistance opposée, partout et à la fois, aux moyens coercitifs employés pour dissoudre les associations ; laissons à ceux qui connaissent la tactique des révolutions deviner pourquoi il n'en a pas été ainsi ; nous avons d'un coup-d'œil examiné la position des ouvriers lyonnais ; nous les avons vu passer de l'amour de l'ordre de choses actuel à la haine, de l'isolement à l'association : il nous reste à dire comment de la paix, une partie s'est jetée dans le combat ; il nous reste à les compter, à les suivre dans la lutte, et à les plaindre ; car nous pouvons bien accorder une plainte aux dupes et aux hommes égarés. Nous n'avons de mépris et de colère que pour les méchants.

••

IV

Provocation de la presse ministérielle. — Prudence des républicains. — Procès des Mutuellistes. — Séance du samedi 5 avril. — Ses conséquences. — On se dispose au combat. — Influence des propos publics sur les malheurs qui suivirent. — Silence de la mairie. — Sa proclamation, son insuffisance. — Proclamation républicaine, sa nullité. — Le combat est inévitable.

« *Il faut en finir*, » avait dit l'organe avoué de l'autorité à Lyon. Et ce défi adressé en février dernier à un peuple brave et une fois vainqueur, devait tôt ou tard provoquer de nouveaux combats. « *Il faut en finir*, et au plus tôt, » répétaient tous ceux qui cachant l'égoïsme de leur opinion sous le semblant de l'amour de l'ordre et des principes conservateurs des sociétés, craignaient d'anciens complices devenus des ennemis et voulaient vraiment en finir avec eux. Cependant les

..

hommes sages, dans les partis opposés au gouvernement, bien convaincus que le temps était pour eux, n'avaient garde de vouloir en finir en un jour. Attendre qu'on vînt les attaquer était une tactique plus sage ; mais par cela même elle était moins facile à bien comprendre pour des masses sans cesse appelées au combat et croyant qu'il y aurait du déshonneur à le refuser. Aussi, lorsque le samedi 5 avril, les Mutuellistes arrêtés pendant les troubles de février, et traduits en police correctionnelle furent conduits au Palais de Justice, leurs amis, leurs compagnons, descendirent tous dans la rue avec eux ; ils crurent le moment de la résistance annoncée venu pour eux. Les têtes ardentes qui voulaient aussi de leur côté *en finir*, les suivirent. De graves désordres en résultèrent. Un témoin à charge fut maltraité, le procureur du roi fut insulté. Au milieu de la fermentation occasionnée par cette procédure et par toutes les passions s'agitant autour du sanctuaire de la justice, comme pour en influencer les graves délibérations, deux détachemens du 7^{me} régiment d'infanterie légère, bien loin de repousser les hommes du peuple et de réprimer le trouble, semblèrent fraterniser en buvant avec eux. Un jugement du conseil de guerre a acquitté l'officier commandant cette troupe. Respectons cette décision. Seulement observons que les exaltés

crurent y voir une manifestation non équivoque de la troupe en leur faveur et que , sans cet accident , peut être y eût-il eu moins de monde le 9 avril sur la place Saint-Jean devant le 7^{me} léger, au moment de la première décharge. Peut-être, sans cette circonstance promptement publiée partout (1), le lendemain dimanche , au convoi funèbre d'un ouvrier, n'eût-on pas compté près de dix mille hommes marchant à rangs serrés et saluant les soldats sur leur passage.

Quoi qu'il en soit, averti par ce qui venait de se passer que la résistance serait possible, lors

(1) Nous croyons devoir publier ici les parties du récit du *Précurseur* relatives à cet épisode militaire de la journée.

« L'autorité a fait arriver avec cet heureux à propos qui
 « la caractérise une compagnie d'infanterie qui s'est appro-
 « chée tranquillement du palais. Aussitôt que l'on a aperçu
 « les soldats, les cris de *vive la ligne, vive le 7^e, vivent nos*
 « *frères* sont partis de toutes parts dans la foule qui cou-
 « vrait la place St-Jean; les soldats, d'un air amical, ré-
 « pondaient à la bienveillance des ouvriers qui leur serraient
 « la main; bientôt les baïonnettes qui étaient au bout des
 « fusils sont rentrées dans le fourreau, les officiers ont ren-
 « gainé leur sabre et la plus cordiale union a régné entre
 « les citoyens et les soldats. Des tables ont été dressées aux
 « portes des marchands de vin, les soldats, la crosse en
 « l'air, acceptaient gaiement les offres de leurs concitoyens.
 « Une autre compagnie, arrivée plus tard, s'est jointe avec
 « le même empressement à ces démonstrations pacifiques.
 « La confiance était entière entre tous.

du prononcé du jugement, remis au mercredi suivant, le pouvoir dut prendre toutes les mesures possibles; le télégraphe et les courriers ne cessèrent d'apporter de nouvelles instructions; des renforts furent demandés et commandés dans toutes les directions. Des précautions de tout genre furent prises, et la troupe fut habilement excitée contre les fauteurs d'insurrection et contre les ouvriers représentés comme des brigands français, plus dangereux mille fois que des ennemis étrangers.

Faut-il le dire? peut-on, sans gémir sur les funestes effets de nos discordes civiles, répéter les barbares propos tenus pendant ces jours de suspension d'armes? Disons-nous ces mots impitoyables, arrachés par la peur peut-être et par l'intérêt personnel à des gens dont pas un, hors de là, ne voudrait sans doute le mal de qui que ce fût? Non; oublions ces insultes, ces mots de *cannaille à mitrailler*, ces réflexions sur la nécessité de *se débarrasser des turbulens*; disons seulement que ces pensées, malheureusement trop répétées et trop hautement exprimées, devinrent le mot d'ordre donné à la troupe, mot d'ordre terrible, et qui ne fut que trop pris à la lettre; mot d'ordre, qui explique au moins, s'il ne les excuse, tous les malheurs particuliers dont nous pourrions avoir à gémir dans le cours de notre récit.

De leur côté, les Mutuellistes, voyant bien que le prononcé du jugement n'avait été ajourné au mercredi 9, que pour en assurer militairement l'exécution, s'assemblèrent pour délibérer sur le parti à prendre; toutes les sociétés les imitèrent. Résister, vaincre ou périr; *en finir*, comme on les en avait menacés, fut partout le mot des courages ardents, des hommes incapables de s'arrêter une fois lancés dans une carrière brûlante. Personnellement insultés, ils se croyaient personnellement obligés à la défense; tous ceux-là se préparèrent au combat. Leur nombre était assez faible; on sait combien de gens, dans une assemblée quelconque, à l'occasion crient haut et fort: aux armes! et dans leur intérieur, entourés de leur famille, livrés à leurs réflexions, n'aiguisent plus leurs armes qu'en hésitant; combien ne les prendront même pas au jour provoqué par eux. Si, d'un côté, les plus exaltés des sociétés populaires attendaient ce combat avec une sorte d'impatience; de l'autre aussi, les habiles opinaient pour que nulle manifestation hostile n'eût lieu.

Partout il se trouvait des gens persuadés que savoir attendre, est souvent vaincre. Ceux-là conseillaient donc d'attendre que tout ce qui en France faisait partie des sociétés populaires, fût unanime dans la résolution de combattre une loi qui menaçait l'intérêt général des associations,

et non une application particulière à quelques Lyonnais. Ces avis prévalaient-ils ? On pourrait presque l'affirmer ; mais, comme toujours, les événemens marchèrent autrement qu'on ne l'avait prévu, et la journée du 9 avril arriva pour voir réaliser les résultats de la situation des ouvriers, des fabricans et du pouvoir.

Depuis le samedi jusqu'au mercredi, l'administration municipale, souvent plus éloquente, ne garda pas complètement le silence ; mais au lieu de publications fréquentes, distribuées en abondances et non affichées, au lieu de ces exhortations paternelles qui persuadent, au lieu de ces paroles qui touchent plus qu'elles n'effraient, tandis que le journal du pouvoir ne parlait que *de leçons à donner*, on fit placarder la pièce suivante :

LYONNAIS !

« Des désordres d'un caractère grave ont eu lieu, samedi dernier, sur la place Saint-Jean et « à l'entrée du Palais-de-Justice, à l'occasion de « la mise en jugement d'individus prévenus de « contraventions aux articles 415 et suivans du « Code Pénal.

« Quelques hommes, signalés depuis long-

« temps par leur coupable persévérance à exploi-
 « ter toutes les circonstances où le trouble peut
 « être excité, ont porté l'oubli des lois et des de-
 « voirs du citoyen, jusqu'à attenter par des voies
 « de fait à l'indépendance du pouvoir judiciaire,
 « et ont cherché à égarer et à associer à leurs pro-
 « jets insensés une population laborieuse et essen-
 « tiellement amie de l'ordre et de la paix publi-
 « que.

« Les ouvriers, nous en sommes certains, ne
 « se laisseront point égarer par de perfides con-
 « seils; ils savent que c'est par le travail et l'in-
 « dustrie que notre belle cité est parvenue à occu-
 « per le premier rang parmi les villes manufac-
 « turières; ils savent aussi que l'ordre et le travail
 « sont inséparables du maintien de l'ordre pu-
 « blic.

— « L'ordre public sera maintenu.

« L'autorité veille; les mesures sont prises et
 « toute tentative de trouble serait sévèrement
 « réprimée.

« Elle n'ignore pas que des malveillans s'agitent
 « encore, et projettent de renouveler les mêmes
 « scènes de désordre dont nous avons eu à gémir,
 « trois jours.

« Leurs efforts seront vains; ces factieux reste-
 « ront isolés au milieu de la population, que son

« bon sens et sa sagesse préserveront de toute participation à des actes répréhensibles.

« Mais , dans de telles circonstances , il ne suffit pas à l'autorité d'avoir pris d'énergiques mesures pour réprimer, au besoin, les ennemis du gouvernement et de la paix publique ; c'est encore un devoir sacré pour elle de prévenir les bons citoyens , et de les inviter à ne pas grossir, par leur présence , les rassemblemens tumultueux qui pourraient se former.

« Nous espérons que les Lyonnais entendront la voix de leurs magistrats.

« Nous espérons que si l'autorité, par une triste nécessité , était réduite à recourir à la force pour faire respecter les lois et l'indépendance des tribunaux , elle n'aura pas à ajouter à ses regrets la douleur de voir de bons citoyens devenir victimes de leur curiosité , et souffrir des mesures qui ne doivent atteindre que les factieux ennemis des lois et de la prospérité de notre industrie manufacturière.

« Fait à l'Hôtel-de-Ville, Lyon le 8 avril 1834.

Le maire de la ville de Lyon ,

« VACHON-IMBERT , adjoint. »

Tout ce que nous avons dit précédemment des rapports des ouvriers avec les autorités ne ren-

dait-il pas cette proclamation insuffisante ? Pour des gens prévenus de la partialité supposée du pouvoir contre eux , suffisait-il de ce peu de paroles depuis cinq jours ?

Quand dans nos guerres de la Fronde , Condé et le cardinal de Retz étaient près d'en venir aux mains , Mathieu Molé se jetait entre les deux rivaux ; il agissait et ne parlait pas ; ici on parlait sans agir. Aussi , à peine placardée , partout les amis de l'ordre proclamaient l'insuffisance de cette affiche. Un journal du 9 avril , au matin , disait : « A la veille des déchiremens qui peuvent être épouvantables, voici la proclamation, qu'en l'absence du maire ; le premier adjoint a cru devoir faire afficher. Aux yeux de tout lecteur impartial, elle ne dit rien autre chose, si ce n'est que deux armées sont en présence, prêtes à se livrer combat. »

Et si l'on parlait ainsi, ce n'était point au hasard ; les préparatifs de guerre étaient faits au grand jour. Le même journal les publiait pour bien faire sentir aux plus exaltés l'inutilité d'une lutte contre une armée campée dans leur ville.

« L'Hôtel-de-Ville a reçu aujourd'hui ; » disait un article du 9 au matin , » chevaux de frise , fusées, projectiles, armes offensives et défensives de toute espèce, comme une place de guerre menacée d'un siège. Les postes sont doublés par-

« tout, et on a établi des batteries jusque sur les hauteurs voisines, qu'on n'avait pas jugé à propos de fortifier jusqu'à présent, et qui complètent ainsi, en se liant aux forts détachés, un formidable système d'opérations sur la ville. |

Dans cet état de choses, les membres éclairés des sociétés secrètes ne devaient pas vouloir une attaque si bien prévue par les autorités; mais les hommes d'action, partisans des coups de mains, enhardis par les scènes du samedi, poussés par leur fatalité à accepter ce combat, quelque désavantageux qu'il parût être à leurs co-associés, n'étaient aucun compte, ni des paroles pacifiques répétées dans *le Précurseur* du 9 au matin, ni des menaces de la mairie. Tous, ils se portèrent dans les rues et sur les places publiques du Palais-de-Justice.

Les hommes de désordre épars dans la population respiraient ce je ne sais quoi de batailleur, qui circule dans l'air d'une grande ville, en temps de révolution, lorsque le peuple inonde la voie publique. En général, ils n'avaient sur eux aucune arme; on peut l'assurer à l'avance, sans craindre que les débats d'un grand procès ne le démentent, mais ils se disaient à eux-mêmes : Nous en prendrons, nous en ferons. (1)

(1) L'autorité elle-même savait que les ouvriers n'avaient pas un grand nombre d'armes; et personne à Lyon, comme

Les plus prudents sans doute, restaient près de celles dont ils pouvaient disposer, les comités des associations étaient réunis en permanence, dans le but d'éviter des malheurs probables; mais ils ne prenaient aucune de ces mesures, faites pour assurer le succès des grandes insurrections, ainsi qu'il avait été fait à Paris en juillet 1830.

Quand nous osons dire que les gens sages du parti républicain avaient voulu empêcher une collision, nous n'en saurions donner une meilleure preuve que la proclamation suivante affichée et distribuée parmi le peuple, dans la matinée, avant le commencement des hostilités.

Citoyens !

« L'audace de nos gouvernans est loin de se
 « ralentir; ils espèrent par là cacher leur fai-
 « blesse, mais ils se trompent; le peuple est trop
 « clairvoyant aujourd'hui; ne sait-il pas d'ailleurs
 « que toute la France les abandonne, et qu'il
 « n'est pas un homme de conscience, dans quel-
 « que position qu'il soit, manufacturier ou pro-

à Paris, en 1830, n'avait un arsenal approvisionné, préparé pour la révolte; l'événement l'a prouvé.

« l'étaire, citoyen ou soldat, qui ose se proclamer
 « leur défenseur ?

« Citoyens, voici ce que le gouvernement de
 « Louis-Philippe vient encore de faire..... Par
 « des ordonnances du 7 de ce mois, il a nommé
 « plusieurs courtisans, ennemis du peuple, à des
 « fonctions très-lucratives. Ce sont des sang-sues
 « de plus, qui vont se gorger de l'or que nous
 « avons tant de peine à amasser, pour payer d'é-
 « crasans impôts. Parmi eux, se trouve Barthe
 « le rénégat, qui est aussi nommé pair de
 « France!.. .. Ainsi, l'on récompense les hom-
 « mes sans honneur, sans conscience, et on laisse
 « souffrir de misère ceux qui sont utiles au pays :
 « les ouvriers, par exemple, et les vieux soldats.
 « Pourquoi nous en étonner !..... Ceux-ci sont
 « purs et braves ; ils ne chérissent l'existence,
 « que parce qu'elle leur donne la faculté d'aimer
 « et de servir leur patrie ; c'est pourquoi aussi
 « on les emprisonne, on les assomme dans les rues
 « et on les envoie à Alger !..... Ce n'est pas là ce
 « que ferait un gouvernement national, un gou-
 « vernement républicain. Mais l'acte le plus si-
 « gnificatif de la royauté, c'est la nomination
 « de Persil au ministère de la justice !..... Persil,
 « citoyens, c'est un pourvoyeur d'échafauds !....
 « C'est Persil qui a fait rouler les têtes des hom-
 « mes les plus patriotes de la France, et si les

« jurés les lui ont refusées, ce n'est pas faute
 « d'insistance de sa part!..... C'est Persil qui a
 « eu, le premier, l'infamie de dire, qu'il fallait
 « détruire les associations et abolir le jury!!! En
 « le prenant pour ministre, la royauté a donc
 « adopté toutes les pensées, toutes les haines de
 « cet homme! Elle va donc leur laisser un libre
 « cours!..... Pauvre France, descendras-tu au
 « degré d'esclavage et de honte auquel on te
 « conduit?.....

« La loi des associations est discutée dans ce
 « moment à la Chambre des pairs. Nous savons
 « tous qu'elle y sera immédiatement adoptée.
 « Nous la verrons donc très-incessamment pla-
 « cardée dans les rues!...

« Vous le voyez, citoyens, ce n'est pas seule-
 « ment notre honneur national et notre liberté
 « qu'ils veulent détruire, c'est notre vie à tous,
 « notre existence qu'ils viennent attaquer. En
 « abolissant les sociétés, ils veulent empêcher aux
 « ouvriers de se soutenir dans leurs besoins, dans
 « leurs maladies, des'entr'aider, surtout pour ob-
 « tenir l'amélioration de leur malheureux sort!...
 « Le peuple est juste, le peuple est bon; ceux qui lui
 « attribuent des pensées de dévastation et de sang,
 « sont d'infâmes calomniateurs, mais ceux qui leur
 « refusent des droits et du pain sont infiniment
 « coupables.

« Ouvriers, soldats, vous tous, enfans de l'hé-
 « roïque France, souffrirez-vous les maux dont
 « on vous menace, consentirez-vous à courber
 « vos têtes sous le joug honteux qu'on prépare à
 « votre patrie? Non; c'est du sang français qui
 « coule dans vos veines, ce sont des cœurs fran-
 « çais qui battent dans vos poitrines, vous ne
 « pouvez donc être assimilés à de vils esclaves.
 « Vous vous entendrez tous pour lui rendre
 « son titre de première des nations!...

• » 8 avril 1834. »

Un parti, qui certes ne manque pas d'habiles écrivains, sachant comment on peut émouvoir et échauffer le peuple, eût-il lancé un semblable appel aux armes? Chacun peut en juger. Il est tout au plus l'œuvre d'individus isolés, de gens exaltés par leurs opinions, nourris des déclama- tions des sections.

C'est le résultat des sociétés républicaines, ce n'en est pas le manifeste. Membre des sociétés patriotiques, un Mutuelliste exaspéré a pu faire une semblable proclamation; un comité républi- cain eût mieux écrit; il y avait mieux à dire, il faut l'avouer.

Dès la veille, sans doute, et dès les jours pré- cédens, les partisans de l'insurrection avaient an- noncé à leurs amis éloignés la possibilité d'un

combat. Partout, d'après cela, on devait l'annoncer et le prévoir; mais comme quand le feu et la poudre sont en présence, on doit annoncer et prévoir une prochaine et épouvantable explosion.

V.

Coup-d'œil topographique sur Lyon. — Sa population. — Force de la garnison le 9 avril au matin. — Position des troupes, bonnes dispositions du général. — Les deux partis s'observent. — Place St-Jean. — Premier feu. — Les ouvriers courent aux barricades. — Situation de la ville.

Nous croyons ici devoir, en quelques mots, indiquer à peu près la position topographique des différens quartiers et faubourgs de la ville, où les combats furent engagés, pour que l'on puisse juger de la vérité de certaines assertions publiées dans les premiers jours de la lutte.

La ville de Lyon, dont le centre occupe une grande presqu'île entre le Rhône et la Saône, est dominée au nord-est et au nord-ouest par des hauteurs. Sur celles situées au nord-est, entre le Rhône et la Saône, est la ville de la Croix-Rousse,

espèce de faubourg de Lyon , battue par le fort Montessuy, construit depuis 1831. Entre la Croix-Rousse et le quartier des Capucins habité par des négocians et des ouvriers , on a établi la caserne fortifiée des Bernardins. Elle est destinée à réduire cette partie de la ville en cas d'émeute et à l'isoler du faubourg Saint-Claire situé le long du Rhône. Au nord et au nord-ouest, sur le penchant des hauteurs de la rive droite de la Saône, dont les forts Saint-Irénée et d'autres en construction complèteront bientôt le système de défense , sont placés les quartiers de Saint-Just , Saint-Jean et Saint-Georges. Le sanctuaire de Fourvières , placé au haut de l'escarpement le plus rude de la montagne, domine ces trois quartiers, en plongeant presque perpendiculairement sur le quartier Saint-Jean. Les ouvriers sont en grand nombre dans cette partie de la ville et peuvent toujours être en communication facile avec le faubourg de Vaise. Celui-ci longe le prolongement de ces collines , en remontant la rive droite de la Saône, sur la route de Paris. Sa nombreuse population compte aussi beaucoup d'ouvriers en soie. Sa communication entre Vaise et la Croix-Rousse peut avoir lieu, malgré les forts élevés jusqu'à ce jour, par les parties de cette ville qui descendent vers le pont de la Gare ou par celles qui débouchent sur la campagne.

La ville de la Guillotière et des Brotteaux toute située en plaine sur la rive gauche du Rhône est menacée de loin par le fort Montessuy et renfermée déjà dans une enceinte de forts détachés. Le fort Lamothe seul peut l'isoler complètement du Dauphiné. La Guillotière peut couper la communication directe de Lyon avec tout le midi, en occupant la tête du pont de ce nom. Le nombre, à la Guillotière, des ouvriers en soie est moindre eu égard à sa population, qu'à Saint-Georges et à la Croix-Rousse.

Le centre de la ville, entre le Rhône et la Saône, où sont les paroisses Saint-Bonaventure ou des Cordeliers et de Saint-Nizier, est coupé par beaucoup de rues étroites, mais populeuses, marchandes, et habitées surtout par des détaillans plutôt que par des ouvriers.

Le quartier de Bellecour, percé de rues larges et droites, bordé par le confluent des deux rivières, en communication par le pont de la Mulatière, avec le Midi, et, précédé de la place Louis-le-Grand, peut devenir pour des troupes une position *inexpugnable*, si les hauteurs de Saint-Georges ne sont pas garnies d'artillerie ennemie.

La population de Lyon, en y comprenant les faubourgs, est d'environ cent quatre-vingt mille habitans. Si nous n'avons pas parlé des industries autres que celle de la soie, c'est qu'elle est la plus

nombreuse, et qu'elle a été seule mise en cause.

En 1830, la garnison de Lyon était d'environ deux mille cinq cents hommes ; en 1831, au moment des événemens de novembre, outre sa garde nationale, la ville avait près de cinq mille hommes effectifs.

Mais depuis, malgré la répétition des fautes qui avaient livré Paris, en 1830, à la révolution, et fait tomber l'antique monarchie, l'autorité, à Lyon, avait été heureuse d'échapper aux fatales conséquences qu'aurait pu avoir l'évacuation de la ville ; elle se tenait sur ses gardes, et y avait rassemblé une garnison nombreuse qui, terme moyen, ne resta jamais au-dessous de dix à onze mille hommes.

Le 9 avril au matin, la division formant la garnison aux ordres du général Aymar, présentait un effectif de plus de douze mille hommes ainsi répartis :

INFANTERIE.

6^e de ligne à 3 bataillons, 2,100 hommes environ ;

27^e " " " 2,100

28^e " " " 2,100

21^e " 1 " 700

7^e léger à 3 " 2,100

15^e " 2 " 1,400

10,300

Report d'autre part : 10,300

CAVALERIE.

7 ^e dragons à 6 escadrons, 800 h.	} 1,100 chevaux,	1,250
8 ^e " 3 " 450		

ARTILLERIE.

13 ^e régiment nouvellement formé de détachemens tirés des 1 ^{er} , 4 ^e , 7 ^e et 8 ^e régimens de cette arme.	1,100
Enfin 3 compagnies du 2 ^e régiment du génie.	150
Total. . .	<u>12,800</u>

Et pour ne rien omettre dans la force armée, dont le gouvernement disposait, cinq brigades de gendarmerie à cheval et cinq à pied. Les Mutilles, les Ferrandiniers, unis aux Droits-de-l'Homme, si tous eussent pris part au combat, étaient sans doute loin de réunir un aussi grand nombre de combattans. Le général pouvait compter sur l'arrivée des renforts qu'il avait demandés. Les ouvriers, partisans du coup de main, espéraient que les populations de Saint-Etienne, de Tarare, de Châlons, de Grenoble, émues par leur appel populaire se lèveraient en masse comme eux, et viendraient combattre avec eux. Leur confiance n'était donc nullement diminuée par la possibilité d'avoir à lutter contre un nombre de troupes, double ou triple du leur.

Dès la pointe du jour , quatre bataillons , serrés en masse par divisions , avaient été placés comme réserve sur la place Bellecour , avec la cavalerie adossée aux arbres de la promenade des tilleuls et deux sections d'artillerie sur les flancs. Tout annonçait, dans cette disposition de troupes, qu'en cas d'attaque , cette place deviendrait à la fois une réserve et un quartier général.

Le peuple circulait paisiblement autour des troupes ; aucune communication n'avait lieu avec elles.

Les positions fortifiées qui dominant la ville , surtout celles entre la Saône et le Rhône , avaient reçu un renfort d'hommes et des provisions de guerre et de bouche. L'Hôtel-de-Ville avait été rendu imprenable , et les abords du Palais-de-Justice étaient militairement occupés par des bataillons ou des divisions d'infanterie. L'isolement complet du soldat , cette précaution de le tenir à l'abri de toute communication avec les habitants , eut le double avantage , d'abord , d'éviter l'entraînement et la séduction , et puis de convaincre le militaire qu'il était dans une ville ennemie , ou qu'il fallait traiter comme telle.

Les ponts inférieurs de la Saône surveillés par de forts détachemens , le quai du Rhône éclairé par de la cavalerie et occupé par de nombreux piquets ; partout enfin , on voyait les préparatifs

d'une défense parfaitement entendue. Les troupes étaient toutes disposées de manière à pouvoir promptement prendre l'offensive.

L'autorité municipale, se considérant sans doute elle-même comme en état de guerre, s'était abandonnée à la force militaire. Peut-être tous les malheurs de Lyon s'expliquent-ils par cela seul. On avait dit à un officier général : « *Gardez la ville*, » et il l'a gardée. Si on lui avait dit : « *Sauvez la ville*, » sans doute il l'aurait sauvée ! Pendant toute la matinée, les soldats et les ouvriers s'observèrent inquiets et silencieux partout où ils se rencontraient.

Quelques patrouilles de dragons, passant sur la place de la préfecture, à dix heures et demie, avaient été saluées des acclamations usitées : *Vivent les dragons*, et avaient paru peu hostiles au peuple (1). Mais, hors quelques rencontres de patrouilles, le contact du gros de la troupe avec les ouvriers était impossible.

Les heures s'écoulaient ; le procès des Mutualistes avait commencé, et leurs défenseurs allaient prendre la parole ; Lyon était calme encore ! Cinq ou six mille ouvriers au plus, occupaient, en se promenant, toute la partie de la ville com-

(1) Plusieurs donnèrent même la main aux hommes du peuple.

prise entre le Pont-de-Pierre et le pont du Concert, d'une part; la place Bellecour et le Palais-de-Justice, de l'autre.

La place Saint-Jean, voisine du Palais-de-Justice, offrait seule un rassemblement dont on pût craindre quelque attaque; la force militaire y était aussi beaucoup plus considérable qu'ailleurs. Le 7^e léger occupait ces positions, sans doute pour se mettre à même de donner un démenti à la conduite de son détachement sur cette même place dans la journée du samedi.

Pourquoi faut-il qu'avant le combat on n'ait pas fait ce qui fut pratiqué ensuite avec tant de succès, lorsque les premiers coups de fusils eurent été tirés? Pourquoi la circulation ne fut-elle pas interdite dès le matin? Pourquoi, puisqu'on était résolu à l'arbitraire de l'état de guerre après-midi, ne le déployait-on pas dès neuf heures du matin? La mesure prise d'empêcher toute espèce de rassemblement eût été exceptionnelle et rigoureuse; elle eût cependant mieux valu que la mitraille et les pétards.

Dire comment le combat fut engagé est chose difficile, avant que l'instruction judiciaire ne prononce; et encore tant de gens ont intérêt à se taire, que la vérité sera peut-être impossible à découvrir. Les uns affirment que les sommations ne furent point faites, parce qu'elles ne

furent pas jugées convenables. Le bulletin ministériel n'en parle pas non plus, en annonçant qu'à la lecture d'une proclamation, l'ordre fut donné de disperser les ouvriers. Attendons pour décider.

Nous avons dit comment, dans l'état moral de la population, une étincelle pouvait mettre le feu à tant de matières inflammables. Si la justice doit informer pour savoir qui a porté le premier coup, l'histoire doit dire qu'un premier coup était désormais inévitable.

A onze heures moins un quart, une décharge est faite, par un détachement de gendarmerie, sur la place Saint-Jean. Fut-elle provoquée? nous l'ignorons, elle occasionna la mort d'un agent de police qui se trouvait auprès d'une barricade, à laquelle, dit-on, il paraissait travailler. La foule sans armes, en partie composée d'ouvriers, est criblée de balles, plusieurs victimes inoffensives tombent. Le cri, *aux armes et vengeance*, répond à ce premier feu; les issues de la place, subitement évacuées, sont cernées par des barricades faites en peu d'instans par les gens du quartier, et les autres s'échappent dans toutes les directions. Les uns courent le long du quai de Saône pour gagner le faubourg de Vaise et la Croix-Rousse; quelques autres traversent la place Bellecour pour se rendre à la

Guillotière, et un grand nombre, en passant le pont Séguin et le Pont-de-Pierre, se jettent dans les quartiers marchands de Saint-Nizier, de la rue Mercière, et de la Boucherie des Terreaux.

Le signal de la guerre civile est ainsi donné partout et à la fois. Ceux qui s'attendaient au combat, qui le voulaient, sans l'avoir provoqué peut-être, se montrent aussitôt.

Leur petit nombre frappe tout le monde ; ils manquent d'armes, et les barricades qu'ils forment, à la hâte, sont à peine en construction, que déjà les têtes de colonne se présentent pour enlever les premières.

Nous croyons utile d'entrer ici dans quelques développemens sur le commencement des hostilités. Cela est important dans l'intérêt de la vérité.

Les communications furent interceptées, à l'instant même, par l'occupation imposante de l'Hôtel-de-Ville, au centre des quartiers marchands, par les troupes établies sur les quais, et par la séparation de la ville en trois parties, au moyen de l'occupation des ponts. Si l'on n'eût pas hésité, dans ce premier moment, à occuper tous les points qui plus tard ont servi de places d'armes aux insurgés, peut-être avec une moindre perte de sang et sans causer certainement d'aussi effrayans dégâts avec l'artillerie, eût-on

pu comprimer une révolte à laquelle toutes les masses populaires n'avaient pas été appelées à prendre part. Mais sur la foi de la rumeur publique, croyant que tous les ennemis du gouvernement avaient pris les armes, on ne s'exposa pas d'abord à pénétrer partout. Agissant dans Lyon comme dans une ville ennemie, on ne voulut marcher que sûrement et pas à pas, en s'assurant continuellement des points occupés en arrière. Cette marche militaire et sûre était la plus longue. Les ouvriers engagés dans la lutte en profitèrent et, devant une population neutre, suppléèrent à leur petit nombre par leur incroyable activité.

Le Réparateur écrit pendant le cours de ces déplorables journées, doit nous servir beaucoup pour juger de la situation de la ville. Cerné lui-même dans le quartier de l'insurrection, le rédacteur de ce journal ne peut nous fournir aucun renseignement sur les opérations militaires dans leur ensemble, mais il peut nous dire ce qui se passait autour de lui.

« Il fait un temps superbe ; tout le monde est aux fenêtres ; » écrivait-il, pendant que la fusillade se faisait entendre à l'entour.

Lyon offrait donc le spectacle d'une armée aux prises avec les insurgés et d'une population spectatrice inoffensive du combat.

VI

Le combat s'engage partout. — La place de la Préfecture est enlevée par les troupes. — Faible défense et importance de ce point. — La Guillotière se barricade. — Les hauteurs sont occupées par les insurgés. — Prise du télégraphe. — Interruption des communications. — La Croix-Rouge. — Fin de la première journée. — Silence de l'autorité municipale.

La fusillade s'engagea promptement sur plusieurs points, dans le quartier St-Jean, près de la cathédrale, entre les ouvriers et les soldats. Ceux-ci occupèrent l'église elle-même et ses tours, d'où ils pouvaient faire taire le feu partant des toits environnans. Pendant ce temps, une partie des fuyards traversa le pont Séguin, gardé par la troupe. Ces malheureux allaient recevoir une décharge, quand un officier s'élança l'épée à la main, criant au petit détachement qui voulait

faire feu : *Arrêtez, ne tirez pas sur des gens sans armes qui se sauvent.* Cette apostrophe généreuse fut entendue des soldats. Les fuyards purent regagner leurs domiciles en passant par la rue de la préfecture. Malheureusement le petit poste placé sur le quai de la Saône, et qui avait reçu vraisemblablement ses instructions d'avance, faisant sa retraite au pas de course, pour rejoindre un gros de soldats placé près de là, fut insulté par d'autres fuyards. Un soldat fait feu sur ceux qui se sauvent; un homme du peuple irrité veut désarmer un autre militaire, il ne peut y réussir, et tombe percé d'une balle tirée à bout portant. Son corps fut aussitôt enlevé par quatre hommes, et porté sur la place de la Préfecture. Son sang crie vengeance ! Le sang français va donc commencer à couler dans ce quartier.

Environ deux cents hommes, dont la moitié étaient plutôt des enfans, n'avaient pu suffire, depuis le cri *aux armes* poussé par les premiers fuyards, à barricader solidement la place de la Préfecture, quand deux colonnes se présentent pour occuper cette place; l'une à l'extrémité de la rue de même nom, et l'autre à celle de la rue St-Dominique. Le poste de la préfecture, isolé d'abord, et sommé de se rendre, avait répondu en fermant les grilles. Il fallait le contenir; les ouvriers, en trop petit nombre, n'avaient pu

s'en rendre maîtres. On assure cependant qu'ils allaient en escalader l'enceinte, quand ils furent attaqués dans cette position si importante et dont l'occupation aurait pu être pour eux d'un si grand effet politique et militaire. Cinq hommes armés de fusils, dont pas un à baïonnette, placés derrière la barricade de la rue de la Préfecture, attendent de pied ferme un demi bataillon qui s'avance. Deux ou trois hommes placés sur les toits des maisons du coin de la rue, vont avec eux essayer d'arrêter la troupe, pour donner le temps à leurs camarades, qui évacuent la place attaquée en même-temps par la rue St-Dominique, de se retrancher dans la rue Raisin, et de se sauver par le passage de l'Argue de la rue Mercière.

Les grenadiers sont en tête de la colonne, Le chef de bataillon fait battre la charge; *En avant grenadiers* est répété par les officiers de la compagnie, ils arrivent devant les planches, une décharge les arrête; un grenadier tombe raide, plusieurs sont blessés. La fusillade remplace la charge et avant de franchir cet obstacle, la troupe étonnée d'une résistance qu'elle ne connaît pas, va se reformer au milieu de la rue, en tiraillant pendant une ou deux minutes, à toutes les fenêtres des dernières maisons de la rue. La colonne s'élance de nouveau, et enlève un retran-

chement à peine élevé de trois ou quatre pieds au-dessus du sol. Les ouvriers évacuent aussitôt le théâtre provisoire en construction sur la place où ils n'ont pas eu le temps de se barricader ; la préfecture est dégagée, mais le temps s'est écoulé, et les rues voisines sont déjà rendues impraticables.

Alors on fit venir du canon. Deux pièces mitrillèrent la belle galerie de l'Argue ; des boulets renversèrent les barricades, au débouché de la rue Raisin sur la place. Celles de la rue Mercière, à peine élevées, furent abandonnées ; mais les ouvriers purent, pendant tout ce temps, se retrancher dans la rue de l'Hôpital et dans les petites rues adjacentes. Leur fusillade alors éloigna les soldats qui auraient voulu enlever ces positions ; le canon ne pouvait y pénétrer. la troupe s'établit donc dans le théâtre en construction, et la place de la Préfecture devint, avant que la première demi-heure du combat ne se fût écoulée, un point de la plus haute importance. De là, on paralysait la population des rues voisines, si elle avait voulu prendre part au combat, et on assurait les communications de l'administration centrale avec le quartier général établi à Bellecour. Peu après, quand on voulut en partir, pour pénétrer dans le dédale des rues Mercière, Raisin, de l'Hôpital et autres, la fusillade de

quelques ouvriers suffisait pour empêcher l'exécution de ce plan. Pour en finir, le général vint en personne ordonner l'application de plusieurs pétards à une maison faisant face à la place, au fond de la rue Raisin, d'où l'on inquiétait vivement les soldats. Le feu prit à la maison, elle sauta; la maison voisine que les ouvriers occupèrent, eut le même sort. Malgré cette nouvelle espèce de guerre à laquelle les Lyonnais étaient loin de s'attendre, les deux partis n'en gardèrent pas moins dans ce quartier, leurs positions pendant trois jours, jusqu'à la prise de la place d'armes St-Bonaventure, dont la rue Raisin pouvait être considérée comme un extrême avant-poste de ce côté.

Nous ne pouvons quitter cette position sans remarquer que si une direction militaire raisonnable avait été donnée aux malheureux qui la défendaient; si une certaine quantité d'armes eût été mise à leur disposition, si surtout ils avaient été assez nombreux pour mieux organiser leur défense, au moyen de fortes barricades, l'occupation n'en aurait pas été si prompte, ni si facile. Les insurgés, maîtres du centre de l'administration, quelle différence dans les événemens des jours suivans !

Dans les quartiers occupés par les troupes, toute circulation fut aussitôt interdite. Les fac-

tionnaires reçurent la consigne de tirer sur tous ceux qui paraîtraient aux fenêtres et sur les toits. Cet ordre fut exécuté, et plus d'une victime paya de sa vie son imprudence et sa curiosité. Nous n'avons pas à mettre sous les yeux de nos lecteurs ces faits isolés de la lutte des six jours, ils sont nombreux; ceux que nous mentionnons prouvent suffisamment que l'on était décidé à tout sacrifier pour assurer la place au pouvoir du gouvernement, et pour empêcher toute communication entre les insurgés.

Les ouvriers qui avaient remonté la Saône, avaient trouvé partout des asiles et des amis prêts à protéger leur retraite. Les hommes exaltés prirent les armes, résolus à s'en servir pour arrêter les têtes de colonne envoyées à la poursuite des fuyards. Le feu de l'artillerie fut donc aussitôt dirigé contre toutes les maisons d'où partaient la défense; la place de l'Herberie, au bout du Pont-de-Pierre, fut cruellement maltraitée. Le faubourg de Vaise, plus éloigné du quartier-général, eut le temps de se barricader solidement avant qu'on essayât de l'occuper. C'est là que le lendemain une troupe de soldats envoyés aux compagnies de discipline donna quelque force à l'insurrection; c'est là, que profitant de la circonstance, ces soldats brisèrent leurs chaînes, désarmèrent leur escorte et firent cause

commune avec le peuple. C'est là, que plus tard, ils payèrent cher trois jours d'une liberté si violemment reconquise. Faits prisonniers *comme pillards*, ils furent fusillés.

Dans le faubourg de la Guillotière, à une anxiété pénible qu'on remarquait pendant la matinée succéda une morne stupeur produite par le bruit lointain des premiers coups de feu qui se firent entendre dans l'intérieur de la ville de Lyon. Cependant les détonations bruyantes qui se succédaient n'excitaient aucun cri, aucun rassemblement, aucune fermentation dangereuse. Des groupes d'amis, de parents, de voisins se montrant devant leur porte, au milieu des rues, manifestaient tout bas leurs craintes. A la tête du pont, un poste d'environ 200 hommes, placé en observation, y stationna dans le plus grand calme. Sur le soir il fut renforcé par l'arrivée d'un bataillon du 21^e venant de Grenoble qui prit différentes positions à l'entrée du faubourg.

Les hauteurs de Fourvières, de Saint-George, de Saint-Just se garnissaient de tirailleurs insurgés ; le télégraphe libre jusqu'à onze heures fut occupé par les ouvriers, et le directeur fait prisonnier. Les grandes communications de l'autorité avec Paris furent donc coupées dans la soirée du mercredi. Celles avec St-Étienne restaient seules libres, mais elles étaient continuel-

lement menacées. A la Croix-Rousse, ou dans les environs, les ouvriers, en plus grand nombre qu'ailleurs, avaient promptement désarmé quelques postes de gendarmerie, de gardes de nuit, et de soldats isolés. Ils avaient élevé un système complet de barricades, et s'ils furent refoulés par le feu de l'artillerie de la caserne des Bernardines, à leur tour ils repoussèrent vigoureusement toutes les attaques ordonnées d'abord contre eux.

Tel était l'état des choses à la fin de la première journée. Le tocsin sonnait dans tous les quartiers au pouvoir de l'insurrection, et indiquait ainsi, aux différens postes éloignés, que les ouvriers étaient maîtres de la position d'où partait le bruit des cloches; le canon grondait sur le quai de Saône, sur celui du Rhône et dans la direction du fort Lamothe, sur les derrières du faubourg de la Guillotière.

La troupe était maîtresse des ponts, mais aucune position importante, occupée et défendue par le peuple, excepté la place de la Préfecture, n'avait encore été enlevée lorsque le soir arriva.

Chaque parti dut mettre à profit la nuit pour se préparer à la journée du lendemain. Que ne l'a-t-on utilisée pour essayer d'en appeler aux amis de la paix? Que n'a-t-on fait ce qui, plus tard, sauva la Croix-Rousse? L'armée, attaquant la ré-

volte, ne pouvait, il est vrai, lui offrir une suspension d'armes. Elle était dirigée par un général du génie, certain du succès parce qu'il attaquait la ville de Lyon comme une ville ennemie, et que ses dispositions, pour être lentes, n'en étaient que plus terribles. Les insurgés, maîtres de plusieurs quartiers, fiers d'avoir, malgré leur petit nombre, tenu tête à toute cette formidable garnison, qui devait, disait-on, les foudroyer en un instant, espérant aussi des secours du dehors, ne pouvaient non plus songer à capituler. Mais la municipalité, mais les magistrats populaires, défenseurs nés de la ville, ne pouvaient-ils tenter un dernier effort? La nuit, pendant que le canon ne grondait plus, ne pouvaient-ils essayer de se faire entendre? Pas une proclamation ne fut répandue, pas une communication conciliante ne fut faite! La guerre devait continuer.

Pour appuyer notre opinion sur l'influence possible d'hommes recommandables dans ces momens périlleux, nous croyons devoir citer le fait suivant : Une vaste maison, située près de la hauteur des Chartreux, avait été signalée à l'autorité comme pouvant devenir un poste de la plus haute importance pour les insurgés. Plus de deux cents personnes y habitent. Deux coups de fusil, partis du coin de la rue, allaient être le signal de sa destruction. Les pièces de la batterie

des Chartreux allaient rendre ennemie toute une population innocente. Le curé de Saint-Bruno les Chartreux, intercède pour ses paroissiens, il va répondre au commandant de l'artillerie de la tranquillité de son quartier. Le feu terrible qui avait commencé est arrêté, et le pasteur a sauvé une partie de son troupeau. *Honneur et gloire à jamais à celui qui nous a sauvés. Que Dieu lui soit en aide, et le conserve pour servir d'exemple aux hommes, et pour le bonheur de l'humanité*, ont écrit, dans une lettre rendue publique (1), les paroissiens reconnaissans. De quels noms eussent été salués les magistrats de la ville, si un pareil effort de leur part avait été suivi d'un pareil succès.

(1) Lettre signée par 83 habitans de cette maison dans le *Réparateur* de Lyon.

VII.

Nouvelles transmises par les autorités. — Dans quel but. — Renforts partant pour Lyon. — Les ouvriers se préparent à faire une vigoureuse résistance. — Discipline maintenue parmi eux.

Le pouvoir sachant bien que les chefs des sociétés populaires, dans toute la France, n'avaient point ordonné un mouvement dont l'unanimité l'aurait bien autrement inquiété que des hommes isolés, braves sans doute, mais agissant sans ensemble et sans plan, le pouvoir, disons-nous, comprit comment il pouvait empêcher le feu de se propager. Si la vérité était connue au dehors, si la résistance acharnée de la partie de la population engagée, si l'impossibilité où la garnison de Lyon allait être le lendemain de réduire seule des points fortifiés par le peuple ; si tous les détails enfin de ce qui se pas-

sait à Lyon étaient publiés, augmentés qu'ils seraient par la clameur publique; ces causes seules pouvaient déterminer ailleurs d'autres soulèvements. Les secours demandés ne seraient point arrivés. Aucune correspondance particulière ne pouvant sortir de Lyon, les dépêches officielles furent composées en conséquence. Pour Paris, on essaya d'envoyer des nouvelles télégraphiques au poste du Limonet, le premier de la ligne sur Lyon; mais dans la préoccupation de la journée on avait oublié que le directeur était dans le quartier au pouvoir des insurgés, et qu'il était leur prisonnier.

Les dépêches durent donc être transmises par un préfet voisin, en attendant un directeur du télégraphe, demandé en toute hâte à la direction de Nismes; celui-ci n'arriva que le samedi soir et ne put entrer en fonction à Lyon même que le lundi. On n'hésita pas cependant à affirmer le 10 *que quelques-uns des perturbateurs ayant essayé d'interrompre la communication télégraphique en détruisant le poste de Lyon; (il fut occupé et non détruit.) la communication avait été bientôt rétablie et que c'est ainsi que les dépêches données la veille avaient pu parvenir à Paris.* Des estafettes partirent par des chemins de traverse, et le public sans s'inquiéter de la route qu'avaient suivie ces nouvelles, les reçut par l'intermédiaire de ces

autorités. On soupçonnait bien la gravité des circonstances, mais on ne pouvait s'en faire une idée après de telles assurances : pour Marseille où l'on craignait un mouvement, le général Aymar se chargea de la correspondance. Il écrivit au général Danremont :

Au quartier général de Lyon.
Le 9 avril 1834, 4 heures après-midi.

« Monsieur le lieutenant-général.

« *Les hostilités ont commencé* à dix heures du
« matin ; toutes les barricades qui avaient été éle-
« vées sur les deux rives de chaque fleuve et dans
« les rues intérieures, notamment sur la place de
« la Préfecture, ont été enlevées avec une admi-
« rable résolution ; il n'y a pas eu la moindre hé-
« sitation.

« Actuellement, quatre heures après-midi, on
« tire de loin en loin quelques coups de fusil.
« L'insurrection est refoulée dans l'intérieur de
« ville ; elle ne paraît pas avoir de centralisation.
« Le quartier de la Croix-Rousse n'a pas bougé,
« nous en sommes les maîtres.

« Je vous écrirai s'il y a lieu à vous faire part de
« quelque événement.

« Recevez, etc.

Le lieutenant-général, commandant
la septième division militaire,

Signé, Aymar.

D'après tout ce que nous avons dit des combats du 9, cette dépêche aurait pu surprendre à Lyon. On y aurait été bien étonné d'apprendre que l'insurrection *était refoulée partout*, quand, au contraire, elle était plus forte et plus terrible le 9 à 4 heures et demie. Mais au dehors il fallait des bulletins de victoire, pour encourager la troupe partout où l'on pouvait craindre qu'elle n'eût à combattre avec le peuple. Le général Aymar, ancien officier de l'Empire le comprit ainsi. Dans le Midi, le général Danremont put donc faire afficher la lettre de son collègue de Lyon, en réponse aux interprétations données par la presse républicaine au manque absolu de nouvelles particulières. *Le Peuple souverain* (1) avait dit : « Que
« nos citoyens se rassurent sur les conséquences
« que pourraient avoir à Marseille les événemens
« de Lyon. Des patriotes, éprouvés et purs,
« veillent sur les intérêts de la propriété et du

(1) Journal républicain de Marseille.

« commerce, comme sur ceux de la liberté. Tout
 « leur fait espérer que le changement politique
 « qui semble se préparer, n'entraînera aucune
 « collision sanglante, aucune injure aux person-
 « nes, même les plus compromises.

« S'il arrivait malheur, ce serait la faute du
 « pouvoir et non la nôtre ; car nous le jurons par
 « l'étoile de juillet, la république à laquelle nous
 « avons voué nos cœurs et notre vie, sera aussi
 « grande, aussi magnanime, aussi instructive pour
 « les peuples, que la révolution de 1830.

A Marseille, les partisans de la cause lyonnaise
 pouvaient donc vouloir secourir leurs amis. En
 affichant par anticipation une victoire probable
 sur la république, on empêchait sans doute des
 combats incertains.

Nous sommes loin, nous, amis de la paix et de
 l'ordre, de contester l'utilité pour un gouverne-
 ment, de semblables moyens. Seulement, nous
 devons indiquer les faits, et dire comment on a
 pu dompter une insurrection partielle, dont l'is-
 sue eût été douteuse, si les renforts demandés
 partout eussent été arrêtés par des émeutes cor-
 respondantes sur les points qu'il fallait dégarnir
 de troupes pour les envoyer contre les Lyonnais.

Le préfet avait écrit, à Paris, que *force était*
restée à la loi, et l'on annonçait que *le mercredi*

à cinq heures l'action était finie et que les troupes étaient au repos. Singulier repos!

« Aujourd'hui, ajoutait-on le lendemain, le
« le temps n'a été qu'accidentellement favorable;
« une seule dépêche est arrivée, elle annonce
« que le général Aymar, à la tête des troupes,
« était maître de Lyon et de toutes les positions.
« Les insurgés s'étaient réfugiés dans les petites
« rues du centre de la ville!! »

(Bulletins ministériels.)

Grâce à ces nouvelles anticipées d'une victoire complète et de la soumission des ouvriers, les ministres purent dissimuler leurs vives inquiétudes et pourvoir à la sûreté de l'état. Les partisans des Lyonnais ne purent rien faire en leur faveur. Leur prise d'armes mal concertée, faite contre l'avis de leurs chefs les plus habiles n'offrait plus de chances de succès à leurs imitateurs, d'après la confiance affichée des autorités locales.

La télégraphie a donc cette fois encore sauvé un gouvernement. Mais comme elle n'a jamais été convaincue de plus de mensonges, ne peut-on pas en conclure que son crédit dans l'avenir est perdu? Un député exprimait fort bien cette pensée en disant : *Je croirai tout, excepté la télégraphie*

Cependant les renforts se mettaient en route de toutes parts ; la fermentation qui se manifestait à Grenoble, mais ne pouvait y faire explosion, faute de nouvelles positives, n'empêcha pas les bataillons du 15^e de ligne et du 23^e de se mettre en route, à marches forcées, et d'arriver à Lyon avant la fin des combats, le 21^e léger était parti d'Avignon. L'immense majorité royaliste de ce pays ne pouvait donner de craintes au pouvoir; il savait parfaitement qu'à Lyon il n'avait à craindre d'attaques que de l'avant-garde exaltée de la république.

Les bataillons du 15^e léger en garnison dans le bassin de la Saône, étaient en marche pour arriver. Deux bataillons partaient de Montélimart; ces troupes allaient fournir une division active assez nombreuse pour enlever de vive force toutes les positions que l'on canonait en les attendant

Pendant cette première nuit, le Général occupé de transmettre ses ordres sur tous les points, ne négligea rien pour fournir aux besoins des soldats. Des discours d'encouragement, dans les bivouacs, les disposaient à supporter toutes les chances de cette guerre de rues. L'isolement complet de la population qu'on leur représentait tout entière comme hostile et voulant les massacrer du haut des toits, continuait à être main-

tenu. L'armée campait donc dans la cité. Les citoyens ne se présentaient à elle que comme des ennemis. Peut être doit-on attribuer à cette persuasion du soldat tant de scènes de sanglantes représailles, scènes d'horreur que d'autres raconteront sans doute un jour et dont nous n'indiquerons qu'à peine les théâtres particuliers.

Cependant les ouvriers, retranchés dans les différentes positions qu'ils occupaient, songeaient aussi aux meilleurs moyens de défense. Dépourvus d'armes de guerre, ils commencèrent à faire des visites dans les maisons, demandant qu'on leur remit toutes celles qu'on pourrait avoir. Leurs recherches produisirent peu de résultats; ils demandaient et n'exigeaient pas; chacun conserva donc facilement jusqu'au bout sa neutralité. Quelques-uns prévoyant le manque de poudre s'occupèrent à en fabriquer; d'autres fondaient le plomb de leurs métiers pour en faire des balles. Persuadés que la canonnade qui n'avait pu les forcer dans toute la journée, avait retenti au loin, ils se croyaient surtout assurés de l'appui de leurs frères de Saint-Étienne. Les combattans exaltés disaient : le peuple est unanime contre le gouvernement, le peuple saisira cette occasion de le combattre. Malheureux ! ils ignoraient que même parmi les partisans de l'insurrection populaire, beaucoup sont

d'avis que le peuple ne doit se lever que *quand les chefs se croient sûrs de vaincre*. Ils n'avaient pas lu les phrases suivantes tirées d'un journal républicain, (1) dont les théories pacifiques ne pouvaient être comprises par eux après le succès de 1830.

« Les hommes impatients qui se jettent en avant, « en compromettant la liberté et leur propre « sort, se verront toujours, malgré des intentions « généreuses, abandonnés par l'immense majorité, qui veut savoir où elle va et pourquoi elle « délaïsse ce qui est établi ; enfin, ce qu'elle doit « gagner au changement. » Ils sentaient et ne raisonnaient pas ! Cependant, forts de leur courage et de leurs espérances, ils se nommèrent des chefs particuliers dans chaque position.

La discipline la plus sévère fut ordonnée, le respect le plus absolu de la propriété fut observé, et, mettant en pratique les phrases du journal républicain de Marseille que nous citons plus haut, ils se concilièrent ainsi, sinon le concours et la sympathie, du moins la neutralité des quartiers qu'ils occupaient. Nous en citerons quelques exemples :

A Fourvière, les ouvriers entrèrent chez une maîtresse de pension pour s'établir dans son jardin, cette dame eut peur et voulut se sauver, ils

(1) *Le Précurseur*.

la prièrent avant son départ de leur donner une robe noire pour faire un drapeau et le placer sur le clocher, afin de mettre cette antique chapelle à l'abri des coups de l'artillerie. En revenant le mardi chez elle, cette même dame n'eut à se plaindre d'aucune dévastation, ni d'aucun vol.

Ceux qui s'emparèrent de la caserne des Minimes à Saint-Just, traitèrent les militaires restés prisonniers avec la plus grande douceur, et cherchant des armes, ils trouvèrent une malle pleine d'objets de valeur appartenant à un officier; ils la confièrent à la garde de trois d'entre eux, en prévenant que s'il y manquait quelque chose, le coupable serait fusillé; la malle a été rendue intacte.

Personne, que nous sachions, n'a eu à se plaindre de vols ou d'excès. La circulation dans ces mêmes quartiers occupés par les ouvriers, y était presque toujours libre pour les habitans; les portes des allées étaient ouvertes nuit et jour.

Les femmes et les ministres du culte étaient respectés; l'ordre régnait dans le désordre! Singulier état de choses dont nous ne saurions donner un aperçu plus fidèle que les lignes suivantes écrites sur les lieux pendant le combat, et tirées des supplémens du Réparateur.

« Au surplus quelque chose d'inexplicable pour
« qui s'arrête aux apparences, se passe sous nos

« yeux. C'est l'incroyable tranquillité d'une grande
 « partie de la population au milieu de ce désor-
 « dre. Partout où n'arrivent pas des coups de
 « fusil, des groupes se forment sur le pas des
 « portes, à l'entrée des boutiques, toutes fer-
 « mées sans exception. On y cause, on s'y en-
 « tretient paisiblement des bruits qu'on a pu
 « recueillir. Des individus armés, au nombre de
 « deux ou trois, quelquefois seuls sortent de cer-
 « tains passages pour aller demander des cartou-
 « ches ou des renseignemens. Personne ne pa-
 « rait disposé à les inquiéter. Des soldats désarmés
 « portant un de leurs blessés à l'hôpital, passent
 « à côté des tirailleurs du parti ennemi, sans
 « empêchement, si ce n'est sans inquiétude. Ja-
 « mais guerre civile n'eut un caractère plus sin-
 « gulier; il semble qu'il s'agisse en ce moment de
 « toute autre chose que de l'avenir de la France.
 « Cette impassibilité est un fait bien significatif,
 « mais ce n'est pas le moment d'en rechercher
 « les causes, encore moins de les développer. »
 Les bureaux de ce journal, légitimiste prononcé,
 sont placés au centre du quartier de St-Nizier et
 de St-Bonaventure. Des ouvriers en cherchant
 des armes y pénétrèrent; le rédacteur ayant
 répondu qu'il n'en avait pas, ne fut nullement
 inquiété, la propriété devait être violée plus
 tard, mais par d'autres...

VIII.

Matinée du 10. — Les ouvriers dans les campagnes. — Le drapeau noir à l'Antiquaille. — Défense de la rive droite de la Saône. — Modération des ouvriers manquant de pain. — Attaque de la Guillotière par l'artillerie. — Incendies, dévastations. — Résultat de ce combat. — Proclamation de la préfecture. — Prise du fort de St-Irenée par le peuple et de trois pièces de canon. — L'insurrection plus violente. — Quartier des Cordeliers. — Discipline des ouvriers. — Leur petit nombre. — Ils fabriquent de la poudre. — Leur désintéressement. — Perquisitions dans les maisons. — Générosité d'un soldat.

Le jeudi, au point du jour, le feu qui avait cessé pendant la nuit sur tous les points, recommença avec violence. Le coteau de Fourvières fut garni de tirailleurs par les ouvriers. De la rive droite de la Saône, et de toute la colline jusqu'au confluent du Rhône, partirent de temps

en temps des coups de fusils contre les troupes qui occupaient la presqu'île de Perrache. Par la faiblesse de la fusillade, il était facile de voir que les armes manquaient aux insurgés. Pendant cette journée, plusieurs d'entre eux se répandirent dans les campagnes environnantes. Ils demandèrent les fusils et les munitions des gardes nationales ; quelques communes remirent les leurs, quelques autres s'y refusèrent. Plus tard, le licenciement ordonné par le gouvernement, et les éloges donnés par le préfet du département, punirent et récompensèrent la conduite de chacun, en la faisant connaître au reste de la France. (1)

L'artillerie augmentée d'un détachement arrivé de Valence, put servir un plus grand nombre de batteries. Au bout du pont de Tilsitt, au bout du pont Séguin, dans la rue de l'Arsenal et sur la place Bellecour, des pièces de différens calibres dirigèrent leur feu contre les coteaux de Fourvières, de St Just, et de St Georges. L'hôpital des fous, nommé l'Antiquaille, ne fut point épargné ; trois ou quatre tirailleurs placés dans un jardin au dessous, lui attirèrent autant de

(1) Les gardes nationales de plus de vingt communes ont été licenciées, celle de St-Etienne est de ce nombre. On a même licencié celle de Lyon qui n'existait pas !

boulets qu'ils tiraient de coups de fusil. Le lendemain on y arbora un drapeau noir, signal de protection pour ce *lieu sacré*, et non pas d'une guerre à mort déclarée aux soldats par les ouvriers, comme on se plut à le répandre. Toute les barricades ayant été renforcées par le peuple, quelques unes étaient devenues de véritables remparts; les troupes concentrées dans les points qu'elles occupaient la veille, ne s'aventuraient point dans ces défilés montueux d'où quelques hommes seulement les tenaient en échec. On croyait que chaque maison renfermait de nombreux combattans. L'occupation de ce côté de la ville était importante pour les ouvriers; ils le comprirent en le défendant jusqu'au dernier jour. Si St-Etienne s'était soulevé en leur faveur, et que le pont de la Mulatière, battu par le canon de l'armée, eût arrêté le passage de leurs auxiliaires, ceux-ci pouvaient se jeter dans ce quartier : de là pouvaient partir quelques vigoureuses attaques. Le Général fit donc continuellement répondre à leur feu par un feu supérieur, pour empêcher une invasion sur la presqu'île de Perrache. Le pont de Chazournes fut brûlé par un bateau de foin embrasé, descendu du hant de la Saône.

Cependant isolés eux-mêmes et manquant déjà de munitions et de vivres, les ouvriers se mirent

à faire des quêtes. Un habitant de Lyon revenant de la campagne, s'était jeté de ce côté, sachant que la troupe ne laissait pas circuler ailleurs, il fut arrêté à une première barricade. « *Du pain pour les ouvriers,* » lui disent plusieurs hommes, dont trois ou quatre armés de fusils. Cette personne n'ayant point de pain à leur donner, croit qu'un franc le remplacera, son argent accepté, il passe. Plus loin il est arrêté de nouveau; même demande : *J'ai déjà donné tout à l'heure,* répondit le voyageur peu intimidé, à la manière presque polie dont il était interpellé, « *C'est différent.* » Et il fut libre de continuer son chemin.

Nulle part, on ne pouvait sous aucun prétexte sortir de chez soi, même pour se procurer des vivres; l'ordre public le voulait ainsi. Dans le faubourg de la Guillotière, vers les sept heures du matin, quelques barricades avaient été faites par un petit nombre d'hommes, et des coups de feu avaient été tirés des maisons de la grande rue sur la troupe qui s'avancait pour détruire ces barricades. Bientôt une lutte terrible s'engagea, et plusieurs bombes ou boulets lancés par l'artillerie sur les maisons d'où les coups de fusils étaient partis allumèrent le feu en divers endroits. Un vent du nord très violent poussait les flammes avec impétuosité: les malheureux locataires des maisons où le feu se communiquait, dans la dure

alternative de périr dans les flammes ou par le fer des soldats qui repoussaient à coups de fusils tous ceux qui osaient se montrer, se sauvaient par les toits en cherchant à gagner les bâtimens les plus éloignés du théâtre de l'incendie. Aucun effort n'étant fait pour en arrêter les progrès, il gagnait de maison en maison, et c'est ainsi que successivement il atteignit la maison Charbonnier, l'auberge de la Couronne, les maisons Nand et Blanc, et y causa des dégâts affreux. Tout ce groupe de maisons, dont plusieurs d'une très-grande valeur, s'aneantit ainsi ravagé et brûlé à la vue de la population consternée.

La partie la plus éloignée de ce faubourg était tenue en respect par le fort Lamothe et ne paraissait prendre aucune part à l'insurrection; quelques ouvriers seulement occupaient le clocher de la paroisse et tiraillaient en sonnant le tocsin. Pour se mettre en communication avec le Dauphiné, et recevoir les nombreux renforts échelonnés dans cette direction, le commandant militaire concentra d'abord ses efforts sur la Guillotière, sans doute aussi dans le but d'empêcher le soulèvement de cette province, si on y eût crû les Lyonnais vainqueurs. Une première attaque avait été repoussée; des batteries composées de pièces de gros calibre et d'obusiers furent établies pour prendre à revers et d'enfilade les mai-

sons auxquelles s'appuyaient les principales barricades de la grande rue : ainsi pendant que l'incendie dévorait les maisons , un feu terrible d'artillerie les écrasait. Pendant plusieurs heures , la fusillade des soldats placés sur les maisons de la rive droite du Rhône et jusques sur le toit de l'hôpital, ripostait aux coups de fusils des ouvriers logés aussi sur les toits.

Après six heures d'un semblable combat , on alla , malgré le danger de la circulation , conjurer les insurgés de ne pas entraîner par leur résistance, la destruction de toute la ville. Français et habitants de la Guillotière, ils surent se rendre au vœu de leurs compatriotes. Ils commencèrent à abandonner la dernière maison où ils s'étaient établis à mesure que la précédente avait été la proie des flammes. Environ quarante des leurs se frayèrent un passage à travers huit murailles qu'ils percèrent , pour éviter de passer par la rue sillonnée de balles et de boulets , et ils s'échappèrent dans la campagne , renonçant à la défense , et presque sûrs de trouver ailleurs la mort.

Les troupes , formées en colonne , avaient reçu le signal de l'attaque , on battit la charge , et quelques insurgés isolés , ne pouvant se résoudre à suivre leurs compagnons , périrent victimes de leur détermination.

La tête du pont de la Guillotière fut ainsi occu-

pée le 10 dans l'après-midi, après un feu terrible d'artillerie. Après une lutte terrible, telle que le soldat ne pouvait penser rencontrer une pareille résistance qu'en pays ennemi, le vainqueur exaspéré, oublia souvent que ses ennemis cette fois étaient des Français. De grands malheurs à déplorer, de grandes pertes à réparer, des maisons entièrement anéanties, un plus grand nombre d'autres criblées de balles et de boulets, ou ébranlées jusque dans leurs fondemens, une population effrayée, fuyant à travers la campagne, emmenant son mobilier pour éviter une épouvantable dévastation, tels furent les résultats effrayans d'un combat, où à peine cent cinquante hommes furent engagés, et où même à peine un quart des combattans étaient armés.

Quelques-uns s'étaient présentés dans les communes voisines de Vénissieux et de Mézioux, pour les désarmer; ils y furent facilement repoussés; leur nombre ne pouvait imposer à personne.

En compensation de tant de désastres, les communications avec Grenoble étaient rétablies, une retraite en cas de besoin était assurée, on pouvait gagner des positions *inexpugnables*; de ce côté les renforts pouvaient arriver, et ils étaient *indispensables*. Ailleurs les choses n'avaient pas encore pris pour l'armée une aussi

bonne tournure, quand on fit circuler dans la ville occupée par la troupe la pièce suivante :

« Habitans de Lyon !

« Nos efforts pour éviter une collision ont été
« vains; le siège de la justice a été attaqué par des
« factieux, et nous nous sommes vus réduits à la
« nécessité de le faire respecter par les armes.

« Partout où nos troupes se sont montrées
« avec une valeur et un dévouement admirables,
« partout les insurgés ont pris la fuite et n'ont su
« s'opposer à leur élan qu'en se cachant dans des
« maisons, d'où ils ont été débusqués toutes les
« fois qu'on a *jugé convenable* de l'entreprendre.

« Resserrée dans un espace étroit, la révolte
« espère en vain se maintenir, coupée sur tous
« les points de ses communications, espérant en
« vain des renforts des villes voisines, dont la
« tranquillité n'a pu être altérée, elle sera bien-
« tôt réduite à céder.

« Ayez confiance dans vos magistrats, dont la
« sollicitude ne tend qu'à vous adoucir des mal-
« heurs qu'elle n'a pu vous éviter; ayez confiance
« dans les talens, dans le zèle des généraux et
« dans la contenance et le courage de nos bra-

« vos soldats, et votre ville sera bientôt délivrée
« des maux passagers qu'elle éprouve.

Lyon 10 avril 1834.

Le conseiller d'Etat, préfet du Rhône :

GASPARIN.

Pour la première fois, depuis le commencement de la bataille, l'autorité se faisait entendre. Elle était loin alors d'être tranquille. On s'en apercevait au style embarrassé de ce premier bulletin officiel ; les contradictions y sont trop frappantes pour que nous croyions devoir les faire ressortir. Et en effet, la révolte était si peu refoulée dans un petit nombre de points, qu'alors même qu'on rédigeait ce bulletin, les ouvriers de la ville avoisinant la Croix-Rousse, poussant en avant leurs lignes, s'étaient emparés de la caserne de Bon-Pasteur. (1) La Croix-Rousse par des sorties heureuses, avait vu s'augmenter le nombre de ses armes, et l'on y avait organisé complètement le système de défense. Il eût été terrible, si combiné avec le reste de la ville, il fût devenu offensif. Le colonel Mounier du 28^{me} venait d'être tué à la tête de ses soldats, en vou-

(1) Voir parmi les pièces à l'appui le bulletin d'une barricade formée de ce côté.

lant enlever une barricade près du jardin des Plantes, et plusieurs attaques avaient été complètement repoussées sur cette partie élevée de la ville, avant qu'on fût parvenu à s'emparer de positions où la défense était même peu nombreuse.

Le faubourg de Vaise battu par le canon ne se rendait pas, et le fort et la caserne Saint-Irénée au-dessus de Saint-Just étaient tombés au pouvoir de l'insurrection. Les ouvriers y trouvèrent trois pièces sans munition et abandonnées : on répandit le bruit qu'elles avaient été prises chez un fondeur; l'autorité semblait y donner croyance et pour cause sans doute. D'autres, au contraire, disaient que les pièces avaient été abandonnées et enclouées par ordre.

Le lecteur en examinant attentivement la lettre suivante, pourra juger si le fort fut pris ou abandonné. Elle est écrite par un officier supérieur, qui repousse comme une injure l'idée que l'artillerie ait pu coopérer à la résolution d'abandonner le poste de Saint-Just.

A M. le Rédacteur du *Courrier de Lyon*.

Lyon, le 16 Avril 1834.

Monsieur,

« Dans votre historique des événemens de

« Lyon, vous avez avancé que trois canons avaient
 « été encloués à Saint-Just et abandonnés à l'en-
 « nemi, qui ensuite les transporta sur la terrasse
 « de Fourvières. Cette assertion, vraie ou fausse,
 « laisse à penser que l'artillerie aurait eu sa coo-
 « pération dans la résolution d'abandonner le
 « poste de Saint Just et surtout qu'elle aurait
 « négligé les moyens de mettre ces pièces hors de
 « service. »

« L'artillerie n'a pas été consultée et n'aurait ja-
 « mais consenti à abandonner quoique ce soit de
 « son matériel à une fraction quelconque de la ré-
 « bellion de Lyon. Une poignée de bandits n'au-
 « rait jamais imposé à l'artillerie l'humiliation
 « d'enclouer ses pièces, et je le répète, si les
 « circonstances eussent été assez impérieuses pour
 « commander ce sacrifice, l'arme aurait accom-
 « pli ce devoir, comme elle s'est acquittée de
 « tous les autres.

« Engagez donc, Monsieur, ceux qui vous ont
 « donné ces renseignemens à préciser leurs insi-
 « nuations jésuitiques, car au besoin l'artillerie
 « saurait parler, sa mission est de bien servir et
 « *non de plaire.* »

Le lieutenant-colonel du 13^e régiment,

N. RAOUL.

Il est curieux de voir le journal de l'autorité taxé d'insérer de jésuitiques insinuations dans un historique publié de l'aveu même de l'autorité.

C'est aux lecteurs d'en tirer les conséquences qu'il leur plaira ; seulement avouons que l'insurrection était loin d'être refoulée, et que la première journée avait été loin aussi de consolider à Lyon le gouvernement (1) ; à l'exception de l'entrée de la Guillotière, forcée au prix de dégâts effroyables, la position militaire du général ne fut point améliorée. Durant toute cette seconde journée, la guerre des toits avait duré avec acharnement autour de l'Hôtel-de-Ville, entre les soldats placés sur le Belvédère du musée et les ouvriers placés sur les maisons. Beaucoup d'accidens s'en suivirent par la direction naturellement incertaine de ces feux plongeans. Plusieurs curieux furent tués, entre autres, une vieille femme, demeurant rue de l'Arbre-Sec n. 10, qui fut atteinte d'une balle à la poitrine en allant chercher de l'eau à sa cuisine ; une autre femme enceinte tuée à sa croisée, et un vieillard, père de cinq enfans, atteint au moment où il traversait rapidement la rue pour aller chercher des provisions dans un cabaret voisin. Toutes les

(1) Dépêche de M. le préfet du Rhône du 9 avril à un de ses collègues.

hauteurs continuèrent le feu avec acharnement.

Dans le quartier de Saint-Nizier et des Cordeliers, le peuple était loin aussi d'être vaincu; une autorité active et habile s'y faisait reconnaître. On attribue généralement la défense de ce point à un jeune homme nommé Lagrange (1). Avait-il de propos délibéré choisi ce commandement? On ne conçoit pas alors comment la place de la préfecture qui en dépendait naturellement fut si mal défendue; avait-il cédé à l'exaltation d'une opinion énergique, sentiment facile à expliquer dans une âme ardente?

Nous ne saurions le dire; mais son action, forte et généreuse ne peut être méconnue. Un feu très-nourri fut dirigé contre la tête du pont du Concert, dont la troupe était en possession. Avant la prise de la Guillotière, les insurgés voulaient se mettre en communication avec cette ville. A peine la troupe fut-elle délogée des deux pavillons en pierre de taille, ornant l'extrémité du pont, que quatre pièces de gros calibre, placées, l'une au bas du pont Morand, l'autre, sur ce pont même, et deux autres sur le pont du Concert, criblèrent et mirent en ruines ces deux constructions devenues d'inutiles décombres.

(1) Voir parmi les pièces à l'appui, la relation de la prise de St-Bonaventure et des Cordeliers.

pour les insurgés. Ceux-ci cependant étendaient à chaque instant l'enceinte dans laquelle ils étaient renfermés. Les soldats pour les arrêter, opposent, sur plusieurs points, barricades aux barricades. Dans cette partie de la ville, devenue comme une espèce de place de guerre, l'ordre paraît s'établir de plus en plus dans les attaques des habitants; ils reçoivent des consignes, s'y conforment scrupuleusement, et l'on doit remarquer que la chaleur du combat ne les a pas entraînés jusqu'à tirer sur des hommes désarmés, ni sur des femmes. Quelques prisonniers faits pendant le combat ne sont point passés par les armes. « Un homme est arrêté sur la place des « Cordeliers », nous dit encore le *Réparateur*, voisin du lieu de la scène, « ce n'est pas un agent « de police en pied, assure-t-on, mais il est ce- « pendant encore de ceux qui rendent à la po- « lice des services de bas aloi. Ses papiers sont « saisis, on les lit. Les insurgés exposés aux « balles et à la mitraille, l'entourent; ils écou- « tent. On peut juger quelle fermentation excite « cette lecture. Il n'y allait rien moins pour le « porteur, que de la vie. Cependant une opi- « nion plus modérée, exprimée avec énergie par « une personne qui n'a pas paru sans influence, « l'emporte. »

Si plus tard ces malheureux égarés, sur les

bancs des accusés, rencontrent devant eux ce témoin de leur crime contre la politique, puis-
sent-ils trouver en lui un témoin de leur géné-
reuse humanité !

L'église de St Bonaventure, à cause de sa po-
sition dans un renforcement de la place, fut
choisie pour ambulance par le chef du quartier.
Les morts y furent déposés dans une petite cour
séparée, et les prêtres desservant la paroisse
cédant à la voix de la charité, (1) vinrent avec
quelques médecins, soigner les blessés ou les con-
soler au besoin. Comme tout semblait devoir
tomber en ruines à l'entour, la fabrication de la
poudre fut aussi transportée dans l'église. Le
temple du repos et des consolations devint
ainsi un véritable quartier général pour le centre
de l'insurrection. De là, en entendant les ef-
frayantes détonations causées par les pétards et
autres machines à explosion, les ouvriers ju-
geaient par les efforts faits pour attaquer leurs
amis, quelle devait être aussi la force de la ré-
sistance. L'arrivée des secours du dehors leur
paraissait encore possible; leur énergie augmen-
tait donc à chaque instant et la faiblesse de leur

(1) D'autres ecclésiastiques, d'autres honorables citoyens
remplissaient les mêmes devoirs à l'ambulance de l'Hôtel-
de-Ville.

nombre ne les inquiétait nullement. On peut en juger par l'extrait suivant emprunté au *Réparateur*.

« Quelques hommes, cinq ou six par exemple, « défendaient les deux passages qui communi- « quent de la place de la Fromagerie à la rue de « la Poulaille. Ces deux points d'une grande « importance, ont été l'objet d'attaques cons- « tantes pendant quatre jours. Eh! bien, dans « les momens les plus critiques, lorsqu'à chaque « instant on devait s'attendre à voir ces passages « forcés, et que le besoin impérieux de secours « se faisait sentir, il arrivait tambour battant du « quartier général, place des Cordeliers, douze « à quinze hommes au plus, qui se divisaient en « trois bandes, deux pour chacun des passages, « et la troisième pour la barricade de St Nizier. « Il n'en fallait pas davantage pour rétablir les « affaires; au bout d'une demi heure le renfort « pouvait se porter ailleurs. » La position ne changea pas sur ces points pendant toute la journée du jeudi et celle du vendredi.

Le clocher de l'église Saint-Nizier était tombé au pouvoir du peuple, et le bruit du tocsin répondait à celui de Fourvières et des hauteurs voisines; tout contribuait autour d'eux à entretenir leur exaltation. Le feu prit dans plusieurs endroits de ce quartier; plusieurs maisons furent ébranlées

par l'explosion des sacs de poudre, dont le Génie faisait un si terrible usage. Dans la rue Gentil, le feu allumé à plusieurs reprises par les obus, menaça plus d'une fois de devenir un vaste incendie; le vent du nord soufflait avec violence, et des habitans couragieux qui travaillaient à se rendre maîtres des flammes, se trouvaient exposés au feu des troupes qui ne cessaient de tirer contre eux : plusieurs même furent blessés. Le collège royal ne dut son salut qu'à l'ardeur et à l'intrépidité des élèves. Exposés, eux aussi, aux balles et à la canonnade, ils ne cessèrent de travailler que lorsque leur établissement fut à l'abri du feu. Visité, comme mille autres endroits, par les insurgés, ils n'y trouvèrent aucune arme, et se contentèrent des réponses du proviseur. Ces hommes près de manquer de tout, combattaient avec une énergie digne d'une meilleure cause. Fanatisés sans doute, par cette idée que la *république* devait être pure des excès du *despotisme*; tout en se servant du mot *citoyen* si propre à réveiller dans Lyon les funestes souvenirs de 93, ils donnaient l'exemple d'un admirable respect aux personnes et aux propriétés. Ils semblaient vouloir se racheter aux yeux de la population neutre qui les entourait, de la faute d'attirer tant de désastres sur un quartier si commerçant de la cité.

Entrés dans le quartier de Saint-Nizier chez

IX.

Situation intérieure de l'insurrection pendant les journées du 10 et du 11. — Les troupes se fortifient sur les points qu'elles occupent. — Proclamation de la préfecture. — Aspect de la ville.

Au lieu de rendre compte des mille combats particuliers dont Lyon fut le théâtre dans les trois premiers jours de cette lutte acharnée, il sera plus utile de revenir sur la situation exacte de l'insurrection dans le centre de la ville, insurrection peu nombreuse, sans chef vraiment militaire, sans munitions, sans vivres, sans argent, que l'on prétendait avoir réprimée le 9, et qui le 11 au soir occupait deux églises et un immense quartier.

Les ouvriers, dit le *Reparateur*, maîtres dès le premier jour de la place des Cordeliers, y sont

assez fortement retranchés. Ils n'ont eu à repousser aucune attaque sur ce point.

Ils ont mis ce temps à profit pour dégager les alentours de la paroisse St-Nizier; refouler la troupe qui occupait la rue Syrène, et se porter jusqu'à la rue Longue qui, de ce côté, sert en ce moment de ligne de séparation entre les deux partis.

Ils ont aussi élevé une barricade à l'extrémité de la place Saint-Nizier, du côté du Pont-de-Pierre, et une autre rue Trois-Carreaux, à l'entrée de la rue Chalamon. Celle-ci leur a servi à soutenir la fusillade pendant une partie de la journée contre les troupes établies sur le quai de la Saône. D'autres barricades ont été construites plus ou moins avant dans les différentes rues qui communiquent avec la rue de la Grenette; en sorte que, dans cette partie de la ville, ils sont maîtres d'un espace situé entre le Rhône et la Saône, qui s'étend dans la direction de la place des Cordeliers au bout de la rue de la Grenette, puis, en prenant la parallèle, de la rue de la Gerbe à l'extrémité de la rue Longue. Les points extrêmes de cette espèce de parallélogramme sont mis en communication par des lignes qui appartiennent également aux insurgés. Ils ont donc gagné un peu de terrain pendant cette journée.

On a vu que l'insurrection n'avait point un chef militaire, si elle en avait eu un, au lieu de tenter une sortie par les rues Raisin et de l'Hôpital contre la troupe qui s'y était barricadée, mais qui pendant la nuit faisait moins bonne garde, le quartier général de l'administration aurait pu être grandement compromis par un coup de main de ce genre. Sans doute l'autorité militaire comprit que si les ouvriers prenaient ainsi l'offensive, elle serait obligée de céder sur plusieurs points, surtout si en représaille des pétards et des obus, ils opposaient enfin l'incendie à l'incendie, comme on opposait barricades aux barricades. Dans la journée et dans la soirée du vendredi, les pièces qui jusqu'alors avaient tiré sans abri ni parapets sur le quai de Saône furent abritées par une tranchée faite sur les abords du pont Séguin. Les extrémités de plusieurs rues furent garnies de palissades, ainsi que le bout du pont Séguin; des sacs à terre furent disposés dans les endroits jugés convenables.

Les soldats montèrent dans les maisons, s'établirent sur les toits et firent avec les ouvriers la guerre des cheminées. La barrière Saint-Clair, plusieurs autres points menacés furent aussi mis en état de défense. C'est pendant le temps de ces craintes, sans doute, que furent expédiées à Paris ces nouvelles alarmantes parlant d'une po-

sition *inexpugnable* prise par le général Aymar ; il était encore privé des renforts nécessaires pour enlever de vive force les positions des insurgés et depuis trois jours il paraissait les trouver réellement inexpugnables.

Alors peut-être aussi les *ordres impitoyables* de tout faire plutôt que d'évacuer la ville, arrivant du ministère, la responsabilité des ruines et des désastres fut assumée par les chefs du gouvernement ; l'attaque en devint plus vigoureuse. Pour calmer les impatiens, l'administration fit circuler la proclamation suivante :

HABITANS DE LYON !

« La prolongation de l'état pénible où se trouve
 « la ville de Lyon, tient à un petit nombre de
 « factieux qui pénètrent dans les maisons, et
 « recommencent à tirer dans quelques quartiers. Dans cet état de choses, permettre la
 « circulation complète, ce serait leur donner
 « la facilité de changer de position, de communiquer entre eux et de porter le désordre
 « partout. Pour diminuer cependant cette gêne,
 « qui ne dépend pas de l'autorité, mais qui est
 « le résultat des désordres auxquels les habitants
 « n'ont pas su s'opposer avec énergie, on vient

« d'autoriser autant qu'il sera possible, la circulation des femmes.

« La ville de la Guillotière a bien apprécié cette position, et les habitans qui ont eu tant à souffrir hier des mesures militaires qui ont été prises pour faire cesser l'aggression, ont obligé les factieux à cesser le feu, et ont reconquis leur repos.

« Sachez les imiter, sachez dans chaque rue, dans chaque quartier, vous entendre avec chaque voisin, pour qu'on ne viole pas vos domiciles, et que l'on ne vous expose pas aux risques des mesures militaires et à la destruction qu'elles entraînent, et tout changera de face en un instant et vous serez rendus à vos travaux et à vos habitudes.

« Croyez la voix de l'autorité, qui, après avoir si long-temps hésité à répondre aux provocations, vous indique les vrais moyens de faire cesser le désordre. »

Lyon, le 11 avril, 1834.

Le conseiller d'Etat, préfet du Rhône,

GASPARIN.

Croyez la voix de l'autorité, et les Cordeliers tenaient encore, la Croix Rousse n'était plus

attaquée, les faubourgs de Vaise, de Saint-Just et de St-Georges, toute la rive droite de la Saône, excepté les points occupés dès le commencement par la troupe, couronnés par l'artillerie des insurgés à Fourvières, tenaient encore-

Croyez la voix de l'autorité, et personne ne pouvait sortir dans Lyon, et dans ce moment même une femme tombait dans la rue Mercière, victime de son imprudence et de la rigueur des consignes.

Peut-on croire désormais à la voix de l'autorité ? Ses ordres furent sévèrement exécutés ; voilà tout ce que l'on peut dire ; ils furent opportuns ou ils ne le furent pas ; les Lyonnais en décideront dans leur conscience. Sur la rive gauche du Rhône, une vigoureuse canonnade de l'armée se mêlait au bruit du tocsin des insurgés. L'artillerie enfilait toutes les rues perpendiculaires au quai de Bonrencontre et de l'Hôpital ; les ouvriers ne pouvaient en déboucher. Les batteries des Chartreux s'étaient fait entendre aussi de temps à autre. Une centaine d'insurgés, de la terrasse de Fourvières et de quelques jardins voisins, résistaient de leur côté aux décharges d'artillerie et de mousqueterie qui ne cessaient contre eux, sans cependant les écraser.

Ils n'avaient presque point de projectiles du calibre de leurs pièces, point de munitions ; et

faisant armes de tout, ils lançaient au hasard des morceaux de fer cassé pour utiliser leur artillerie.

Nous reculerions à l'idée de faire un tableau de l'état de la ville pendant ces deux jours, si un organe avoué du gouvernement ne l'avait lui-même fidèlement tracé; il faut seulement ajouter que ce qu'il dit s'être passé pendant le second jour fut aussi la mise en action du troisième. Les positions et les moyens étaient partout les mêmes; les résultats devaient être les mêmes aussi.

Croyez à la voix de l'autorité!

« Il est difficile à qui ne l'a pas vu, de se faire
 « une idée du triste et désolant aspect qu'a pré-
 « senté notre cité pendant cette seconde journée.
 « Aussi loin que la vue pouvait s'étendre, c'était
 « partout l'incendie ou le combat, souvent tous
 « les deux à la fois. Dans nos rues, sur nos quais,
 « sur nos places, ordinairement si animées, soli-
 « tude complète, silence de mort; aucun de ces
 « bruits tumultueux qui s'élèvent d'une ville po-
 « puleuse et commerçante. Malheur à celui que
 « la curiosité porterait à ouvrir une fenêtre, à
 « monter sur un toit! Partout la mitraille, les
 « boulets et les balles atteignent la curiosité im-
 « prudente. Seulement, de loin en loin, on aper-
 « çoit une ordonnance traverser les quais au ga-
 « lop pour aller porter les ordres du quartier gé-

« néral, ou bien des pièces d'artillerie rouler
« avec fracas, accompagnées de leurs caissons,
« et se porter sur un autre point pour foudroyer
« les positions occupées par les insurgés. C'était
« quelque chose d'effrayant et de lugubre que ce
« silence morne, qui n'était troublé que par des
« bruits de destruction, que cette thébaïde de
« terreurs, au milieu d'une population condensée
« et animée de tant de passions bouillantes (1).

(1) *Courrier de Lyon.*

X.

Réflexion sur la lenteur des attaques de l'armée dans les premiers momens du combat. — Insuffisance présumée de la garnison. — Les ouvriers reconnaissent leur isolement. — St-Etienne ne les secourt pas. — Leur dénuement. — Manque d'une direction politique. — Ils sont près de succomber.

Avant de parler des attaques décisives du Samedi 12, il faut examiner quelles causes ont pu rendre dans les premiers jours l'attaque de l'armée si lente et si incertaine : comment l'insurrection s'aperçut bientôt de son isolement, et dut croire à une inévitable défaite.

L'autorité supérieure connaissait l'impopularité de toutes ses mesures dans une classe nombreuse de la population ; elle savait que si les ouvriers lyonnais n'en appelaient pas aux armes pour obtenir l'amélioration de leur sort, c'est

que la prudence de plusieurs de leurs chefs l'emportait sur l'exaltation de quelques individus. Les sociétés républicaines avaient depuis quelque temps fait de nombreux prosélytes : quelques sous-officiers y avaient été admis, ainsi, tout en se préparant à la bataille, le pouvoir en prévoyait le danger. Il s'exagérait peut-être le nombre probable des combattans, que l'état actuel de division dans les partis, devait contribuer à réduire. Mais une fois que, après les premiers coups de feu, le cri aux armes eut retenti partout, on crut que tous les ennemis du gouvernement prendraient les armes. On chercha donc à les isoler dès le commencement de la lutte ; car on ne pouvait supposer que ceux qui avaient commencé seuls le combat, seraient seuls à le soutenir, et leur résistance désespérée fut attribuée à leur nombre, plus qu'à leur courage. Averti et trompé par l'autorité civile, le Général obligé de tenir garnison dans tous les forts, d'assurer ses communications, de garder les ponts et d'avoir une réserve, ne crut pas avec environ 8000 hommes disponibles, avoir assez de troupes pour s'engager encore dans une guerre de rues. Aux attaques de vive force, aux coups de main tentés partout où il y avait résistance, le général Aymar et le général Fleury préférèrent la certitude d'une espèce de siège des points occupés

par l'insurrection, en attendant les renforts demandés partout le matin même et avant le commencement des hostilités. Le bruit avait couru en ville que des amas d'armes, des provisions de guerre étaient à la disposition des ouvriers. Trompés par cette rumeur publique toujours si mensongère, on crut qu'une immense population toute armée, gardait ces rues, où l'on se hâta de dire qu'elle était refoulée, et on ne voulut pas s'exposer à éprouver une perte d'hommes considérable, dans la crainte de ne pouvoir plus résister à l'insurrection prenant l'offensive.

Le soldat, au commencement de la lutte, n'avait pas encore contre le peuple cette exaspération causée toujours par une résistance opiniâtre et dont les malheureux effets se firent sentir plus tard. Il ignorait la détermination arrêtée des chefs, de vaincre où de périr; peut-être aussi, ceux des militaires qui avaient été appelés brigands à Paris pour avoir fait feu sur le peuple vainqueur, pouvaient hésiter avant de l'aborder franchement, ne sachant pas qui serait vainqueur aujourd'hui. Toutes ces causes ont pu empêcher de tenter dès le premier jour ce qui était aussi possible que le quatrième, vu le petit nombre de combattans opposés, l'enlèvement de vive force des Cordeliers, de Fourvières, de Vaise et de St-Georges. Voilà notre opinion et nos idées; d'au-

tres jugeront si , malgré cela , le moyen de l'artillerie et du pétard était de rigoureuse nécessité.

Tandis que les bataillons de renfort se succédaient au quartier général, les ouvriers n'avaient rien vu de favorable à leur cause depuis trois jours. Trompés dans leur attente, ils durent comprendre, sans se l'avouer à eux-mêmes, que leur cause était désespérée. A l'exception de quelques gardes nationales facilement désarmées sur la rive droite de la Saône et en arrière de la Croix-Rousse, pas un renfort n'était arrivé aux insurgés. Saint-Etienne même était resté calme : grâce à la dépêche suivante du préfet du Rhône au préfet de la Loire , cette ville n'avait pas vu ses producteurs se lever en masse , et marcher au secours de leurs frères et amis.

« Monsieur et cher Collègue ,

« Ce matin , au moment du jugement du procès
 « des mutuellistes , des barricades s'étant formées
 « sur plusieurs points de la ville , elles ont été atta-
 « quées et enlevées par la troupe avec la plus
 « grande vigueur. Partout les insurgés ont été dé-
 « faits et chassés de poste en poste. Maintenant
 « ils sont retirés dans quelques rues étroites du
 « centre de la ville , où ils seront attaqués de-

« main. Les troupes bivouaquent dans toutes les
 « positions qu'elles ont conquises. Cette journée
 « consolide à Lyon le gouvernement et y fera
 « renaître la sécurité que les anarchistes en
 « avaient bannie.

« Les troupes se sont admirablement con-
 « duites.

Lyon 9 avril.

« *Signé*, GASPARIIN. »

Croyant à la voix de l'autorité, le peuple stéphanois crut à la défaite du peuple lyonnais ; les sages s'applaudirent alors de n'avoir point poussé à une insurrection inopportune. Plus tard, apprenant la résistance de leurs amis, les exaltés essayèrent un soulèvement ; effort inutile, diversion sans effet : il n'était plus temps pour les insurgés de Lyon. Un bataillon du 16^e de ligne, remplacé par d'autres troupes venues de Clermont, avait déjà pu augmenter le nombre des forces arrivant de tous côtés au quartier-général. Au moyen des chemins de fer dont les nombreux employés sont pour ainsi dire habitants de Lyon et de St-Etienne, la communication entre ces deux villes est on ne peut plus fréquente.

Les rapports d'habitude et d'industrie, les

coalitions, les associations, le voisinage, avaient toujours fait croire aux Lyonnais que leurs premiers auxiliaires seraient les Stéphanois. Les insurgés se voyaient donc abandonnés partout. Les faiseurs de barricades regagnèrent peu à peu leur logis dans chaque quartier. Il n'y avait pas assez de fusils, même pour armer tous les hommes de bonne volonté, ils manquaient de munitions; aucun de leurs chefs n'avait su profiter des deux premières journées pour regagner une communication centrale sur les deux rives de la Saône, pour laquelle l'occupation de la place de la Préfecture, si faiblement défendue et si peu militairement préparée pour la défense, avant le combat, aurait été du plus grand secours. Dans leur état physique et militaire, après trois jours et trois nuits de lutte sans relâche pour eux, abîmés de fatigues et de besoins de tout genre, les ouvriers devaient être facilement enlevés de vive force. Excepté quelques proclamations manuscrites, quelques harangues, quelques nouvelles répandues, soit par les curieux, soit à dessein par les chefs, aucune direction gouvernementale républicaine ne s'était fait sentir. Dans les quartiers occupés, on avait bien proclamé la déchéance du roi des Français; on avait vu aussi la proclamation de l'insurrection; on avait pu trouver çà et là quelques autres

pièces de cette valeur; mais à côté de la force qui voulait détruire, où était l'esprit qui devait reconstruire? Sentait-on quelque part l'impulsion d'un nouveau gouvernement? D'aucun côté rien n'était venu ranimer le courage des timides, ni augmenter le nombre des combattans; tout amenait naturellement la défaite de l'insurrection et avec elle, une victoire du Gouvernement sur la république, dont elle avait hautement proféré les cris et adopté les formes. Cette victoire est-elle décisive? est-elle la dernière? et telle enfin, par sa nature, que les vainqueurs puissent à jamais retenir les vaincus sous les fourches caudines? C'est après avoir lu les détails du combat, que le lecteur pourra en juger.

XI.

Journée du samedi. — Le faubourg de Vaise est enlevé. — Prisonniers passés par les armes. — Attaque et prise de Saint-Bonaventure. — Prise de Fourvière le dimanche. — Saint-George cesse le combat. — Reddition de la Croix-Rousse. — Fin des hostilités.

On vient de voir l'insurrection épuisée par ses propres efforts, amenée au point de succomber. Les ouvriers défendant des postes isolés moins compromis vis-à-vis du vainqueur, cessèrent peu à peu de combattre, et pourvurent à leur sûreté. Ceux qui en plus grand nombre défendaient les points importants allaient être attaqués et vaincus. Avec les nombreux renforts arrivés au camp établi sur la place Bellecour, les généraux n'hésitèrent plus à former leurs colonnes d'attaque. Le faubourg de Vaise après quelques coups de

canon fut enlevé par le général Fleury. Au dessus de l'école vétérinaire, un petit bois occupé jusqu'alors par les insurgés, et d'où ils faisaient un feu assez incommode sur les troupes, fut tourné. Le combat finit sur ce point.

Mais l'opiniâtreté de la défense avait irrité les assaillans, ils ne concevaient pas que des gens sans cesse appelés brigands et bandits leur fissent courir tant de dangers. Les soldats pénétrant partout où ils avaient vu quelque résistance, la firent payer cher aux habitans. Des innocens furent confondus avec les coupables, et le sang coula long-temps après le succès (1).

(1) Voir les pièces à l'appui. Afin de prévenir le reproche d'avoir outré le caractère de l'attaque et de la résistance, nous croyons devoir citer textuellement une phrase du journal organe du pouvoir à Lyon. Elle n'a pas été désavouée quand les souvenirs du combat étaient présens. Elle a force de vérité pour nous. « Les soldats exaspérés *déchar-* gent leur fureur sur les prisonniers qu'on amène à chaque instant. Quelques-uns sont maltraités et ne sont préservés qu'avec peine par l'intervention des officiers et des magistrats. » (*Courrier de Lyon*, 15 avril 1834).

Quant à l'espèce de jugement militaire sans doute appliqué à ceux que les officiers ne préservent pas, dans sa dépêche le général Aymar dit simplement :

« *Des brigades composées de soldats dirigés sur les compagnies de discipline d'Afrique menaçaient du pillage :*

Les militaires appartenant aux compagnies de discipline, repris dans ce quartier, furent exécutés sur le champ comme *pillards*. Douze furent fusillés près du pont de la Gare. Y eut-il l'ombre d'un jugement ? Le chef qui a donné un tel ordre peut seul rassurer l'humanité en publiant sa justification.

Les communications avec Paris devinrent libres par la prise du faubourg de Vaise. Les malles-postes au galop partirent de Bellecour pour aller répandre partout la nouvelle de cet important succès et dire encore une fois que tout était fini.

Vaise avait succombé. Le quartier des Cordeliers dernier refuge des insurgés, devait succomber à son tour. L'église de Saint-Nizier d'où le tocsin n'avait cessé de se faire entendre fut d'abord brusquement attaquée et prise. Les défenseurs se réfugièrent ou sur la place des Cordeliers ou dans les maisons environnantes.

Le quartier général fut immédiatement attaqué. Quelques compagnies débouchèrent des rues barricadées par la troupe. L'artillerie balaya les brèches ouvertes du côté du quai, pendant que

« poursuivis à outrance, ils ont voulu tenir dans quelques
« maisons et ont été passés par les armes. »

« Signé, AYMAR. »

d'autres compagnies franchissaient tous les obstacles au pas de course. Plusieurs soldats furent blessés ; l'attaque était bien conduite ; les ouvriers en petit nombre durent se sauver de tous les côtés. Ceux placés près de la porte de l'église ou qui étaient encore dans l'intérieur y restèrent forcément. Une décharge enfonce la porte. Tout ce qui se présente reçoit la mort à l'instant. Les vainqueurs irrités pénètrent dans cette enceinte si peu faite pour être le théâtre de tant et de si sanglantes horreurs.

Alors un tableau dont rien ne peut donner une idée se présente à celui qui conserve assez de sang-froid pour en garder le souvenir.

La fumée de la poudre a remplacé celle de l'encens. Sur le sol, en entrant, les derniers défenseurs de la place étendus sans vie, ou expirans sous les coups des soldats : le sang inonde les marches des autels ; des débris de toute sorte encombre le passage. Dans les chapelles, des blessés étaient soignés par un médecin et par des femmes. Une d'elle porte un pistolet et pleure. Une autre, jeune et belle, continue son œuvre de dévouement : elle n'a pas craint de venir partager les dangers d'un ami ou d'un frère. Elle se présente avec lui au vainqueur irrité ; celle-là est sauvée, une autre est blessée. Ailleurs, dans une sacristie, deux malheureux succom-

bent percés de mille coups dans les bras d'un prêtre ; ministre d'un Dieu de miséricorde , il demandait leur grâce sur la terre ; Dieu pèsera leurs fautes et leur mort , Dieu seul pouvait leur pardonner peut-être.... Ils sont morts.... Et au milieu de la poussière , au fond de l'église , un jeune homme , dit-on , les bras croisés sur la poitrine , criant d'une voix forte : *Mes amis , voilà le moment de mourir pour la patrie !* tombe , comme le pavillon d'un vaisseau coulé par l'ennemi s'abaisse et disparaît.

L'église à l'instant même est fouillée dans toutes ses parties : on ne voit plus qu'une confuse désolation , et dans ce désordre , à travers ces décharges de fusils et de canons , quand tant de malheureux ont besoin de secours , au milieu des cris de miséricorde ou de vengeance , quand chacun peut à peine se souvenir de ce qu'il a d'abord fait lui-même en pénétrant dans ce lieu de carnage et de destruction ; le prêtre est arrêté , on l'accuse d'avoir fabriqué de la poudre... On l'a vu !... accusation terrible dans une si terrible catastrophe ; mais portée par qui ? car si l'on interroge les pieux habitants du quartier , tous répondront que ce prêtre est un homme vertueux , que ce prêtre est innocent.

Les cris de *vive le Roi* retentirent sur la place et aux environs , assurent les défenseurs pronon-

cés de tous les actes du pouvoir quels qu'ils soient, c'est chose possible; mais si le cri de *vive la France* eût pu se faire entendre, peut-être eût-on épargné tant de Français qui venaient de périr!

Après ce succès si chèrement arrosé de sang lyonnais, les morts et les blessés furent portés à l'hôpital. Quelques coups de fusils se firent entendre encore dans les rues; le poste fut militairement occupé; la troupe renversa les énormes barricades de la place du Concert, de la rue de l'Hôpital et des environs. En interrogeant les habitans, on s'étonna d'avoir été arrêté si longtemps par un poste, que si peu de combattans avaient défendu contre les efforts combinés de plusieurs détachemens.

Au reste, rien ne prouve mieux ce qui a été dit sur le petit nombre des insurgés occupant les quartiers du centre de la ville; qu'un extrait de la correspondance d'un journal de la capitale; l'écrivain raconte son voyage à travers les barricades. « Les ouvriers, *dit-il*, ne m'ont nullement inquiété, ils ne reconnaissent d'autre ennemi que le soldat. Leur nombre est infiniment peu considérable. Soixante hommes à peine occupent la place des Cordeliers; très-peu ont des fusils. La plupart sont des enfans de seize à dix-huit ans, de vrais *gamins*. Il eût été facile,

« dans le commencement de l'action, d'occuper
 « sans coup férir la place du Concert, la place
 « des Cordeliers et la halle aux bleds. Quelques
 « compagnies et un escadron auraient suffi (*Temps*,
 « 16 avril).

La prise du faubourg de Vaise, l'occupation de la place des Cordeliers était la fin réelle de l'insurrection. Si la Croix-Rousse, tenue en échec par le fort Montessuy et la caserne des Bernardines, n'avait été d'aucun secours pour l'ensemble des opérations des insurgés privés de direction, elle devait bientôt tomber elle-même.

Le coteau de Fourvières n'était pas occupé par un plus grand nombre de combattants que le premier jour. Les pièces prises à St-Irénée faisaient un feu de peu de valeur, sur le quai de Saône et sur la place Bellecour; des pièces de vingt-quatre leur répondaient de temps à autre. St-Just était complètement occupé.

Cependant pour calmer l'inquiétude des lyonnais, il parut encore une proclamation préfectorale. Les habitants des quartiers protégés par les troupes, ne comprenaient pas pourquoi ils ne pouvaient sortir de leurs maisons, ni comment une insurrection si bien refoulée le premier jour, finie presque partout le deuxième, les retenait encore captifs dans leurs maisons le cinquième.

La préfecture les tira d'incertitude au moyen de la pièce suivante :

Habitans de Lyon ,

« La sainte cause des lois, de l'ordre et de la
 « vraie liberté, vient de triompher dans les murs
 « de Lyon. Quelques restes de rebellion sont en-
 « core dans quelques quartiers, ils seront sou-
 « mis aujourd'hui. Cet heureux résultat a été
 « acheté par un temps précieux ; vous avez
 « éprouvé de la gêne et des souffrances, mais
 « qui de vous s'en souvient encore en présence
 « du grand résultat obtenu par la valeur, la cons-
 « tance et la discipline des troupes ? Pour met-
 « tre, aussitôt que possible, un terme à l'état de
 « contrainte que nécessitait l'action militaire, il
 « est arrêté aujourd'hui que la circulation des
 « piétons sera rétablie en ville, mais que l'on ne
 « souffrira pas de stationnement sur la voie pu-
 « blique, ni de réunion de plus de cinq person-
 « nes, et que le passage des ponts continuera à
 « être interdit. Ces restrictions seront enlevées
 « aussitôt qu'il sera possible, sans compromettre
 « les opérations militaires.

« Le conseiller d'Etat préfet du Rhône

« GASPARIIN.

« Lyon 13 avril 1834. »

En lisant ces phrases banales et aussitôt démenties par les faits, on se fait une idée de la grande préoccupation du pouvoir. Cependant son triomphe était assuré ; car environ vingt mille hommes étaient réunis, et Fourvières défendu par cinquante hommes au plus, pouvait être attaqué.

Le lendemain, dimanche, une colonne fut envoyée pour tourner cette position par le dehors du faubourg de Vaise. Faiblement défendue, elle fut enlevée après une perte peu considérable des ouvriers ; c'était la dernière ressource de leur défense sur la rive droite de la Saône.

Nous ne parlerons pas des désordres qui eurent lieu près de ce sanctuaire, ni du pillage de la caisse de secours pour les vieux prêtres. Trop de sang, trop de désastres, ont souillé ces funestes journées. Si les églises de Saint-Nizier et des Cordeliers ont été dévastées, si les troncs des pauvres n'ont pas été respectés, si des vols dont nous ne chercherons pas même à découvrir les auteurs, ont eu lieu dans des maisons particulières, déplorons de si honteux désordres, commis, sans doute, par quelques hommes isolés. La prise du faubourg et des hauteurs de Saint-Georges eut lieu dans la matinée du lundi. Les ouvriers y abandonnèrent quelques armes sur le terrain et cherchèrent plutôt à se dérober aux terribles exécutions dont

Le bruit s'était déjà répandu parmi eux, qu'à combattre inutilement. Dans la journée du 14, après la prise de Saint-Georges, la Croix-Rousse devait capituler. En vain quelques chefs déterminés à périr plutôt que de se rendre, soutinrent encore une dernière attaque dans la soirée du lundi ; le général Fleury libre d'agir sur ce point, les menaça de toute son artillerie et leur offrit une capitulation. Un maréchal-des-logis d'artillerie se présente seul aux barricades, les anciens maires de la ville conseillent la prudence. Touchés des malheurs qui menacent les habitants, les plus intrépides se rendent, les armes sont abandonnées ; on favorise la fuite de plusieurs, et la troupe victorieuse entre dans cette ville échappée à la destruction

Quelques fuyards poursuivis dans la campagne refusaient de se rendre, ils tombèrent percés de coups ; d'autres parvinrent à s'échapper, après avoir été témoins de la mort de leurs amis. Peu à peu les détonations d'armes à feu deviennent plus rares ; le silence de la nuit n'est plus troublé que par quelques décharges faites au hasard, ou dirigées contre des fugitifs. Les soldats placés en observation sur les toits et derrière les cheminées pour répondre au feu des ouvriers, ont partout abandonné leurs positions. La guerre extraordinaire est finie. Lyon, la ville du com-

merce et de l'industrie, reste occupée par les troupes sur tous les points. Vaste bivouac, où chaque place, chaque rue, chaque position est encombrée de soldats et d'appareils de guerre, ou de monceaux de ruines. La ville entendit enfin la voix de son premier magistrat; elle avait été privée de ses communications pendant sept journées de deuil et d'angoisses. Rien que le retentissement du canon et le bruit de la mousqueterie n'avait répondu à ses craintes. Était-on donc en état de siège? Pouvait-on croire la voix de la préfecture, annonçant le retour de l'ordre, quand trois jours après ses assurances que tout était fini, tout était encore à finir; quand trois jours après qu'on annonçait la libre circulation des femmes, les femmes mêmes ne pouvaient circuler que le matin et dans les environs de leur quartier?

Mais Lyon ne connaissait pas l'étendue de ses malheurs. Avertie le mardi qu'elle pouvait enfin sortir, la population se précipita dans les rues. La foule était immense; chacun disait ce qu'il avait pu apercevoir. Ceux qui avaient souffert la faim par suite du blocus où la troupe tenait les maisons, racontaient leurs inquiétudes et leurs craintes. La paix était donc rendue à la cité, mais pour le croire on avait besoin de lire la proclamation suivante :

MES CHERS CONCITOYENS !

« Après les déplorables événemens dont nous
 « venons d'être les témoins et les victimes, votre
 « premier magistrat éprouve le besoin de vous
 « faire partager les sentimens de gratitude qui
 « l'animent pour la brave garnison dont l'hé-
 « roïsme a sauvé notre cité de sa ruine, et pré-
 « servé la France de la plus sanglante anarchie.

« Vous l'avez vu, mes chers concitoyens : les
 « hommes qui, depuis long-temps, rêvaient le ren-
 « versement du gouvernement de juillet, n'ont
 « pas reculé devant les conséquences de leurs cri-
 « minels projets ! Préparant la guerre civile, ils
 « s'appliquaient à égarer par de fausses théories,
 « une population jusqu'alors paisible et labo-
 « rieuse, et ils ont préludé à cette guerre civile
 « par la suspension forcée de travail, par les me-
 « naces et par la violation du sanctuaire de la jus-
 « tice. Pourquoi, jusqu'à ce jour, tous nos efforts
 « n'ont-ils pu conjurer l'orage ? c'est que la voix
 « de l'autorité ordinairement si bien comprise
 « des Lyonnais a été étouffée par les passions po-
 « litiques.

« Vaincus au sein de la capitale dans les événe-
 « mens de juin, c'est Lyon que les factieux de
 « toutes les provinces ont pris pour point de ral-

« liement. Ici, comme à Paris, leurs criminelles
 « tentatives ont échoué. Le triomphe des amis
 « des lois et de l'ordre social n'a pas été un seul
 « instant douteux ; et la lutte eût été courte, si le
 « besoin de ménager le sang de nos défenseurs
 « n'eût nécessité l'emploi de l'artillerie.

« C'est pour la seconde fois, que notre malheu-
 « reuse cité est devenue le théâtre de sanglantes
 « collisions ; et la douloureuse expérience que
 « nous venons de faire, sera à l'avenir un grand
 « enseignement pour nous et la France entière.

« Que la population se rassure ! que chacun
 « reprenne le cours de ses travaux habituels !
 « nous comptons sur le bon esprit de nos conci-
 « toyens pour hâter le retour de la paix et de
 « l'ordre. »

Fait à l'Hôtel-de-Ville, Lyon, le 15 avril 1834.

Le maire de la ville de Lyon.

VACHON LMBERT, *adjoint.*

XII.

Conduite de l'autorité après la victoire. — Adresses et proclamations. — L'artillerie a refusé des récompenses. — Singuliers rapprochemens. — Evaluation des pertes dans l'armée, dans le peuple. — Composition des masses. — Observations.

A Rome, le peuple donnait souvent au vainqueur le surnom du vaincu ; et dans ses guerres civiles des sénateurs osèrent saluer Sylla du nom de sauveur de la patrie ; personne cependant n'osa l'appeler le bienfaiteur de Préneste.

Plus avancés que les Romains dans les voies de la civilisation, il nous était réservé de voir donner le titre de bienfaiteur d'une ville à celui sous l'administration duquel une ville a été sinon détruite, du moins ruinée pour de longues années. Après avoir lu la lettre suivante, on ne s'étonnera

plus de nos tristes et amères réflexions. La voix paternelle qui n'avait pas su trouver une parole de paix pendant six jours de guerre fratricide, cette voix va parler à l'autorité. Écoutons-là.

Lyon le 16 avril 1834.

Monsieur le préfet,

« Je remplis avec le plus vif empressement la mission dont m'a chargé le conseil municipal.

« Il vient de s'assembler, et son premier sentiment a été celui de la reconnaissance envers ceux qui ont sauvé notre malheureuse ville des horreurs de l'anarchie.

« Vous, M. le préfet, vous avez été un de ceux qui ont inspiré ce sentiment le plus profondément, et j'ai été chargé de vous exprimer combien mes concitoyens ont éprouvé d'admiration pour votre courage et votre dévouement.

« Vous serez compté désormais par les Lyonnais au nombre de leurs bienfaiteurs, puisqu'ils vous doivent le raffermissement de leur existence sociale, et que vous avez contribué si puissamment à les délivrer des maux incalculables qui les menaçaient.

« Agréez, etc.

Le maire de Lyon.

VACHON-IMBERT, *adjoint*.

Il ne manquerait après une telle adresse, que de vouloir attacher les noms de semblables bienfaiteurs aux monumens de leurs bienfaits ; que les rues Raisin , de la Guillotière et autres changeassent de noms ; et grâce à son conseil municipal, le peuple Lyonnais se rappellerait les noms de tous ses bienfaiteurs!..

Et comment éviter d'aussi pénibles rapprochemens ? Comment, sans arrière-pensée aucune , achever douloureusement ce récit ? Que si, pour consolider la paix, on se fût réuni dans un commun effort pour faire oublier la guerre, il ne nous resterait plus qu'à mettre sous les yeux de nos lecteurs un résumé des pertes et des incalculables malheurs dont Lyon a été la victime. Mais quand après avoir harangué M. le préfet-bienfaiteur, des magistrats publient et font afficher une adresse de félicitations à l'armée, il 'est nécessaire de faire connaître ce monument de l'histoire de nos aberrations politiques.

« Soldats ,

« La ville de Lyon , la France , la civilisation
 « toute entière, ont couru un immense danger
 « que votre valeur a su repousser. Après une lutte
 « prolongée , après les efforts si constans d'un

« courage dont chacun de ses membres, a été le
 « témoin, le conseil municipal de cette grande
 « et malheureuse cité éprouve le besoin de vous
 « payer le juste tribut de son admiration et de
 « sa reconnaissance. Vous avez vaincu l'anarchie,
 « vous avez repoussé loin du sol de la France les
 « principes anti-sociaux qui l'avaient déjà enva-
 « hie, mais qui n'y sauraient jamais pousser de
 « profondes racines. Appuyée sur la monarchie
 « qu'elle-même a fondée, la liberté ne saurait pé-
 « rir en France que par ses propres excès; c'est
 « à des excès que vous avez déclaré la guerre, et
 « c'est sur eux que vous avez remporté la plus
 « glorieuse victoire; et vous avez ainsi bien mé-
 « rité de la liberté de la France et en particulier
 « de la ville de Lyon.

« Pour copie conforme :

Le maire de Lyon ,

VACHON-IMBERT. »

On sait comment on a combattu; nous n'ajou-
 tons donc rien à ces paroles; en d'autres temps
 qu'en ceux de discordes civiles, on pourrait pro-
 noncer sur de tels actes. Il n'y a pas de bons
 juges, là où il n'y a pas de juges désintéressés.

Après la victoire, il n'était pas étonnant que le
 pouvoir songeât aussitôt à récompenser ses agens;

c'était de bonne guerre, et Lyon était en état de guerre. Les croix, les pensions, les grades vinrent à foison, et firent, par leur éclat, oublier aux vainqueurs que les vaincus étaient leurs frères. Il s'agissait pour le gouvernement de son existence; on avait combattu pour lui, il récompensait largement. C'était justice.

Cependant une démarche faite par un officier supérieur d'artillerie, semblerait faire pressentir que plus tard on ne jugera peut-être pas comme aujourd'hui. M. le colonel Alphand a adressé les lignes suivantes à plusieurs journaux.

« Il me paraît utile de faire savoir que MM. les
 « officiers d'artillerie de la garnison de Lyon,
 « seuls responsables de l'exécution des ordres
 « qu'on leur a donnés pour amener promptement
 « la fin des troubles de cette ville, avaient déclaré
 « d'avance qu'ils n'accepteraient aucune faveur
 « ou récompense qui serait la suite des déplorables
 « événemens dont les habitans ont été les victi-
 « mes; c'est ce qui explique pourquoi ces offi-
 « ciers n'ont reçu ni décoration, ni avancement.

« ALPHAND, lieutenant-colonel,
 « commandant l'artillerie de la place.

« Lyon, 1^{er} avril 1834.

Quelque interprétation qu'on veuille donner

à cette lettre, de quelque détour qu'on se serve pour en atténuer le sens, il ne paraît pas moins évident qu'elle a été dictée par un sentiment digne d'éloges, et qu'une idée bien honorable pour son auteur y domine : le refus d'une récompense pour prix du sang français répandu dans nos discordes civiles. Pourquoi M. Gasparin n'a-t-il pas refusé et la croix de commandeur de la Légion-d'Honneur et la pairie ? Pourquoi M. le général Aymarn'a-t-il pas refusé la croix de grand-officier ? En agissant ainsi, ces messieurs eussent fait une action grande et louable ; la population aurait compris leur conduite. Après avoir souffert des mesures rigoureuses de l'administrateur et du général, elle honorerait leurs sentimens de Français, elle se consolerait peut-être, et leur voix ne se ferait jamais entendre en vain.

Une autre marche a été adoptée par le parti vainqueur. Tandis qu'on envoyait à la hâte trois membres du conseil municipal, pour épargner à la ville la malheureuse nécessité de payer les dégâts, on ouvrit une souscription pour les vainqueurs qui les avaient faits. Aux récompenses des adresses flatteuses, on ajoutait les récompenses de l'or. Par une singulière contradiction, ceux qui en 1830 souscrivirent pour les barricadeurs de Paris et les assassins de cheminées, ceux-là même, souscrivirent en 1834 pour les soldats

qui ont combattu les barricadeurs et les assassins. Ceux qui appelaient le peuple héroïque après avoir été un jour porté par lui sur le pavé, ceux que le peuple avait vaincus depuis et épargnés; vainqueurs aujourd'hui l'insultent et l'outragent. Était-ce donc ainsi que les désastres de Lyon devaient être réparés ? A la joie des triomphateurs, à leurs chants de victoire, toute la ville était sourde. elle ne voyait, elle ne sentait réellement que ses plaies et ses douleurs. Le conseil municipal, quelques centaines de personnes criaient seuls : *Tout est sauvé* ; tandis qu'une population immense, voyant comme on l'avait sauvée, ne savait ce qu'elle devait le plus déplorer *des ravages des factieux ou de la protection du pouvoir* (1).

La lutte est finie, les ouvriers reprennent lentement leurs travaux, plus d'un métier a cessé de battre, parce qu'il n'y a plus de bras pour les faire mouvoir ! les familles dont quelques membres avaient pris les armes, sont dans la consternation, les expatriations ont commencé ; et si le télégraphe dit à Paris : *Les travaux ont recommencé ; la ville est calme*, le télégraphe dit aussi : *Les perquisitions et les arrestations continuent* : tableau fidèle tracé en peu de mots qui n'ont pas besoin de commentaires...

(1) Rapport de M. Amilhau à la Chambre.

L'ordre règne dans Lyon, ordre matériel, conquis au prix d'effroyables désastres et de sacrifices difficiles à croire, et dont on verra plus loin un aperçu d'après des renseignemens pris quelques jours après les événemens.

Aux régimens présens à Lyon au commencement des hostilités, il faut ajouter les 20^e et 21^e léger, les 15^e, 16^e, 58^e et 60^e de ligne : le 4^e dragons : le 3^e et 10^e chasseurs : le 5^e hussards, et deux batteries du 10^e d'artillerie ; tous ces corps, arrivant en partie ou en entier à la première réquisition du général Aymar, mettaient à sa disposition une force de plus de 7,000 hommes.

Les pertes des troupes, d'après les rapports publiés et que nous avons lieu de croire officiels, peuvent être ainsi évaluées :

En tués	officiers.	27	} total. 115
	sous-officiers et soldats .	88	
en blessés	officiers.	43	} total. 360
	sous-officiers et soldats .	317	

* Total des hommes mis hors de combat. . . 475

Les ouvriers blessés qui n'avaient point été portés à l'Hôtel-Dieu ou pris par les soldats, continuant à se faire soigner chez eux et pour cause, il est plus difficile d'évaluer leur perte. Cependant on sait qu'à l'hôpital civil 137 blessés avaient été reçus : d'après des calculs probables, on peut

porter le nombre total des blessés populaires à quatre cents et celui des morts à un peu plus de deux cents. Voici quel est le relevé des cadavres déposés en divers endroits ou enterrés pendant ces tristes journées :

Au cimetière de Vaise	47	cadavres.
Au dépôt de Saint-Paul.	56	»
Au dépôt de l'Hôtel-Dieu	95	»
Aux Cordeliers.	5	»
A Saint-Georges	9	»

Total. . . 212

Dans ce nombre sont comptées beaucoup de victimes inoffensives dont nous avons eu occasion de parler dans plusieurs endroits de ce récit.

En comparant cette perte au nombre des combattans populaires, elle est dans une proportion infiniment plus forte que celle des blessés de la troupe : cela vient de la manière dont finirent plusieurs engagemens : sur beaucoup de points on *passait par les armes* les combattans pris les armes à la main ou supposés tels ; or en *passant par les armes*, le nombre des morts augmente facilement...

Le nombre des ouvriers engagés dans l'action, peut avoir été de deux à trois mille, tant qu'il ne s'est agi que de se barricader et d'arrêter la troupe ; mais quand il a fallu combattre, on ne

peut raisonnablement compter plus de 600 à mille hommes, dont la moitié à peine armés de fusils. A l'occasion des divers engagemens, il a été parlé du nombre des combattans armés que l'on supposait y avoir pris part; les partisans du gouvernement eux-mêmes, sont d'accord sur ce point avec nous. Seulement aujourd'hui on veut assurer à la France que des étrangers, des bandits, des gens sans aveu combattaient seuls à Lyon. On cite avec emphase des rapports établissant que sur 10 blessés à l'Hôtel-Dieu, un seul est ouvrier en soie. On regarde comme étrangers, des per-ruquiers, des menuisiers, des tailleurs de pierre, etc. A cet égard il est bon de faire quelques observations.

Il y a trois mois, on devait en finir avec les ouvriers en soie, la question était industrielle : aujourd'hui on loue les ouvriers en soie de leur modération; la question est politique.

L'opinion des ouvriers graduellement conduite à devenir opposée au gouvernement existant, réduit à leur juste valeur toutes ces assertions : quant à savoir si les combattans appartiennent à telle ou telle association, qu'on se rappelle que les plus exaltés seulement de toutes les sociétés populaires étaient d'avis de prendre les armes : que bien des gens avaient commencé à se battre, qui, trouvant moyen de rester cachés chez eux

ou chez quelques amis, en profitèrent pour se soustraire à la mort : que le quartier de Saint-Georges a tenu l'un des derniers, quoique ce fut celui où l'on trouva le moins de prisonniers à faire *passer par les armes*; disons donc que si un certain nombre d'hommes étrangers à la ville de Lyon a pu prendre part au combat, ceux-là ont dû être plus facilement pris que les autres combattans. Car dans les hôtels, chez les logeurs, dans les rues dont ils connaissaient moins bien les détours, tout concourait à les livrer à la police, et l'on sait que même dans les temps de calme une *battue de police* n'est jamais faite inutilement.

Inhabiles à se cacher, beaucoup parmi eux durent aussi attendre et subir les dernières chances du combat : ce n'est pas un étranger, cet ouvrier resté dans St-Nizier au moment où les soldats irrités se précipitent dans l'église, et qui les reçoit en feignant d'en être le sacristain. Ce ne sont pas des étrangers, ces hommes du peuple et en grand nombre qui s'échappent derrière cette femme, frappée de terreur, qui n'ouvre qu'en tremblant à des militaires, une porte de communication sur le derrière de St-Nizier. Que les étrangers soient donc nombreux à l'hôpital et dans les prisons, la chose est toute simple, mais est-ce à dire qu'eux seuls auraient pu imposer leur défense aux ouvriers de Lyon, et

qu'en si petit nombre, ils eussent forcé des masses populaires (1) à les laisser faire et à souffrir tant de privations et de malheurs?... Il y avait sympathie à St-Georges, à Vaise, à la Croix-Rousse; il y avait aussi coopération.

Si ceux qui ont combattu, ou fait combattre avec tant d'acharnement contre les travailleurs, prétendent ne les avoir pas rencontrés à l'hôpital ou dans les prisons, s'ils font même affirmer qu'ils n'y étaient pas, ce n'est pas qu'ils croient que tout est fini, mais ils voudraient le faire croire. Ils ont vu une poignée de ces ouvriers mal armés, tenir pendant trois jours en échec une garnison nombreuse; et tous n'ont pas été *balayés par la mitraille*; ils savent aussi que déjà parmi eux, l'on signale les noms de ceux qui souscrivent pour les vainqueurs; et qu'une population traitée en ennemie tout entière, pourrait un jour encore, faire entendre sa voix. Certes nous ne sommes pas suspects, ce n'est pas pour nous que ces malheureux ont combattu, l'insurrection n'a jamais été notre principe, et nous en sommes toujours les victimes; mais en voyant que les mêmes hommes qui ont poussé les ouvriers lyonnais dans la carrière po-

(1) Voir dans le coup-d'œil sur Lyon, le grand nombre d'ouvriers qui l'habitent.

litique, nient aujourd'hui les conséquences de leurs principes destructeurs de l'ordre social, et prétendent écraser ceux qui les réclament, notre cœur français n'a pu s'empêcher de battre d'indignation et de rétablir les faits, en proclamant de dures vérités.

XIII.

Aperçu des dégâts. — Sur qui retombe la responsabilité des dévastations. — Arrestations. — Les presses du Réparateur sont brisées. — Les légitimistes ne sont pour rien dans ces douloureux événemens. — Les républicains. — Conclusion.

Dans un siècle aussi matériel, aussi positif que celui-ci, à une époque où tant de choses se réduisent à des questions d'argent ou de chiffres, il n'est pas étonnant qu'au sortir des horribles désastres dont Lyon vient d'avoir à souffrir, le montant de ses pertes matérielles, soit peut-être ce qui a le plus frappé les esprits.

Les organes de la presse indépendante ont élevé bien haut le chiffre de ces pertes. Sans doute ils n'étaient que les échos de ce que racontaient dans les premiers momens les témoins des ruines de la cité. Ainsi on a dit que les pertes

s'élevaient à près de soixante millions ; mais plus tard les journaux ministériels ont eu bien soin d'atténuer le mal, et quand on est venu demander à la législature une indemnité pour ceux qui avaient le plus souffert, quand on a voulu faire des catégories entre ceux qui devaient se partager les parcimonieuses aumônes de nos députés, on a dû être frappé de la mesquinerie du chiffre proposé par l'autorité comparativement à l'opinion publique, déjà formée. Le but de cet ouvrage a été de développer les causes de ces désastres, d'en dérouler l'épouvantable tableau et d'en indiquer les conséquences possibles ; mais pour évaluer au juste les dégâts commis, bien des documens nous manquent, et nous craindrions de tromper le lecteur en lui donnant une évaluation quelconque : nous aimons mieux nous borner à citer quelques faits qui parlent assez haut pour qu'il soit inutile d'ajouter aucun autre commentaire à cet aperçu.

Les principales ruines sont dans le faubourg de la Guillotière, où une seule des maisons qui ont été incendiées donnait un revenu de 18,000 francs. Nous avons cité quelques-unes de celles qui ont été incendiées. Dans ce faubourg seul il aurait fallu donner les douze cent mille francs proposés à la chambre et rejetés par elle (1). Les

(1) Le rejet de cette loi a produit le plus fâcheux effet à

maisons pétardées dans l'intérieur de la ville sont en grand nombre. Dans les rues Raisin, Mercière, des Capucines, des trois Maris, place de l'Herberie, rue de l'Hôpital, on en compte plus de neuf; sur le quai de Flandres, deux maisons ont été abymées par le canon; et rue Grenette, une est entièrement brulée; une autre maison a été démolie par le canon, quai du Rhône, deux abymées, quinze autres complètement brulées ou détruites; sur la place de l'Herberie trois ont été violemment endommagées par le pétard, et sur la place du Concert, une grande quantité ont été battues en brèche ou criblées de balles, ainsi que l'église des Cordeliers, de Saint-Nizier et Saint-Bonaventure. Si l'on ajoute à cette nomenclature les dégâts moindres éprouvés dans une infinité de petites rues de la ville, on saura à qui l'on doit ajouter plus de foi, ou aux exagérations de la *presse* ou aux rapports officiels du gouvernement.

Une immense responsabilité pèse donc sur quelqu'un : Lyon a été ravagé et ne l'a point été par les factieux. Après avoir ordonné la destruction, le pouvoir s'excuse de ses résultats sur la nécessité. Il rejette l'odieux de ses moyens de repression sur ceux qui les ont motivés. Les dé-

Lyon et le journal ministériel lui-même s'est rendu l'écho des plaintes de ses habitants.

bats du procès mettront le pays à même de prononcer sur la nécessité des désastres ; la justice dira les noms des coupables et ses décisions seront respectées ; mais sans rien préjuger, il est nécessaire de répondre d'avance sur un point à l'opinion publique, et de signaler d'odieuses manœuvres et une tactique depuis long-temps connue, dont l'usage semblait être à jamais tombé dans le mépris.

Les arrestations de combattans obscurs s'étaient multipliées à la fin du combat. Rien n'était venu dévoiler la cause imminente d'une explosion depuis si long-temps annoncée. On ne voulait pas voir dans le mouvement d'une population devenue accidentellement politique, les résultats de la révolution de 1830, ère nouvelle si vantée de prospérité et de richesse.

Parmi les partisans ou les agens du gouvernement, une rumeur vague accusait sourdement le parti légitimiste d'être l'auteur de cette insurrection. Ils étaient irrités de voir que les masses s'étaient détachées d'un pouvoir créé par elles. Ils croyaient ou feignaient de croire que les amis du gouvernement déchu, ennemis naturels du gouvernement actuel, devaient avoir tout fait contre lui. Ces bruits furent répandus à dessein, ou peut-être, parce que aveuglés toujours sur les causes des événemens, les hommes ne voient

point ce qui est, mais ce qu'ils désirent être. Dès correspondances officieuses ne manquèrent pas de propager au loin ces imputations dénuées de fondement, et une accusation nouvelle vint donner un semblant de réalité à une phantasmagorie de soupçons sans fondemens, ou de calomnieuses attaques.

M. de Bourmont fils était venu à Lyon quelque temps avant les événemens, j'y étais aussi, mais depuis plus long-temps. Comme tous les habitans des quartiers de la préfecture, nous n'avions pu quitter l'hôtel que nous habitions pendant ces jours de combat; on s'inquiéta ou on feignit de s'inquiéter de notre présence; nous fûmes arrêtés et scrupuleusement visités. L'autorité administrative qui savait elle-même à l'avance l'inutilité de ses recherches, consentit à cette arrestation, si elle ne l'ordonna point. *La rumeur publique seule* était invoquée contre nous, elle se grossit aussitôt de mille bruits contradictoires et absurdes; avec nous, tous les légitimistes se trouvèrent personnellement mis en cause.

L'argent d'une loterie (1) dont les malheureux Vendéens déportés ou exilés ont recueilli le produit, avait été, disait-on, distribué à l'émeute.

(1) M. le préfet du Rhône lui-même a eu entre les mains les reçus de la somme totale et il les a trouvés parfaitement en règle.

A la défense de plusieurs postes on nous avait vus payer de notre personne; la futilité de ces accusations était connue de la justice, et lorsque tout fut rentré dans l'ordre, une accusation préventive devait cesser de plein droit. Elle cessa, mais le premier coup avait porté; le parti légitimiste continua à être l'objet de sourdes attaques. N'ayant aucun fait à articuler contre la masse, on chercha à compromettre les individus. Les visites domiciliaires, les perquisitions furent inutiles. Malgré les menaces et les brutales atteintes portées à la propriété (1), la presse royaliste se fait entendre. Elle proclame la haute position de son parti. Si on l'accuse encore aujourd'hui, on est obligé de recourir à une publicité que l'on a faite soi-même et dont on a reconnu la nullité. Sans doute quelques légitimistes comme nous ont pu être pris et gardés en personne, nous ne savons à quelles accusations ils auront à répondre; mais si, témoins de la résistance héroïque d'un peuple attaqué par des forces supérieures, cédant à une indignation momentanée, quelques uns avaient pris les armes, nous les plaindrions; ils auraient été égarés, et n'en

(1) Des sapeurs du génie sont venus sans mandat, ni ordre aucun, pour briser les presses du *Réparateur*. A la plainte portée, il a été répondu qu'on n'y pouvait rien...

seraient pas moins coupables. S'il était vrai qu'ils eussent poussé à un mouvement dont ils n'ont point partagé les chances, il seraient plus coupables encore, mais leur parti ne peut être responsable de leur erreur ; car leur parti est un parti d'ordre et de loyauté, de bonheur public et d'union en France. Il peut admirer le courage partout où il est ; mais il déplore le résultat d'erreurs dont il a été la première victime. La royauté légitime, objet de son affection raisonnée, ne lui commande pas de traverser le sang pour arriver à son but. Déjà une fois cette royauté s'est trouvée en présence de la révolution ; déjà elle a vu la révolution lui disputer la France, et comme la mère dans le jugement de Salomon, elle a préféré céder ses enfans à sa rivale, plutôt que de n'en avoir que les sanglans lambeaux. Témoins obligés d'une lutte inégale et malheureuse, les légitimistes ont eu des plaintes pour les coupables égarés, des secours pour les victimes. Une souscription a été faite ouvertement parmi eux et distribuée par les ministres du culte, les vrais amis du pauvre et de celui qui souffre. Toutes leurs démarches ils les ont faites au grand jour ; ils laissent à d'autres les accusations et les récriminations, quand les résultats de la violation de leurs principes produisent leurs conséquences. Leur mission est de guérir les

plaies de la révolution ; ils l'accomplissent alors même qu'elle trône.

Si la France, convoquée pour prononcer entre eux et leurs calomniateurs, avait pu auparavant connaître le résultat du procès qui s'instruit à Paris, elle saurait quels ont été dans cette circonstance les véritables amis de l'ordre et du pays. En attendant, légitimistes, laissons passer la justice de Dieu, celle des hommes viendra après.

Nous ne dirons rien du parti de la république ; trop de ses partisans sont en cause pour que nous hazardions aucune réflexion. Amis de la vérité, nous nous sommes fait un devoir de présenter dans un récit impartial tous les traits de courage, de modération ou de générosité par lesquels ce parti s'est signalé, bien que nous ne partagions pas ses illusions.

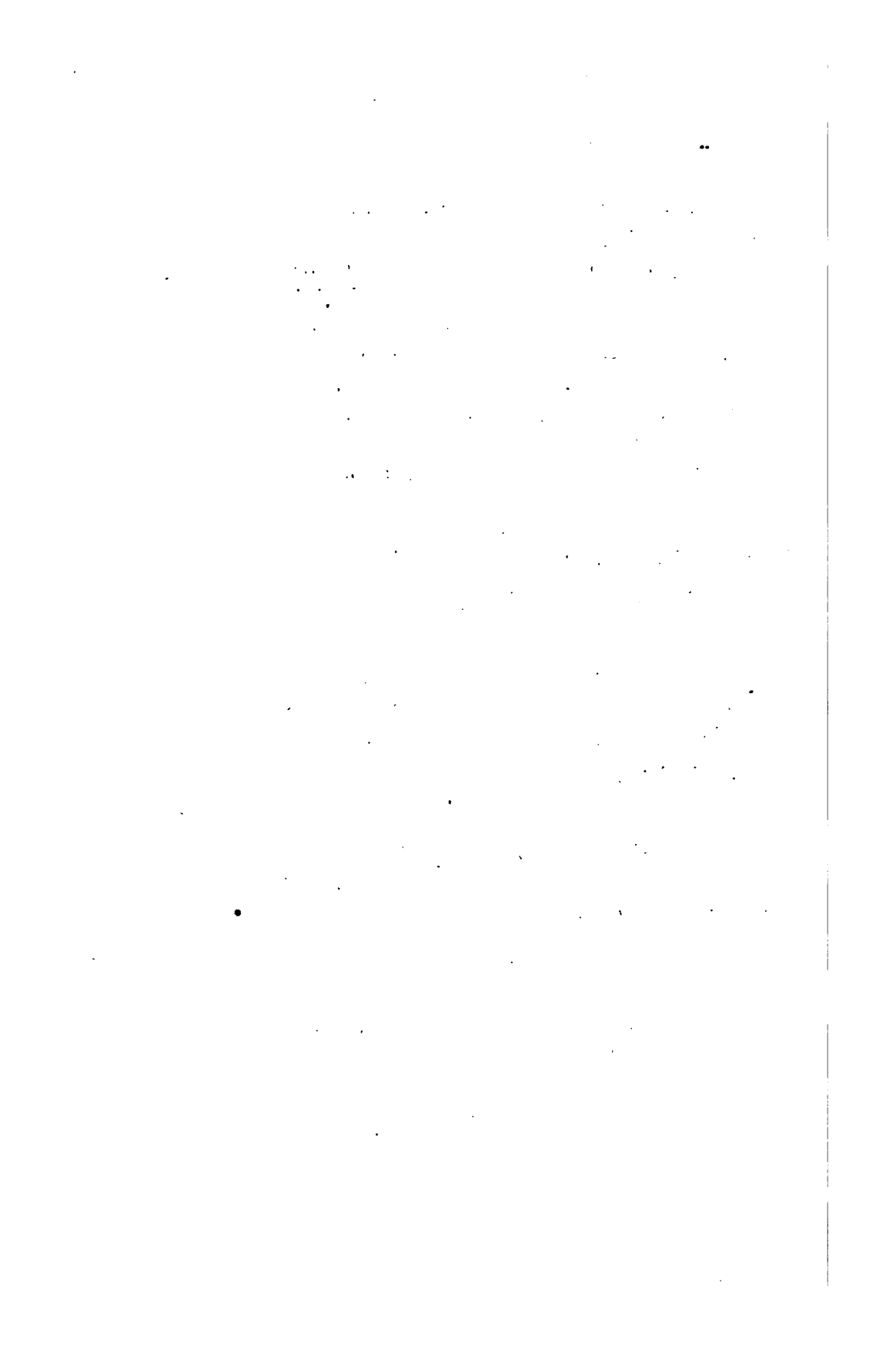
Si quelquefois, dans le cours de cet ouvrage, des paroles d'un blâme sévère nous ont été arrachées par plusieurs actes du pouvoir, c'est qu'un pouvoir institué par la France, dit-on, peut être jugé dans ses actes. Représenter les causes éloignées et le caractère de la lutte ; parler sans haine et sans crainte ; tel en est le but. Pourquoi faut-il que, n'ayant pas les opinions des vainqueurs, nous ayons si peu à dire de leur modération paternelle, et si souvent à détourner la tête en

signalant les résultats d'une bravoure dont personne ne doute en France.

En voyant décerner des palmes , d'autres avaient déjà dit, en touchant cette corde si délicate dans les temps de dissensions civiles ; que l'ostentation des récompenses est une insulte à la paix publique , un encouragement à une exaltation aveugle qui, tout en poursuivant les factieux, a enveloppé dans leur châtement mérité de paisibles et inoffensives victimes : nous n'avons pas craint de le répéter.

Puisse le lecteur le plus prévenu contre notre manière de voir, après avoir lu le récit fidèle de ces malheureux événemens, se bien convaincre qu'un désordre est toujours la suite d'un autre désordre ; puisse-t-il comprendre que la cause de tant d'erreurs n'est pas seulement dans une confusion de pouvoirs, mais bien aussi dans la violation des principes de justice et de moralité publique.

L'avenir nous apprendra si le pouvoir, dont une grande victoire civile vient de signaler la force repressive, aura oublié que *tout pouvoir qui joue au jeu sanglant de la guerre civile, finit par perdre la partie.*



PIÈCES A L'APPUI.

A.

Curieux journal d'un ouvrier de la Croix-Rousse, président d'une société patriotique, sur les événemens auxquels il a pris part.

... Un ouvrier en soie, ancien militaire; homme de cœur, mais égaré comme tant d'autres, avait écrit la note suivante; on nous l'a communiquée, nous ne la livrons à nos lecteurs que comme un simple renseignement dont nous n'assumons en rien la responsabilité. Nous supprimerons les outrages qu'un vaincu au désespoir et réduit sans doute à mendier le pain de l'exil, adressait au vainqueur; nous supprimerons aussi quelques réflexions dont il entremêlait son récit. On y trouvera, en la lisant avec attention, la confirmation de presque tout ce que nous avions écrit, avant que cette pièce ne parvint entre nos mains.

« Le mercredi 9 avril, je me rendis à huit heures du
 « matin de la Croix-Rousse où je loge, à..... quartier
 « du change, pour y rejoindre la société patriotique de...
 « dont j'étais le président (nommé par élection). Nous
 « devions là, attendre la suite de la procédure relative
 « aux Mutuellistes. Les préparatifs qu'avait fait l'auto-
 « rité civile et militaire, devaient nous faire tenir sur nos
 « gardes ; car jamais, en aucune circonstance, on ne vit
 « un pareil déploiement de force contre la nation.....

« Entre neuf et dix heures, je quittais la société pour
 « aller inspecter le terrain, Je n'avais aucune arme, et
 « j'étais comme tous ceux qui, se promenant inoffensifs,
 « allaient bientôt trouver la mort!.....

« A peine avais-je rendu compte de ma mission,
 « que le citoyen X..... premier conseiller, qui était
 « aussi en tournée, entre écumant de rage et nous ap-
 « prend que la mort moissonne..... Nous courons à notre
 « place d'armes, depuis long-temps désignée (1).....
 « Chemin faisant, nous voyons un désordre complet ; cha-
 « cun fuit. Les uns regagnent leur domicile, les autres
 « leur rendez-vous de section ; l'on court, l'on s'égare.
 « Chaque citoyen était comme isolé, n'étant pas avec des
 « personnes de sa connaissance; on eût dit la défaite du
 « Mont-Saint-Jean. Arrivés au Condeliers, nous ne trou-
 « vâmes pas un seul établissement ouvert.

« Isolés sur une place, peu nombreux, sans armes
 « et-exposés aux charges de la cavalerie qui s'approchait,
 « nous prîmes le parti de regagner nos quartiers respec-

(1) Depuis les événements de novembre.

« tifs, de former des barricades et de nous y défendre
 « jusqu'à la mort. Telle fut notre résolution. Nous nous
 « séparâmes ainsi, et chacun se hâta de rejoindre son
 « quartier. Tous ne purent y arriver. De tous ceux qui
 « étaient descendus le matin, je fus le seul qui pus re-
 « joindre la Croix-Rousse, encore avec beaucoup de
 « peine.

« Arrivé sur le plateau, je vis quelques bons citoyens
 « qui étaient déjà à l'ouvrage, je vis un de mes amis à
 « l'angle de la rue des Fossés et du Pavillon, armé d'un
 « fusil; c'était le citoyen X..... qui, le premier à la
 « Croix-Rousse, avait osé prendre les armes pour la dé-
 « fense de nos droits. Je me rendis chez moi prendre mes
 « armes, pour rejoindre ce brave ami.

« Une barricade seulement était en train, quand une
 « colonne déboucha sur la place par la grande barrière.
 « Des voltigeurs s'avancent pour interdire nos travaux de
 « défense. Le citoyen X..... et moi, nous portons
 « quatre fois la mort dans leurs rangs. Ignorant notre fai-
 « ble force, la peur s'empare d'eux; ils battent en re-
 « traite, emportant leurs morts par la rue du Faubourg,
 « et vont se camper au haut de la montée de la Boucle.

« Cette journée fut employée à former des barricades
 « pour nous garantir de l'invasion d'un ennemi qui.....
 « Pendant que nous faisons nos barricades, dans la
 « grande rue du Faubourg, des boulets partant de la ca-
 « serne des Bernardines venaient nous rendre des visites
 « de temps en temps; heureusement que les maisons fu-
 « rent seules victimes.

« À chaque barricade un poste fut établi ; et là chacun
 « des citoyens présens sous les armes, en très petit
 « nombre, comparativement à celui des banquets, cafés,
 « etc., etc.

« Tous rivalisèrent de zèle et de courage, tous déci-
 « dés à mourir pour la défense de leurs droits ; enfin,
 « chacun faisait son devoir d'homme et de citoyen. Le
 « gant nous était jeté, nous fûmes forcés de le relever,
 « non seulement dans l'espoir de vaincre, mais aussi pour
 « montrer à nos oppresseurs que nous veillions au salut
 « de la patrie, et pouvions briser nos chaînes au moment
 « où ils croyaient en avoir rivé les derniers anneaux.

« Ici plus franc que les écrivains sur lesquels retombe
 « toute la responsabilité de leur langage, je ne nierai point
 « la cause pour laquelle j'ai combattu, et je dirai fran-
 « chement et sans rougir, si ce n'est de joie et de gloire :
 « *Oui, je suis républicain* ; oui, mes amis qui ont com-
 « battu à côté de moi, étaient tous républicains ; non,
 « nous n'avons pas attaqué, ni même cherché le combat
 « sans pourtant le redouter, mais nous avons répondu à
 « la force par le courage et au nom de la République,
 « seul gouvernement où un peuple puisse rencontrer
 « quelque garantie pour ses droits. Par conséquent, con-
 « venez, Messieurs les écrivains, et ne rougissez pas d'a-
 « vouer que cette poignée de braves, qui a soutenu le feu
 « de vingt mille hommes pendant six jours, n'aurait pas
 « tenu plus de vingt-quatre heures, sous l'influence d'une
 « autre cause que celle de la République. Si vous le niez
 « encore, tant pis pour vous. Quant à nous, j'ose vous

« affirmer que le coq chantera dix mille fois, sans nous
 « voir renier notre cause, l'indépendance du peuple.

» Dans la nuit du 9 au 10, un officier sous-lieutenant au
 » 28^e tomba en notre pouvoir ; il fut pris les armes à la
 » main, c'est-à-dire un fusil. Vous croyez que nous allions
 » le fusiller. Là, serions-nous blâmables ? N'ont-ils pas fu-
 » sillé les nôtres ? Nos frères demandaient vengeance ; eh
 » bien ! si les républicains savent combattre leurs ennemis
 » les armes à la main, ils ne savent pas les assassiner sans
 » défense ; ils les respectent. Honte à ceux qui professent
 » des sentimens contraires !.... Le septième jour au ma-
 » tin, il fut mis en liberté sans avoir souffert ni éprouvé
 » d'autre privation que celle de sa liberté.

» Je reviens à nos combats. Le 10 nous fîmes assez
 » tranquilles à la Croix-Rousse, à l'échange près de quel-
 » ques coups de fusil, sur les deux heures de relevée. Le
 » 10, je vis arriver le citoyen X..... que je n'avais pas
 » revu depuis la réunion des.... et que je comptais mort,
 » blessé ou prisonnier. Il m'engagea à descendre au quar-
 » tier Saint-Paul ; j'y consentis d'autant mieux, que je
 » brûlais de brûler mes cartouches, ce qui ne pouvait se
 » faire à la Croix-Rousse ce jour-là, attendu que l'ennemi
 » ne se présenta pas. Nous descendîmes par le pont de la
 » Gare. En passant à la caserne dite de la Gare, nous
 » prîmes cinq à six livres de poudre et une carabine.
 » Nous passâmes après le pont, par Vaise, Saint-Just, et
 » descendîmes par la montée Saint-Barthélemy sans ren-
 » contrer d'obstacle. On occupait alors tout ce quartier
 » jusqu'au Bourg-Neuf.

« Ainsi rien de nouveau pendant cette matinée, si ce
 » n'est le trait suivant : Le citoyen.... se présentant de-
 » vant la caserne des *Carnes déchaussés*, montés des Ca-
 » pacins, pour parlementer, on lui demanda de se présen-
 » ter avec cinquante hommes sans armes et deux hommes
 » armés, la crose en l'air à condition qu'en serait respecté.
 » De notre côté, nous marchâmes de bonne foi. Le citoyen
 » X.... se présenta avec deux hommes armés et cinquante
 » sans armes, ainsi qu'on était convenu. Oh ! douleur ! pres-
 » que arrivés à bout portant, la crose en l'air, eux aussi, ils
 » ne firent que tourner leurs armes, et firent une décharge ;
 » nos amis, heureusement, furent protégés par le détour du
 » mur, un seul fut blessé ; un autre reçut une balle qui,
 » pour sa bonne étoile, eut l'adresse de lui enlever son
 » pantalon et son caleçon, sans toucher à la chair...

« Le second jour, on prit le fort Saint-Lrénée, auquel
 » on mit le feu après s'être emparé du canon ; mais, hé-
 » las ! il n'y avait pas de munitions ; car si l'on avait eu de
 » quoi servir activement ces pièces pendant cinq ou six
 » heures, notre triomphe était assuré. Dieu avait décidé
 » autrement.

« Le 12, nous partîmes de chez le citoyen X..... cinq
 » hommes et un guide pour Limonet, où, d'après les ren-
 » seignemens parvenus, les mailles-postes avaient été obli-
 » gés de s'arrêter et renfermaient, disait-on, les délé-
 » gés du gouvernement. Nous y arrivâmes en recouvrant
 » la neige tout le long de la route.

« Là, en présence de témoins, ainsi que de l'adjoint,
 » en l'absence du maire, formalité que notre honneur et

» notre délicatesse nous enjoignaient pour la garantie
 » même du courrier, nous avons procédé à l'ouverture du
 » caisson, et nous n'avons trouvé que les lettres et les
 » journaux. Nous nous sommes rafraîchis, et nous som-
 » mes repartis sans avoir obtenu aucun succès.

» Je dois dire que nous fûmes d'abord regardés com-
 » me des brigands, parce que deux hommes à cheval,
 » armés jusqu'aux dents, avaient commis des excès dans
 » ces environs. Ces hommes n'étaient pas des nôtres; nous
 » ne les apercevoir aux habitants, en leur reprochant de
 » ne les avoir pas fait arrêter. En novembre, nous avions
 » fusillé plus d'un pillard....

» Enfin, nous prîmes la route de Vaise. Chemin faisant,
 » nous apprenons que les soldats s'en sont emparés; qu'ils
 » égorgent tout, qu'il nous est de toute impossibilité de
 » repasser en Vaise. Comment faire? il n'y a pas d'autre
 » route. Quelqu'un propose de déposer les armes dans
 » une maison et de se retirer un par un, proposition à la-
 » quelle je ne peux pas consentir. Nous étions trois de la
 » Croix-Rousse. Nous gagnâmes les deux autres et nous
 » passâmes alors par Saint-Cyr, Saint-Rambert et Cuir.

» A la montée de Cuir, nous fûmes accostés par deux
 » hommes très-bien mis qui, disaient-ils, arrivaient de
 » Châlons pour savoir s'il fallait marcher sur Lyon. Je leur
 » posai les questions suivantes : — Avez-vous de la gar-
 » nison? Pensez-vous pouvoir vous en rendre maîtres?
 » Sur leur réponse affirmative, je les engageai à repartir
 » immédiatement, à désarmer la garnison, à proclamer le
 » nouveau gouvernement (la république), à diviser leurs

» forcés et à faire marcher de suite sur Lyon tous ceux
 » dont ils pourraient disposer. Je me permis de leur re-
 » procher le peu de zèle qu'ils avaient mis dans une af-
 » faire qui devenait celle de toute la France. A quoi ils
 » nous répondirent, qu'ils avaient reçu des ordres le pre-
 » mier jour *de ne pas bouger sans recevoir un exprès* qu'ils
 » ont attendu ; enfin, ils partirent en promettant tout , et
 » sont encore à arriver.

» Nous voilà à la Croix-Rousse. Le dimanche 13, cha-
 » cun était à son poste ; nous avions échangé quelques
 » coups de fusil. Nous avions une barricade à Saint-Clair
 » auprès de la Boucle, assez bien travaillée, formée par une
 » tranchée de quatre pieds de profondeur sur dix de lar-
 » geur ; la terre rejetée de chaque côté nous faisait une
 » redoute et nous mettait à l'abri des coups de l'ennemi.
 » Vers midi , un bataillon avec une pièce et un obusier
 » descendit de Montessuy, et vint le long du quai droit
 » pour s'emparer de notre barricade, qui les gênait pour
 » leurs communications avec la ville, bien décidés à nous
 » l'enlever.

» Malheureusement le poste de cette barricade n'était
 » alors gardé que par des jeunes gens ne connaissant pas
 » l'art militaire, non plus que les avantages de leur position.
 » Observez que le peu d'hommes soldats que nous étions
 » dans notre armée, ne pouvaient pas être partout, et que
 » si le courage était partout, l'expérience n'y était pas de
 » même.

» Nos jeunes gens crurent en voyant s'avancer l'enne-
 » mi , qu'ils devaient battre en retraite ; les soldats vinrent

» jusque sur la barricade ; les haches des sapeurs avaient
 » déjà fait brèche ; mais un feu nourri par une trentaine
 » d'hommes bien décidés, leur apprit que le poste s'était
 » replié plutôt par ignorance que par lâcheté ; ils furent
 » forcés d'abandonner la barricade et de s'en aller.

» Nous étions alors sur les hauteurs qui dominent le
 » quai Saint-Clair ainsi que la place de la Boucle ; ils bra-
 » quèrent alors leur pièce et leur obusier contre nous
 » pour nous débusquer ; mais ils furent trompés encore ;
 » car lorsqu'ils mettaient le feu à leur pièce, tout le monde
 » disparaissait ; lorsqu'ils rechargeaient, les balles leur
 » descendaient un ou deux serrens, jusqu'à ce qu'enfin,
 » n'ayant plus envie de faire ce métier, la ligne prit ses
 » pièces à la prolonge et retourna dans sa caserne de
 » Montessuy.

» Vers quatre heures, le feu avait cessé sur toute la li-
 » gne, ou plutôt sur tous les points de la ville, ce qui nous
 » inquiétait assez, lorsque nous apprîmes que le général
 » avait donné une suspension d'armes pour vingt-quatre
 » heures.... Le 14, à quatre heures de relevée un coup
 » de canon se fit entendre. C'était le signal pour nous at-
 » taquer nous seuls qui tenions encore. Une ligne s'établit
 » le long du glacis et de l'autre côté du Rhône. Le feu
 » s'engagea partout. Les soldats tiraient embusqués. Un
 » bataillon déboucha par la barrière Saint-Clair faisant
 » mine de marcher sur notre barricade. Ils furent accueil-
 » lis comme des ennemis dont nous connaissions ce que
 » nous avions à attendre. Mais un mouchard ou plusieurs
 » leur livrèrent un passage. Ils montèrent au pas de charge

» l'escalier de la maison n° 10 de Saint-Clair qui monte
 » rue des Gloriettes. Ils croyaient tromper notre vigilance.
 » Mais nous fûmes assez heureux pour les prévenir encore,
 » et pour sauver notre commune de leurs dégâts.

» Ici je pourrais vous raconter quelques traits de la
 » barbarie de nos adversaires. Si je vous disais comment
 » dans une maison ils mettaient tout en pièces, et com-
 » ment une malheureuse femme enceinte de cinq ou six
 » mois fut tuée par eux sans pitié. Un vieillard et un enfant
 » ont été abimés. Mais, silence, une balle prolétaire nous
 » a vengés. Un sergent qui était là a reçu la mort, les au-
 » tres s'en souviendront après lui....

» Le feu continua encore quelque temps mais faible-
 » ment. L'ennemi avait débouché par la rue des Gloriettes
 » et le clos Rey. Nous étions environ cent combattans
 » divisés sur trois points. Mais nous étions cent mille pour
 » le courage. Nous n'avions pas perdu notre terrain lors-
 » que par une ruse du pouvoir (1) la défection pénétra
 » dans nos rangs. Des lettres furent adressées aux proprié-
 » taires d'intervenir parmi les combattans pour les enga-
 » ger à rentrer dans l'ordre ; que le lendemain matin, s'il ,
 » n'en était pas ainsi, le fort Montespuy brûlerait la Croix
 » Roasse, et la commune serait livrée aux horreurs de la
 » guerre. Nous voulions nous enterrer sous les ruines ;
 » mais nous dûmes céder aux remontrances d'une grande
 » majorité qui nous observa que le sort de milliers de

(1) Un soldat qui a été forcé de céder le champ de bataille où il
 voulait trouver la mort se croit toujours trahi. Plût au ciel que dans
 la ville le pouvoir eût employé plus souvent de pareilles ruses !

» familles dépendrait de nous... Nous étions responsables
» du sang de nos frères... n'ayant pu trouver la mort dans
» le combat nous avons été obligés de chercher notre sa-
» lut dans un exil qui sera plus ou moins long... Dieu
» fera le reste.

» Liberté, égalité des droits et non des biens.
Voilà notre devise.

Mai 1834.

PRISE DE ST-BONAVENTURE.

B.

**Tableau de l'intérieur de cette église, d'après un médecin employé
au service des blessés, témoin oculaire.**

Monsieur R... docteur, demeurant à Lyon dans le quartier de l'église des Cordeliers, fut appelé par les insurgés pour panser quelques blessés ; il y vint. Forcé de donner ses soins à l'ambulance établie au quartier-général, il y reçut de ces malheureux le nom de *citoyen major*. M. R... homme de cœur et de talent avait entrepris d'écrire lui-même les terribles scènes dont il avait été témoin ; son émotion l'a empêché de continuer. Nous allons rapporter textuellement les détails qui nous ont été communiqués par celui à qui M. R... les a racontés lui-même. Ils ont un cachet de vérité que nous n'aurions pu que défigurer ou altérer en les intercalant dans le cours de la narration ; avant tout nous voulons être vrais.

« Le mercredi, il ne resta qu'une demi-heure dans l'église de St-Bonaventure que des blessés seuls occupaient : la fusillade était lointaine, les barricades ne commençaient à s'élever qu'alors. Il rentra chez lui après le pansement et y resta jusqu'au samedi. Ce jour-là, à onze heures moins un quart, il retourna à l'église qu'il trouva transformée en quartier-général. Dans la nef du côté du Rhône, au fond du temple, quelques ouvriers travaillaient à la poudre; vis-à-vis, autour d'un large feu, un autre groupe fondait des balles. Dans la chapelle voisine étaient les vivres, et dans l'autre nef, la caisse militaire où chaque ouvrier déposait les abondantes aumônes qu'on jetait de toutes parts. La chapelle des fonds baptismaux servait d'ambulance; les bancs de l'église renversés, couverts de quelques poignées de paille, étaient les seuls lits qu'eussent les blessés. Dans cette nef se trouvaient réunis R., un chirurgien anglais qui n'a pas reparu, une femme du peuple, une jeune fille qui avait apporté de la charpie, une fille publique de 15 à 16 ans, portant un pistolet à sa ceinture, tantôt soutenant les blessés, tantôt présidant à la distribution des vivres, tantôt faisant des orgies avec ceux qui n'étaient pas de service. Sur l'autel étaient rangés des fioles et des médicaments qu'avait apportés un pharmacien. On avait près de cent livres de charpi. Des sentinelles gardaient les deux portes; des barricades de chaises entouraient la fabrique de poudre. *Le citoyen-major* et M. Bérard le vicaire pouvaient seuls les franchir.

» On apporta d'abord une femme qui avait la poitrine

» traversée d'une balle; son sang et sa respiration s'é-
 » chappaient par l'ouverture; elle étouffait. R. avait mis
 » son doigt aux lèvres de la blessure pour arrêter l'hémo-
 » ragie; mais fatigué de cette position gênante, il était
 » obligé de l'abandonner. M. Bérard le remplaça; d'une
 » main arrêta le sang, de l'autre acheva de lui donner l'ex-
 » trême-onction; scène déchirante qu'on n'a pu voir sans
 » une vive émotion !

La jeune fille redoublait pendant ce temps ses soins
 auprès des autres blessés; elle les consolait et leur parlait
 du ciel et du bonheur d'une sainte mort (1). Beaucoup l'é-
 coutaient et la remerciaient; d'autres lui répondaient par
 des paroles grossières, et loin de se rebuter, elle avait
 pour ceux-ci des soins plus affectueux encore.

A midi, R. voulut dîner; il sortit pour gagner un restau-
 rant, mais les barricades lui fermaient tout chemin. Ne
 voulant pas s'exposer inutilement aux balles des militaires
 en les franchissant, il témoigna son désir à quelques ou-
 vriers, et bientôt on vit entrer à l'église un traiteur suivi
 de cinq ou six hommes qui lui apportaient un excellent
 dîner où même le dessert ne fut pas oublié.

« Rien n'égale l'affection que lui témoignaient les ou-
 » vriers. Les uns l'embrassaient, les autres lui serraient les
 » bras de manière à les lui briser, d'autres se mettaient
 » presque à genoux devant lui; mais *Lagrange* surtout
 » avait pour lui des caresses d'une noblesse, d'une gran-
 » deur qui le saisissait. L'empire de ce chef sur tous les

(1) Elle reçut au milieu de ces scènes terribles le surnom de
l'Ange.

» ouvriers est étonnant ; un seul de ses regards suffisait
 » pour faire rentrer dans l'ordre les plus mutins.

» *Lagrange* portait un chapeau noir enfoncé sur ses
 » yeux noirs, une redingote noire boutonnée jusqu'au cou,
 » un pistolet d'arçon à la ceinture et trois poignards dans
 » son sein ; il était partout à la fois, courait à toutes les
 » barricades, les franchissait comme un cerf, malgré les
 » balles qui pleuvaient sur lui, et paraît à tous les événe-
 » mens avec une habileté prodigieuse ; il était secondé ad-
 » mirablement par le sous-chef, jeune homme d'une audace
 » et d'un courage à toute épreuve.

» Cependant à chaque instant, les blessés arrivaient
 » plus nombreux. A deux heures, la canonnade devint
 » horrible ; toute l'église tremblait ; les ouvriers se re-
 » plièrent dans les chapelles, craignant à chaque moment
 » de voir le clocher s'écrouler sur eux. Bientôt les feux de
 » peloton se joignirent à la mitraille.

» R. incliné sur les blessés, absorbé par ses opérations,
 » avait perdu de vue les mouvemens militaires, quand une
 » grêle de balles vint s'abattre au-dessus de sa tête contre
 » l'autel et les murs de la chapelle. Il se retourna ; les sol-
 » dats entraient dans l'église. A leur tête, un sergent, noir
 » de poudre, les cheveux brûlés, tirait sur tout ce qu'il
 » apercevait. La fille publique tomba par terre en pleu-
 » rant ; la jeune fille continua ses pansemens ; l'autre
 » femme resta stupéfaite. *Courage*, lui dit R., *les balles*
 » *ne font point de mal* ; et dans le même moment elle éleva
 » vers lui sa main sanglante, fracassée par une balle. Un
 » ouvrier avait caché son fusil à la vue des soldats ; blessé

» il le saisit de nouveau, tire, manque et tombe percé
 » de six balles. En un instant l'église fut plongée dans une
 » nuit profonde ; la poudre des ouvriers sauta. Les soldats
 » faisaient un feu terrible ; trois cris distincts s'élevèrent
 » au-dessus du fracas ; on venait de tuer trois malheureux
 » cachés dans un confessional. R... eut alors un moment
 » d'angoisse horrible ; cependant rappelant sa présence
 » d'esprit, il saisit par la main deux soldats prisonniers,
 » se plaça au milieu d'eux, debout, protégeant ainsi les
 » femmes et les blessés.

« En ce moment cette jeune fille qui avait montré tant de
 « courage, l'ange lui saisit le bras. *Monsieur*, lui dit elle,
 « *les physionomies se reconnaissent, je n'ai pas peur de la*
 « *mort, mais de la brutalité des soldats ; promettez-moi de*
 « *me défendre.* R. le lui jura. *Regardez-moi*, lui dit elle
 « encore, *croyez-vous qu'on puisse me prendre pour une de*
 « *ces malheureuses ?* en lui montrant l'autre femme qui
 « pleurait.....

• Cependant la troupe tirait toujours dans les autres
 » nefs. Un ouvrier vint tomber expirant sur la paille de
 » l'ambulance et il râlait encore : *Vive la liberté ! Vive la*
 » *république !* A ces cris, les fusils se tournèrent du côté de
 » l'ambulance. *Tais-toi, malheureux*, lui dit R. qui se voyait
 » perdu, *tais-toi ou je t'écrase la tête* et il lui levait le pied
 » sur le front. Le blessé répéta son cri jusqu'à son dernier
 » soupir... Un autre se précipite à genoux devant les sol-
 » dats ; le sergent lui applique son fusil contre la poitrine ;
 » le coup retentit sourdement et lui sépare les parois de
 » l'estomac. M. Bérard demande la vie pour deux blessés ;

» on l'écarte, ils sont massacrés. Un jeune homme se
 » cache sous un cadavre ; il est découvert et tué à bout
 » portant. Un seul enfant échappe au carnage ; un soldat,
 » attendri par ses larmes, le prend et le jette par-dessus
 » la grille de l'ambulance.

» A mesure que les troupes arrivaient, elle se ran-
 » geaient devant cette chapelle ; c'est ainsi que furent
 » protégés quelques femmes, les blessés, les deux chi-
 » rurgiens et le pharmacien qui les avait accompagnés ; on
 » ne cessa cependant le feu qu'à cinq heures et demie, six
 » heures. Une trentaine d'ouvriers s'échappa par la porte
 » secrète de la sacristie, tous les autres furent passés par
 » les armes ou faits prisonniers. On fouilla alors l'ambu-
 » lance, on trouva des cartouches sur un blessé qui fut
 » emporté immédiatement. R... crut aussi qu'on allait
 » les conduire en prison ; la jeune fille lui fit encore pro-
 » mettre de l'accompagner et de la protéger. Ils furent
 » rendus à la liberté à sept heures. Comme on se battait
 » encore dans les rues, R... demanda au capitaine un
 » soldat pour les accompagner : *Allez vous faire f....* lui
 » dit l'officier, *je ne veux pas faire tuer un soldat pour vous.*
 » — *Croyez vous qu'elle ne vaille pas vos soldat,* lui dit R...
 » *D'ailleurs c'est pour la protéger contre vos satellites, et non*
 » *pas contre les ouvriers, que je vous le demande.* Le capi-
 » taine lui en accorda un. Il reconduisit la jeune personne
 » qui est à présent malade de frayeur, puis il rentra chez
 » lui où il est resté jusqu'à la fin des événemens.

BULLETIN D'UNE BARRICADE.

D.

Nous avons dit que les prisonniers faits par le peuple ont été respectés. Nous croyons intéresser les lecteurs en insérant ici le bulletin d'une barricade déjà publié à Lyon, et qui n'a encore été contredit par personne. Il confirme toutes nos assertions sur la nature du combat et sur l'emploi des formes républicaines adoptées par les combattans.

« Mercredi, 9 avril, je fus forcé par les circonstances de
» me retirer à la côte des Carmélites. La consternation
» était sur tous les visages; néanmoins les ouvriers tra-
» vaillaient avec activité à former des barricades; peu

» d'hommes armés protégeaient les travaux. A trois heures
 » de l'après-midi, la Grand-Côte, la côte des Carmélites,
 » le bas de la rue de Flesselle, le clos Casati et la rue
 » Vieille-Monnaie, furent en état de défense.

» La caserne du Bon-Pasteur fut prise : M. Meunier,
 » aide-major au 27^e, fut arrêté par un poste au moment
 » où il se rendait à ses fonctions, il fut reconduit chez
 » lui sur parole et sommé de panser les blessés. Les ou-
 » vriers n'ont qu'à se louer de la conduite de cet officier ;
 » les matelas et les sommiers de la caserne furent portés
 » aux barricades.

» Le jeudi 10, à cinq heures du matin, la rue des Petits-
 » Pères fut garnie d'une forte barricade. Vers midi, la
 » troupe fit mine de vouloir nous débusquer, mais nous nous
 » portâmes en avant et nous nous emparâmes de la place
 » Sathonnay. Les hommes qui manquaient d'armes en-
 » trèrent dans différentes maisons et s'en munirent. Peu
 » après, il partit un feu roulant des croisées ; nous
 » n'eûmes que deux blessés, c'est alors que nos cama-
 » rades remontèrent aux barricades et s'y maintinrent
 » d'une manière toute militaire ; la caserne fut aussitôt
 » crénelée, ce qui garantissait le jardin des plantes d'une
 » invasion ; dès-lors on fit la cuisine dans les postes. Dans
 » l'après-midi, le courrier de la malle-poste fut arrêté et
 » conduit au grand poste ; quatre autres personnes fu-
 » rent également arrêtées ; tous les égards leur ont été
 » prodigués, elles peuvent en rendre témoignage.

Tout se passa ainsi jusqu'au dimanche 12 en escar-
 » mouches de coup de fusil ; c'est alors qu'on adressa
 » aux habitants du quartier la demande suivante :

CITOYENS !

» Vous êtes invités par les amis de l'ordre et de la liberté à coopérer à la subsistance des citoyens armés pour la cause publique. Divers individus sans qualité se sont permis de recueillir des dons en en faisant leur profit, et nous voulons prévenir de si lâches infamies ; les chefs de poste sont spécialement chargés de recevoir et de partager entre les postes de la division. »

» Le lundi 13, après cinq jours de résistance, sans communication et presque sans armes, on assemble un conseil composé de vingt-cinq citoyens, où l'on délibéra sur les moyens de retraite ; l'état des hommes et des armes y fut soumis. En voici le résultat :

» *Soixante-dix mauvais fusils pour deux cents hommes*, tels étaient les moyens de défense.

» Celui qui présidait ce conseil fit l'allocution suivante : »

Citoyens !

» Dans la position où nous nous trouvons en face d'une armée, la résistance est inutile ; votre courage loin de s'affaiblir, semble s'augmenter ; vous ne voudriez pas être la cause de la destruction des familles qui vous entourent, ce serait du sang français qui coulerait de plus et inutilement. L'humanité nous commande de

» chercher les moyens d'une retraite honorable. On
 » ~~pouvait faire retraite, mais on n'est pas pour cela vaincu;~~
 » nous pouvons encore être utiles au pays. Nos efforts,
 » j'en suis convaincu, feront ouvrir les yeux à ceux qui
 » n'ont pas suivi notre exemple; il faut tout attendre du
 » temps. Si cependant vous voulez combattre encore, je
 » serai le premier à vous en donner l'exemple, et si ma
 » vie pouvait payer ce que nous demandons, je suis prêt
 » à la livrer à la bouche du canon. »

» On délibéra pour que la retraite se fit dans la nuit
 » du 13 au 14; on délibéra également pour renvoyer les
 » prisonniers et chacun d'eux put retourner chez lui. Après
 » la délibération on travailla aux barricades, comme si on
 » ne songeait qu'à la défense. On se dit adieu en s'embras-
 » sant; des larmes coulèrent sur le sort de nos frères morts
 » pour la liberté, ce qui est pour l'histoire des peuples
 » encore une leçon. »

P. S. Dans les cinq jours nous avons eu un homme
 tué chez lui et cinq blessés.

RÉCLAMATIONS ET OBSERVATIONS

Du corps municipal de Lyon.

Le conseil municipal de Lyon avait eu soin dans toutes ses proclamations, de représenter le service rendu à Lyon par l'armée, comme un service rendu à toute la France, et pour cause. C'est qu'au bout des adresses, des parades, du Te Deum même, le conseil municipal voyait l'obligation pour la ville de payer les frais de la guerre.

Trois de ses membres, MM. Terme, Chinad, et Faure-Peclet, partirent pour Paris avec mission de demander que la France entière, et non la commune de Lyon, fût appelée à payer. Nous recommandons au lecteur la lecture de cette pièce et des réflexions qui la suivent.

Note à l'appui des réclamations de la ville de Lyon.

A peine délivré des horreurs de la guerre civile. Lyon s'est hâté d'envoyer à Paris une commission chargée de

noble mandat de solliciter auprès du gouvernement la réparation des graves dommages dont un combat de six jours l'a rendu victime. Cette commission va remplir un devoir sacré en précisant les raisons de droit et d'équité sur lesquelles s'appuient les justes réclamations de la malheureuse cité dont elle est l'organe.

Laisser peser sur quelques citoyens le fardeau des pertes essuyées pendant le cours des déplorables événements d'avril, est une pensée tellement injuste et odieuse, qu'elle ne saurait se présenter à l'esprit de personne.

Pour que la commune de Lyon soit responsable des dévastations qui couvrent son sol, il faut qu'elles aient été commises par des attroupemens séditeux, et il n'en est rien : ces dévastations sont exclusivement le résultat de sa défense militaire, *c'est la défense militaire qui a jugé souverainement les mesures à prendre* ; c'est elle qui a suppléé à la force numérique de la garnison par les boulets, la mitraille, l'incendie : c'est elle qui a mis une formidable artillerie à la place des bataillons qui lui manquaient.

Et comment la loi de vendémiaire pourrait-elle être applicable à la ville de Lyon ? En quoi a-t-elle mérité la peine dont cette loi punit les communes qui n'ont pas arrêté les désordres ? Quels reproches peuvent être adressés à ses magistrats ? Que les fonctionnaires du gouvernement disent en quoi l'administration municipale n'a pas concouru avec l'autorité supérieure pour conjurer l'orage, ainsi qu'elle avait déjà réussi à le faire en février dernier. « Qu'ils disent si les magistrats municipaux, » dépouillés, en vertu d'un arrêté récent, d'une partie

» de leurs attributions de police, attributions confiées
 » exclusivement aux mains du préfet, avaient la pais-
 » sance d'éloigner de Lyon les élémens de désordre qui
 » abondent dans une grande ville. »

Accusera-t-on les citoyens ? Mais tout reproche envers eux est plus impossible encore. *La garde nationale n'existe pas à Lyon : le désarmement des bons citoyens a été complet, et si des armes ont échappé aux perquisitions, elles ne pouvaient rester que dans les mains des agitateurs, seuls intéressés à les cacher. Et comment les habitans de Lyon auraient-ils pu se concerter pour concourir à la défense de l'ordre ? Leur isolement n'était-il pas absolu ? Ne leur était-il pas interdit de circuler dans les rues, d'entr'ouvrir leurs portes, leurs fenêtres sous PEINE DE MORT ?* La commission ne blâme pas ici de si rigoureuses mesures qui, exigées par l'intérêt de la défense, placent au moins la responsabilité des citoyens à l'abri de toute atteinte.

Ainsi la commune de Lyon n'a encouru aucune responsabilité à la suite des événemens d'avril : il ne saurait à cet égard s'élever aucun doute. Mais aux termes des lois, sur qui doit reposer notre responsabilité ? La commission n'hésite pas à le dire, sur l'état, et sur l'état seulement.

L'anarchie avait déclaré la guerre à la France, à la civilisation : Lyon a été le champ de bataille où s'est vidé le débat, et c'est à la France à réparer les pertes éprouvées par Lyon, dans l'intérêt de la propriété de tous et des institutions du pays. Non, les citoyens ruinés ne peuvent être abandonnés à leur propre misère ; non, des propriétaires ne peuvent être ainsi dépouillés, des fa-

milles mises à nu, chassées de leurs domiciles, de leurs lits, sans qu'il y ait réparation, indemnité. Les livrer au malheur qui les frappe, ce serait les plonger dans le désespoir et l'exaspération. Et cette indemnité que l'équité demande, c'est au gouvernement à la payer. L'insurrection organisée à Lyon était toute politique ; elle tendait à un changement d'institutions, à l'établissement de la république ou de tout autre gouvernement assis sur le désordre et l'anarchie : c'est ce que prouvent les délibérations des associations républicaines, les proclamations imprimées, et les mouvemens qui ont simultanément éclaté à Paris, Châlons, Grenoble, Saint-Etienne et autres villes.

Ainsi, c'est le gouvernement qui, attaqué, a usé du droit de sacrifier la chose privée pour sa conservation : mais le sacrifice, il l'a fait dans son intérêt, et il doit une réparation. *C'est le canon qui a violemment exproprié les citoyens pour cause de salut de l'état*, c'est l'état qui doit le prix de l'expropriation, et cette dette est plus sacrée que dans l'expropriation ordinaire, où, protectrice de la propriété, la loi a voulu que l'indemnité fût préalable.

La dette de la France sera payée. Le gouvernement ne voudra pas que le triomphe de l'ordre coûte des larmes et des regrets. *Il sait que le temps, qui efface insensiblement la douleur que causent les vertus personnelles les plus chères, est impuissant à faire oublier LES PERTES DE FORTUNE, LES DÉVASTATIONS MATÉRIELLES.* Chaque rue, chaque maison de Lyon en porte les horribles traces ; et c'est ce hideux spectacle de tous les jours, de tous les instans, qu'il faut

se hâter d'arracher aux regards d'une population qu'il afflige et qu'il irrite.

Les membres de la députation de la ville de Lyon,
CHINAD, FAURE-PÉCLET, TERME.

Paris, 22 avril 1834.

Les considérations sur lesquelles s'appuient les représentants de la bourgeoisie lyonnaise, pour mettre à la charge de l'état les indemnités auxquelles donnent lieu les dévastations opérées par les troupes aux ordres du général Aymar, nous paraissent de nature à faire quelque impression sur tant d'esprits, qui trouvent commode d'accuser les factions de tout le mal que fait le gouvernement en voulant abattre les factions. Ce qu'il y a de plus clair dans les réclamations en question, c'est que le juste-milieu lyonnais lui-même est amené par ses propres désastres à reprocher au gouvernement :

- 1° D'avoir dissous la garde nationale ;
- 2° D'avoir désarmé les citoyens ;
- 3° D'avoir donné des institutions municipales étroites et impuissantes ;
- 4° De s'être défié de la population, au point de défendre aux bons comme aux mauvais de sortir de chez eux, sous peine de mort ;
- 5° Que c'est la défense militaire qui a jugé exclusivement des mesures à prendre et décidé l'emploi de la mine, du boulet et de l'incendie contre la ville.

Si à ce document des envoyés lyonnais, on joint les

phrases suivantes de M. Amilhau, député, au sujet de la loi sur une indemnité à accorder aux individus malheureux et non à la commune, on appréciera l'impartialité et la vérité de notre récit.

« Lyon a subi les ravages d'une horrible dévastation ;
 » les lois de la guerre ont été appliquées avec ses conséquences. Des habitations sont tombées au bruit de la foudre, ou ont été dévorées par l'incendie. Des citoyens inoffensifs, des femmes, des enfans sont morts victimes des moyens employés pour comprimer et réduire la rébellion. D'autres ont perdu tout ce qui faisait la consolation de leur vie, et peut-être leur seuls moyens d'existence. »

Le premier des magistrats municipaux avait d'abord été, dès le premier moment, *suspendu par l'autorité supérieure*. Une décision militaire défendait aux citoyens de sortir de leur demeure, même pour subvenir aux premiers besoins de la vie, et ils étaient exposés à périr, ou par les explosions, ou par l'incendie, destinés à réduire les rebelles.
 « Ils ont obéi à la loi militaire, et cependant la destruction qui a brisé leurs maisons n'est point l'ouvrage des rebelles. »

DÉNONCIATION AU ROI DES FRANÇAIS.

Le procès qui va s'instruire mettra sans doute au grand jour tous les faits que nous avons à peine indiqués. Si tous les parens ou amis des victimes innocentes, *passées par les armes*, pouvaient donner les mêmes détails que M. Lauvergnat, signataire de la lettre suivante, il ne resterait plus rien à dire sur les accidens déplorables dont Vaise et la Guillotière ont été le théâtre. N'ayant rien raconté, nous croyons devoir mettre cette pièce sous les yeux de nos lecteurs, elle est le complément de toutes les autres.

A sa Majesté Louis-Philippe 1^{er}, roi des Français.

« SIRE ! »

« Le règne de la justice est celui des grands rois ! Elu
» de la nation, roi des barricades, je demande justice au

» nom de mon malheureux fils, je le demande au nom de
 » cent personnes victimes comme lui de la plus criminelle
 » atrocité.

» Le samedi 12 avril, de midi à une heure, mon fils
 » prit quelque argent et se disposait à rejoindre sa mère
 » et mon fils aîné qui étaient partis pour le village d'Ecully ;
 » il est arrêté un instant de chez lui par des voisins et des
 » amis qui lui demandent où il va ; il entre pour un ins-
 » tant chez les sieurs Véron et Nérard, rue Projetée n. 7,
 » où se trouvait un autre ami, le sieur Prost ; ces messieurs
 » étaient avec leurs épouses. Pendant ce temps, les trou-
 » pes entrent à Vaise, elles sont bientôt maîtresses de
 » toutes les issues de la commune ; alors les soldats du
 » 28^e de ligne, du 15^e léger et des sapeurs du génie en-
 » foncent les portes, pénètrent dans les maisons non
 » fermées. Mon fils, Véron et Prost, sont percés de plu-
 » sieurs coups de bayonnettes ; ils reçoivent des coups de
 » feu, ils expirent dans les corridors et au bas de l'es-
 » calier, le sieur Nérard est sauvé par miracle. Au même
 » instant une infinité d'autres personnes inoffensives pé-
 » rissent dans le voisinage, le sieur Coquet, maître ser-
 » rurier, demeurant route de Tarare, n. 7, est frappé de
 » mort chez lui avec la dame Saupier ; c'était un vieillard
 » de 62 ans ; l'on sait que son dévouement pour votre per-
 » sonne allait jusqu'à l'exaltation. Mon fils, Prost, Véron
 » et Nérard étaient franchement dévoués à votre gouver-
 » nement et à votre personne. Toute ma famille, sire, vous
 » aime, et mon fils est soldat au 54^e de ligne.

» Que le grand coupable, que celui qui a ordonné tant

- » de crimes, paraisse devant les juges ; tel est mon vœu,
- » comme père, comme français. Il doit être exaucé. J'ai
- » rempli un devoir sacré, sire, vous remplirez ceux que
- » la royauté vous impose.
- » J'ai l'honneur d'être, sire, votre très-humble, très-
- » obéissant et très-dévoué serviteur. »

Signé LAUVERGNAT,

Fabricant de couvertures.

Vaise, faubourg de Lyon, le 12 mai 1834.



Table des Chapitres.

	Page.
Avant-Propos.	v
I.	
Coup-d'œil sur la fabrique Lyonnaise. — Les fabricans et les ouvriers. — Les Mutuellistes et les Ferrandiniers.	9
II.	
La fabrique lyonnaise cesse d'être étrangère à la politique. — M. de Lafayette à Lyon. — M. Prunelle, chef de l'opposition en 1830. — L'opposition pousse à la révolte. — Evénemens de novembre 1831. — Conduite politique des ouvriers.	16
III.	
Le gouvernement fait fortifier Lyon. — Changement de conduite des autorités. — Les ouvriers s'en alarment. — Introduction des sociétés républicaines. — Associations et coalitions. — Les ouvriers se détachent du gouvernement. — Cessation du travail en février 1834. — Loi contre les associations.	23
IV.	
Provocations du pouvoir. — Prudence des républicains. — Procès des Mutuellistes. — Séance du samedi 5 avril. — Ses conséquences. — On se dispose au combat. — Influence de paroles publiquement prononcées, sur les	

malheurs qui suivirent. — Silence de la mairie. — Sa proclamation, son insuffisance. — Préparatifs de guerre. — Proclamation républicaine, Sa nullité. — Le combat est inévitable.

30

V.

Coup-d'œil topographique de Lyon. — Sa population. — Force de la garnison, le 9 avril au matin. — Bonnes dispositions du Général. — Les deux partis s'observent. — Place Saint-Jean. — Premier feu. — Les ouvriers courent aux barricades. — Situation de la ville.

45

VI.

Le combat s'engage partout. — La place de la Préfecture est enlevée par les troupes. — Faible défense et importance de ce point. — La Guillotière se barricade. — Les hauteurs sont occupées par les insurgés. — Prise du télégraphe, interruption des communications. — Fin de la première journée. — Silence de l'autorité municipale.

56

VII.

Nouvelles transmises par l'autorité, — Dans quel but. — Renforts partant pour Lyon. — Les ouvriers se préparent à faire une vigoureuse résistance. — Discipline maintenue parmi eux.

66

VIII.

Matinée du 10 avril. — Les ouvriers dans les campagnes. — Le drapeau noir à l'Antiquaille. — Défense de la rive droite de la Saône — Modération des ouvriers manquant de pain. — Attaque de la Guillotière par l'artillerie. — Incendies, dévastations. — Résultats de ce combat. — Proclamation de la préfecture. — Prise du fort

Saint-Irénée par le peuple et de trois pièces de canon. — L'insurrection de plus en plus violente. — Quartier de Saint-Bonaventure. — Discipline des ouvriers, leur petit nombre. — Ils fabriquent de la poudre. — Perquisitions dans les maisons. — Désintéressement des ouvriers. — Générosité d'un soldat.

77

IX.

Situation intérieure de l'insurrection pendant les journées du 10 et du 11. — Les troupes se fortifient sur les points occupés par elles. — Proclamation de la préfecture. — Triste aspect de la ville.

96

X.

Réflexions sur la lenteur des attaques de l'armée dans les premiers momens de combat. — Insuffisance présumée de la garnison. — Pourquoi l'on attendit des renforts. — Les ouvriers reconnaissent leur isolement. — Saint-Etienne ne les secourt pas. — Leur dénûment. — Manque de direction politique. — Ils doivent succomber.

104

XI.

Les renforts attendus sont arrivés. — L'insurrection est épuisée. — Le faubourg de Vaise est enlevé. — On passe des vaincus par les armes. — Attaque et prise de Saint-Bonaventure. — Prise de Fourvières, de Saint-Georges. — Reddition de la Croix-Rousse. — Fin des hostilités.

111

XII.

Conduite du pouvoir après la victoire. — Adresses et proclamations. — L'artillerie a refusé les récompenses. — Singuliers rapprochemens. — Evaluation des pertes dans l'armée et dans le peuple. — Composition des masses. — Observations.

124

XIII.

Aperçu des pertes et des dégâts. — Sur qui retombe la responsabilité de ces dévastations. — Arrestations. — Les presses du *Réparateur* sont brisées. — Les légitimistes ne sont pour rien dans ces douloureux événements. — Les républicains. — Conclusion.

129

PIÈCES À L'APPUI.

147

FIN DE LA TABLE.

A 63995 4

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06958 2636

**DO NOT REMOVE
OR
MUTILATE CARD**